

Les droits de l'homme à l'Est

Plus que jamais, le clivage des droits de l'homme, accentué par l'effet Gorbatchev, a scindé l'Europe socialiste en deux camps : les bons et les mauvais élèves, tous pourtant signataires du document final de la CSCE. Celui-ci, adopté il y a tout juste deux semaines à Vienne, contraint théoriquement les Etats à « garantir à tous le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sans distinction aucune ».

Force est de constater que la majorité des Etats socialistes ne manifestent aucun empressement à mettre en pratique ces dispositions. La meilleure élève, et de loin, demeure la Hongrie, dont les progrès sont tels qu'elle se trouve maintenant en conflit avec ses propres « alliés » sur le problème des minorités et du droit de circulation. En témoigne la douloureuse affaire des douze Roumains réfugiés depuis septembre à l'ambassade de Hongrie à Sofia, et dont ni les Roumains ni les Bulgares ne veulent faciliter l'émigration vers Budapest. La Pologne suit de près la Hongrie sur la voie de la respectabilité, même si les autorités de Varsovie n'ont pas caché qu'elles continueraient à refuser des passeports à certains opposants.

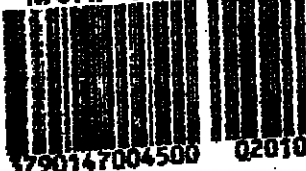
Ce n'est pas un hasard : la Hongrie et la Pologne sont toutes deux engagées dans un processus de recherche de solutions politiques nouvelles, permettant d'intégrer l'opposition à des degrés divers. A l'opposé, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et surtout la Roumanie ne font rien pour démontrer la réputation de « bad boys » acquise à la CSCE.

Au moment où leurs représentants discutaient sur les principes humanitaires à Vienne, la répression s'abattait sur les manifestants de Prague et de Leipzig. Le dramaturge tchèque Václav Havel, reçu par le président Mitterrand lors de sa visite à Prague, et pour lequel même l'intelligence officielle commence à se mobiliser, est emprisonné depuis maintenant plus de deux semaines. En Bulgarie, les autorités n'ont pas hésité, à la veille de la visite de M. Mitterrand, à arrêter les défenseurs les plus actifs des droits de l'homme, ne les relâchant que pour les traîner dans la boue via les médias officiels.

Enfin, la Roumanie, non contente de plonger sa population dans un état de clochardisation croissante, en arrive maintenant à lâcher ses médias sur un ambassadeur britannique désireux de remettre une lettre à une opposante.

Et l'URSS ? Le « grand frère » s'est gardé jusqu'ici de décerner des blâmes ou des encouragements publics aux mauvais et aux bons élèves. Si M. Gorbatchev a osé émettre quelques critiques à l'adresse du président Ceaulescu, reçu à Moscou avec tous les honneurs, la « Pravda » et l'agence Tass n'ont pas ménagé leurs condamnations des manifestants de Prague. Qu'en auront donc pensé ces jeunes gens qui scandaient « Gorbatchev ! » sur la place Venetian ? Pour être se seront-ils alors souvenus qu'à Moscou les membres du mouvement indépendant Union démocratique n'ont pas non plus le droit de manifester, et que les dirigeants nationaux-soviétiques sont derrière les barreaux.

M 0147 - 0201 D - 4,50 F



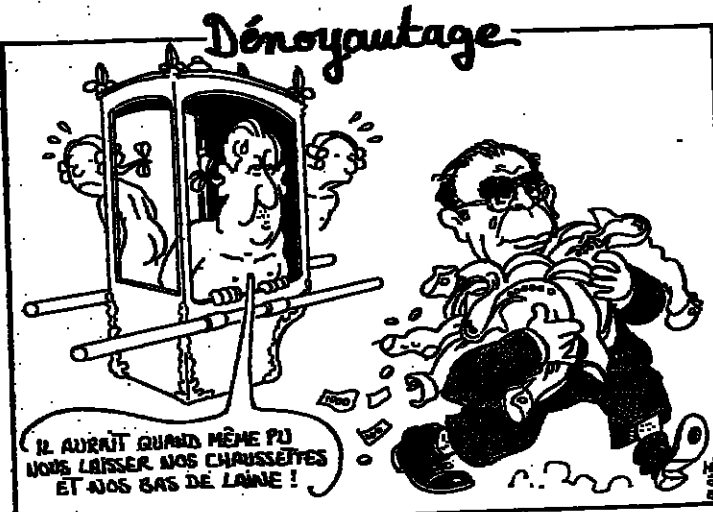
3790147004500 02010

Convaincue de l'existence de « délits d'initiés »

La COB a transmis à la justice le dossier de l'affaire Pechiney

Après avoir examiné le rapport de M. Michau sur l'affaire du rachat d'American Can par Pechiney, le collège de la Commission des opérations de Bourse, réuni mardi 31 janvier, convaincu de l'existence de délits d'initiés, a décidé de transmettre lui-même le dossier à la justice. M. Pierre Bérégovoy devait rendre public le rapport mardi après-midi. (Lire page 48.)

Le conseil des ministres a, d'autre part, examiné le projet de loi sur le « dénoyautage » des privatisées. (Lire page 43.)



M. Mitterrand en Inde

Une visite destinée à relancer les relations bilatérales

PAGE 48

Le procès d'Oliver North

Aux Etats-Unis, la montagne de l'« Irangate » a accouché d'une souris...

PAGE 3

La préparation des municipales à Brest

La droite à l'épreuve de l'algèbre

PAGE 9

Coopération nucléaire franco-soviétique

Des Français participeraient à la conception de centrales en URSS

PAGE 11

Victimes et délinquants

A la recherche d'une « conciliation »

PAGE 11

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Microgravité à bon marché. ■ La préhistoire sur ordinateur. ■ « Vers une médecine prédictive », par Jacques Raffié, professeur au Collège de France. ■ Des synthétiseurs contre les monnettes

Pages 17 à 19

Le sommaire complet se trouve page 48

Mesures à l'étude pour le logement des immigrés

Les nombreuses associations qui viennent d'organiser une Semaine d'action contre la loi Pasqua devraient obtenir satisfaction : un projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France est en préparation. Il devrait être soumis au Parlement au printemps. Mais, parallèlement, le gouvernement étudie des mesures pour favoriser l'intégration des immigrés. M. Michel Rocard exposera les grandes lignes de cette politique, le 10 février, à l'occasion du trentième anniversaire du Fonds d'action sociale (FAS). Le premier ministre indiquera quelques pistes pour améliorer le logement des immigrés, considéré à Matignon comme une priorité.

(Lire page 10)

l'article de ROBERT SOLÉ.

Un entretien avec M. Shamir

« Nous sommes prêts à négocier avec les Palestiniens, mais un Etat palestinien est inimaginable »

Les répercussions de l'intifada, la reconduction d'un gouvernement d'union nationale, la montée en puissance des partis religieux, les nouvelles données internationales, l'évolution de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), autant de sujets qu'aborde M. Itzhak Shamir dans l'entretien qu'il nous a accordé quelques semaines avant la visite qu'il doit effectuer en France, du 21 au 24 février.

« Pourquoi avez-vous finalement préféré former un gouvernement avec les travaillistes et non pas avec les partis religieux ? »

« Tout de suite après les élections, j'ai dit publiquement que je préférais une large coalition, un gouvernement d'union nationale à toute autre formule. Il était clair dès lors que le Parti travailliste devait participer au gouvernement. »

Et dès le début des négociations avec les partis religieux, j'ai été persuadé qu'un gouvernement restreint ne serait pas capable de répondre aux problèmes auxquels

Israël fait face. Etant données les graves attaques dont Israël fait l'objet, aujourd'hui, il était absolument nécessaire qu'un gouvernement d'union nationale soit à la tête du pays.

Un gouvernement fort et stable, qui puisse prendre des décisions audacieuses. Et la formation d'un tel gouvernement a d'ailleurs été accueillie avec enthousiasme par l'opinion publique.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 6.)

POINT DE VUE : la polémique sur l'Opéra

La Bastille : populaire ou culinaire ?

Le musicien Pierre Boulez avait démissionné de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris par solidarité avec le chef d'orchestre Daniel Barenboim. Silencieux mais pas inactif depuis le début des turbulences qui secouent l'Opéra Bastille, il prend aujourd'hui position et tire les leçons artistiques et philosophiques de cette crise.

par Pierre Boulez

Si je me suis tenu à l'écart des polémiques sur l'Opéra Bastille, ce n'est pas par manque de solidarité vis-à-vis des exclus de l'heure présente. Je pensais que mon silence pouvait contribuer à ne pas envenimer le climat actuel ; je m'aperçois qu'il n'en est rien et qu'on essaie, faute d'arguments trébuchants, de réduire mon rôle à des considérations de pouvoir personnel. Soyons explicites :

seules deux institutions engagent directement ma responsabilité en tant que directeur et président. Il s'agit de l'IRCAM et de l'Ensemble Intercontemporain ; leur bilan peut être jugé au plan national comme international.

Chacun est en mesure d'évaluer leurs activités suivant ses propres critères et inclinations, mais on ne saurait leur dénier un fonctionnement correct ainsi qu'un enracinement solide dans la durée et une raison d'être incontestable. Nous avons réussi à forger deux équipes cohérentes, complémentaires et animées d'un véritable esprit d'entreprise. Comme dans toute aventure, nous avons eu des difficultés, que nous avons su résoudre, avec vigueur parfois, mais sans conséquence négative pour le développement de l'institution, bien au contraire.

Pour tous les autres territoires de mon soi-disant empire, sur lequel le soleil s'est longtemps couché de bonne heure, je ne suis jamais allé qu'embarquer, n'étant pas un homme de corridors ; dût ma modestie exagérément souffrir, je dois avouer qu'on m'a souvent sollicité, beaucoup plus souvent que je ne l'aurais souhaité. Si j'ai répondu favorablement à quelques-unes de ces demandes, c'est — qu'est-ce qui fait courir Boulez ? — un certain idéal artistique tout à fait désintéressé. Cela m'étonne toujours de voir que l'on puisse confondre un objectif aussi déterminant avec l'idée passablement triviale de la soif de pouvoir.

(Lire la suite page 14.)



Jean Vautrin



« Jean Vautrin aime s'emparer des mots de son temps et jouer avec eux en virtuose. Bref, il possède la richesse la plus rare : un style. » François Nourissier de l'Académie Goncourt

Payot



Jean Vautrin
Dix-huit tentatives pour devenir un saint



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 P CFA ; Grèce, 11 fr. ; Irlande, 155 pes. ; Italie, 60 p. ; Japon, 150 y. ; Liban, 1.500 L. ; Luxembourg, 30 F. ; Malaisie, 12 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,80 \$; USA, 80¢ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

RÉGIONS

Refaire la carte de France

EN 1982, les socialistes ont ouvert pour achever une évolution déjà largement inscrite dans les faits. Les élus locaux ont suppléant les préfets et gouvernent désormais les collectivités locales. Les partis d'un Etat homogène et fort - dont je suis - sont restés longtemps très réservés à l'égard du principe même de décentralisation. Une telle attitude est désormais tout à fait dépassée. Consacrée par la loi, la région apparaît aux yeux de deux Français sur trois comme « l'unité administrative et politique qui prendra à l'avenir plus d'importance ». C'est pourquoi il convient maintenant de réfléchir aux moyens de rendre notre administration locale plus efficace et plus réaliste.

Telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, la décentralisation soulève de nombreuses difficultés.

La décentralisation a été menée dans notre pays de façon très particulière. Des nouvelles institutions issues d'élections ont été ajoutées aux institutions existantes. Ainsi la France est-elle aujourd'hui le seul pays à superposer quatre niveaux administratifs disposant chacun d'une assemblée délibérante, d'un exécutif local et de services d'exécution.

Une telle diversification des structures n'est guère compatible avec l'efficacité de gestion car elle conduit inévitablement à des enchevêtrements d'autorité, de services, de compétences et de financement. Multipliant les consultations entre les divers échelons, une telle superposition suscite de multiples conflits d'hommes et de pouvoirs.

La tutelle préfectorale servait bien souvent d'alibi aux élus locaux. Aujourd'hui, ceux-ci se trouvent face à leurs électeurs, ils ne disposent pas toujours des moyens nécessaires pour l'accomplissement de leurs nouvelles missions et ils souhaitent bien souvent décider des dépenses en assumant le moins possible la responsabilité des recettes.

Nouveaux contrôles

La suppression des tutelles traditionnelles s'est traduite dans la réalité par la mise en place de nouveaux contrôles tout aussi contraignants et complexes. Ainsi, avec l'octroi des subventions, les aides techniques et les services fournis, les conseils généraux exercent bien souvent sur les communes une tutelle plus insidieuse que ne l'était celle de l'Etat.

La création de nouvelles structures et la mise en œuvre de compétences élargies rendent plus que jamais nécessaires la mise à disposition des collectivités locales d'un personnel compétent, motivé et bien géré, mais, en réalité, l'expérience de ces derniers mois révèle

par PIERRE MAZEAUD (*)

un triple gaspillage des potentialités humaines au service des collectivités locales :

- Les grands corps de l'Etat ont été démolis et désorganisés ;
- Chaque collectivité locale a créé ses propres services, et l'on assiste désormais au triste spectacle d'administrations locales superposées et rivales de l'administration de l'Etat ;
- Enfin, la fonction publique locale a été dotée d'un statut rigide qui prive les élus locaux d'une part importante de leur indispensable autonomie de gestion.

Avant d'achever ce triste bilan, il faut aussi évoquer le coût financier de notre actuelle gestion locale.

En 1988, les recettes fiscales des régions ont progressé quatre fois plus que celles de l'Etat. L'examen des budgets révèle que les crédits de fonctionnement - les frais de personnels notamment - augmentent plus que les crédits d'investissement. Bien installés, bien rémunérés, les responsables locaux ont découvert les charmes des voyages d'études.

Politisation, disparités...

Si la complexité des structures, les gaspillages humains et la dilapidation des deniers publics constituent actuellement les trois maux essentiels de notre gestion locale, celle-ci recèle en outre deux graves dangers pour l'avenir : à court terme, une politisation regrettable qui risque à plus long terme de porter atteinte à notre unité nationale. De plus, certaines structures administratives ont été remplacées par des structures politisées. Les disparités entre collectivités risquent donc de s'accroître.

Un tel bilan - sévère mais lucide - ne peut que nous inciter à réfléchir afin de dégager de nouvelles voies pour moderniser notre administration locale. Correspondant aux réalités économiques et sociologiques de la Région, notre organisation administrative semble aujourd'hui périmée.

La construction européenne et les impératifs d'efficacité économique nous imposent une refonte de nos collectivités locales. Des regroupements s'imposent, et les compétences de chaque collectivité doivent être strictement définies pour éviter les chevauchements et les concurrences coûteuses. Un tel redécoupage devrait, en outre, accroître la démocratie locale et soulager les élus locaux qui aujourd'hui servent à orienter les citoyens dans

(*) Ancien ministre, député (RPR) de la Haute-Savoie.

les dédales d'une administration locale trop complexe.

La France compte aujourd'hui 22 régions, 93 départements métropolitains et 36 433 communes. Au siècle dernier, Bismarck critiquait déjà notre découpage communal et Gladstone parlait de *patchwork*. La construction de l'Europe suppose des structures fédérales et des actions communes. La révolution industrielle, la constitution de vastes ensembles urbains et l'exode rural imposent la révision de notre carte communale. Nos partenaires européens ont, pour leur part, déjà trouvé une solution à ces problèmes. Chez eux, il y a moins de 26 000 communes au total. De nouvelles voies doivent être imaginées pour encourager toutes formes de coopération intercommunale.

Institué au temps des diligences, notre département a-t-il encore un rôle à jouer à l'heure de la construction européenne ? Rien n'est moins sûr.

Partant de l'idée qu'on « ne pourra pas, en France, parler de vie locale tant que subsistera l'actuelle division administrative, son cadre et ses autorités », Michel Debré, dès 1947, dans la *Mort de l'Etat républicain*, proposait une France de 40 départements plus amples et mieux adaptés à la réalité européenne. Cette idée mérite sans doute de nouveaux développements, tout devant être fait pour que les régions deviennent les intermédiaires privilégiés entre l'Etat et la Communauté européenne. Pour ce faire, il faut revoir leur nombre et leur taille tout en redéfinissant leur mission, sans oublier pour autant que l'octroi d'un pouvoir politique aux régions reviendrait à démanteler le pouvoir national unitaire. Car, comme l'a toujours affirmé Michel Debré, « le souci d'un Etat libéral est moins d'organiser la décentralisation que d'éviter, par le jeu des libertés locales, une anarchie de l'administration et un danger de séparation néfaste pour la nation tout entière ».

La modernisation de notre gestion locale ne devra en aucun cas porter atteinte à la force et à l'unité dont notre Etat a besoin - plus encore que certains de ses partenaires - compte tenu de sa position géographique, de sa structure sociodémographique et de son histoire.

BICENTENAIRE

Un nain aux Tuileries

par GEORGES ALEXANDROFF et MARIO ZORATTO (*)

Le promeneur, parisien ou étranger, qui, sorti des splendeurs du Louvre, se fraye un chemin à travers les palissades, en direction de la place de la Concorde doit être surpris en voyant l'état de dévastation des parterres du jardin des Tuileries : socles de statues brisés, pelouses défoncées, arbres menacés, barreaux de charnières, tas de ferraille.

L'explication de ce vandalisme se trouve sur un panneau discret : on y apprend que c'est là que s'élèvera l'édifice majeur imaginé par la Mission du Bicentenaire. Celui-ci, en vérité, vu sa trace dans le sol, semble d'une échelle modeste qui ne justifie en rien de telles déprédations.

Les promoteurs de l'affaire sont étrangement discrets, nul dessin n'a été publié et le sigle d'une société de travaux publics coïncide n'apparaît que sous la forme d'un modeste macaron.

On nous laisse la surprise, mais il apparaît déjà qu'on a affaire à un Bicentenaire nain (environ de la taille d'une station d'autobus ou de deux gymnases). Les promoteurs de l'affaire, qui avaient voulu tout abandonner - et cela aurait mieux valu - ont vu petit dans l'espoir sans doute de la rentabilité.

Le passant étonné se prendra à contempler les deux maillages et immenses en proportion. L'un aborde la rue de Rivoli, l'autre social.

Pourquoi, diable, avoir dévasté un des plus beaux espaces verts de la capitale ?

Si notre passant était informé, il saurait que des dizaines de projets, jamais exposés au public, avaient été présentés pour

Droite et gauche : la frontière

par MAURICE DUVERGER

LES défilés d'initiés font plus de bruit que l'intervention de la Caisse des dépôts dans l'affaire de la Société générale. Cependant, les premiers ne sont que l'écume de vagues superficielles, tandis que la seconde concerne un problème fondamental qui dépasse largement le conflit personnel entre le ministre de l'Industrie et celui des finances. Leur désaccord sur le rôle de l'institution qui recueille les fonds des livrets de caisses d'épargne met en lumière la ligne séparative de la droite et de la gauche dans notre société de consensus global. Cette frontière délimite aussi les conceptions de l'union européenne : les confusions à ces propos obscurcissent les débats sur le fameux objectif du 31 décembre 1992.

Est-il scandaleux que la Caisse des dépôts achète en Bourse des actions d'une entreprise privée telle que la Société générale ? Avant la guerre, la réponse aurait été « oui » à l'unanimité, la Caisse ne se livrant alors à aucune intervention sur le marché financier. Depuis 1945, les choses ont changé. La Caisse des dépôts fait désormais partie des « investisseurs institutionnels », pour employer le jargon du milieu. En Bourse, elle achète surtout des obligations, mais elle acquiert aussi chaque année un certain volume d'actions. Dans ce domaine, comme dans les autres, elle agit soit pour la bonne gestion des fonds qui lui sont confiés, soit dans l'intérêt de l'économie nationale.

Dans les batailles électorales de l'an dernier, les socialistes et les centristes ont dénoncé un certain favoritisme pour le RPR dans la répartition des moyens durs destinés à consolider le capital des privatisées contre des attaques extérieures. Que le vainqueur cherche aujourd'hui à supprimer cette discrimination, rien de plus naturel, puisqu'il s'est engagé devant les citoyens à le faire. Que la Caisse des dépôts aide le gouvernement dans cette tâche, cela serait choquant si elle était poussée à des placements douteux, risquant de mettre en péril l'argent confié à sa garde. Tel n'était pas le cas en l'occurrence. Alors pourquoi cette indignation de Roger Fauroux, personnalité remarquable, qui n'a pas l'habitude de parler à la légère ? Parce qu'on est, ici, au point de divergence entre les socialistes et les ministres d'ouverture, dans une équipe équilibrée par leur association.

Pour un homme qui a exercé pendant près de vingt ans des res-

pousabilités essentielles dans le monde des affaires où sa réussite fut éclatante, l'intervention d'argent public dans le marché public financier a quelque chose d'anormal, voire de scandaleux. Au contraire, il s'agit d'un comportement naturel pour Pierre Bérégovoy, qui a remarquablement réussi sa conversion du marxisme, implicite dans le programme commun, à la social-démocratie, inaugurée sans le dire par Pierre Mauroy et Jacques Delors en 1982, dont il prolonge et affermit l'œuvre à partir de 1984. Une fois abandonnée la théorie que les nationalisations sont supérieures à la gestion privée et forment la transition vers le collectivisme encore plus efficace, demeure l'idée que l'Etat peut intervenir sur le marché par les moyens non contraignants dont il dispose, en jouant intégralement le jeu de la concurrence.

Une perpétuelle dans une évolution

La se trouve la distinction véritable entre le socialisme idéologique et le socialisme empirique pratiqué depuis longtemps dans les pays anglo-saxons, germaniques et scandinaves. Il est urgent de la préciser avant que la pression de nos alliés européens ne parvienne à l'effacer en imposant une idéologie ultra-libérale à la Communauté des Douze.

Dans une compétition mondiale où d'énormes firmes multinationales disposent de liquidités supérieures à celles de beaucoup d'Etats, des institutions telles que la Caisse des dépôts peuvent - et doivent - jouer un rôle important pour les entreprises françaises. Les « moyens durs » d'Edouard Balladur avaient un double but. L'un, contestable, qui consistait à mettre, quelques amis de Jacques Chirac en bonne position stratégique ; l'autre, indiscutable, qui tendait à protéger les

firmes privatisées contre des OPA étrangères. Pierre Bérégovoy l'a compris, qui veut détenir le premier objectif mais conserver le second par un autre moyen : l'autorisation nécessaire du gouvernement pour acquérir plus de 10 % du capital.

Mais cette sauvegarde n'est valable que jusqu'à la fin de 1992, où nos entreprises n'auront plus le droit à de telles protections. Alors leur invasion par celles du Japon, des Etats-Unis ou d'ailleurs ne pourra être contenue que si notre faiblesse relative en capitaux disponibles est parvenue à compenser par l'appel à ceux d'institutions telles que la Caisse des dépôts. Mobilisée pour le développement de la production, une épargne populaire que la garantie de l'Etat rend toujours sûre et disponible, cela ne sera pas seulement profitable à la nation mais à l'ensemble de l'Europe, en aidant à l'harmonie de toutes ses parties. Loin d'être une anomalie, l'affaire de la Société générale apparaît plutôt comme une perpétuelle dans une évolution nécessaire.

Roger Fauroux lui-même en avait bien saisi la perspective lorsqu'il a tenu bon sur le statut de Renault, malgré les injonctions de la Communauté. Répondons que rien dans les traités de Rome et leurs compléments, y compris l'Acte unique, n'autorise les autorités européennes à prohiber les entreprises nationales ou à interdire leurs interventions sur le marché financier, si elles se tiennent dans les conditions de la concurrence. Pourquoi les coalitions d'argent réalisées par des institutions publiques sous contrôle des élus du suffrage universel seraient-elles plus répréhensibles et plus immorales que les collusions d'énormes structures privées aux origines et aux ramifications indéchiffrables ? Si l'on veut édifier de nouvelles perspectives pour la gauche, c'est dans cette voie qu'il faut chercher, en laissant les vieux tabous idéologiques « à la critique rougeuse des souris », comme disait Marx.



Anarchie, Etat et utopie

Par Robert Nozick

"Après John Rawls, Robert Nozick : le renouveau de la philosophie politique". Robert Maggiori - *Libération*.

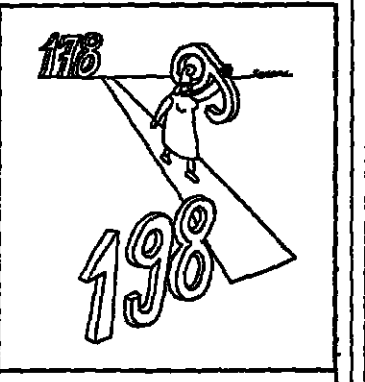
"Nozick a écrit ici l'anti *Contrat Social*". Pascal Bruckner - *Le Nouvel Observateur*.

"Libéralisme pur et dur mais aussi vieux fond d'anarchisme américain". Jean-Pierre Dupuy - *L'Express*.

Collection "Libre Echange" dirigée par Florin Aftalion, 448 pages - 220 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



l'aménagement temporaire des Tuileries. La plupart de ceux-ci auraient pu être démolis économiquement et sans dommage pour l'environnement, en utilisant le grand axe des Tuileries.

Notre passant se serait souvenu peut-être que c'est justement sur cet axe que fut dressée en 1900 la grande tente du banquet républicain des vingt-mille maires de France.

Capitulant, il a fallu baisser pavillon devant la coalition surprenante des forains et de l'administration des sites.

La timidité inhabituelle du ministre de la culture a fait le reste et le Bicentenaire nain est né de ces obstacles.

Ainsi, cent ans après la commémoration qui a légué la Tour Eiffel et a réalisé le célèbre Galerie des machines, on se finira à deux édifices insignifiants flanqués de deux tourelles-miroirs.

Il se dégage une leçon, car on aura démontré par l'architecture l'organisation même de notre édifice politique. Au sommet, un bâtisseur géant qui avait rêvé pour le Bicentenaire d'une exposition universelle à thèmes planétaires ; autour, malheureusement, des nains sont à l'ouvrage et aux affaires.

On peut passer son chemin.

(*) Architectes et enseignants à l'Ecole d'architecture de Paris-La Villette.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Robert Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woux

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 406 F
9 mois	1 030 F	1 082 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉTATS-UNIS : le début du procès d'Oliver North

La montagne de l'« Irangate » accouche d'une souris

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est un procès vide de sa substance, et de l'essentiel de son intérêt politique, qui devait s'ouvrir ce mardi 31 janvier à Washington, au terme de dix mois d'une instruction colossale.

L'accusé, Oliver North, est pourtant l'un des personnages essentiels de l'Amérique des années 80, l'une des figures majeures du « *regime* », ou plutôt la personification de son plus cuisant échec : le scandale de l'« Irangate ».

Une histoire des plus fumeuses dont l'origine se situe fin 1984, début 1985. Le président vient alors de se lancer dans une périlleuse et stérile opération de « *réduction* » en direction de certains membres de la direction iranienne, auxquels des armes seront livrées. Un membre du Conseil national de sécurité, le lieutenant-colonel des marines Oliver North, agissant de l'intérieur de la Maison Blanche, mais, apparemment, à l'insu du président, profite ensuite des circonstances et des profits engendrés par ces ventes d'armes pour aider les Contras anticomunistes du Nicaragua que le Congrès a privés de ressources.

Révisée à l'automne 86, l'affaire ébranle la confiance des Américains dans leur président, dont la popularité tombe en chute libre, et affaiblit durablement la Maison Blanche, tandis que le Congrès, dominé par les démocrates, sent l'occasion venue de montrer sa force. La preuve n'a-t-elle pas été apportée que, d'une part, M. Reagan manipule dans l'ombre des opérations scabreuses, et que, d'autre part, dans une ombre plus épaisse encore, un simple lieutenant-colonel, outrepassant ses fonctions, avec la complicité de son chef direct l'amiral Poindexter, alors chef du Conseil national de sécurité, se permet de déterminer à lui tout seul la politique du pays, contre la volonté des élus du peuple ?

Ce procès-là, pourtant, n'est plus à faire. D'abord, parce que le Congrès s'en est chargé avec délectation, lors des auditions dites de l'Irangate, que toute l'Amérique a pu suivre à la télévision, en 1987. Ensuite, parce que le véritable accusé, Ronald Reagan, n'est plus là, du moins plus au pouvoir, ce qui enlève presque tout son intérêt politique à l'exercice.

Certes, il n'est pas tout à fait exclu que le retraité de Los Angeles soit invité à témoigner, à la demande de la défense. Le juge Gesell, qui conduira les débats, a indiqué lundi 30 janvier qu'il se réservait cette possibilité, mais en l'assortissant de conditions très restrictives : il faudra qu'Oliver North et ses avocats démontrent, pendant le procès, que le témoignage de l'ancien président est indispensable, non d'une manière générale, mais très précisément à propos des chefs d'accusation maintenus à l'encontre du lieutenant-colonel. (Le juge a, en revanche, tout à fait exclu l'audition du président Bush — vice-président au moment des faits — et qui était également réclamé par la défense).

Or les deux principaux chefs d'accusation, ceux qui promettaient la plus belle poignée, et qui appelaient le témoignage des plus hauts responsables du pays, ont été abandonnés : Oliver North n'est plus accusé d'avoir détourné 14 millions de dollars provenant des bénéfices réalisés sur les ventes secrètes d'armes à l'Iran ni d'avoir « *comploté pour tromper le gouvernement* » (terme qui, aux États-Unis, recouvre aussi bien le pouvoir exécutif que le législatif).

Documents secrets

C'est le procureur indépendant, Laurence Walsh, chargé de l'enquête, qui a dû lui-même se résigner à abandonner ces charges, après avoir été accusé à cette décision par l'habile stratégie de la défense, elle-même confortée par l'attitude de la Maison Blanche. En effet, les avocats d'Oliver North n'ont cessé, non seulement de réclamer l'annulation des plus hauts personnages du pays, mais aussi de demander à pouvoir faire état au cours du procès de documents secrets, dont la révélation publique aurait été contraire aux intérêts des États-Unis, affirmant de son côté l'administration.

Le juge Gesell estimant que les exigences de la défense étaient justifiées, il fallait que quelqu'un cède. Ça aurait pu être, de manière détournée, le président Reagan, si, avant de quitter le pouvoir, il avait accordé son « *pardon* » aux inculpés, effaçant ainsi toutes les charges et le procès par la même occasion : bien des gens, y compris dans le camp des conservateurs et des amis

d'Ollie North, en avaient exprimé le souhait.

Mais M. Reagan n'a rien voulu entendre, pour éviter, a-t-il maintes fois expliqué, d'accréditer l'idée que le lieutenant-colonel North était coupable. (« *Je considère toujours qu'il est un héros* », a-t-il laissé échapper au printemps 88) Et peut-être aussi — mais cela il ne l'a pas dit — pour ne pas sembler admettre sa propre responsabilité dans une affaire à propos de laquelle il s'est toujours défendu avec la plus grande conviction.

Douze chefs d'accusation mineurs

Le risque était donc grand que le procès soit paralysé, et que le juge classe l'affaire : le procureur Walsh préfère faire la part du feu, et se contenter de maintenir douze chefs d'accusation relativement « *mineurs* », désormais seuls retenus contre Oliver North : cela va de l'utilisation induite de travailleurs checks (pour un montant total de 4 300 dollars) à l'acceptation, en guise de « *cadeau* », d'un système de sécurité autour de sa maison (valeur : 13 500 dollars), en passant par des tentatives de dissimulation de la vérité au cours de l'enquête menée par le Congrès.

C'est peut-être assez pour écorner un peu la réputation du chevalier sans peur et sans reproche de la lutte pour la liberté, mais tout de même bien maigrieron au terme d'une enquête pour laquelle le procureur Walsh a dépensé pas moins de 11 millions de dollars, aux frais des contribuables...

Un peu plus de deux ans après la révélation du scandale, le procès North se présente donc surtout comme un simple affrontement de justices que l'affaire a promus au rang de stars : bien sûr, il n'y sera pas question uniquement de la clôture de la villa du lieutenant-colonel, et sans doute quelques courants d'air, souvenirs de la grande tempête de l'Irangate parcourront-ils de temps à autre le prétoire.

Une apparition, même brève, de M. Reagan et un comportement altier de l'accusé, pourraient à la rigueur sauver le spectacle. Mais rien n'est moins sûr, et, déjà bien ému par l'absence d'enjeu politique, l'intérêt du public pourrait encore être réduit par la durée de la procédure : la simple désignation des jurés pourrait prendre plusieurs semaines.

JAN KRAUZE.

NICARAGUA : le marasme économique

Le président Ortega appelle à l'aide le secteur privé

Le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a lancé, lundi 30 janvier à Managua, un véritable appel au secours à tous ses compatriotes pour sauver le pays de la faillite économique et freiner la spirale inflationniste (plus de 20 000 % en 1988).

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA
de notre correspondant
en Amérique centrale

S'adressant plus particulièrement au secteur privé, M. Ortega a cherché à rassurer les chefs d'entreprise en déclarant que le maintien de l'« *orientation socialiste de la révolution* » n'excluait pas ceux qui pensaient autrement. Le commandant Ortega avait en des conversations préliminaires avec les milieux patronaux qui avaient déjà fait connaître leur refus de participer à une opération de sauvetage d'un régime qu'ils considéraient. Un industriel très en vue qui présidait jusqu'à une date récente le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), M. Enrique Bolanos, avait eu la veille du discours présidentiel des mots très durs : « *Le gouvernement, avait-il déclaré, nous demande de lui envoyer une bouée pour le sauver de la noyade. Eh bien, nous allons lui jeter une enclume pour qu'il coule à pic* ».

L'engagement du président Ortega de mettre un terme aux expropriations de terres n'a eu aucun effet sur les milieux d'affaires, qui ont été trop souvent échaudés dans le passé par des promesses non tenues. « *Le secteur privé ne croit pas à la possibilité de sortir le pays de la crise sans le*

rétablissement des libertés publiques et sans une remise en cause en profondeur des options économiques décidées en 1979 ».

M. Ortega est prêt, semble-t-il, à faire un pas dans cette direction, si l'on en croit les propos qu'il a tenus cette semaine à l'hebdomadaire américain *Time*. « *Nous sommes convaincus, a-t-il déclaré, que notre modèle devra être différent de celui de l'Europe de l'Est ou de Cuba. Il devra plutôt se rapprocher de celui des pays scandinaves, qui mettent l'accent sur les programmes sociaux et où l'Etat comme le secteur privé, jouent un rôle dans l'économie* ».

Les milieux d'affaires auraient souhaité en savoir un peu plus, mais dans son discours de plus de deux heures devant l'Assemblée nationale, le président Ortega n'a pas annoncé de mesures spécifiques. Il s'est borné à évoquer la vente de la plupart des « *maisons de protocole* » (maisons d'hôtes) de l'Etat pour dégager un peu d'argent frais dont le gouvernement a un besoin urgent. Il a confirmé la réduction des dépenses militaires (environ 30 %) et des effectifs de l'armée (10 000 hommes sur 70 000). Les licenciements dans la fonction publique et les entreprises d'Etat affecteront environ 60 000 personnes sur 250 000.

Population excédée

Qu'advient-il de tous ces nouveaux chômeurs ? « *Ils pourront retourner à la campagne pour faire produire la terre* », a déclaré M. Ortega. On ne peut pas attendre d'un pays en guerre qu'il garantisse

l'abondance, le plein emploi et des programmes sociaux permanents.

On est loin en effet de l'abondance dans ce pays d'un peu plus de trois millions d'habitants où le niveau de vie est aujourd'hui nettement plus bas qu'à l'époque de la dictature Somoza. Les sandinistes affirment que l'embargo commercial décrété par les États-Unis en 1985 et la guerre menée contre eux depuis huit ans par l'intermédiaire des contras sont responsables de la catastrophe économique. La population, excédée par la pénurie et à la limite de la famine, n'a jamais vraiment accepté cette explication et aujourd'hui moins que jamais, puisque la guerre est pratiquement suspendue depuis plusieurs mois.

Il est vrai que l'ouragan Joan, qui a dévasté une partie du territoire et de la production agricole en octobre, n'a guère contribué à améliorer le sort des Nicaraguayens. L'accélération de l'inflation, qui a dépassé 200 % pour le seul mois de janvier, et l'écroulement de la monnaie nationale, le cordoba, dévaluée de plus de 23 000 % — et même 50 000 % sur le marché noir — depuis son introduction en février dernier, ont créé un véritable mouvement de panique au sein de la population, y compris dans les secteurs favorables au régime. Depuis quelques mois, on assiste à un véritable saut-qui-peut vers les pays voisins et vers les États-Unis qui à eux seuls, accueillent chaque jour quelque deux cents Nicaraguayens entrés illégalement. Comment s'étonner dans ces conditions que le patronat ne soit pas disposé à donner une nouvelle chance à un régime qui a toujours voulu sa perte ?

BERTRAND DE LA GRANGE.

CANADA : la formation du gouvernement

M. Mulroney met l'accent sur l'accord de libre-échange avec les États-Unis et la défense de l'environnement

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a choisi d'entamer son second mandat avec, à peu près, la même équipe en se fixant trois objectifs prioritaires : diminuer le déficit budgétaire, assurer le succès de l'accord canado-américain de libre-échange en vigueur depuis le 1^{er} janvier et résoudre les problèmes d'environnement.

MONTREAL
de notre correspondant

Dans le nouveau gouvernement qu'a présenté lundi 30 janvier M. Mulroney — plus de deux mois après sa réélection — les ministères les plus importants n'ont pas changé de titulaire. M. Joe Clark garde le secrétariat d'Etat aux affaires extérieures et M. Donald Mazankowski, bras droit de M. Mulroney, reste vice-premier ministre, président du conseil privé et ministre de l'agriculture. Le ministre des finances, M. Michael Wilson, pourra s'attaquer au deuxième volet de sa réforme fiscale (la mise en place d'une taxe nationale sur la valeur ajoutée) et M. John Crosbie, ministre du commerce extérieur, continuera de promouvoir les avantages de l'accord de libre-échange pour les industriels canadiens.

Les principaux ministres

Voici la liste des principaux membres du nouveau gouvernement conservateur canadien.

Premier ministre : Brian Mulroney ; secrétaire d'Etat aux affaires extérieures : Joseph Clark ; commerce extérieur : John Crosbie ; vice-premier ministre, président du conseil privé de la reine pour le Canada, ministre de l'agriculture : Donald Mazankowski ; travaux publics, chargé de l'application de la loi sur l'agence de promotion économique du Canada atlantique : Elmer M. Mackay ; énergie, mines et ressources : Arthur J. Epp ; président du conseil du trésor : Robert R. de Cotret ; santé nationale et bien-être social : H. Perrin Beatty ; finances : Michael Wilson ; expansion industrielle régionale et ministre d'Etat chargé des sciences et de la technologie : Harvie André ; revenu national : Otto J. Jelinek ; pêches et océans : Thomas E. Siddons ; diversification de l'Ouest canadien et ministre d'Etat pour les célestes : Charles J. Mayer ; défense nationale : William H. McKnight ; transports : Benoit Bouchard ; communications : Marcel Masse ; emploi et immigration : Barbara J. McDougall ; secrétaire d'Etat du Canada et ministre d'Etat pour le multiculturalisme et la citoyenneté : Gerry Wenzel ; ministre de la justice et procureur général du Canada, leader du gouvernement à la Chambre des communes : Douglas G. Lewis ; environnement : Lucien Bouchard ; travail : Jean Corbett.

SALVADOR

M. Duarte n'exclut pas un report de l'élection présidentielle

Le président salvadorien José Napoleón Duarte a annoncé, lundi 30 janvier, que son gouvernement et les forces armées allaient examiner une proposition de reporter de six mois l'élection présidentielle prévue pour le 19 mars prochain.

Cette proposition, émanant de l'Union populaire (UP, coalition de trois partis de droite), reprend, en substance, l'offre faite par la guérilla salvadorienne, le 23 janvier dernier, et rejetée deux jours plus tard par M. Duarte.

Le président a nié lundi avoir définitivement rejeté l'offre des rebelles, dont il avait déclaré la semaine dernière qu'elle n'était « *ni valable ni acceptable* », car « *anti-constitutionnelle* ». Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) a par ailleurs lancé, dans la nuit de dimanche à lundi, des attaques simultanées contre sept villages du département de Chalatenango, dans le nord du pays. Quinze guérilleros et cinq soldats ont été tués au cours de ces affrontements, dont les plus violents se sont déroulés à Laguna, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale, selon l'armée.

Des heurts ont également été signalés au poste frontalier d'El-Poy, près du Honduras, et dans les villes de La Palma et San-Ignacio. Samedi, une voiture piégée a explosé à San-Salvador, devant une discothèque fréquentée par des Américains, faisant deux blessés. — (AFP, Reuters.)

Parmi les dix-neuf changements d'affectation annoncés, deux retiennent particulièrement l'attention. Le premier est de mauvais augure pour les firmes françaises et britanniques en concurrence pour la fourniture au Canada d'une douzaine de sous-marins à propulsion nucléaire valant au total plus de 8 milliards de dollars canadiens (1). Cet énorme contrat, dont l'attribution a été régulièrement reportée depuis le printemps dernier, vient de perdre son plus ardent défenseur, M. Perrin Beatty, qui cède le portefeuille de la défense à M. William McKnight, auparavant chargé des affaires indiennes et du Nord.

« Promouvoir le sentiment national »

M. Beatty, nommé ministre de la santé, a eu beau affirmer que l'acquisition des sous-marins n'était pas « *remise en question* », les doutes sont loin d'être dissipés. Les plus récents sondages indiquent que 69 % de la population s'opposent à ce projet, vivement critiqué par les pacifistes et à peine défendu du bout des lèvres par certains membres du gouvernement, qui voient mal comment justifier une telle défense à l'heure où les économies sont de rigueur.

Après quatre années de baisse, le déficit budgétaire (28 milliards de dollars canadiens en 1987-1988, soit 5,1 % du produit national brut) menace en effet de se creuser de nouveau, en partie à cause du niveau élevé des taux d'intérêt. M. Mulroney, tenu de ne pas toucher aux dépenses sociales pour respecter ses récentes engagements devant l'électorat, a décidé de prescrire un nouveau comité chargé d'examiner à la loupe les dépenses du gouvernement.

Le second changement à noter est destiné à calmer ceux qui, au

Canada anglais, se sont offusqués du sort réservé à la minorité anglophone du Québec — privée du droit d'afficher dans sa langue depuis décembre dernier — et menacent de mettre en péril l'accord visant à permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne. M. Lucien Bouchard, qui, au titre de secrétaire d'Etat aux affaires indiennes (chargé des minorités), avait défendu la politique linguistique de sa province natale, a été remplacé à ce poste par le québécois anglophone Gerald Wiener.

M. Bouchard, ancien ambassadeur du Canada à Paris et ami personnel de M. Mulroney, a été muté à l'environnement, un des grands thèmes de la dernière campagne électorale. Il sera chargé de tenir la seule véritable promesse de M. Mulroney devant ses électeurs : la signature avec les États-Unis d'un traité sur les pluies acides.

Pour répondre aux partis d'opposition qui continuent de clamer que le Canada a « *perdu son âme* » à l'Onclé Sam en signant avec lui un traité de libre-échange, M. Mulroney a décidé de créer un comité « *des affaires culturelles et de l'identité canadienne* », chargé de « *promouvoir le sentiment national* ». Ce comité sera présidé par M. Marcel Masse, qui fait un retour à la culture, après un passage au ministère de l'énergie et des ressources naturelles.

Au total, dans ce nouveau cabinet de trente-neuf membres, le Québec est la province la mieux représentée avec treize ministres, un de plus que l'Ontario, qui n'a donné que quarante-six députés au parti conservateur lors des dernières élections, tandis que la Belle Province en a élu soixante-trois.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut actuellement 5,3 F.

Raymond ARON

Raymond Aron

Essais sur la condition juive contemporaine

Textes réunis et introduits par Pierre Sarrasin-Nahon

L'Édition de l'Étoile

« Qu'en raison du passé juif le juif qui se veut français et citoyen français puisse connaître en telle ou telle circonstance des problèmes spécifiques, il serait fou de le nier.

Mais refuser cette condition serait refuser la seule condition dans laquelle je puis me reconnaître. »

مذكرات من الأصل

هكذا من الأصل

Afrique

4 Le Monde • Mercredi 1^{er} février 1989 •

Europe

RFA : la percée de l'extrême droite

Les élections de Berlin-Ouest sèment la confusion dans les états-majors politiques

BONN
de notre correspondant

Alliance « rouge-vert » ou grande coalition CDU-SPD ? Après le choc du résultat des élections à la Chambre des députés de Berlin-Ouest du dimanche 29 janvier, les états-majors politiques se sont réunis à Bonn pour faire le point de la situation. Le chancelier Kohl et le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, ont été en butte aux critiques de membres de l'aile droite du parti chrétien-démocrate qui leur reprochent d'avoir laissé le champ libre à l'extrême droite en essayant

de séduire des électeurs situés à leur gauche.

A Berlin-Ouest, la composition de la nouvelle assemblée — SPD et CDU à égalité avec 55 députés, 17 députés de la liste Alternative et 11 députés Républicains — ne laisse ouvertes que deux solutions : une alliance des sociaux-démocrates avec l'extrême gauche écologiste ou la constitution d'un gouvernement de coalition des deux grands partis.

Le chef du SPD berlinois, M. Walter Momper, a déclaré qu'il allait « engager des conversations avec tous les partis représentés dans

la nouvelle Assemblée, à l'exception des Républicains ». Si la base du SPD à Berlin pousse plutôt pour la constitution d'une alliance « rouge-verte », la direction nationale est plus réticente. Le bourgmestre sortant, M. Eberhard Diepgen, s'est déclaré prêt, malgré son « amère déception », à assumer les responsabilités liées au fait que la CDU est demeurée — de justesse — le parti le plus fort à Berlin-Ouest. Il est d'ailleurs d'avis qu'il puisse se maintenir à son poste de bourgmestre, même dans l'hypothèse d'une « grande coalition ». Le SPD estime que le scrutin de dimanche a clairement montré que les électeurs souhaitent un changement à la tête du

gouvernement de la ville. A l'appel de la liste Alternative, plus de vingt mille personnes ont manifesté lundi à Berlin-Ouest aux cris de « nazis, dehors ! », pour protester contre l'entrée de l'extrême droite au Parlement. De partout en RFA viennent des réactions effarées.

La présidente du Bundestag, M^{me} Rita Suessmuth (CDU), a appelé la population à « combattre les prémisses » de l'extrémisme de droite. Et le président de la communauté juive ouest-allemande, M. Heinz Galinski, a qualifié le jour des élections de « jour sinistre pour Berlin ».

L. R.

YUGOSLAVIE

L'opposition s'accroît entre la direction serbe et la présidence de la Ligue fédérale

La réunion plénière du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie devait s'achever mardi soir 31 janvier au terme de deux jours de débats. Lundi les thèses de la présidence fédérale de la Ligue et celles de la direction serbe se sont vivement opposées.

BELGRADE
de notre correspondant

Réunie dans la grande salle de l'imposant édifice du Parlement situé sur l'un des principaux boulevards de la capitale, la vingtième séance plénière du comité central de la LCY a été ouverte par un rapport de son président en exercice, M. Stipe Suvar, portant sur la « situation politique en Yougoslavie et au sein de la Ligue ».

M. Suvar estime que la situation s'est détériorée au cours des derniers mois, et il attribue cette détérioration aux forces « anti réformatrices et nationalistes » qui rêvent d'un parti « centraliste, bureaucratique et monolithique ». Il est favorable à une vaste démocratisation de la Ligue, mais s'oppose en même temps à un système multi partis et à ceux qui ne veulent pas du socialisme et exigent du Parti communiste qu'il « descende de la scène politique ».

M. Suvar a critiqué sévèrement les intellectuels qui attaquent la mémoire de Tito et l'armée, et attiré l'attention sur les possibilités de désordres sociaux, la Yougoslavie ayant eu au cours de la seule année dernière près de deux mille grèves avec la participation de trois cent cinquante mille ouvriers. « Si nous ne faisons pas de réformes », a-t-il dit, « nous serons paralysés ». Il a dénoncé enfin certains journaux qui ne tiennent compte que des intérêts de leur République d'origine et a reconnu que la source de la crise se

trouvait « au sein de la Ligue des communistes elle-même ».

Dans le rapport de M. Suvar, les observateurs voient une critique du président du parti serbe, M. Milosevic, avec lequel il est en désaccord sur de nombreux points. Ce dernier, avec l'appui du parti de Voïvodine, a demandé au comité central de révoquer M. Suvar, notamment pour avoir contesté le caractère démocratique des manifestations populaires qui ont conduit à la démission en octobre 1988, la direction de la Voïvodine et, en janvier 1989, celle du Monténégro.

Répondant aux allusions de M. Suvar, M. Milosevic a exprimé sa « profonde conviction » que la crise a été provoquée par les querelles entre les directions de la Ligue, qui aujourd'hui tentent de les étendre « aux citoyens, au peuple ». Il a réaffirmé sa thèse selon laquelle les rassemblements de masse au cours des derniers mois sont dus au mauvais fonctionnement des institutions et qu'ils n'ont rien de « nationaliste, antisocialiste ou anti-yougoslave ». M. Milosevic a insisté sur la légitimité de la revendication de la Serbie d'être égale en droit aux Républiques fédérées et non, comme c'est le cas, d'être divisée en trois parties. Il a demandé pour les Serbes et les Monténégrins du Kosovo le droit de vivre dans un climat de sécurité et de liberté. « La direction, qui n'est pas en mesure d'appliquer ses propres décisions, a-t-il conclu, ne peut se soustraire à ses responsabilités ».

Le comité central a entendu encore une vingtaine d'orateurs, notamment le nouveau président du parti du Kosovo, M. Morina, qui s'est plaint que la Ligue ne fasse plus d'efforts pour normaliser la situation dans cette région. Le nouveau président du parti de Voïvodine, M. Sipovac, a dressé un réquisitoire contre la direction limogée de cette région autonome pour avoir été « antiserbe et anti-yougoslave ».

PAUL YANKOVITCH.

De la division Charlemagne au Parti républicain

En obtenant 7,5 % des voix lors des élections du dimanche 29 janvier au Sénat de Berlin-Ouest, le Parti républicain a sonné le réveil de l'extrême droite ouest-allemande. Créé en 1983 par un ancien député du Parti chrétien-social bavarois (CSU), M. Franz Handlos, ulcéré du rôle joué par Franz-Josef Strauss dans l'attribution de crédits à la RDA, ce petit parti revendique aujourd'hui 7 800 membres. Il avait pour la première fois fait parler de lui lors de la campagne pour les élections régionales de Bavière en 1986, où il avait obtenu 3 % des suffrages, poussant les dirigeants de la CSU à radicaliser leur discours politique.

A l'issue de dissensions internes, son fondateur avait cédé la place en 1985 à un ancien présentateur de la télévision bavaroise, M. Franz Schönhuber, dont la personnalité a été déterminante dans le succès de sa formation. Né le 10 janvier 1923 à Trostberg, près de Munich, M. Schönhuber a combattu pendant la guerre au sein des Waffen SS, en France puis sur le front de l'Est avec les Français de la division Charlemagne. La publication d'un livre de souvenirs sur son passé dans le parti nazi intitulé *J'en étais lui* avait valu, en 1982, d'être contraint de démissionner de la télévision.

Contrairement à l'ancienne étoile de l'extrême droite ouest-allemande, M. Frey, dont le parti NPD (Nationaldemokratische Partei Deutschlands) avait défrayé la chronique dans les années 60, M. Schönhuber a été suffisamment habile pour ne pas s'enfermer dans un discours néonazi condamné d'avance.

La rhétorique de Franz Schönhuber n'est pas sans rappeler celle de Le Pen dont il avoue s'inspirer, même si les relations entre les deux hommes ne sont pas au beau fixe, le leader de l'extrême droite française entretenant des relations privilégiées avec son rival Gerhard Frey. Les morceaux de bravoure de ses discours, qui enflamment des assis-



tañces réunies devant des bocks de bière, ont trait au nouveau nationalisme sans complexe dont devraient, selon lui, faire montre les Allemands. « Il faut en finir avec les éternels mea culpa sur le passé, et dire aussi fier de notre pays que les Américains, les Français et les Turcs ! », s'exclame-t-il devant des foules qui se sentent confortées dans leurs sentiments profonds. Franz Schönhuber ne manque jamais l'occasion de rappeler qu'il va passer chaque année ses vacances en Turquie, ce qui lui permet de tresser des lauriers au « sens de la famille des Turcs » avant de tonner contre « l'envahissement » de l'Allemagne par les travailleurs immigrés en provenance de ce pays. De là à déraper, il n'y a qu'un pas. Lors de sa campagne de Berlin-Ouest, le parti, dirigé localement par un policier, a diffusé

à la télévision un spot montrant, à côté d'images sur la drogue, des groupes d'enfants à la peau brune envahissant les rues de l'ancienne capitale du Reich. Il avait fallu une décision de justice pour obliger l'office de télévision berlinois à diffuser le spot en question.

Montée en puissance

Fort de ses résultats en Bavière, le Parti républicain s'était présenté en mars 1988 aux élections régionales de Bade-Wurtemberg. Il n'avait obtenu qu'un pour cent des voix, mais avec un NPD retrouvé (2,2 %) et une autre petite formation, le Parti écologiste démocratique (1,5 %), ces élections n'en avaient pas moins confirmé la nouvelle montée en puissance de l'extrême droite.

Celle-ci n'a cessé de se renforcer d'une élection à l'autre. En septembre 1987, l'Union du peuple allemand obtenait 3,5 % des voix à Brême, à la faveur d'un règlement local, un député au Parlement de la ville-Etat.

Jusqu'à Berlin, on était cependant loin encore des scores réalisés par le NPD à la fin des années 60. Entre 1966 et 1968, le Nationaldemokratische Partei Deutschland (NPD) avait fait son entrée dans cinq parlements régionaux, en Hesse, en Bavière, en Basse-Saxe, à Brême et au Bade Wurtemberg, où avec 9,8 % des voix il réussissait en 1968 son meilleur score. Un an plus tard, en 1969, il obtenait 4,3 % des voix aux élections fédérales, ratant de justesse son entrée au Bundestag.

Dans les années 60, la montée de l'extrême droite avait été expliquée par une période de flottements économiques, le changement dans les structures sociales des années 60 et la réaction aux mouvements d'étudiants, contre lesquels la presse populaire, du groupe Springer notamment, avait déclenché une véritable campagne de haine. La situation économique joue aujourd'hui encore un rôle important, aussi bien dans les campagnes en raison de l'hostilité à la politique agricole de Bruxelles que dans les villes, où les immigrés sont accusés de tous les maux. Il n'est peut-être pas tout à fait indifférent non plus que cette montée de l'extrême droite « patriotique » coïncide avec les interrogations actuelles sur les relations de la RFA avec les Etats-Unis, qui posent en arrière-plan la question aussi de sa place en Europe. A cet égard, la campagne pour les élections européennes de juin prochain pourrait être révélatrice de l'impact réel des thèses nationales développées pour le moment dans des cercles restreints, de droite comme de gauche.

HENRI DE BRESSON
et LUC ROSENZWEIG.

ITALIE

Une filière internationale d'extrême droite mise en cause dans un trafic d'armes

ROME
de notre correspondant

L'extrême droite internationale et la Mafia sicilienne associées dans une sorte de holding mondial du trafic d'armes, de fausse monnaie et de stupéfiants : cette découverte vient d'amener la justice italienne à lancer soixante-douze mandats d'arrêt et à faire opérer près de quarante arrestations lundi 30 janvier dans une demi-douzaine de villes.

Parmi les personnes désormais détenues figurent deux sympathisants d'extrême droite, MM. Massimo Mosti et Francesco Catalani, propriétaires de sociétés d'import-export (Fininvest 2000 et Eurogross) mêlées au trafic d'armes, un « boss » mafieux de Sicile, Michele Cillari, réputé « trésorier » du fameux clan de Corleone, et un étrange « agent commercial », M. Luciano Zilocchi, à ses heures consul honoraire de Guinée-Bissau. C'est lui qui, selon la justice, aurait servi de lien entre la Mafia et l'extrême droite pour un trafic d'armes. Incidemment, il aurait joué également les intermédiaires entre la société Dassault et la Guinée-Bissau pour l'acquisition par ce pays de Mirage F1.

A l'origine de toute cette affaire coordonnée sur le plan judiciaire par un juge de Toscane, M. Alba Dova, il y a l'arrestation dans un port italien (Bari), le 2 septembre 1987, d'un cargo libanais en provenance de Beyrouth. Dans les soutes du bateau les douaniers avaient notamment trouvé un missile de fabrication américaine, un lance-grand-mitrailleur soviétique, un bazooka anti-chars,

des caisses de grenades et de munitions, des fusils d'assaut Kalachnikov, 25 kilos de haschisch et un demi-kilo d'heroina. La drogue était pour un mafioso de Palerme arrêté depuis, les armes, mystère.

Le juge Dova, qui n'est pas très loquace, a acquis la conviction, après plus d'un an d'enquête, que l'organisation terroriste italienne d'extrême droite Ordine nuovo (Ordre nouveau) est impliquée dans ce trafic. Selon le magistrat, « les liens de cette organisation [avec sa cousine sud-américaine] se laissent supposer l'existence d'une organisation politique internationale d'extrême droite financée par des opérations illégales » (1).

Parmi les soixante-douze mandats d'arrêt lancés par le juge, bon nombre portent l'exemple « international » et visent des citoyens américains, brésiliens, chiliens, péruviens et argentins. Enfin, un militant d'extrême droite de trente-trois ans,

M. Marco Affatigato, d'origine italienne mais devenu français par mariage et bien connu de la police, a été arrêté en octobre dernier à Nice. Il s'est également vu notifier son inculpation dans cette affaire.

PATRICE CLAUDE.

(1) Le mouvement italien Ordine nuovo avait notamment revendiqué l'attentat qui avait fait quatre-vingt-cinq morts et deux cents blessés, le 2 août 1980, à la gare de Bologne. Groupe ultra, clandestin, violent, il a souvent été impliqué dans des actions terroristes au cours de ces quinze dernières années, mais il semble que des groupuscules d'extrême droite différents et autonomes se soient camouflés sous la même appellation. Naguère lié au régime des colonels grecs, Ordine nuovo a fait aussi école auprès des militaires argentins. En 1976, dans les milieux de l'extrême droite française, ce mouvement était considéré comme « la formation la plus efficace de la droite extraparlamentaire d'Italie ».

ESPAGNE

Le prince Alfonso de Bourbon Dampierre a trouvé la mort dans un accident de ski

Le prince Alfonso de Bourbon Dampierre a trouvé la mort, lundi 30 janvier, lors d'un accident de ski à Beaver-Creek, dans le Colorado. L'accident a eu lieu dans la section inférieure de la descente masculine des championnats du monde de Vail.

(Lire nos autres informations page 12.)

Selon des sources proches de l'organisation du Mondial, le prince avait emprunté en fin d'après-midi le parcours de descente, alors que celui-ci était fermé. Le jury venait de décider de déplacer la ligne d'arrivée afin de laisser plus d'espace aux skieurs pour freiner à l'arrivée. Descendant tout schuss, le

prince, qui était un excellent skieur, aurait heurté le câble de la bande-roule d'arrivée, descendue à ce moment-là.

Membre du conseil de la Fédération internationale de ski, le prince Alfonso de Bourbon était également l'ancien président de la Fédération espagnole de ski.

Petit-fils du roi Alphonse XIII et cousin du roi Juan Carlos, Alfonso de Bourbon était duc de Cadix et d'Anjou, et ce à titre l'un des prétendants directs au trône de France. Il était rentré en Espagne en 1954 pour y suivre des études de droit à Bilbao puis à Madrid, à l'Institut de sciences politiques.

Après son service militaire, le prince Alfonso fit carrière dans le secteur bancaire. En 1969, il fut nommé ambassadeur d'Espagne en Suède, poste qu'il occupa jusqu'en 1973.

En 1968, il s'était marié avec la petite-fille du général Franco, Maria del Carmen Martinez Bordin. Deux enfants allaient naître de cette union, Francisco et Luis Alfonso. En 1979, Alfonso de Bourbon et Maria del Carmen se séparèrent légalement. En février 1984, Alfonso de Bourbon allait commettre un drame qui marqua le reste de sa vie : la mort de son fils aîné, alors âgé de onze ans, dans un accident de voiture.

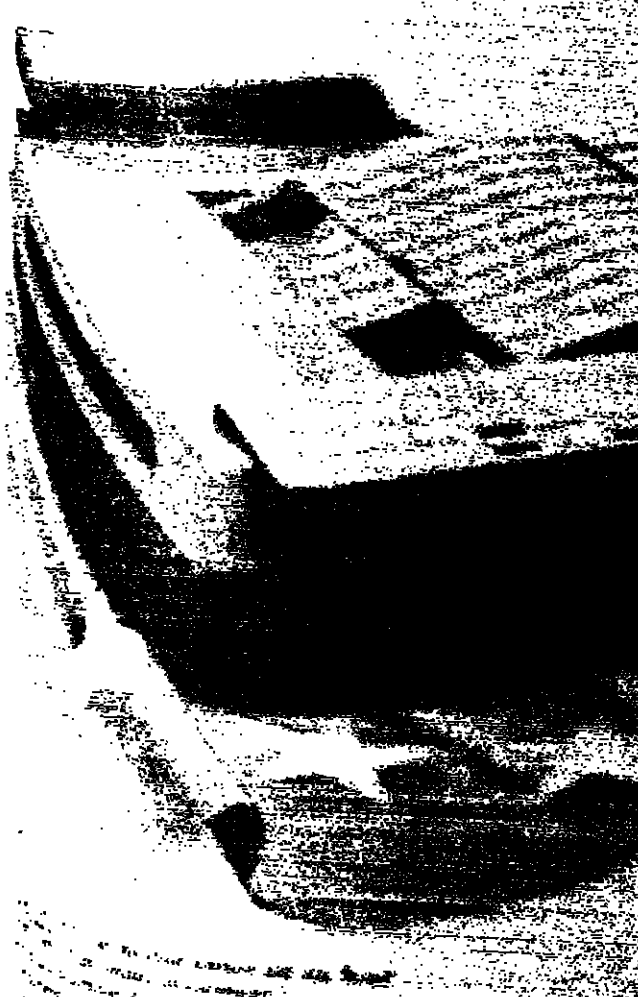
POLOGNE

Un autre prêtre trouvé mort à son domicile

Une autopsie devait être pratiquée, mardi 31 janvier, sur le corps du Père Stanislaw Suchowicz, prêtre polonais de trente et un ans retrouvé mort la veille à son domicile, à Bialystok. Selon les premières constatations, le prêtre, connu dans la région pour ses sympathies à l'égard de Solidarité, est mort d'apoplexie après, semble-t-il, un début d'incendie provoqué par un court-circuit. (Nos dernières éditions du 31 janvier.)

Ce décès ne manquera pas de semer de nouveau le trouble parmi les catholiques polonais, déjà choqués par le meurtre du Père Niedziak. En dépit des marques de violence que portait le corps du prêtre, la police continue d'affirmer que la présence d'un agresseur n'est pas prouvée. Solidarité, engagé dans un difficile processus de négociations avec le pouvoir, a préféré pour l'instant ne pas prendre parti dans ces affaires.

Plus de 1000
ont pas encore



en février, sur présentation de cette annonce

Votre 405 Break
suivant modèle de votre choix
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
(sièges et panneaux de portes)

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir

la griffe du lion
NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Afrique

CONGO

Le président Sassou Nguesso propose que l'Europe conclue avec l'Afrique un « contrat de solidarité pour le développement »

Le président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, célèbre, cette semaine, ses dix ans de règne. « Dix ans de paix, de démocratie, d'actions concrètes », proclament, péremptoirement, dans les rues de Brazzaville, les slogans officiels à la gloire du « salutaire mouvement du

5 février 1979 ». A l'occasion de cet anniversaire, le chef de l'Etat congolais a répondu, le lundi 30 janvier, aux questions de cinq journalistes français, dont l'envoyé spécial du Monde, dans le cadre de l'émission de France-Inter « Face au public ».

BRAZZAVILLE.
de notre envoyé spécial

Soucieux de jouer un rôle international depuis qu'il présida, en 1987, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Sassou Nguesso savourait encore son dernier « coup » diplomatique : la signature à Brazzaville, en décembre 1988, des accords sur le retrait des troupes cubaines d'Angola et le processus d'indépendance en Namibie. Il souhaite que ces « accords sérieux » débouchent sur une paix totale en Angola.

« Il y a eu, constate-t-il, bonne volonté de part et d'autre. Le président angolais - Dos Santos, a pris d'importantes mesures [d'arrêt]. Sa main tendue s'adresse à toutes les forces qui ont lutté ou continuent de lutter contre le gouvernement légal de Luanda. A Brazzaville, M. « Pik » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, a déclaré que son gouvernement était en train de prendre des mesures pour mettre fin à l'apartheid. Il a été applaudi. Depuis, l'Afrique du Sud n'a accompli aucun geste. Nous attendons un signe, par exemple la libération de Nelson Mandela. »

M. Sassou Nguesso juge sans complaisance le marasme économique du continent noir. A la tête d'un pays très endetté - 20 milliards de francs - qui négocie laborieusement un nouvel accord avec le Fonds monétaire international (FMI), le président sait de quoi il parle. « Il y a trois ans, l'OUA a tenu un sommet uniquement consacré à l'économie et arrêté un plan. Depuis, rien n'a été fait. La situation est de plus en plus grave. L'Afrique est, de fait, un continent marginalisé. Les flux de capitaux sont en sa défaveur. Les pays développés fixent seuls les prix des matières premières. Une minorité de gens profite du travail des peuples africains. Si les égoïsmes persistent, l'Afrique risque d'être complètement délaissée. »

Les erreurs des marxistes

Le président congolais espère que « lorsque les Africains seront dans leurs derniers retranchements, ils réagiront pour défendre leurs droits ». L'Afrique, souligne-t-il, redoute d'affronter en 1993 un marché unique européen trop puissant pour elle. Il souhaite, en attendant, que l'Europe tout entière aide plus généreusement le continent noir :

« Que l'Europe se soude et qu'elle passe avec l'Afrique un contrat de solidarité pour le développement ! »

Autre tourment de l'Afrique : l'extension rapide du SIDA. « Au Congo, nous n'avons pas maigri ces faits graves. Ce fut une bonne chose. Les gens sont maintenant conscients du danger. Mais jeter l'opprobre sur l'Afrique serait un nouvel acte d'injustice vis-à-vis d'elle car il n'est pas du tout sûr que le SIDA soit venu d'Afrique. »

La révolution congolaise - réalisme et austerité obligent - a pris, au fil des ans, bien des libertés avec les dogmes du socialisme scientifique, dont elle prétendait s'inspirer, au point de passer sous les fourches caudines du FMI. « Les rapports de forces sont là, convient le chef de l'Etat. Personne ne peut vivre en dehors des réalités. Il n'a jamais été dit que les marxistes ne devaient pas reconnaître et corriger leurs erreurs. Au contraire. » Il n'empêche : marxiste fut Sassou Nguesso, marxiste il reste !

Le marxisme congolais n'exhault pas de récompenser les mérites, le colonel président s'est fait offrir par ses camarades de parti un joli cadeau d'anniversaire : depuis dimanche, il est général d'armée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Diplomatie

M. Charles Malo ambassadeur à Pékin

M. Charles Malo a été nommé ambassadeur de France en République populaire de Chine, a annoncé, le 28 janvier, le ministère des affaires étrangères.

[M. Charles Malo, né en 1925, a été en poste à Canberra (1953-1956), à Tokyo (1957-1959), à Phnom-Penh (1964-1966) ; puis à l'administration centrale à partir de 1966, délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Asie-Océanie de 1968 à 1970. Il a été premier conseiller à Pékin (1970-1975), ambassadeur à Hanoï (1976-1978), à Tripoli (1979-1982), puis déjà à Pékin (1982-1986). Il était ambassadeur à Lisbonne depuis février 1987.]

● M. Gorbatchev à Londres en avril. - M. Gorbatchev se rendra en visite officielle en Grande-Bretagne du 5 au 7 avril, a annoncé, lundi 30 janvier, le gouvernement britannique. Le numéro soviétique avait dû renoncer en décembre dernier à se rendre en Grande-Bretagne en raison du séisme d'Arménie. A Bonn, le porte-parole du gouvernement, M. Fridheim Ost, a confirmé que M. Gorbatchev était attendu en RFA le 12 juin pour une visite d'Etat de quatre jours. - (AFP, Reuters.)

● L'URSS sera représentée aux obsèques de Hirohito par son vice-président. - Le vice-président soviétique, M. Anatoli Loukianov, représentera l'Union soviétique aux funérailles de l'empereur Hirohito, a indiqué lundi 30 janvier, le porte-parole de l'ambassade japonaise à Moscou. Il sera accompagné de M. Igor Rogatchev, vice-ministre des affaires étrangères et spécialiste des affaires asiatiques. - (AFP.)

Après la publication des données chiffrées sur les forces du pacte de Varsovie

L'OTAN conteste l'idée d'une « parité approximative »

L'OTAN s'est félicitée lundi 30 janvier de la publication, la veille, par le pacte de Varsovie, des données chiffrées sur les hommes et les matériels de ses forces armées (le Monde du 31 janvier). C'est une réponse, a souligné un porte-parole de l'OTAN à Bruxelles, à l'initiative prise en novembre dernier par l'alliance atlantique, qui avait publié ses propres estimations du rapport des forces en Europe. Le porte-parole a toutefois rejeté l'idée avancée par le pacte de Varsovie selon laquelle il existe une « parité approximative » entre les deux blocs militaires en Europe. Certains diplomates en poste à Bruxelles vont jusqu'à parler d'une opération de « propagande » laissant « mal augurer » des négociations sur les armes classiques qui doivent s'ouvrir début mars à Vienne.

Le mandat défini pour ces négociations repose sur le principe qu'il existe des disparités, que l'objectif est de les abolir (il ne mentionne pas l'idée de réciprocité), et d'éliminer avant tout la capacité du pacte de Varsovie de lancer des attaques surprises et en profondeur. Ce mandat exclut de la négociation les forces navales. Il inclut les avions, mais la priorité donnée à l'élimination vérifiable des capacités d'offensive surprise suppose, dans l'esprit des Occidentaux, que l'aviation ne soit traitée que dans une deuxième phase des négociations qui se concentreront d'abord sur les effectifs, les chars, l'artillerie.

Or les données publiées dimanche par le pacte de Varsovie insistent sur la supériorité de l'OTAN dans le domaine des forces navales. Elles

soulignent d'autre part la différence (que l'OTAN rejette) entre aviation offensive et défensive. Enfin, elles font état - même si c'est pour admettre une supériorité soviétique - des missiles nucléaires tactiques qui sont exclus du mandat des négociations de Vienne. Cela renforce les craintes de certains Occidentaux de voir les Soviétiques chercher à rétablir un lien entre les négociations sur les armes classiques et les armes nucléaires tactiques.

Ce sont ces différences d'approche qui inquiètent plus que les divergences sur les chiffres eux-mêmes, dont on admet de part et d'autre qu'elles ne doivent pas bloquer les négociations comme ce fut le cas avec les MBFR. Plusieurs diplomates à Bruxelles se sont d'autre part félicités lundi que les pays de l'Est reconnaissent qu'ils ont un avantage de deux à un dans les chars d'assaut et de trois à deux dans les véhicules blindés de transport de troupes. « Avec l'artillerie, a ajouté un porte-parole de la délégation américaine à l'OTAN, le pacte confirme donc qu'il jouit d'une supériorité dans trois types d'équipements offensifs. »

● ERRATUM. - Dans le tableau sur les forces en Europe publié dans nos éditions du 31 janvier, une erreur de tableau a placé les effectifs militaires des Etats-Unis, de France et de RFA dans la colonne du pacte de Varsovie. C'est bien évidemment dans la colonne « Alliance atlantique, selon Moscou » qu'il fallait lire les mêmes chiffres.

Plus de 100 000 entreprises françaises ne sont pas encore équipées d'un télécopieur EGT

-Vous avez dit Europe?

L'Europe de 93, une chance pour la France ? Oui, bien sûr, mais à la seule condition que toutes nos entreprises se dotent sans tarder des moyens de leurs ambitions, en particulier dans le domaine très spécifique de la communication.

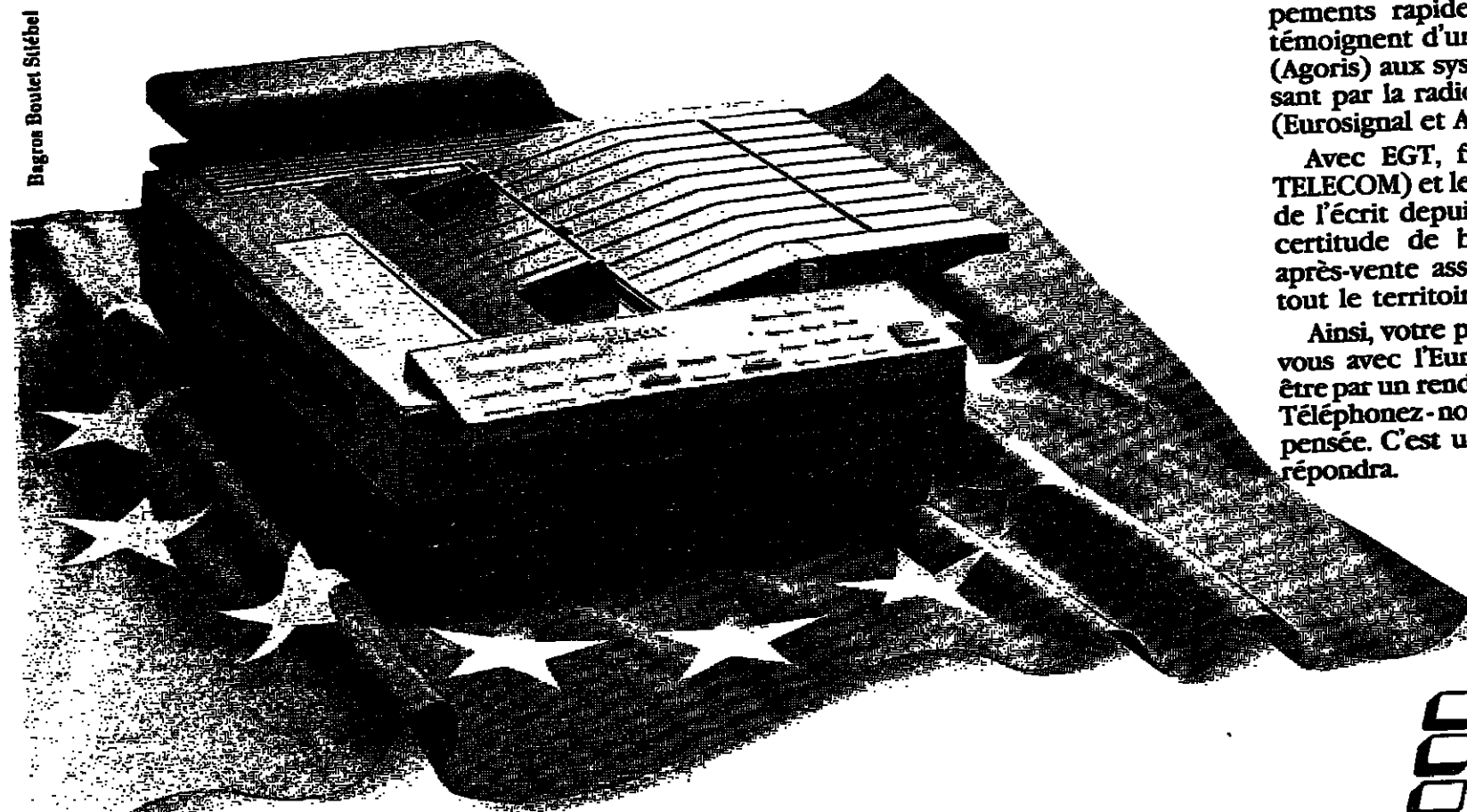
Pour ces entreprises, EGT a mis au point des équipements rapides, performants et rentables qui, tous, témoignent d'une technologie avancée : de la télécopie (Agoris) aux systèmes point de vente (Alliance), en passant par la radiotéléphonie (Lisa) et la radiomessagerie (Eurosinal et Alphasignal).

Avec EGT, filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM) et leader de la communication de la parole et de l'écrit depuis plus de 15 ans, vous avez, en plus, la certitude de bénéficier de conseils et d'un service après-vente assurés par 20 établissements répartis sur tout le territoire.

Ainsi, votre premier rendez-vous avec l'Europe passe peut-être par un rendez-vous avec EGT. Téléphonez-nous sans arrière-pensée. C'est un expert qui vous répondra.

GRATUIT
Pour tout achat d'un télécopieur Agoris 250 avant le 31.3.89, nous vous équipons d'un répondeur enregistreur EGT.

N° VERT 05 13 05 13
COURS GRATUIT



Avec l'Agoris 250 EGT, le monde entier est au bout de vos doigts... en 18 secondes seulement ! Infatigable et ultra-simple à utiliser, il reproduit tous vos documents avec une sensibilité de photocopie. Enfin, ses dimensions réduites en font le télécopieur le plus compact de sa catégorie.

EGT

Les clés de la communication

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Un entretien avec M. Shamir

(Suite de la première page.)

— On a eu l'impression, pendant vos négociations avec les partis religieux, que vous étiez extrêmement irrité par leur comportement.

— Quand on cherche à former un gouvernement avec des partis très minoritaires, et lorsque chacun de ces partis sait qu'on ne peut rien faire sans lui, on a affaire à des demandes très exagérées. Et il est impossible d'accepter de telles demandes sans nuire aux intérêts de l'Etat.

— Que vous demandaient-ils, par exemple ?

— C'était extrêmement fantaisiste. Un parti qui n'a que trois députés demandait deux postes dans le gouvernement, et non des moindres. Cela rappelait tout à fait votre IV^e République. Nous serions allés à l'abîme si nous avions donné satisfaction à de telles prétentions.

— Il n'empêche qu'au cours des dernières élections, les partis religieux ont été les seuls à progresser. Cela ne vous inquiète-t-il pas ?

— A vrai dire, nous ne connaissons pas encore aujourd'hui les raisons de ce phénomène. Mais c'est vrai que nous avons été surpris. Je ne crois pas cependant que cette montée des partis religieux soit due à une croissance de l'esprit religieux parmi la population.

— Serait-ce dû à un sentiment de déception face aux deux grands partis ?

— Non, je crois plutôt que c'est dû aux tactiques spéciales que les partis religieux ont utilisées pour la première fois. On n'avait jamais fait ça. Les rabbins, vous savez, ont une certaine influence dans les communautés. Mais ils se tenaient habituellement à l'écart des campagnes électorales. On savait, bien sûr, qu'ils étaient leurs positions mais ils ne se mêlaient pas d'une manière active aux luttes politiques. Cette fois, ils ont franchi ces limites.

« Je ne suis pas pratiquant »

— Quelle est votre position personnelle face à la religion ?

— Je respecte la religion ; on ne peut pas l'ignorer dans un Etat comme le nôtre, car elle est partie intégrante du fait juif. La structure de notre Etat doit refléter cette importance, puisque un juif ne peut pas appartenir à une autre religion. Un Français peut être catholique, protestant, musulman. Pas un juif. Donc on ne peut pas ignorer le caractère juif de l'Etat d'Israël, surtout si on prend en compte la nécessité de liens spéciaux avec le peuple juif dans le monde, mais je suis opposé à ce que la religion ait une influence politique.

— Vous ne passez pas vous-même pour un homme très pieux ?

— Je ne suis pas pratiquant mais je ne suis pas contre la religion. Je la respecte.

— Tous les problèmes que vous avez eus au lendemain des élections sont dus à votre système électoral à base de proportionnelle intégrale. Que comptez-vous faire à ce sujet ?

— Il faut modifier notre système électoral et renforcer ainsi le pouvoir exécutif. C'est pourquoi nous allons créer avec les travaillistes une commission qui va travailler sur la réforme électorale. Nous songeons en particulier à la désignation du premier ministre lors d'une élection générale et à l'élection d'une partie des députés sur la base de circonscriptions, et non plus à partir d'une seule liste nationale. Le système serait mixte : il combinerait les deux pratiques, comme en Allemagne de l'Ouest. Il n'y a pas de divergences sur ce sujet avec le Parti travailliste, même si tout le monde n'est pas d'accord à l'intérieur de chaque parti. L'espèce que les prochaines élections auront lieu sur de nouveaux principes. C'est un des objectifs importants de mon gouvernement.

— En Europe, on craint qu'un gouvernement d'union nationale ne se traduise par une paralysie, en particulier en ce qui concerne le conflit israélo-arabe, comme ce fut le cas au cours des deux dernières années.

— C'est vrai que de graves divergences entre les travaillistes et le Likoud empêchent de prendre des décisions. Mais c'est aussi vrai que, sans l'accord des deux partis, on ne peut pas arriver à une décision claire et nette sur la question de la paix. C'est pourquoi il faut trouver une solution acceptable par la majorité des deux partis. Je ne crois pas qu'une solution qui serait approuvée à l'unanimité par les deux partis soit imaginable, mais on doit en chercher une qui soit acceptée par la majorité des deux partis, comme ce fut le cas des accords de Camp David. Souvenez-vous : lorsque M. Begin a exposé ces accords à la Knesset, il y a eu des députés des deux partis qui se sont déclarés contre. Mais la majorité était pour.

— M. Arens, qui est aujourd'hui ministre des affaires étrangères, était contre, tout comme vous.

— M. Arens était contre, et moi aussi car, même si j'étais favorable au traité de paix avec l'Egypte, j'étais hostile au retrait total du Sinaï et à l'évacuation de Yamit, qui créait un précédent et qui a effec-

vement entraîné les troubles dont vous vous souvenez (1).

— Pensez-vous que l'Intifada soit une simple péripétie ou, au contraire, un événement majeur qui va marquer une accélération de l'Histoire ?

— Il faut attendre encore pour se prononcer. Mais l'Intifada c'est surtout une nouvelle méthode de la lutte arabe contre Israël ; ce n'est pas une révolution. Après avoir essayé toutes les méthodes contre

ment dans des zones spécifiques. On a donc parlé de retrait. Ce regroupement des troupes israéliennes dans des zones spécifiques sera un gage de la sécurité d'Israël, mais aussi, peut-être, un gage de la sécurité de l'autonomie elle-même. Dans une telle période de liberté, cela pourrait devenir comme le Liban.

« On est prêt à négocier avec les Palestiniens seuls »

— Vous ne voyez pas d'une souveraineté arabe sur les territoires.

— Nous voulons notre souveraineté, les Arabes veulent une souveraineté arabe, alors si on commence à négocier sur ce problème de la souveraineté, on n'arrivera à rien. On s'est mis d'accord à Camp David pour remettre à quelques années ce débat sur la souveraineté et, pour dans un premier temps, créer l'autonomie. Pendant ces quelques années, il y aura une coopération, une coexistence entre Israéliens et Palestiniens, de telle façon qu'à l'issue de cette période d'autonomie soit créée une meilleure atmosphère de confiance mutuelle qui facilitera les négociations sur le statut permanent. Et quand on parle de « statut permanent » des territoires, cela veut dire — comme c'est écrit dans les accords de Camp David — que l'on prendra en considération les droits légitimes des Palestiniens.

— Et dans ce scénario, à quel moment interviendrait des élections dans les territoires ?

— Si on arrive à un accord sur l'autonomie, sur le principe de cette négociation en deux phases, alors il y aura immédiatement des élections démocratiques, afin qu'il y ait une représentation légitime des Palestiniens. C'est clair pour tout le monde.

— Et vous prenez le risque que ces représentants élus des Palestiniens soient proches de l'OLP ?

— Il y a un risque. Mais, pour contrebalancer ce risque, il y aura toujours des troupes israéliennes dans ces zones de regroupement spécifiques dans les territoires. Il n'y aura donc pas de changement révolutionnaire dans les territoires jusqu'au moment où on arrivera à un accord définitif. L'essentiel, c'est que la solution soit le produit d'un accord, le résultat d'une négociation. Pas une solution imposée a priori.

— De toute façon, il vous faut d'abord un accord avec la Jordanie et l'Egypte, mais ces deux pays refusent la formule que vous proposez.

— Pour le moment, ils n'en veulent pas, mais un seul de ces deux pays suffirait. Et même si on peut arriver à un accord avec les Palestiniens sans avoir à traiter avec l'OLP, on est prêt à faire cette négociation en deux phases avec les Palestiniens seuls.

— Vous y croyez ?

— Je crois que ça serait plus facile avec la Jordanie, plus facile d'arriver à une représentation palestinienne.

— Mais aucun pays arabe n'est d'accord pour négocier avec vous sur cette base et, qui plus est, sans la réunion d'une conférence internationale.

— C'est un désaccord. Nous voulons des négociations directes. Ce que les Arabes, tous les Arabes, proposent, c'est une conférence internationale, une négociation internationale, et, ça, nous ne l'accepterons jamais. Jamais.

« Il n'y a pas de formule américaine »

— Même pas la formule de Washington selon laquelle la conférence ne serait qu'un « parapluie » international pour des négociations directes ?

— Non, non, il n'y a pas de formule américaine. Les Américains n'ont jamais été enthousiastes pour une conférence internationale, ils préfèrent des négociations directes israélo-arabes, mais après que M. Pères ont donné son accord à une telle conférence, ils ont estimé qu'ils pouvaient l'accepter à certaines conditions.

— Même l'URSS, je crois, n'est pas très intéressée par une conférence internationale. Ce qui l'intéresse, c'est de participer d'une façon ou d'une autre à la négociation. Pour le moment, la position soviétique n'est pas claire, même s'il y a un certain changement dans leur comportement anti-israélien.

Mode d'emploi

Au début de l'entretien, ce vieux routier de la politique israélienne et pré-israélienne (c'est à vingt ans qu'il a quitté l'Europe centrale pour la Palestine où ses exploits terroristes au service de l'Irgoun sont passés dans la légende) paraît comme les, fatigué par ces journalistes qu'il accepte pourtant toujours de recevoir, quitte à abréger la rencontre si elle a mal commencé. Mais très vite, les yeux du petit homme se mettent à pétiller, il s'anime, bientôt se passionne, toujours dans un français plus que correct, appris dans les années 40, lorsque les Britanniques l'avaient fait fuir de Palestine en direction de Djibouti.

Un tantinet anticlérical

La recette à suivre est simple : ne jamais entamer une conversation avec Itzhak Shamir en lui parlant conférence internationale. C'est un euphémisme que de dire qu'il supporte mal. Il aime, en revanche, prouver son sens de l'Etat en expliquant pourquoi il a dit non aux partis religieux, qui ont tenté de le faire chanter pendant des semaines après les élections du 1^{er} novembre, qui se sont terminées par un match presque nul entre son Likoud et les travaillistes.

(40 sièges pour le Likoud, 39 pour Shimon Pères, mais 18 aux quatre partis religieux, les seuls à progresser).

Et c'est presque avec gourmandise qu'il dénonce ces rabbins, coupables d'être descendus pour la première fois dans l'arène politique. Car Itzhak Shamir est un tantinet anticlérical et il ne s'en cache pas.

Trois objets personnels dorment un peu de chaleur à son bureau de premier ministre, pour le reste très style scandinave : une photo de Menahem Bégin, un buste de John Kennedy et un cliché le représentant en train de serrer avec empressement la main de Ronald Reagan. Autant de preuves d'une respectabilité chèrement acquise pour celui qui reste la cible préférée des éditeurs et des dessinateurs de la presse israélienne.

Au-delà de son indifférence apparente au sort de ces jeunes Palestiniens qui forment le gros des victimes de l'Intifada, l'homme a son mystère : n'est-il qu'un habile politicien ou nourrit-il un grand dessein historique ? Bien malin qui percera le secret de ce personnage entêté qui prend pourtant garde de ne claquer aucune porte.

J. A.

— C'est pour quand la reprise des relations diplomatiques ?

— Je ne sais pas ; ça dépend d'eux. Pour l'instant, ça va mieux, surtout par rapport à ce que ça été, mais ce n'est pas encore le grand amour.

— Pour en revenir à la question des territoires, vous vous sentez pressé par le temps ?

— Certainement. Il faut arriver à une solution. Ce n'est pas notre désir de vouloir indéfiniment prolonger la situation. Mais la pression du temps ne doit pas modifier l'essentiel.

— Vous avez peur d'un isolement diplomatique, au moment où les Etats-Unis parlent avec l'OLP et alors que le président Mitterrand pourrait rencontrer M. Yasser Arafat ?

— Oui, c'est grave, et nous ne nous le cachons pas. Ça nous pousse au désespoir, et je ne crois pas qu'il soit bon pour la communauté internationale de pousser Israël au désespoir. Mais il n'est pas question que nous acceptons une solution imposée. Si nous ne voulons pas d'une conférence internationale, nous n'irons pas à une conférence internationale.

— D'une certaine façon, il vous faut pourtant reprendre l'initiative diplomatique.

— Pour nous, le principal objectif est d'arriver à une négociation. Alors, on est prêt à chercher diverses voies qui y mèneraient. Je suis convaincu que, si on commence une négociation, on aboutira. Personnellement, j'ai quelques idées sur le résultat de telles négociations, mais je ne crois pas que ça vaille la peine d'en parler maintenant.

— Vous en parlez aux Américains et au président Mitterrand ?

— Peut-être, peut-être.

— Vous connaissez le président Bush ?

— Oui, oui.

— Peut-il y avoir une évolution de la politique américaine ?

— Tout est possible. Mais nous pensons qu'il faut continuer la politique de Reagan et Shultz.

— Mais c'est M. Shultz qui a établi le dialogue avec l'OLP ?

— Oui, mais jusqu'à ce moment-là, il avait été excellent.

— Si, demain, vous annoncez l'organisation d'élections dans les territoires, vous surprendriez tout le monde.

— Mais tous les Arabes, tous sans exception, ont déjà dit qu'ils étaient contre ces élections après que notre ministre de la défense en ait fait la proposition. Le rejet a été immédiat. Parce que l'OLP est contre.

— Pourquoi refusez-vous de prendre en compte une évolution de l'OLP vers la reconnaissance d'Israël ?

— Je crois qu'un gouvernement, un Etat, peut changer de politique. Mais un mouvement politique, idéologique, dont toute la raison d'être est la disparition d'Israël, ne peut pas changer d'un jour à l'autre. Toute sa philosophie, toute son idé-

logie aurait changé !... ce n'est pas possible. Et nous le savons : les changements de l'OLP ne sont qu'une tactique ; l'organisation reste fidèle à son idéologie. Ses responsables le disent d'ailleurs.

« La tactique de l'OLP »

— Mais c'est bien votre chef d'état-major, le général Dan Shoumrou, qui a lui-même constaté que, depuis deux mois, depuis la réunion du Conseil national palestinien d'Alger, les attentats et tentatives d'infiltration de l'OLP à la frontière libanaise avaient cessé.

— C'est aussi une tactique. Ce que veut l'OLP maintenant, ce n'est pas convaincre Israël qu'il faut faire des concessions. Elle pense qu'il faut convaincre les Etats-Unis, parce qu'elle pense qu'Israël est la marionnette des Etats-Unis. Pour convaincre les Etats-Unis, il faut donc que les Palestiniens se livrent à des exercices divers, qu'Arafat existe seule fois qu'il reconnaît l'existence d'Israël, que certains actes terroristes soient suspendus pendant un certain temps. Mais pas pour toujours : ils l'ont dit. Ecoutez les déclarations des collaborateurs d'Arafat : ils disent qu'ils n'ont pas changé d'idéologie, que leur objectif est resté le même. Ecoutez les déclarations d'Abou Iyad, le numéro deux de l'OLP, celles de Kaddoumi, le chef de la diplomatie de l'OLP, et celles de beaucoup d'autres, Hatmeche, Hawatmeit, qui sont dans l'OLP. Ils disent que rien n'a changé. Mais pour arriver à dialoguer avec les Etats-Unis, ils sont prêts à quelques changements momentanés.

— J'étais président de la Knesset quand Sadate est venu à Jérusalem. Il a déclaré : je veux faire la paix, je comprends que vous avez des problèmes de sécurité. Et il a accepté la délimitation totale du Sinaï ; c'était quelque chose de poids. Mais on n'entend rien de tel aujourd'hui.

— Vous serez à Paris à la fin du mois de février. Que direz-vous à M. Mitterrand qui a exprimé l'intention de s'entretenir avec M. Arafat ?

— J'essaierai de le convaincre que ce ne sera pas utile à la paix. Et je crois bien que le président Mitterrand est intéressé à voir la paix s'instaurer et à jouer un rôle dans ce processus.

— Si vous arrivez au bout de votre mandat actuel, vous serez élu premier ministre presque aussitôt longtemps que Ben Gourion. Qu'est-ce que vous voulez laisser dans l'Histoire ?

— Je pense à la paix, en tous cas à la permission, à la réforme de notre système électoral, à nous éviter une IV^e République.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et ALAIN FRACHON.

(1) Yamit était une implantation israélienne de plusieurs milliers de personnes, installée au nord du Sinaï. L'armée a dû intervenir pour obliger ses occupants à l'évacuer au moment du retrait israélien du Sinaï.

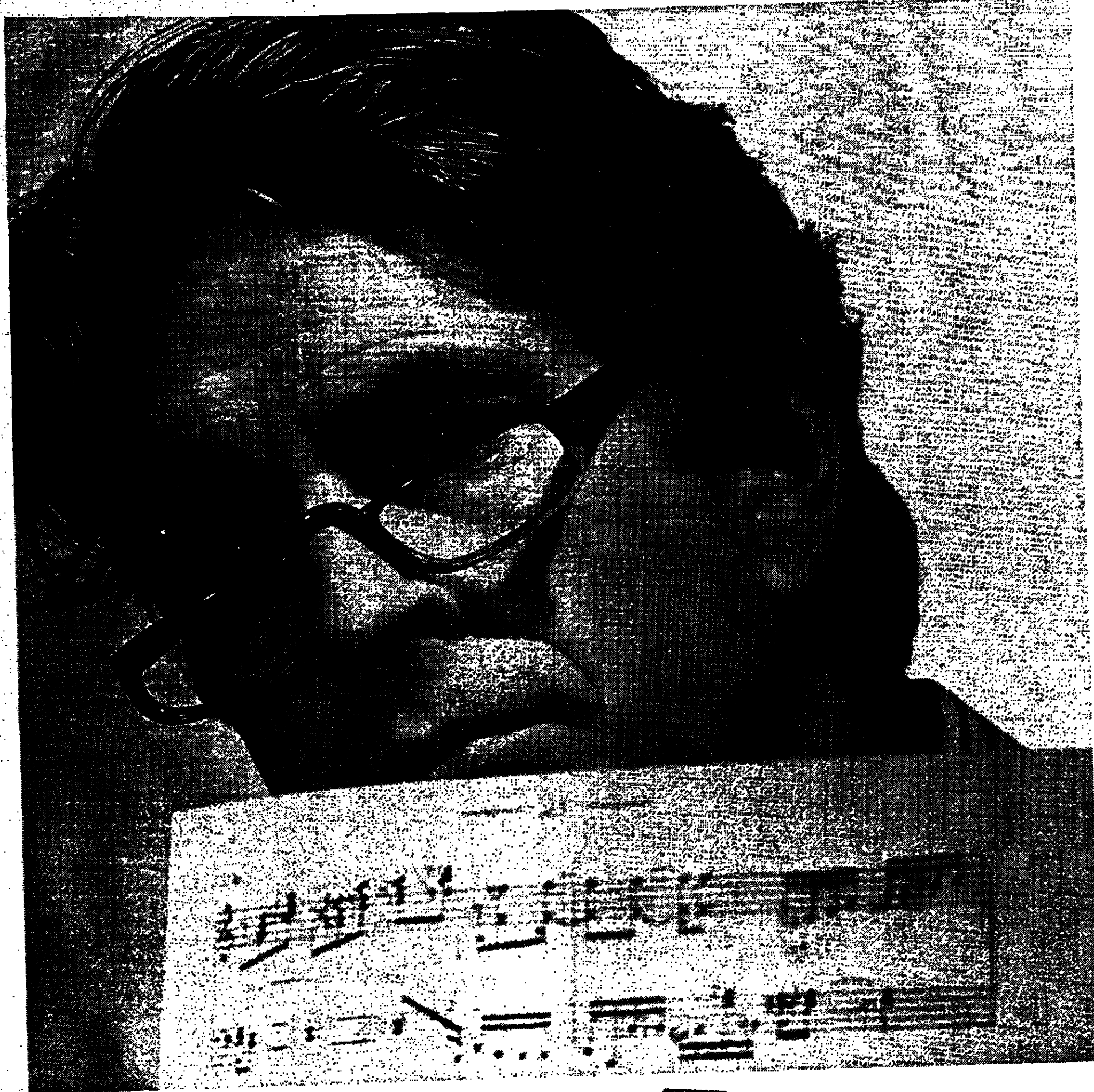
NE PAS BROADWAY.



MAIS SA MUSIQUE Y PASSE.

IL N'EST PAS A BROADWAY.

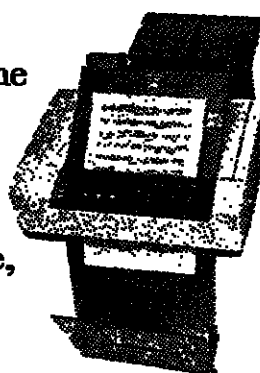
© 1988 AT&T



MAIS SA MUSIQUE Y PASSE.

La partition est à peine
sèche, pourtant sa
musique est déjà à
5000 km d'ici.

Avec la télécopie,
les possibilités sont
infinies.



La télécopie permet d'envoyer un
document n'importe où aux Etats-Unis
en quelques minutes.

N'importe quel document : dessin,
diagramme - même une partition.

Exactement tel quel.

La télécopie. Ça vous donnerait
envie de chanter et de danser.

Avec AT&T et France Télécom, les
lignes entre la France et les Etats-Unis
sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une
affaire, décrochez le téléphone.



FRANCE
TELECOM
INTERNATIONAL

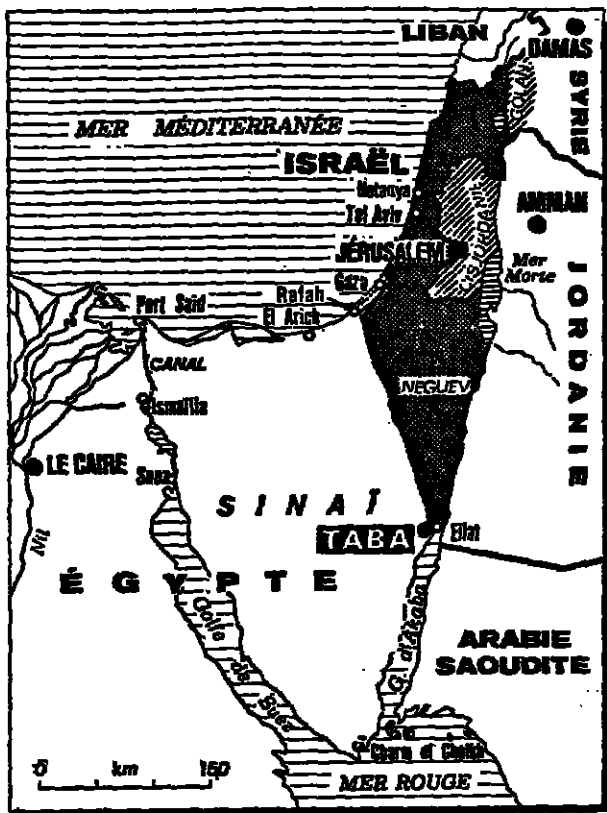


هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Le litige sur l'enclave de Taba continue à envenimer des relations israélo-égyptiennes



Le drapeau égyptien devait être hissé, lundi 30 janvier, sur la borne 91 marquant l'emplacement de l'enclave de Taba, au nord du golfe d'Akaba.

Mais, refusant que leur drapeau flotte à côté des couleurs israéliennes, les Égyptiens ont finalement renoncé à ce geste qui, en tout état de cause, n'aurait pas signifié que l'enclave était revenue de facto sous souveraineté égyptienne, car elle reste, jusqu'à nouvel ordre, sous contrôle israélien.

LE CAIRE
de notre correspondant

Vieux de plus de six ans, le litige frontalier sur l'enclave de Taba continue à envenimer les relations égypto-israéliennes.

Lors de la dernière étape de l'évacuation du Sinaï, en avril 1982, les Israéliens avaient refusé de se retirer de l'enclave, où un hôtel quatre étoiles, l'Avia Sonesta, avait été construit. Selon eux, Taba faisait partie d'Israël avant l'occupation du Sinaï en juin 1967.

Les négociations sur la question allaient piétiner jusqu'en septembre 1986, quand Israël, soumis à des pressions américaines, avait fini par accepter le principe d'une commission internationale d'arbitrage. Deux ans plus tard, en septembre 1988, la commission se prononçait en faveur de l'Égypte.

En novembre 1988, Égyptiens et Israéliens signaient à Rome un accord par lequel ils s'engageaient à appliquer le jugement.

Mi-janvier, les Israéliens ne s'étaient toujours pas retirés de l'enclave. Ils exigent le règlement des modalités détaillées du retrait avant sa mise en exécution. Égyptiens et Israéliens conviennent alors de se réunir à Taba pour régler « les derniers détails ». Mais les négociations se révèlent dès le départ épineuses.

La délégation venue du Caire veut entrer à Taba à bord de véhicules israéliens en Égypte. Les Israéliens exigent au contraire que les Égyptiens échangent leurs autos contre des voitures à plaques de l'État hébreu. Au bout d'une heure de tractations, les Égyptiens finissent par monter dans un car de la force multinationale du Sinaï.

On venait d'annoncer la couleur de part et d'autre : pas la moindre concession. Cela s'est confirmé quand les deux délégations

• M. Dumas reçoit à Paris le dirigeant druze Walid Joumblatt. — En tournée en Europe afin d'obtenir un soutien politique et financier à son projet de favoriser un retour progressif de quelque cent cinquante mille chrétiens dans leurs villages d'origine de la montagne druze — dont ils avaient été chassés en septembre 1983 — M. Joumblatt, chef de la communauté druze libanaise, s'est entretenu, lundi 30 janvier, avec M. Roland Dumas. M. Joumblatt s'était auparavant rendu en Italie.

Asie

L'URSS et l'Afghanistan

Washington accuse Moscou de pratiquer la politique de la « terre brûlée »

Les États-Unis ont accusé, lundi 30 janvier, l'Union soviétique de pratiquer la politique de la terre brûlée en Afghanistan par ses bombardements massifs.

« Les Soviétiques continuent ce qui pourrait être qualifié de politique de la terre brûlée », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman. Il a dénoncé les « bombardements massifs » menés par des avions basés en Afghanistan et en Union soviétique, et les tirs de missiles sol-sol SCUD. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré, de son côté, que l'armée soviétique était responsable d'un « bain de sang ».

Les États-Unis multiplient ces jours-ci les critiques contre l'URSS dont les dernières troupes doivent avoir quitté l'Afghanistan le 15 février, aux termes de l'accord de Genève du 14 avril 1988. En privé, les responsables du département d'État disent craindre que les bombardiers basés en URSS ne continuent leurs missions en Afghanistan après ce retrait. M. Redman a affirmé qu'en revanche, les résistants faisaient preuve « d'une réelle considération » envers les troupes soviétiques qui se retirent.

Entre-temps, le président du comité d'État soviétique au Plan, M. Youri Maslounkov, membre suppléant du bureau politique, a quitté Kaboul pour l'URSS après s'être entretenu une deuxième fois avec le président Najibullah de la question de l'approvisionnement de la capitale afghane en produits de première nécessité, a annoncé lundi l'agence Tass. Dans une dépêche datée de Kaboul, l'agence soviétique a précisé que des « mesures concrètes » avaient été prises pour que l'URSS fournisse une « aide économique supplémentaire » à l'Afghanistan, visant en particulier à approvisionner Kaboul et « toutes les provinces du pays », notamment en produits alimentaires.

Dans la capitale, plusieurs personnes ont été blessées lundi après-midi par l'explosion de deux bombes. De source officielle afghane, on indiquait simplement que « les explosions avaient fait plusieurs blessés mais pas de mort ».

La compagnie Aéroflot n'assure plus une desserte normale de

Kaboul, mais organise des vols d'avions-cargos Il-76 équipés d'une quarantaine de sièges de passagers, a constaté lundi à l'aéroport de Tachkent (Ouzbékistan) un groupe de journalistes occidentaux en route pour Kaboul. Ces avions sont dotés de lanceurs de bombes thermiques au magnésium, destinés à détourner d'éventuels missiles guidés par la chaleur des réacteurs, notamment les Stinger de fabrication américaine qui équipent la résistance islamique. La compagnie afghane Ariana, dont les appareils ne sont pas munis de lanceurs, continue à effectuer des vols commerciaux entre l'URSS et Kaboul, ont constaté ces journalistes. Les combats qui opposent résistants et troupes afghanes le long de la route de Salang, qui relie Kaboul à la frontière soviétique, se sont poursuivis lundi, a indiqué l'agence soviétique Tass.

Démarches diplomatiques

Enfin, le chef de la diplomatie soviétique, attendu le 4 février, à Islamabad, pour une visite de trois jours, y sera précédé par M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des Affaires étrangères, dont le séjour de quatre jours devait commencer mardi. Pour sa part, le ministre pakistanais des affaires étrangères, Yacub Khan, s'est rendu dimanche en Arabie saoudite, pour la deuxième fois en un mois. Enfin, le négociateur de l'ONU, M. Benazir Seven, continue ses allées et venues entre Kaboul et Islamabad, cherchant ainsi l'annonce d'un dialogue entre certains dirigeants de Kaboul et la résistance.

Ces démarches diplomatiques semblent avoir pour objectif la déclaration de Kaboul ville ouverte dans la foulée du repli soviétique. Elles coïncident avec une intensification des bombardements aériens soviétiques : des sources proches de la résistance rapportent notamment, mardi, que des bombardements aériens avaient fait des centaines de morts dans la base vallée du Panjshir, Moscou entendait ainsi exercer des pressions sur le chef local de la résistance, le commandant Massoud, pour l'amener à négocier. Il reste à voir si les résistants acceptent un *modus vivendi* sous une telle pression militaire.

CAMBODGE

Les trois factions de la résistance acceptent de reprendre les négociations avec Phnom-Penh

Les trois factions de la résistance cambodgienne ont annoncé, lundi 30 janvier à Bangkok, qu'elles participeraient, du 19 au 21 février à des discussions informelles sur le Cambodge en Indonésie avec le Vietnam et ses alliés de Phnom-Penh.

A l'issue d'une rencontre des représentants de la résistance avec le premier ministre thaïlandais Chatichai Choonhavan, M. Son Sam, l'un des chefs de la résistance, a indiqué aux journalistes, au sein des trois factions, que celle-ci serait présente pour les discussions qui doivent se dérouler à Djakarta.

M. Kien Samphan, représentant des Khmers rouges, faction la plus puissante de la résistance, et le prince Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk, étaient également présents à la rencontre avec M. Chatichai.

Déclarant que « nous pouvons voir la lumière au bout du tunnel », M. Son Sam a ajouté que son optimisme provenait du fait que les représentants de la résistance avaient reçu l'assurance de la part de M. Chatichai que M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, ferait preuve de souplesse à Djakarta.

En revanche, dans un télégramme adressé lundi au prince Ranariddh, le prince Sihanouk a confirmé son refus de se rendre à Djakarta pendant la tenue de ces discussions. « Je n'irai pas là où Hun Sen se trouve », a-t-il déclaré. La semaine dernière, après la visite de M. Hun Sen à Bangkok, le prince Sihanouk, qui se trouve à Pékin, avait annoncé qu'il ne participerait plus à des discussions sur le Cambodge jusqu'à l'autonomie prochaine.

Recul

(Suite de la première page.)

A Paris, en tout cas, Georges Marchais et ses camarades ne doutaient pas que la cause à laquelle ils avaient voué leur vie consisterait une nouvelle jeunesse. Dans l'euphorie du moment, le PC réabsorbe son hebdomadaire officiel, qui, de France nouvelle, devient Révolution, avec en sous-titre, pour justifier ce changement, une affirmation péremptoire : « Nous vivons l'ère des révolutions ».

Il ne faut jamais prolonger les choses. L'énergie est toujours dans la manivelle de l'histoire, mais, sauf erreur, aucune révolution ne s'est produite depuis lors. A moins, bien sûr, de suivre Gorbatchev lorsque celui-ci déclare qu'il est en train d'accomplir une « nouvelle révolution ». Mais il faut bien voir que celle-ci prend surtout la forme d'une immense remise en question de ce qui a été fait, au nom précisément de la Révolution, depuis des décennies, et que son succès est rien moins qu'assuré.

Quant aux causes de la perestroïka, il est manifeste qu'elles s'ont mises à voir avec l'enseignement de Marx et celui de Lénine, pourtant invoqués à tout bout de champ. La démarche du secrétaire général-président procède d'une constatation aussi banale qu'embarrassante : son pays vit (mal) très largement au-dessus de ses moyens.

Le directeur de l'Institut économique de Moscou, Leonid Alkhin, a chiffré à 20 % des dépenses publiques le déficit budgétaire pour 1988, responsable selon lui de la pénurie de biens de consommation, dont souffre actuellement la population. Pour y remédier, il faudra couper, a-t-il dit, dans les investissements et faire appel à l'épargne publique, abondante du fait du manque de produits à acheter.

Le poids des dépenses militaires

L'une des raisons du déficit budgétaire, c'est évidemment le poids excessif des dépenses militaires. Et il n'est pas d'un poids léger, car il est même resté d'une politique étrangère expansionniste. La guerre d'Afghanistan ne coûte pas seulement cher en sol. Elle a fortement contribué à persuader les États-Unis de relancer une course aux armements destinée à mettre dans les cordes un adversaire dont ils avaient pu mesurer les faiblesses économiques. Rien d'étonnant donc à ce que Gorbatchev, à peine installé au pouvoir, en désespoir de cause par une gérontocratie dépassée par les événements, ait accompagné son ambition de reconstruction de l'économie d'une politique de détente tous azimuts, destinée à lui permettre de réduire massivement les crédits de l'armée et ceux de l'aide aux pays amis d'outre-mer.

Le résultat est là, qui orne les yeux.

Sur le plan économique, aucune amélioration sensible, bien au contraire. Les citoyens viennent d'être prévenus par Leonid Alkhin, déjà cité, qu'il leur faudra attendre... 1995 pour voir s'améliorer quelque peu un niveau de vie par trop frugal. Or est le temps où Khrouchtchev promettait à ses concitoyens qu'ils allaient, en 1980, mieux que les Américains.

Sur le plan militaire, l'annonce d'une réduction de 14 % du budget de la défense, évidemment inconcevable sans les diminutions, contractuelles ou unilatérales, d'armements ou d'effectifs annoncées au cours de ces derniers mois. Sans également la liquidation d'aventures ruineuses comme l'intervention en Afghanistan, dont il est désormais clair qu'elle aura eu le même effet dévastateur sur l'URSS que la guerre d'Espagne sur Napoléon ou celle du Vietnam sur Johnson-Nixon.

Sur le plan politique, l'Occident porte au crédit de Gorbatchev la décision certes très courageuse qu'il a prise à propos de l'Afghanistan, comme le retrait, pour des raisons et dans des conditions comparables, des Vietnamiens du Laos et du Cambodge, ou des Cubains d'Angola. Reste qu'en s'incitant pour la première fois depuis 1917, devant une insurrection populaire armée par l'étranger l'URSS voit fatalement diminuer la réputation qu'elle inspire aux peuples placés sous son sceptre. D'autant qu'elle a de moins en moins les moyens de porter à bout de bras des pays aux économies exsangues, comme la Pologne, la Hongrie, le Vietnam, l'Éthiopie, le Mozambique, l'Angole, Cuba ou le Nicaragua. A l'intérieur même de l'URSS, si le système de Gorbatchev a été brutalement mis à profit pour faire

taire les partisans du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie, les Baltes, de semaine en semaine, élargissent leur aire de liberté.

Sur le plan idéologique, enfin, de la célébration du millénaire de la conversion de la Russie à la religion orthodoxe et à la doctrine marxiste-léniniste, le dogme marxiste-léniniste est de plus en plus mis à l'épreuve. Le corset qui entravait la production culturelle s'est fantasmagiquement relâché. Tous les grands adversaires de Staline ont été réhabilités, et l'on s'apprête, tout en discutant des mérites et des torts de Trotski, à ériger un monument à leur gloire. Tous les échecs que l'on reproche d'URSS font état d'une dépopulation avancée de la population, et notamment des jeunes. Le discours officiel ne convainc plus personne... et la criminalité s'accroît rapidement : + 17 % en un an. Un diplomate soviétique est allé jusqu'à dire en privé, il y a quelques temps : « Nous avons besoin de l'Eglise pour nous aider à tenir en main la jeunesse ».

« Je ne parierais pas dix roubles... »

Sur chacun des terrains qu'on vient de passer en revue, Gorbatchev se heurte nécessairement à la résistance des bureaucrates de tout acabit, qui, comme tous les bureaucrates, ont peur de ce qui bouleverse leurs privilèges et leurs habitudes. Or, concernant notamment les militaires, auxquels Salskovitch n'hésite pas, dans une récente conversation avec un visiteur occidental (1) à attribuer l'échec de Khrouchtchev, coupable d'avoir réduit drastiquement le nombre des officiers supérieurs, beaucoup se trouvent menacés, du fait des diminutions d'effectifs en cours, de perdre leur emploi. On comprend que l'épouse de Salskovitch, dans le même interview, assure ne pas vouloir parier dix roubles sur l'avenir de Gorbatchev, faite pour lui de s'être assuré le soutien du peuple.

Sans doute est-elle trop pessimiste. Le numéro un du parti a sérieusement pris en main l'appareil, y compris l'appareil militaire. Et il a fallu, après tout, deux guerres perdues, à douze ans d'intervalle, pour que soit renversé le régime tatariste. Reste que substantiellement le risque d'une décomposition progressive d'un pouvoir qui aurait de plus en plus de mal à exercer son autorité et, donc, celui d'un retour à la manière forte.

En fin de compte, le problème pour Gorbatchev est le même que pour les pays occidentaux, qui découvrent l'un après l'autre, à travers les scandales politico-financiers, que la seule recherche du profit ne suffit pas à motiver une société : à l'Est comme à l'Ouest, on ne peut impunément se passer d'une morale. Reste à savoir si les « blocs » peuvent encore se jeter à la tête des « valeurs » auxquelles ils croient de moins en moins, et si n'y aurait pas lieu de prendre au mot le chef du gouvernement soviétique, Nicolas Rijkov, lorsque au lendemain du désastre d'Arménie, il déclarait : « Nous commençons à comprendre... qu'il n'y a rien de plus important que les « valeurs communes » de l'humanité ».

Apaisement des derniers conflits, reconnaissance de la dignité et de la liberté des hommes, individuellement et collectivement, réduction à l'Est, à l'Ouest, au Sud, des dernières bestialités de la tyrannie, lutte contre les catastrophes naturelles, aide au développement, le pain, sur cette planche-là, ne ferait pas défaut...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) La Figure du 26 janvier.

• Les processus de réforme en URSS et en Chine. — Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) propose une « table ronde » sur ce thème le 2 février, 4, rue de Chevreuse, Paris (8^e). De 9 h 30 à 12 h 30, sous la présidence d'Hélène Carrère d'Encausse, M. Lesage et J.-L. Demicheli parleront des « processus historiques » et J.-P. Cabestan et A. Gazier des « réformes politico-administratives » ; de 14 h 30 à 16 heures, sous la présidence de M.-C. Bergère, C. Aubert et J. Sapir traiteront les « stratégies et dynamiques des réformes économiques » et L. Marcou et F. Godement l'« impact idéologique des réformes ».

* Rencontre au CERI 45-49-51-53.

Politique

La préparation des élections municipales

Brest : la droite à l'épreuve de l'algèbre

Pour la quatrième fois à Brest, en 1965, 1971, 1977 et 1983, la majorité UDF-RPR se présente désemparée aux élections municipales. M. Yannick Marzin, adjoint aux affaires sociales, a annoncé, dimanche 22 janvier, qu'il conduirait sa propre liste contre celle du maire RPR M. Georges Kerbrat. L'accord conclu à Paris par les instances nationales UDF et RPR donnait la tête de liste au RPR, n'aura duré qu'une quinzaine de jours.

BREST
de notre envoyée spéciale

Quel est le comble de Brest ? Résoudre une équation de droite. Quel est le comble de la droite ? Résoudre l'équation de Brest. C'est devenu une légende. Brest ne connaît de l'arabesque politique qu'une opération, la division. Elle est sans doute la ville qui, de tout l'Hexagone, présente la plus extraordinaire variété de droites : le RPR, les « gaullistes » (exclus du RPR), le PR (orthodoxe, tendance RPR), le PR dissident (tendance CDS), le CDS (tendance CDS), le CDS (tendance PR), l'UDF (tendance Georges Lombard, du nom de l'ancien maire et actuel président de la communauté urbaine), et, accessoirement, le Front national, le CNI et autres « Nouveau contrat social ».

La gauche, à côté, avec ses socialistes, ses communistes, ses rénovateurs et les rares survivants de l'Union démocratique bretonne, fait vraiment pâle figure. Ajoutons à cela qu'au sein de chacune de ces formations, ou presque, existe un homme qui a été, est, veut être, veut rester ou redevenir le premier magistrat de la ville.

La somme des produits donne une formule explosive bien loin de l'équation nationale selon laquelle A et A doivent faire A. On avait pourtant essayé. En sciences, le maire sortant, M. Georges Kerbrat

(RPR), qui avait succédé en 1985 à M. Jacques Berthelot, contraint à la démission après une longue et douloureuse crise municipale. Agé de soixante-dix ans, professeur de physiologie au CHU de Brest, M. Kerbrat avait annoncé au printemps 1988 qu'il ne prévoyait pas un second mandat. Alerté par un problème de santé, fatigué peut-être aussi de devoir diriger un conseil au sein duquel se retrouvaient pas moins de quatre anciens maires, MM. Georges Lombard (UDF), Berthelot (gaulliste), Eugène Berest (PR) et Pierre Maille (PS), M. Kerbrat avait même intronisé son « dauphin », M. Bertrand Cousin, adjoint RPR et numéro 3 de la Socpresse de M. Robert Hénaut, qui, alors député des Côtes-du-Nord, se présentait aux élections législatives de juin 1988. Mais, ce qui devait être un tremplin pour la mairie se révéla une trappe après l'échec cuisant de M. Cousin, battu par le candidat socialiste, M. Joseph Gourmelon.

Soucieux avant tout de conserver Brest dans son escarcelle, le RPR demanda alors à son fidèle gardien, M. Kerbrat, de renouer à son projet de retraite. Ce qu'il accepta en partant « moins-solide », avec, confie-t-il, « le sens du devoir à accomplir », persuadé qu'il était « le seul à pouvoir faire l'union ».

En ordonnées, un impétueux pharmacien, adjoint aux affaires sociales, M. Yannick Marzin, qui entendait bien quant à lui recueillir les fruits de sa victoire aux élections cantonales de l'automne 1988. Il était encouragé en ce sens par M. Georges Lombard. Ce dernier faisait part, le 22 décembre, de sa volonté de constituer une liste invitant « grand seigneur » M. Marzin à en prendre la tête au nom du « renouvellement du personnel politique local ». Le 1^{er} janvier, M. Marzin annonça que « quel que soit le résultat des négociations nationales », il ne se « déroberait » pas. « Il existe à Brest un courant porteur en faveur des centristes et des libéraux », constatait-il.

Quelques jours plus tard, au nom de la sacro-sainte union et après un passage à Paris dans le bureau de M. Alain Juppé, les deux candidats annonçaient qu'ils avaient passé un « accord d'hommes », donnant la tête de liste à M. Kerbrat et le poste de premier adjoint à M. Marzin. Cette liste unique devait être composée de quinze UDF, quinze RPR et quinze représentants de la « société civile ».

Contrat de dupes

« L'accord d'hommes » se mua toutefois rapidement en contrat de dupes. M. Marzin ne parvint pas à faire respecter de ses partenaires, bien décidés à se tailler la part du lion dans la liste municipale. Aux spécificités de la droite bretonne et de ses querelles intestines s'ajoutèrent des considérations bien souvent entendues mezzo voce dans les États-majors nationaux : des centristes David se débattaient contre des Goliat-RPR auxquels le PR, faux frère, venait prêter main forte.

Sur les quinze sièges UDF, neuf devaient revenir au PR « orthodoxe » emmené par l'adjoint aux finances, M. Jean-Yves Leborgne, très proche de M. René Gil, RPR, directeur de la campagne et véritable « commissaire politique » de M. Kerbrat. « Ce accord revenait, en quelque sorte, à donner quinze sièges plus neuf au RPR », observe M. Lombard.

Quant à la « société civile », M. Kerbrat n'avait jamais caché son intention de lui donner une définition tout à fait personnelle lui permettant d'accueillir à ce titre sur sa liste, les quelques CNI et gaullistes nécessaires à toute bonne liste de droite bretonne.

Pour M. Marzin, sauf à accepter de s'écarter devant le rouleau compresseur RPR, la décision de conduire sa propre liste devenait inévitable. Elle fut prise au lendemain du dernier conseil municipal de la majorité sortante, le samedi 21 janvier. Constatant la persistance des

désaccords, M. Marzin annonça la constitution d'une liste réunissant les libéraux dissidents conduits par M. Yvon Gallec, les « gaullistes » de M. Berthelot et les socialistes-démocrates emmenés par MM. Lombard et André Rosoc, premier adjoint sortant et membre du conseil politique national du CDS. Une dizaine de places seraient, en outre, réservées aux représentants de la société civile (chefs d'entreprise, professions libérales et universitaires).

A Brest, un et un faisaient à nouveau deux. Quant à la gauche, conduite par M. Pierre Maille, conseiller général, elle a beau jeu de dénoncer « les pontonnades des revirements », et cette nouvelle liste « d'union des dissidents de tous les partis de droite ». Confiat dans l'issue des négociations avec les communistes qui obtiendraient cinq places éligibles (ils en demandaient sept et l'assurance que les rénovateurs, au nombre de trois, apparaîtraient bien dans les « comptes » socialistes et non communistes). M. Maille, placidement, attend. Un sondage, commandé début janvier par le RPR, donne 52 % à la gauche contre 48 % à la droite. Et M. Maille, agrégé de physique, sait bien que par deux points, les 12 et 19 mars prochains, on ne peut faire passer qu'une droite et une seule.

PASCAL ROBERT-DIARD.

Fiche d'identité

- Sous-préfecture du Finistère : 156 060 habitants.
- Activités économiques : construction navale.
- Taux de chômage : 12,2 %.
- Taux d'immigration : 2,48 %.
- Enseignement supérieur : treize mille étudiants répartis sur une université et sept écoles d'enseignement supérieur (dont l'école navale qui forme les cadres de la marine nationale).
- Imposition fiscale : 1 428 francs par habitant en 1988.
- Sports : football (le Brest armoricain, en deuxième division).

Lille : exclusion de deux membres du CDS

LILLE
de notre correspondant régional

Rien ne va plus entre les deux concurrents de l'opposition qui s'affrontent pour les municipales à Lille. M. Bruno Durieux, député barrière CDS de la quatrième circonscription du Nord, et M. Alex Turk, secrétaire départemental du RPR officiellement investi par les instances nationales de l'UDF et du RPR.

Malgré cette investiture, M. Durieux a décidé de maintenir sa candidature, semant la perturbation au sein du CDS lillois. Cette attitude ne faisait pas l'unanimité chez les démocrates sociaux. Ainsi, M. Dilligent a-t-il proposé à M. Durieux de venir le rejoindre à Roubaix.

De leur côté, deux militants de longue date du CDS ont choisi de soutenir M. Turk et figurent sur la liste de ses quinze premiers colistiers : il s'agit de M^{me} Monique Sticker, conseillère municipale sortante, et M^{me} Marie-Thérèse Calcoen.

Guerre des sondages

La réaction de M. Durieux ne s'est pas fait attendre. Les deux militants viennent d'être exclus du CDS : ainsi en a décidé le comité directeur départemental de cette formation réuni le 26 janvier. M. Bruno Durieux explique que les deux militants ont pris une position en contradiction avec les décisions du mouvement. Sans doute M^{me} Sticker et Calcoen feront-elles valoir que les positions du CDS n'ont pas toujours été très claires en ce qui concerne la candidature de M. Durieux à Lille. Le CDS national est toujours partie prenante de l'UDF et celle-ci a accordé son investiture à M. Turk qui a protesté contre ces méthodes qualifiées de « stalinistes ».

Un autre incident est venu envenimer les relations entre les deux concurrents. M. Turk a fait appel à une jeune entreprise régionale, Prisme, pour réaliser un sondage sur Lille, sondage qui lui donne une avance de cinq points sur son concurrent, M. Durieux, dans le cas d'une primaire.

Quimper : le tout ou rien de M. Becam

QUIMPER
de notre correspondant

Cinq listes brigueront vraisemblablement la mairie de Quimper en mars prochain. Deux seulement posent de réelles chances de la conquérir : celle du maire sortant, M. Marc Becam (RPR), et celle du député socialiste M. Bernard Poignant. Mais pour la première fois depuis 1972, M. Becam, ancien secrétaire d'État aux collectivités locales, ne partira pas favori à une élection. Pourtant il s'agit pour lui d'une partie capitale. Vaincu, il se retrouverait à cinquante-huit ans, dépourvu de tout mandat. Vainqueur, il pourrait espérer regagner le terrain perdu. Pour lui, 1988 aura vraiment été une année noire. Non seulement M. Poignant lui a ravi son siège de député après l'avoir devancé de onze points dans sa propre ville, mais en outre il a dû quitter le conseil général battu par un autre socialiste, M. Jean-Claude Joseph.

Comment expliquer ces cuisants échecs après une douzaine de victoires consécutives étalées sur vingt ans ? Il y a encore quatre ans, M. Becam avait le vent en poupe. Les nombreux succès qu'il avait remportés avaient même conduit à sa présidence du conseil général à M. Louis Orvoën (CDS). Ses adversaires reconnaissent à l'époque qu'il était bon gestionnaire, dynamique, et qu'il ne serait pas aisé de lui prendre l'hôtel de ville.

Chaleureux, d'un abord facile, populaire auprès de ses administrés parce qu'il ne se sentait, il paraissait à l'abri des déconvenues de la vie politique. Qu'est-ce qui a pu le pousser à prendre la tête d'une équipe dissidente aux législatives de 1986 alors qu'il était sénateur et que deux de ses adjoints à la mairie de Quimper, MM. Alain Gérard (RPR) et Jean-Yves Cozan (UDF) (aujourd'hui député de la circonscription de Châteaulin), se présentaient sur la liste d'union officielle ? Craignait-il qu'une fois élu M. Cozan, avec lequel ses relations n'avaient jamais été particulière-

ment cordiales, ne se dresse en rival dans sa propre commune ? C'est l'explication la plus plausible. Tous les jours est-il que la conséquence la plus manifeste de ce qui, avec le recul, apparaît comme une bavure monumentale, fut la dégradation du climat au sein de l'assemblée municipale. Les échos de ces dissensions produisirent le plus fâcheux effet sur l'électorat.

Sans doute M. Becam aurait-il pu, en automne dernier, conserver son siège de conseiller général vu le capital de sympathie dont il disposait, si un projet de rocade, contesté par la population, ne lui avait aliéné bien des partisans, l'empêchant de mobiliser la totalité de ses troupes. Ironie du sort, il est « tombé » sur un problème de circulation alors qu'il est l'un des maires qui ont fait le plus en ce domaine, généralisant notamment les giratoires avec priorité à gauche, au point que sa ville est souvent citée en exemple.

Certes, le retrait de son premier adjoint, le sénateur Alain Gérard, a été diversement commenté, mais ce serait mal connaître M. Becam que de croire qu'il ira résigné à la bataille de mars. L'homme est un battant que les tempêtes et l'ambiance des meetings galvanisent. Son principal adversaire, M. Poignant (PS), se garde d'ailleurs de prouver. Il sait que l'affrontement sera rude. Agé de quarante-quatre ans, ce professeur d'histoire de modeste extraction, proche de M. Michel Rocard, rigoureux par formation, tenace par nature, ne manque pas de caractère. Député sortant en 1986, il avait refusé de se représenter, jugeant la quatrième place qui lui était proposée sur la liste indigne de lui. En l'occurrence, ce sursaut d'orgueil lui a joué un mauvais tour puisque M. Jean Peuziat a été élu. Après la victoire de M. François Mitterrand en mai de M. François Mitterrand, à la dernière, le gouvernement, à la recherche de candidats d'ouverture, avait pris contact avec M. Becam. Mais il fallait, pour que l'opération réussisse, que M. Poignant s'abstienne. Or celui-ci, soutenu par tous les militants, fit savoir que, pas plus que M. Jean Giovannelli à Hennebont (Morbihan) en 1981, il ne se laisserait conduire par Paris. Se rappelant combien cette initiative avait tourné à leur confusion, les instances nationales renoncèrent précipitamment à leur projet.

Pas d'union de la gauche cette fois à Quimper contrairement à 1983. Les socialistes ne tenaient visiblement pas à renouveler l'expérience. Le faible score (4,65 % des suffrages) réalisé par les communistes aux récentes législatives a conforté le PS dans cette attitude.

Une liste écologiste menée par M. Alain Uguen, conseiller municipal sortant, et une liste Front national dirigée par un industriel, M. Michel Dor, sont également annoncées.

JEAN LE NAOUR.

Fiche d'identité

- Préfecture du Finistère, 60 162 habitants.
- Activités économiques : premier pôle agro-alimentaire français (salaisons, biscuiteries, hâcher).
- Taux de chômage : 3 029 demandeurs d'emplois (soit 10,4 % de la population active).
- Taux d'immigration : 2 %.
- Enseignement : 22 000 élèves (primaire et secondaire) ; neuf lycées ; deux mille étudiants (IUT, BTS).
- Sports : football (Stade quimpérois en deuxième division).

M. Marzin, l'archétype du candidat

BREST
de notre envoyée spéciale

Il pourrait être l'archétype du bon candidat, le modèle à exposer dans les vitrines des cabinets de marketing politique. La poignée de main facile et chaleureuse, le sourire mûr, Yannick Marzin maîtrise avec un rare talent l'art de la communication, dégageant spontanément son curriculum vitae, sachant en souligner les points saillants avec la pédagogie d'un enseignant et la posture d'un conteur. Il est vrai que ce pharmacien, âgé de quarante et un ans, marié, père de trois enfants, candidat (UDF-PR) à la mairie de Brest depuis le dimanche 22 janvier, contre le maire sortant RPR, Georges Kerbrat, a été rodé aux interventions médiatiques. Président, depuis 1983, du Syndicat national des pharmaciens — son mandat prendra fin le 1^{er} février, — il a dû faire face à une vigoureuse campagne lancée par la grande distribution contre le monopole de la vente de certains produits en officines. « Cartes solaires », lance-t-il en guise de compte-rendu d'apothicaire.

Plus que le militantisme politique, l'engagement syndical est une seconde nature chez Yannick Marzin. En mai 1988, étudiant à Nantes, il fonde l'Action régionale universitaire, « L'ARU, car le pouvoir est dans la rue ». Il est élu peu de temps après membre de la commission permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, où il siègea jusqu'en 1974. Entre-temps, il crée la Mutuelle étudiante Bretagne-Atlantique, qui lui servira de base logistique pour financer la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing sur Nantes en 1974. Un an auparavant, il avait adhéré aux clubs Perspectives et Réalités. Le décès de son père, en juin 1974, marque momentanément la fin de son activité syndicale, et Yannick Marzin se résout à reprendre le chemin de Brest, respectueux de la tradition qui, depuis deux générations, assure la pérennité de l'officine familiale du centre-ville.

Mais l'impétueux pharmacien ressent rapidement le besoin de s'ouvrir à de nouveaux horizons : la politique en est un. Elle ne lui réussira pas, dans un premier temps. En 1977, il figurait sur une des deux listes de droite concurrentes pour les municipales, qui

allaient permettre l'élection d'un maire socialiste à Brest.

Le « Syndrome de 1977 », présent dans les mémoires bretonnes et par conséquent vive dans le souvenir de Yannick Marzin, explique en grande partie la vaine ambition qui a précédé sa décision de conduire une liste indépendante. Candidat malheureux aux élections cantonales de 1982, Yannick Marzin est enfin élu aux municipales de 1983 sur la liste de M. Jacques Berthelot (RPR).

Deux ans plus tard, il participe à la fronde des adjoints, qui entraînera la démission du maire, et retrouve sa délégation aux affaires sociales. Après l'élection de Georges Kerbrat, son activité municipale et son mandat à la tête du Syndicat national des pharmaciens contribuent à lui assurer une excellente notoriété dans la ville. Sa revanche viendra en octobre 1988, date à laquelle il l'emportera avec 65,5 % des suffrages à l'élection cantonale de Brest-centre. En faisant cavalier seul, contre le candidat RPR régulièrement investi, M. de Bennetot, celui-là même qui l'avait battu en 1982, Symbole 88 contre syndrome 77 ?

P.R.-D.

Au-delà des fleuves

José Sarney

L'écriture de Sarney est riche, vigoureuse, nourrie d'une connaissance intime du parler des gens du peuple, avec l'accent si particulier de ces « gens comme nous » de l'intérieur du Maranhão, cadre des histoires qui naissent contées dans ce livre de malices et de prodiges.

Jorge Amado

Sous sa plume, j'ai retrouvé la saveur du sertão sa langue imagée et surtout la qualité profondément humaine de sa population.

Claude Lévi-Strauss

J'ai admiré la couleur du style, la vitalité des personnages et l'enlèvement du sujet.

Guy Sorman

276p. 98F

Stock

NOUVEAUTÉS

CONCOURS ADMINISTRATIFS

Annales

Fonction publique-catégorie A

250 p., 148 F

Également : Cat. B, C et D 296 p., 155 F

MASSON

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Les socialistes sous la pression du PCF

L'Humanité remet la pression ! Attiré, la semaine dernière, par les « affaires » Pechiney et Société générale (mercredi), « La valse des milliards » (vendredi), « C'est pas l'argent qui manque » (samedi), l'organe central du PCF s'intéresse, à nouveau, au rassemblement municipal à gauche.

« Des accords, vite ! titre à la « une » le quotidien communiste de mardi 31 janvier après avoir rappelé, lundi, pour ceux qui en douteraient, que le PCF n'a qu'un « seul objectif : battre la droite ! ». Le même jour, M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, a assuré que son parti avait « l'esprit tout à fait serein », face à la mise en demeure que lui avait adressée la convention du PS (le Monde du 31 janvier). M^{me} Gisèle Moreau, membre du secrétariat

du comité central, a affirmé que « nulle part, le Parti communiste ne formule de revendications excessives » et montrant une certaine méfiance à l'égard des socialistes, elle a ajouté : « Nous voulons éviter tout retournement d'alliance avec la droite ou une partie d'entre elle, notamment lors de l'élection du maire ».

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, lundi, que son parti voulait « voir si le PC dégage à son tour la situation, ou s'il reste sur son attitude actuelle ». Cet examen, sur le terrain, de la position communiste fera l'objet d'un rapport — ou d'une note — du secteur élections qui sera présentée à la réunion du bureau exécutif, mercredi. « Aucune date butoir » n'est fixée pour l'achèvement des négociations avec

les communistes, a précisé M. Debarge en indiquant que si « une rencontre nationale s'avère nécessaire avec le PC », et si ce dernier la demande, « nous accepterons et nous serons plus que courtois ».

MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et Michel Durafour, président de l'Association des démocrates qui regroupent les ministres d'ouverture, devaient se rencontrer, mardi, pour discuter des municipales. M. Durafour devait faire part à son interlocuteur de sa « préoccupation face aux aller et retour de la négociation avec le PC ». « On donne une importance excessive à un parti qui n'appartient pas à la majorité présidentielle et dont les revendications sont hors de proportions avec sa représentativité réelle », a déclaré le délégué général de cette Association, M. Jean-Paul Benoit.

Parallèlement à une réforme de la « loi Pasqua »

Le gouvernement étudie des mesures en faveur du logement des immigrés

M. Michel Rocard exposera le 10 février, les grandes lignes de la politique de son gouvernement en matière d'immigration, à l'occasion du trentième anniversaire du Fonds d'action sociale (FAS). Le premier ministre devrait annoncer notamment des mesures en faveur du logement des immigrés.

Il a suffi d'une petite phrase de M. Mitterrand, lors de ses vœux de Noël, pour que tout le monde s'agite. Depuis que le président de la République a souligné des dispositions plus « équitables » à l'égard des immigrés, chaque responsable gouvernemental y va de sa petite réforme. Le ministre de l'Intérieur a modifié les circulaires d'application de la « loi Pasqua » sur les conditions d'entrée et de séjour en France. Son collègue des affaires sociales a annoncé une accélération des procédures de naturalisation. Et le garde des sceaux a demandé aux parquets de régler au plus vite les affaires contentieuses en matière de nationalité. Mais toutes ces mesures sont marginales et n'ont qu'une portée limitée. Il ne s'agit que d'un maigre apéritif, destiné à calmer les impatiens. Les véritables changements sont encore à l'étude.

Les collaborateurs de M. Rocard réfléchissent actuellement, en liaison avec les ministères concernés, à deux types de mesures : les unes, pour favoriser l'intégration ; les autres, pour modifier la législation sur l'entrée et le séjour.

L'intégration des immigrés dans la société française relève de nombreux ministères : les affaires sociales, l'éducation nationale, le logement et l'emploi, mais aussi la justice, l'intérieur, la défense, les affaires étrangères, la culture... Chacun a été invité à évaluer le récent rapport d'une commission du plan, intitulé « Immigration : le devoir d'insertion », pour en tirer quelques propositions après avoir évalué le coût.

Dès le 10 février, dans un message au Fonds d'action sociale, M. Rocard devrait mettre l'accent sur le logement que l'on qualifie de « priorité absolue ». Le trentième anniversaire du FAS est une occasion toute trouvée pour que cet établissement public, dont le budget a dépassé 1,2 milliard de francs en 1988, consacre 43 % de ses aides au logement.

L'essentiel des efforts du FAS porte encore sur les foyers qui accueillent les colporteurs. Or, en trente ans, on est passé d'une immigration de travail à une immigration familiale. Un changement d'orientation apparaît d'autant plus nécessaire que l'immigration, qui leur est consacrée, les foyers sont parfois dans une situation déplorable. Réformés sur eux-mêmes, ils ne contribuent nullement à « l'intégration », devenue le maître mot en matière d'immigration. Comment en faire des « foyers de vie » sans focaliser à nouveau sur eux tous les efforts ? Et comment améliorer, d'autre part, le logement des familles immigrées alors que beaucoup de décisions relèvent désormais

des pouvoirs locaux ? M. Rocard devra répondre au moins à ces deux questions.

Le gouvernement n'envisage pas, semble-t-il, de créer une quelconque structure ministérielle spécifique aux immigrés. « Puisque l'objectif est de les intégrer, souligne-t-on, il serait illogique de leur réserver un traitement à part ». Cela n'empêchera pas de maintenir et même de renforcer des organismes qui existent déjà. Il est question notamment de réformer la gestion du FAS, la répartition de ses crédits, sinon ses statuts. Quant au Conseil national des populations immigrées, mis en sommeil par le gouvernement Chirac, il sera relancé : on envisage de lui donner une plus grande autonomie et de ne pas le confier à un rôle consultatif.

Les nombreuses associations qui viennent d'organiser une « semaine d'action contre la loi Pasqua » devraient obtenir satisfaction au minimum. Il ne s'agit pourtant pas de l'« abrogation » réclamée à cor et à cri : la loi du 9 septembre 1986 n'est qu'une modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945. On va demander au Parlement de modifier à nouveau cette dernière, mais sans revenir purement et simplement aux changements introduits par les socialistes à partir de 1981.

Entre la justice et les préfets

« La loi d'abrogation est incorrecte », reconnaît M^{me} Geneviève Jacques, secrétaire générale de la Cimade qui vient de remettre des propositions au président de la République. Mais ce mot exprime la revendication d'un autre climat, d'un tout autre état d'esprit à l'égard des immigrés.

Trois modifications de la « loi Pasqua » sont actuellement à l'étude au gouvernement.

La première concerne ceux qu'on appelle « les non-touristes » : les étrangers non expulsables et non reconductibles à la frontière (par exemple, des mineurs ou des conjoints de Français). M. Pasqua avait réduit cette liste d'interdiction. Le gouvernement actuel serait prêt à la rallonger, mais sans remettre en question la procédure dite de « l'urgence absolue », qui ne serait cependant appliquée que de manière exceptionnelle.

Deuxième question à l'étude : qui va décider des reconduites à la frontière ? Les préfets, comme cela se pratique depuis 1981 ? Ou la justice, comme c'était le cas de 1981 à 1986 ? Le retour à la législation qu'ils avaient eux-mêmes mise en place n'embarque pas les socialistes. Ils se sont aperçus que la formule judiciaire avait le triple inconvénient de criminaliser des étrangers en infraction, de surcharger les prisons et d'interdire tout arrangement après la sentence d'un tribunal. On est à la recherche d'une formule moyenne, à la fois rapide et souple, qui permettrait par exemple à l'administration de trancher mais sous le contrôle de la justice.

La troisième modification de la « loi Pasqua » concernerait les étrangers au statut incertain : ceux, par exemple, qui peuvent prétendre à un titre de séjour mais ne parviennent pas à l'obtenir. Faut-il inventer un système de recours ? Ou prévoir plutôt des formules de médiation ? Dans cette dernière hypothèse, on pourrait, soit faire appel au médiateur de la République, soit nommer un médiateur — ou une commission de médiation — spécialisé pour les étrangers.

En attendant le vote d'une nouvelle loi, la discipline actuelle est une coproduction Pasqua-Joxe : elle combine la loi du premier et les circulaires d'application du second. Or si l'on en croit le Syndicat des avocats de France, il n'y a qu'une seule solution : établir un moratoire jusqu'au vote d'une nouvelle loi et suspendre toutes les procédures d'expulsion ou de reconduites à la frontière.

Le débat, qui s'ouvrira aussitôt après les élections municipales, risque d'être serré. Surtout si certains remettent sur le tapis d'autres questions, que le gouvernement a déjà récemment écartées pour le moment, comme le droit de vote des étrangers aux élections locales.

ROBERT SOLÉ

Saint-Etienne : divergences sur fond d'ouverture

LYON
de notre bureau régional

Six ans après avoir été battu par M. François Dubanchet (UDF-CDS) (1), l'ancien maire communiste de Saint-Etienne, M. Joseph Saugedolce, est de retour. Depuis 1983, l'ancien mineur aujourd'hui âgé de soixante-neuf ans, s'est retiré de la vie politique et bien que toujours élu de l'opposition il avait renoncé à siéger au conseil municipal après y avoir été élu. Pourtant, à la grande surprise de nombreux Stéphanois, son parti l'a préféré des l'autonomie à l'actuel président du groupe communiste, M. Paul Chomat, qui fut son premier adjoint à la mairie, pour prendre encore une fois la tête d'une éventuelle liste d'union de la gauche.

Après le double échec aux dernières élections législatives de M^{me} Chomat et Bruno Vennin (PS) face à deux adjoints du maire sortant, MM. Jean-Pierre Philibert (UDF-PR) et Christian Cabat (RPR), le PCF a choisi d'avoir recours à celui qui fut aux commandes de 1977 à 1983 de la plus grande municipalité communiste de France, en espérant ainsi couper court à toute discussion sur la direction de la liste. « *Entre Bruno Vennin et moi la tête de liste pouvait se discuter* », reconnaît lui-même M. Chomat, mais le choix de Joseph Saugedolce permet au PS de ne pas perdre la face », observe-t-il.

Le chef de file des socialistes stéphanois, M. Vennin, ne semble pas séduit par l'égérie du geste. « Saint-Etienne mérite mieux qu'un affrontement entre la gauche archaïque et la droite ringarde », affirme-t-il en rappelant qu'à dix reprises au cours des huit dernières années le PS a devancé le PCF à Saint-Etienne. Au premier tour de la présidentielle de 1981, M. Georges Marchais euegratifié, en effet, un retard de moins de six points sur M. François Mitterrand. Sept ans plus tard l'écart entre M. André Lajoinie et le président sortant atteignait vingt points.

Pour les responsables du PCF, les résultats des précédents scrutins ne suffisent pas à remettre en cause le choix de la tête de liste. « On n'a jamais vu qu'un maire battu à 49 % passe derrière un autre candidat », souligne M. Saugedolce, avant d'ajouter : « Aux élections municipales, on vote pour un maire. Or, Bruno Vennin n'est pas un rassembleur ».

La querelle de la gauche paraît d'autant plus irremédiable à Saint-Etienne qu'elle se joue sur fond d'ouverture. Sans être lui-même candidat, le ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour, qui fut maire de la ville de 1965 à 1977 avant d'être battu précédemment par M. Saugedolce, a obtenu la présence sur la liste du PS de plusieurs de ses amis de l'Association des démocrates. Pour le PCF, c'est là le signe d'une volte-face des socialistes. M. Chomat assure : « Nous ne nous associerons pas à cette alliance et

nous ne la cautionnerons ni demain ni après-demain. Le PS peut espérer des voix de droite mais ses pertes risquent d'être fortes dans l'élection de gauche au premier comme au second tour, car nous savons que de nombreux électeurs de gauche partagent nos inquiétudes ».

Ionant d'un réel phénomène de rejet à l'égard de celui qu'elle appelait jadis « le ministre du chômage de Giscard », la direction communiste envisage publiquement de ne plus appliquer la traditionnelle discipline républicaine au second tour. Déjà, en juin dernier, M. Chomat s'était maintenu au second tour des législatives face à l'ancien suppléant de M. Durafour, M. Pierre-Roger Gausson, candidat de la majorité présidentielle. A Saint-Etienne, la question qui agite les milieux politiques ne porte déjà plus sur la primauté à gauche mais sur la possibilité d'un accord minimum le 19 mars entre les deux anciens locataires de l'hôtel de ville.

JEAN-LOUIS SAUX.

(1) M. Lucien Neuwirth, président CRPR du conseil général de la Loire, a annoncé, lundi 30 janvier, qu'il figureait en deuxième position sur la liste d'union UDF-RPR, conduite par M. François Dubanchet, (UDF-CDS), maire sortant.

Bouches-du-Rhône : vers un accord à gauche

MARSEILLE
De notre correspondant

Au terme de quinze heures de discussions non-stop, le lundi 30 janvier, les fédérations du PS et du PC des Bouches-du-Rhône sont pratiquement arrivées à un accord pour les prochaines élections municipales. Un groupe de travail restreint a été chargé de procéder à des « vérifications techniques » avant la réunion des délégations générales des deux partis prévue dans l'après-midi pour officialiser la conclusion des négociations.

Sous réserve de modifications de dernière minute, les discussions ont permis d'aboutir à un accord pour la constitution de listes d'union de la gauche dans la quasi-totalité des communes du département et en premier lieu à Marseille.

Arles : l'exception

Cet accord repose sur les accords de 1983 et la représentativité actuelle des deux partis. La seule exception notable est celle d'Arles, commune perdue par le PC au profit de la droite en 1983 où MM. Michel Vauzeille, député, ancien porte-parole de l'Élysée, pour le PS, et Jacques Perrot, ancien maire et conseiller général,

Limoges : avec quels communistes ?

LIMOGES
de notre correspondant

A Limoges, c'est dans le silence que la gauche prépare sa réélection à la conduite des destinées de la ville. Moins par discrétion que par embarras face à une situation complexe et confuse. La continuité ne fait guère de doute : sur les cinquante-cinq élus du conseil municipal sortant, trente-deux sont ceux du PS, douze ceux du PCF, onze ceux de l'opposition de droite. Mais la situation, à la veille du prochain scrutin, pose bien des problèmes.

Le sénateur et maire socialiste sortant, M. Louis Longuepue, sera de nouveau le porte-drapeau de la liste commune. Avec l'idée, au terme de trente-trois années de mandat, de préparer la relève. Il a déjà fait savoir qu'il souhaitait conduire, *grasso modo*, la liste sortante. Et notamment avec ses trois adjoints communistes, M^{me} Ellen Constant (ex-député, ex-membre du comité central du PCF, conseiller régional), M. Jacques Jouve (ancien député, président du groupe communiste du conseil régional de Limousin) et Claude Charpentier. Mais ceux-ci, classés dans la mouvance des

« reconstruiseurs » (le Monde du mercredi 25 janvier), n'ont plus l'agrément de la fédération de la Haute-Vienne du PCF. Laquelle vient de les éliminer en dressant une liste de candidats putatifs qui, sur les douze sortants communistes, n'en reproposent que quatre : les huit autres étant des nouveaux venus jugés plus « orthodoxes ».

Orthodoxes mais fort peu connus de la population (et donc de l'électorat limousin). Ce qui inquiète la fédération socialiste, qui souhaite ratifier le plus large possible et qui semble, en conséquence, s'orienter vers la proposition suivante : ou bien les sortants communistes, connus et estimés pour leur action municipale, et donc susceptibles de faire le plein des voix de gauche, ou bien une réduction substantielle de la représentation communautaire, représentation qu'il serait question de réviser, en position d'éligibilité, de douze à huit candidats.

Face à cette proposition, la liste communiste « orthodoxe » reste, dans l'immédiat, « soumise à discussion » par la fédération de PCF aux cellules de Limoges, qui doivent en principe avoir le dernier mot. Ce qui laisse une éventuelle possibilité de révision.

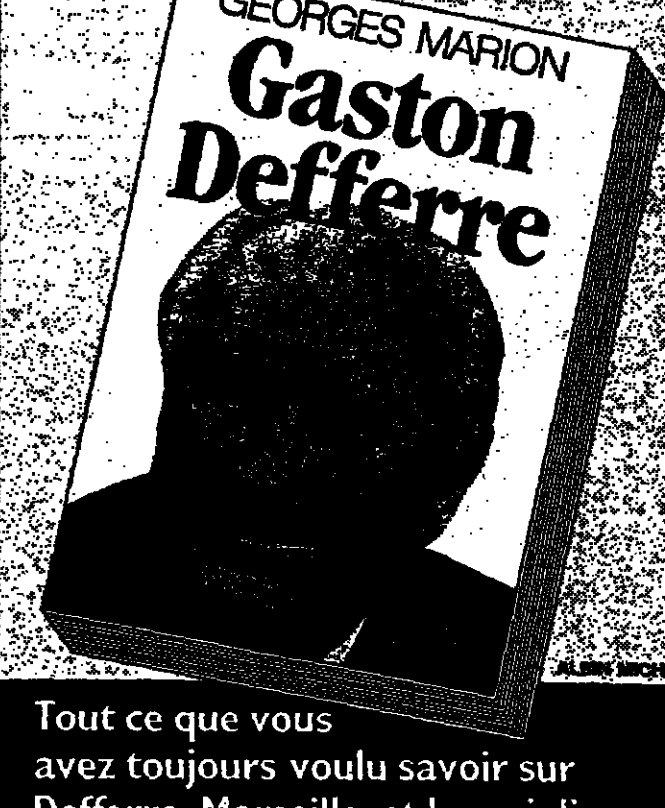
Mais cela ouvre quelques espoirs aux outsiders. Trois listes sont sur les rangs à gauche : une Nouvelle Gauche juquiniste, une Lutte ouvrière, une écologiste. Elles espèrent toutes trois tirer quelque profit des éventuelles réactions d'un électorat qui, voici dix ans, avait donné à la Haute-Vienne une représentation parlementaire intégralement communiste, et qui, depuis, s'est quelque peu égarée dans la nature.

D'autant qu'à droite l'ambiance n'est pas vraiment à la contre-offensive. Le RPR et l'UDF semblent plutôt enclins à une bataille de principe pour préserver leur malgre position. Et le Front national n'est pas du tout certain de pouvoir constituer une liste dans l'un des départements les moins sensibles de l'Hexagone à ses thèmes favoris sur l'immigration et l'insécurité.

G. P.

GEORGES CHATAIN.

GEORGES MARION
Gaston Defferre



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Defferre, Marseille, et le socialisme.

SITUATIONS

● LA SEYNE-SUR-MER (Var). — M. Bernard Sananes, secrétaire général des Jeunes démocrates socialistes et proche collaborateur de M. Pierre Méhaignerie, a annoncé, vendredi 27 janvier, son intention de conduire une liste contre celle endossée par M. Charles Scaglia (UDF-PR), maire sortant de La Seyne. Responsable de la communication au sein du groupe centriste de l'Assemblée nationale, M. Sananes a justifié sa décision par le fait que M. Scaglia n'a pas répondu aux « trois questions fondamentales que nous lui avons posées, dont celle des rela-

tions avec le Front national au second tour ». Le maire de La Seyne, qui bénéficie de l'investiture de l'UDF et du RPR, s'est, pour sa part, déclaré « surpris » par l'annonce de la candidature de son ancien collègue.

● RAMATUELLE (Var). — M. Pierre Eelsen, président-directeur général d'Air Inter, se portera candidat aux élections municipales à Ramatuelle sur la liste conduite par M. Albert Raphaël (PS), maire sortant. Membre du conseil d'administration du Festival de théâtre

Gérard-Philippe, qui se déroula durant l'été dans la cité, M. Eelsen n'avait encore jamais participé à un scrutin politique.

● STRASBOURG (Bas-Rhin). — Trente-trois membres du conseil municipal se sont réunis sur la liste des Verts à Strasbourg, a annoncé, samedi 28 janvier, la fédération départementale de cette organisation écologiste. Cette liste, conduite par M^{me} André Buchmann, comprendra de nombreux représentants du monde médical à sensibilité aux problèmes posés à la santé par la pollution.

Le couple... la recherche...

Le couple... la recherche... (Text continues in a column on the right side of the page, partially obscured and difficult to read due to image quality and angle.)

JUSTICE

Un colloque à Marseille

Le couple « victime-délinquant » à la recherche d'une « conciliation »

L'INAVEM (Institut national de l'aide aux victimes et de la médiation) (1) vient de tenir à Marseille ses journées nationales. Cette rencontre était consacrée aux différents aspects de réparation des dommages et aux possibilités de médiation.

MARSEILLE
de notre envoyée spéciale

Sur la bannière suspendue à la tribune, le mot « ET » est encadré d'un large carré rouge. « Victimes et délinquants », proclame-t-elle, comme si l'INAVEM entendait en finir avec la guerre de clans qui oppose depuis des années tous ceux qui s'occupent de délinquance. Partisans des agressés, contre-protection des agressions, pourfendeurs de l'insécurité contre apôtres de la réinsertion, voilà une dialectique d'affrontement que ces associations ne veulent guère. « Nous avons la conviction qu'en matière de petite et moyenne délinquance, le couple victime-délinquant n'est irréductiblement antagoniste que dans certaines plaidoiries », dira ainsi Louis Bartolomei, procureur de la République adjoint à Marseille et vice-président de l'INAVEM, avant de citer le témoignage de deux personnes âgées victimes d'agressions, interrogées au début d'un débat organisé par FR 3-Marseille. L'une et l'autre souffraient en priorité la réparation de leurs préjudices et la certitude que leurs agressions seraient à un avenir de nouvelles. Nulle trace alors dans leurs propos, de vengeance ni même tout simplement de prison.

Pourquoi donc faire de la victime et du délinquant deux ennemis, se demandent en substance les intervenants. Pourquoi ne pas tenter de jeter entre eux des ponts dans l'espoir de les voir retrouver l'un et l'autre leur place au sein de la cité. « Après l'agression, victime et délinquant sont tous les deux exclus », ajoute Christine Lazerges, professeur de droit à l'université de Montpellier. La victime, parce qu'elle souffre, est exclue. Le délinquant, parce qu'il a commis une infraction, est exclu. « Mais la loi, elle, ne fait pas de distinction », dit-il. « Le délinquant, parce qu'il est souvent sans travail et sans attaches

familiales ou sociales. Tous deux doivent redevenir des citoyens à part entière : la victime en obtenant une « réparation », pas seulement financière, et le délinquant en participant à cette réparation qui est pour lui l'occasion d'apprendre la notion de responsabilité. D'où l'idée d'une sanction réparatrice qui aide à la fois la victime et le délinquant à « refaire surface » dans un même mouvement. Indemnité, même partiellement par l'agresseur, l'agressé surmonte plus aisément sa mésaventure. Le délinquant, lui, en contribuant à la réparation du préjudice, se « répare » lui-même.

Chemin
de croix

Encore faut-il que les institutions y mettent du leur, ce qui est souvent loin d'être le cas. Le chemin de croix de la victime comme des délinquants, dès le départ de la plainte et se poursuit parfois durant toute la procédure pénale. La sanction elle-même ne met pas fin à ces épreuves successives, liées au manque d'écoute, d'aide et d'accueil. Il faut parfois des années pour obtenir le versement des dommages-intérêts alloués par les juges. Monique Cellier, directrice de l'INAVEM à Paris, cite ainsi le cas d'une jeune femme victime d'un viol, contrainte d'entreprendre cinq démarches pour obtenir son indemnisation de la part de ses agresseurs. Des années d'efforts pour que soit tout simplement rendue justice.

Ne peut-on imaginer mieux ? demande Louis Bartolomei. Pourquoi poursuivre et donc engager le processus pénal avec ses lenteurs, alors que souvent une simple conciliation peut venir à bout des conflits liés à la petite et moyenne délinquance ? Pourquoi recourir trop souvent aux peines d'emprisonnement et aux amendes, alors que les peines de substitution et les dommages-intérêts permettent aux délinquants d'éviter la prison et aux victimes d'être plus aisément indemnisées ? De nombreuses expériences ont été évoquées par les participants. Roland Esch, aujourd'hui procureur de la République à Montbéliard (Loire), a ainsi raconté les tentatives de conciliation pénales menées

au sein de son ancien tribunal, celui de Grenoble. Le parquet transmettait certains petits délits — vols de voisinage, menaces, injures — aux permanents de l'Association d'aide aux victimes qui jouaient le rôle de médiateurs. Des discussions s'engageaient alors, en vue d'une conciliation. En cas d'échec, le parquet reprenait le dossier mais le tribunal parvenait ainsi à éviter souvent, aux deux parties, des procédures longues, épuisantes et parfois coûteuses. Tout en réglant le dossier, « il faut sans doute utiliser cette pratique avec prudence », a conclu Roland Esch, mais les résultats sont là. En matière de petits délits, de nombreux conflits se résolvent ainsi bien plus facilement que devant la justice.

Le tribunal de Saint-Etienne a choisi, lui, d'encourager l'indemnisation des victimes par le délinquant, et de réduire les detentions provisoires. Lors des audiences correctionnelles, les magistrats se contentent de statuer sur la culpabilité et d'allouer si nécessaire des dommages et intérêts. Aucune peine n'est alors prononcée. En revanche, le délinquant qui reste libre est aussitôt pris en charge par le comité de probation qui établit un échéancier de remboursements, afin que la victime obtienne réparation. A l'audience de renvoi, trois ou six mois plus tard, le tribunal, qui a sous les yeux les sommes remboursées par le délinquant, peut prononcer une peine de substitution, voire une dispense de peine. La prison a été évitée. La victime a été remboursée. En quatre ans, de 1983 à 1987, le tribunal de Saint-Etienne est ainsi parvenu à réduire de plus de moitié les peines d'emprisonnement de moins de six mois, et, en 1987, 28 % des condamnations ont abouti à une peine de substitution. Cette même année, 470 000 F ont été remboursés aux victimes.

« Révolution
culturelle »

Rembourser pour réparer, donc... C'est tout simplement ce que le délinquant y parvient, et, dans ce domaine, les chiffres ne sont guère rassurants. En milieu ouvert, qu'il s'agisse de libération conditionnelle, de sursis ou de mise à l'épreuve ou de travail d'intérêt général, la situa-

tion est encore acceptable : à Marseille, en 1986, 38 % des condamnés avaient une obligation de remboursement : 30 % des victimes ont finalement été entièrement dédommées, 40 % l'ont été partiellement. En revanche, les taux chutent brutalement dès l'entrée en prison du délinquant. En 1988, les Baumettes ont suivi 305 dossiers de remboursement : 0,5 % des créances ont été honorées par les condamnés.

Faut-il s'en étonner ? La prison des Baumettes, qui compte 2 000 détenus, offre 180 postes de travail pour des salaires souvent inférieurs à 2 500 F par mois. Il y a 300 places de « service général » liées à l'entretien de la prison, mais elles donnent lieu à des rémunérations de moins de 500 F par mois. Le juge d'application des peines a beau avoir le droit de prélever 10 % du pécule des détenus en faveur de la victime, cette somme demeure souvent dérisoire.

Dommage, conclura Anne d'Hautville, vice-présidente de l'INAVEM. Une juste indemnisation — même partielle — permet à la victime de faire son deuil de son malheur, et au délinquant de mesurer sa responsabilité. Pourquoi ne pas créer un Fonds unique de garantie, chargé d'indemniser les victimes lorsque le portefeuille des délinquants ne suffit pas ? Les victimes d'attentats ne bénéficient-elles pas d'un tel fonds depuis 1984 ?

Réparation, conciliation, médiation... Pour une telle « révolution culturelle », selon le mot des participants, il faut un cadre de relai : associations de quartiers, réseaux d'aide aux victimes, collectivités locales, conseils communaux de prévention de la délinquance. Un enjeu d'importance aux yeux du créateur de ces derniers organismes, Gilbert Bonnemaison, qui patronnait ces associations. « La petite et la moyenne délinquance jouent un rôle énorme dans le sentiment d'insécurité et le « traumatisme » social, a-t-il conclu. Ce sont des faits bénins, mais ce sont eux qui créent le mal-être et la frustration ».

ANNE CHEMIN.

(1) INAVEM, 7, rue du Jura, 75013 Paris. Tél. : 45-35-61-11. L'INAVEM peut fournir la liste des bureaux d'aide aux victimes établis en province.

DÉFENSE

A l'arsenal de Cherbourg

M. Chevènement chahuté par la CGT

CHERBOURG (Manche)
de notre envoyé spécial

Les visites ministérielles sont toujours mouvementées à l'arsenal de Cherbourg. Avec M. Jean-Pierre Chevènement, la tradition a été respectée. Pour leur première visite d'un établissement industriel relevant de leur autorité, le ministre de la Défense et le nouveau délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, ont été pris à partie, lundi 30 janvier, par le personnel civil de l'arsenal de Cherbourg.

M. Chevènement était venu se faire présenter les chantiers de construction du nouveau sous-marin stratégique lance-missiles, le *Triomphant*, et du nouveau modèle de sous-marin nucléaire d'attaque, l'*Améthyste*. Le premier, (14 000 tonnes) devrait entrer en service en 1996 dans la marine nationale, et le second (2 600 tonnes) devrait être prêt en 1991.

Retard
salarial

Aux cris de : « Chevènement, notre avancement », ou de : « Respectez nos statuts » ou encore de : « Appliquez nos décrets », quelques centaines de salariés de l'arsenal de Cherbourg, qui en occupe 4 300 au total, ont chahuté, en milieu d'après-midi, le cortège officiel, composant au passage le député socialiste de la Manche, M. Bernard Carvin, suppléant de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat au tourisme, et lui-même ancien délégué CFDT de l'arsenal jusqu'en 1984. Voiture ministérielle un instant bloquée par des manifestants porteurs d'un macaron CGT, cortège officiel défilé, en l'absence d'un service d'ordre, et errant dans les ateliers à la recherche d'un ministre de la Défense qui s'est porté, à trois reprises, devant le front des manifestants sans réussir réellement à établir le dialogue.

Dans cet arsenal de Cherbourg, dont le plan de charge est assuré jusqu'en l'an 2010, la revendication est demeurée catégorique : on ne redoute pas le chômage, on craint pour les salaires et le reclassement

des diverses corporations. Depuis 1977, pratiquement, les salaires des ouvriers des arsenaux ont cessé d'être alignés sur ceux de la métallurgie parisienne et la CGT calcule que le retard est aujourd'hui de 22,71 %. Depuis 1948, concrètement, la classification des différentes catégories de personnels a peu évolué. Incité par une administration des finances qui veut remettre tout à plat, M. Chevènement a choisi d'engager une concertation avec les syndicats sur l'ensemble de ces dossiers, en prenant peut-être comme modèle les conditions salariales dans les entreprises nationales du secteur de l'aéronautique.

RO, la CFTC et la CFDT ont accepté, en interyndicale, de rencontrer le ministre de la Défense et M. Sillard. La CGT de Cherbourg a décliné l'invitation et préféré se faire entendre, sans violences particulières, dans les ateliers.

En évitant de la nommer, M. Chevènement devait ensuite s'en prendre à la CGT, dans les salons de la préfecture maritime de Cherbourg, protégée, à distance, par les forces de l'ordre. « Je savais, a expliqué le ministre de la Défense, que je rencontrerais l'interyndicale, c'est-à-dire les syndicats responsables, ceux qui acceptent de discuter. Le dialogue social est nécessaire. J'insiste sur une saine concertation, en tenant compte des légitimes revendications des salariés et de ce qu'il est possible de faire dans une situation donnée. Nous manquons de syndicats forts et responsables. Nous manquons d'interlocuteurs solides et sérieux. La faiblesse des syndicats ouvre la voie à la démagogie ».

A quelques encablures de là, dans un hall d'assemblage qui contenait à lui seul dix Arcs de triomphe réunis, l'arsenal s'apprête à mettre en chantier le *Triomphant*, le premier sous-marin stratégique lance-missiles d'une série de six prévue d'ici à l'an 2010 : un bâtiment qui va occuper deux mille personnes et leur donner dix millions d'heures de travail. « C'est la clé de voûte de la dissuasion, avait au préalable indiqué le ministre de la Défense, et un projet prioritaire auquel le chef de l'Etat attache de l'importance ».

JACQUES ISNARD.

FAITS DIVERS

A La Haye

Deux toiles de maître volées dont un Rembrandt retrouvées par la police

La police néerlandaise a annoncé, lundi 30 janvier à La Haye, la découverte, dans un coffre de voiture, de deux toiles de maître, *L'Homme à la barbe*, de Rembrandt, et *Jeux sur la glace*, de Jan Van Goyen, qui avaient été dérobées, depuis plusieurs mois, dans un entrepôt national du Service d'Etat pour les beaux arts. Trois personnes dont les identités n'ont pas été communiquées, ont été arrêtées. Parmi elles une ancienne collaboratrice de ce Service d'Etat aurait reconnu l'auteur de ce vol, l'un des plus importants commis aux Pays-Bas où ces affaires se multiplient.

L'Homme à la barbe, une toile de très petite taille et d'une valeur élevée, plusieurs millions de dollars selon les experts, était considérée comme « invendable » par des rece-

leurs en raison de sa notoriété. La disparition de cette œuvre ainsi que celle de Van Goyen avaient été constatées lors d'un contrôle effectué le 20 janvier. Mais la police, pour la nécessité de l'enquête, ne s'était pas fait l'écho du vol.

Cette nouvelle affaire pose le problème de la sécurité dans les musées néerlandais. En effet, en moins de neuf mois aux Pays-Bas plusieurs œuvres capitales ont été ainsi dérobées. D'abord, au mois de mai 1988, au Stedelijk Museum, trois tableaux, un Van Gogh, un Cézanne et un Jongkind, étaient volés, puis récupérés par la suite. Au mois de décembre dernier, trois autres Van Gogh, dont le célèbre *Mangeurs de pommes de terre*, disparaissaient du Musée Kroeller-Mueller et n'ont pour l'instant pas été retrouvés.

ÉDUCATION

Manifestation d'instituteurs et grèves de professeurs contre les projets de M. Jospin

Les projets gouvernementaux sur l'éducation — loi d'orientation et plan de revalorisation — continuent de susciter le mécontentement de la majorité des syndicats d'enseignants. Mercredi 1^{er} février, les instituteurs du SNI-PEGC sont appelés à une manifestation nationale, de la gare de l'Est à la Bastille, à Paris, pour réclamer une « parité » effective, en matière de recrutement et de rémunération, entre les instituteurs et les autres enseignants. Vendredi 3 février, le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) et le SNAIC (Syndicat national des lycées et collèges) appellent, chacun de leur côté, à une journée de grève contre les projets de M. Jospin. Le SGEN-CFDT invite, le même jour, à la tenue d'assemblées générales dans les établissements.

Cette riposte graduée des organisations syndicales n'empêche pas

des réactions plus radicales « à la base ». Un collectif d'instituteurs parisiens demande aux syndicats de « convoquer les assemblées générales unitaires pour préparer un mouvement de grèves nationales pour le retrait du projet Jospin ». Des enseignants du lycée Jean-Pierre-Timbaud de Brétigny-sur-Orge (Essonne) réclament le « retrait immédiat du projet J.R. Jospin-Rocard » et appelle à la grève générale pour obtenir satisfaction.

La FEN (Fédération de l'éducation nationale) a conclu, lundi 30 janvier, les séries de consultations entre le premier ministre et les organisations syndicales sur la revalorisation de la fonction publique. Selon M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, « nous sommes prêts à faire de l'éducation nationale un exemple dans ce domaine ».

Couettes mortelles

Deux nourissons sont décédés le mois dernier à Paris, victimes d'un coup de chaleur brutal avec asphyxie, après s'être entortillés dans les literies. Un troisième, pour la même raison, restera handicapé pour la vie. Les médecins du SAMU de Paris ont pu identifier des facteurs de risque identiques : un appartement surchauffé avec une température ambiante supérieure à 22 degrés Celsius, un berceau proche de radiateurs, une couette et plusieurs couvertures.

C'est par des mouvements de rotation spontanés que les nourissons se sont progressivement entortillés dans la literie pendant leur sommeil et, trop couverts, ont commencé à se déshydrater. Très vite leur fièvre a atteint 41 à 42 degrés, altérant de façon considérable leur cerveau et leurs fonctions vitales, rénales et hépatiques en particulier. Un bébé a été évité de complications pendant trois semaines.

On doit impérativement rappeler à tous les parents qu'il ne faut en aucun cas couvrir de façon entortillée les enfants la nuit », explique le docteur Jean Laveud, directeur médical adjoint du SAMU de Paris.

EN BREF

● La LICRA et le MRAP parties civiles dans l'affaire des attentats racistes de la Côte d'Azur. — La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ont annoncé, lundi 30 janvier, qu'ils se constitueraient parties civiles dans l'information ouverte sur les attentats racistes de la Côte d'Azur après les arrestations et les inculpations de Nicolas Gouge et Gilbert Hervochon (le Monde du 31 janvier). La LICRA motive sa décision par une volonté de « dénoncer une fois de plus les effets néfastes d'une certaine propagande ». Le MRAP souhaite que « les enquêtes qui vont suivre fassent toute la lumière sur les ramifications et les liens de ces terroristes avec les mouvements, associations et certains partis politiques auxquels ils ont pu appartenir ».

● HOMONYMIE. — M. Christophe de Peyrolongue, étudiant en mathématiques et physique, à Caen, nous prie de faire savoir qu'il n'a aucun lien de parenté avec Christophe de Peyrolongue, et qu'il n'a d'ailleurs jamais rencontré, dont le nom fut cité par ceux des personnes appréhendées après l'agression dont fut victime à Paris la chanteuse Hélène Delavault au cours de son spectacle la République (le Monde daté 14-15 janvier).

● RECTIFICATIF. — Une double erreur s'est produite dans la présentation de l'article consacré à l'enquête judiciaire actuellement en cours sur les activités du Centre éducatif et professionnel de Vers-en-Montagne (Lure) (le Monde daté 29-30 janvier). D'une part, ce centre n'est pas mixte et ne recevait que des adolescents. D'autre part, la fermeture en juillet 1987 a entraîné dix-sept — et non sept — licenciements économiques.

Un accord nucléaire signé à Moscou

Des Français pourraient participer à la conception de futures centrales soviétiques

Les spécialistes français de l'énergie nucléaire vont-ils participer à la conception de la prochaine génération de réacteurs à eau pressurisée (VVER) soviétiques ? Tout porte à le croire avec la signature, mardi 31 janvier à Moscou, d'un nouvel accord de coopération dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

Certains penseront peut-être qu'il s'agit d'un texte de plus signé par deux parties dans le cadre bien général du protocole de coopération de 1967 passé entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le Comité d'Etat soviétique pour l'énergie nucléaire (GKAE). Mais ce n'est pas le cas. Ce texte diffère sur deux points au moins de ceux qui l'ont précédé et témoigne des changements intervenus en Union soviétique, depuis l'accident de Tchernobyl, dans le domaine de l'énergie

nucléaire. D'abord, par les thèmes nouveaux qu'il aborde : sûreté nucléaire, environnement et information du public. Ensuite, en raison du caractère industriel et commercial que lui ont donné les deux signataires. M. Alexandre Protsenko, président du GKAE, et M. Jean-Pierre Capron, administrateur général du CEA.

Une première concrétisation de ce vaste projet s'est fait jour lors de la récente réunion de la commission ad hoc franco-soviétique qui regroupe nombre d'industriels et d'organismes et qui, le 18 janvier, a décidé de s'engager dans l'élaboration de programmes concernant les cuves de réacteur, les simulateurs de conduite, les contrôles des composants et, bien sûr, les réacteurs de demain.

Sûreté d'abord

Ce dernier point est de loin le plus important. Il s'est fait jour lors de la visite discrète de M. Protsenko en France en octobre dernier. A cette occasion, il nous avait déclaré (le Monde du 11 octobre 1988) son intention de recourir, dans le domaine de la construction des centrales nucléaires, aux compétences techniques de plusieurs pays occidentaux. « Notre souci, avait-il dit, est la sûreté nucléaire. Cette notion l'emporte aujourd'hui sur celle de productivité ».

Comment pourrait-il en aller autrement dans un pays marqué par le plus grave accident nucléaire de tous les temps (1) et qui fait désormais face à une opinion partagée sur son programme électronucléaire ? Difficile de convaincre lorsque, comme M. Protsenko, on reconnaît tout à la fois le ralentissement du programme électronucléaire soviétique (2) et le fait que l'URSS n'a d'autre recours énergétique que... le nucléaire ?

Une seule voie : prouver que les nouvelles générations de centrales

soviétiques seront plus sûres, et prendre éventuellement conseil auprès des spécialistes occidentaux pour aller plus vite. Faut-il pour autant que les industriels français, allemands, suisses et suédois crient victoire ? Certainement pas, car il semble que les Soviétiques aient, dans ces affaires, le même comportement que dans le domaine spatial : mettre les industriels en concurrence et choisir les meilleurs. A chacun de faire ses preuves. A l'allemand Siemens tout d'abord qui devra démontrer sa compétence sur les scénarios d'accident et les réactions chimiques dangereuses zirconium-eau (3). Cela concerne l'amélioration de la sûreté des réacteurs à eau pressurisée de 1 000 mégawatts (VVER-88) dont le projet sera achevé cette année et dont les premiers exemplaires, priviliés par la « sûreté aux dépens de la rentabilité économique », entreront en construction en 1993.

Aux suisses et aux suédois, regroupés au sein d'Asea-Brown-Boveri, de faire aussi leurs preuves, avec Siemens éventuellement, pour la définition et la construction de deux réacteurs à haute température. Aux français Framatome, EDF et CEA enfin d'apporter, dans la conception de réacteurs particulièrement « sûrs et économiques », un savoir-faire utile à la définition des réacteurs soviétiques VVER-92 qui devraient entrer en service en l'an 2000.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Sans compter la catastrophe survenue en 1957 à Kychym dans l'Oural.

(2) Vingt-trois réacteurs sont actuellement gelés. Trois sont arrêtés définitivement ou sur le point de l'être : le vieux VVER de 200 mégawatts de Novovoronezh et deux VVER de 400 mégawatts installés à Oktemberyan. Les vingt autres ne sont pas des réacteurs en fonctionnement, mais en construction (12) et en projet (8).

(3) Le zirconium est utilisé pour les gaines de combustibles.

هكذا من الأصل

Catastrophes

Trois morts après le passage du cyclone Firinga

La Réunion en état de choc

Saint-Denis (la Réunion)
de notre correspondant

Le bilan, encore provisoire, du passage du cyclone tropical Firinga sur la Réunion pendant la nuit du 28 au 29 janvier fait état de trois morts — et non de dix comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 31 janvier — et de quatre ou cinq disparus. Plusieurs petits villages sont encore totalement isolés du reste de l'île, les routes et les ponts les desservant n'ayant pas résisté à la montée des eaux.

Dans le sud de l'île, les habitants sont encore sous le choc des événements vécus. « Tout d'un coup, raconte un sinistré, un torrent a traversé notre case. Tout est parti et nous sommes restés deux ou trois heures accrochés à un poteau, ma femme, mes quatre enfants et moi, avant de pouvoir nous réfugier chez un voisin. » Près de six cents familles ont tout perdu au plus fort de la tempête : maisons, meubles, vêtements, équipement ménager. Dans la commune du Tampon, certaines rues du centre ne sont plus que des caniveaux béants, le bitume ayant été emporté par les torrents.

Les dégâts causés aux exploitations agricoles sont, eux aussi, considérables. De nombreuses bananeraies ont été détruites, des arbres fruitiers cassés net, des champs de canne, de maïs, etc. couchés par le vent. Les élevages bovins des hauts de l'île ont également beaucoup souffert.

Plusieurs jours seront encore nécessaires pour établir un bilan plus précis et chiffrer les conséquences du passage du cyclone. Une fois de plus, la parfaite maîtrise du plan ORSEC et la rapidité d'intervention notamment d'équipes de secours, notamment des forces armées, malgré les éléments déchaînés, ont permis d'éviter le pire. Dès la matinée du 30 janvier, les habitants de l'île se sont mis au travail pour tenter d'effacer les traces les plus visibles du désastre.

C'est la troisième fois depuis le début de cette décennie que le département est confronté à un pareil sinistre. En 1980, le cyclone Elysiac avait causé la mort de vingt-cinq personnes et les pluies avaient provoqué des dégâts considérables sur les infrastructures. Il y a deux ans, en février 1987, la dépression tropicale Clotilda ravageait le nord de l'île et plus particu-

lièrement la commune de Saint-Denis, le chef-lieu, faisant sept victimes. Elysiac, Clotilda et Firinga n'ont cependant jamais atteint la violence du dernier « grand cyclone » que la Réunion ait connu, celui de février 1962, Jenny : les vents avaient alors soufflé à plus de 265 kilomètres à l'heure.

ALIX DUBOIS.

Le 1^{er} février également touchée. — En passant à proximité de l'île Maurice, Firinga a causé la mort d'une personne et fait une dizaine de blessés. Les réseaux électrique et téléphonique ont été cassés, les cultures détruites en partie. Les dégâts matériels sont estimés provisoirement à 600 millions de roupies (325 millions de francs environ). — (AFP.)

Des souscriptions sont ouvertes en faveur des sinistrés de la Réunion :

• Croix-Rouge française, 1, place Henri-Dunant, 75008 Paris : CCP Paris 800 00 Y.

• Secours catholique, 108, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07 : CCP Paris 737 G.

• Secours populaire français, 9-11, rue Froissart, 75003 Paris : CCP Paris 23-33 S.

SPORTS

SKI : championnat du monde

Le grand-duc de Beaver-Creek

Un Norvégien de vingt-deux ans, Olé-Christien Furuseth, a remporté, lundi 30 janvier à Beaver-Creek (Colorado), le sixième comptant pour l'épreuve du monde de ski alpin. La descente, deuxième partie de ce combiné, qui aura lieu vendredi 3 février, devrait cependant bouleverser une hiérarchie très provisoire. Le Luxembourgeois Marc Girardelli malgré sa troisième place en slalom semble en bonne position pour conserver un titre acquis à Crans-Montana il y a deux ans.

VALE (Ets-Uris)
de notre envoyé spécial

Art Chelghoui, le représentant algérien, ne s'est pas manifesté au départ du slalom de lundi. Il n'a pas eu droit aux applaudissements de politesse qui ont salué le passage de ses compatriotes du Guatemala ou des Philippines.

L'équipe du Luxembourg pourrait figurer parmi ces petites nations qui cherchent simplement la reconnaissance. Livia Diehl, l'unique représentante féminine du Grand-Duché, n'a pas terminé le premier slalom disputé dimanche. Gilles Och s'est classé quatrième lors des deux courses du lundi 30 janvier.

Redevenu une vedette

Mais, heureusement, il existe un troisième membre dans cette équipe et il porte, lui, un nom connu : Marc Girardelli. En quelques semaines il est redevenu une vedette de la Coupe du monde, candidat à un titre mondial.

« Girardelli est luxembourgeois, il court depuis l'âge de douze ans avec le maillot de notre pays », affirme Helmut Diehl, vice-président de la fédération nationale de ski. L'homme n'apprécie pas que l'on évoque le passé du champion, ses déboires avec l'équipe d'Autriche, et son passeport aux couleurs du Grand-Duché depuis seulement deux ans.

L'habile habitué à Tringane, une cité à 20 kilomètres de Luxembourg. Cela seul compte. « Il paye aussi ses impôts dans notre pays, une raison supplémentaire pour le considérer comme l'un de nos contingents », précise Helmut Diehl. « Pourquoi continuer à remuer de vieilles histoires alors même que la population de notre duché l'a adopté ? », ajoute un journaliste de ce pays qui fait état de la récente élection du skieur comme

Eric Cantona suspendu par l'Olympique de Marseille

Les dirigeants de l'Olympique de Marseille (OM) ont décidé, lundi 30 janvier, de suspendre le footballeur Eric Cantona des compétitions professionnelles « jusqu'à nouvel ordre ». Cette décision, précise le communiqué de l'OM, est assortie de lourdes sanctions financières. Toute autre manifestation de la part du joueur fera l'objet d'une demande de résiliation du contrat auprès des instances du football.

Déjà écarté des sélections nationales pour avoir mis en doute la compétence de l'ancien directeur des équipes de France, Henri Michel, et avoir tenu des propos désobligeants à son égard, l'attaquant marseillais est cette fois sanctionné pour son comportement lors du match de bienfaisance disputé, samedi 28 janvier à Sedan, contre le Torpedo de Moscou.

meilleur sportif de l'année d'une

compétition où était en lice un

présent à Séoul et un footballeur

jouant en France.

Girardelli a des supporters, même si quelques réticences s'expriment encore à son égard. Il a aussi des fans parmi les jeunes qui se lancent « de plus en plus nombreux » vers le ski comme discipline sportive. « La fédération compte 3 000 licenciés », note le vice-président qui admet cependant que seulement une cinquantaine de membres participent à des compétitions de cette envergure. Le championnat national à lieu chaque année en Autriche, ce qui permet à Girardelli, qui réside toujours beaucoup dans ce pays, d'y faire des apparitions.

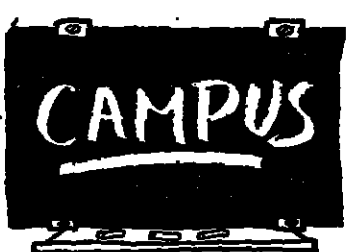
« Le problème pour nous c'est l'entraînement », explique le représen-

tant de la fédération. Gilles Och, étudiant en sciences économiques à Frébourg, fréquente les champs de neige suisses, Livie Diehl, étudiante en médecine à l'université de Milan, ceux d'Italie. Une situation qui rend difficiles les séances de préparation de la petite équipe. Mais l'important n'est pas les seconds continents. Du moment que M. Girardelli père et son champion de fils peuvent faire parler d'eux, une partie des habitants du Grand-Duché est satisfaite.

Et puis il y a l'intérêt économique. Vendredi 3 février, des supporters, pas entièrement désintéressés, risquent d'avoir quelques frissons lors de la descente décisive.

SERGE BOLLOCH.

(Lire également page 4, la mort d'Alfonso de Bourbon Damier.)



Clubs et associations

Les initiatives des entreprises pour établir des liens durables avec les étudiants, sous forme de clubs ou d'associations, se multiplient. Dernière en date, l'association Europe-Education, créée par Arthur Andersen, réunit une trentaine d'étudiants de grandes écoles scientifiques (Centrale, Sup de Co Paris, ESSEC, HEC, Mines, Ponts, Sciences Po, Supélec, Télécom...) qui se proposent de réfléchir sur la formation des futurs dirigeants à l'échelle européenne, sur l'ouverture internationale des écoles et sur les attentes des étudiants et des professeurs. Ils ont entrepris une enquête sur ces sujets auprès de vingt-sept grands établissements de cinq pays d'Europe (Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Suisse). Les résultats de cette enquête seront publiés dans « Le Monde Campus » et feront l'objet d'une journée de réflexion, le 19 mai, à Paris, avec des directeurs d'école et des chefs d'entreprises européens.

Autre initiative plus ancienne : le club Business Partners, lancé par l'agence Copers également avec le concours du « Monde Campus », qui vise à faire se rencontrer des étudiants et des entreprises leaders dans le domaine de la grande distribution, pour renforcer l'image de cette dernière auprès des jeunes diplômés.

Après avoir travaillé pendant un an avec des élèves d'écoles de commerce, Business Partners crée, cette année, une autre structure pour les étudiants des départements « techniques » de commercialisation des instituts universitaires de technologie. Le club réunira ainsi 225 étudiants d'école de commerce et 150 étudiants d'IUT, ayant une forte motivation pour la fonction commerciale. Il organise des débats, des visites d'entreprises, des actions ponctuelles, des stages et des rencontres pouvant déboucher sur des embauches.

F. G.

— Europe-Education, 12, rue de Pontbieu, 75008 Paris. Tél. : 42-25-39-89.

— Business Partners, 15, cité Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 48-74-35-44.

Marché japonais

L'association ISC Voyages d'études Japon, de l'Institut supérieur du commerce, réalise des études de marché et des missions d'export pour des entreprises désirant commercer avec le Japon. Dix étudiants se rendront sur place pour cela du 1^{er} au 15 avril.

(Anne Edvire, ISC Voyages d'études Japon, 22, boulevard For-de-Vaux, 75017 Paris. Tél. : 42-70-41-90.)

Simulation

« La simulation : coût-efficacité, jusqu'où aller ? » sera le thème du colloque

organisé les 2 et 3 mars à l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace.

(Association des élèves de l'ENSAE, 10, avenue Edouard-Baile, 91016 Toulouse Cedex. Tél. : 61-33-48-87.)

Chirurgie buccale

La Société française de chirurgie buccale consacrera ses prochaines journées d'étude à « la chirurgie buccale chez l'enfant ». Les 21 et 22 avril, à l'URF d'odontologie de Reims.

(Dr Michel Roulland, secrétaire des Journées UFR d'odontologie, 2, rue du Général-Koenig, 61100 Reims. Tél. : 26-96-02-60.)

تكونا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Martine et Philippe BOSTIN VABON, ont la joie d'annoncer la naissance de

Hadjira,

le vendredi 27 janvier, à Paris.

30, avenue Baquet, 75007 Paris.

Décès

— Edmée, son épouse, Abdel-Latif, Chérif, Ghithif et Rafik,

son épouse, Ghada et François, ses belles-filles,

Achraf Samer, Karim Achraf, Nade et Rasm, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès, survenu au Caire, le 29 janvier 1989, de leur époux, père, beau-père, beau-frère et grand-père,

Sheikh Mohamed

ACHRAF el KAHZNADAR,

Priez pour lui.

22, rue d'Arnaud, 75014 Paris.

— M^{me} Robert BARGUES, son épouse, M. et M^{me} Bernard Nooca,

M. Jérôme Nooca, son petit-fils, M^{me} Noël Barber, sa sœur,Le docteur et M^{me} Roger BARGUES, son frère et sa belle-sœur, M. Marcel Bourjals, son beau-frère,

Ses neveux et nièces, Ses cousins et cousines, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert BARGUES, grand officier de la Légion d'honneur, inspecteur général des affaires d'outre-mer (C.R.), gouverneur général honoraire, ancien conseiller d'Etat, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

— M^{me} Michelle Boulanger, Claude et Evlyne, Albert et Louis, Nicolas et Christian, ses enfants,

Charlotte et Alexis, ses petits-enfants, Les familles Georgakis, Sicard, Pinon, ses frères et sœurs,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean BOULANGER,

en son domicile, le 28 janvier 1989.

Selon sa volonté, il sera inhumé dans la plus stricte intimité.

La famille ne reçoit pas.

2, rue Vide-Goussier, 75002 Paris.

— Le Rav Rabbi Baruch Abileira, M. le rabbin J. Menoun de Villers-Bretonneux,

M. le président d'honneur M. Teboul, M. le président J. Layani, ainsi que tous les membres du comité honoraire de l'Association de soutien à la Yeshiva de Netivot,

ont la douleur de faire part du décès à New-York du président mondial de l'association Babu Sale

M. David BOUSKILA,

Il exprime à son épouse, à ses enfants, ainsi qu'à sa famille de leur grande peine et les prie d'accepter leurs sincères condoléances.

L'inhumation a eu lieu le 31 janvier 1989, à 13 heures, heure locale, à Netivot (Israël).

— Jean CORSET, son épouse, Jacques et Anne-Marie Datcharry, Odile CORSET, ses enfants,

ont la grande douleur de faire part du décès, le 20 janvier 1989, de

Julia CORSET, diplômée en pharmacie.

8, impasse Sainte-Musse, 83130 La Garde.

— Justine Lewandowski, sa femme, Paul-Marc, Roger et Anne, ses enfants,

son petit-fils, Adolf Lewandowski, Marie-Luise Unterlechner, Karel Trnablik,

son frère et ses sœurs, Ses beaux-parents, Ses neveux et ses nièces, Ainsi que toute sa famille, Et ses amis,

ont la douleur d'annoncer le rappel à Dieu de

Radoslaw LEWANDOWSKI, docteur en philosophie, journaliste et écrivain,

décédé à Vienne, le 29 janvier 1989, à l'âge de soixante-huit ans.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Monique Nosley, sa femme, Jacques Laurent et Nicole Nosley, ses enfants, Laurence et Sylvain Nosley, ses petits-enfants, Maurice Nosley, son frère, Angella Nosley, sa belle-sœur, Jean-Louis, Florence, Michel, Syphardine Nosley, ses neveux, Nicole Jones et Anne de Seynes, ses belles-sœurs, Ses cousins, parents et amis, font part, avec une grande tristesse du décès de

Jacques NOSLEY, ingénieur civil du Génie maritime,

survenu à Marseille, le 28 janvier 1989, d'une infarction coronarienne.

L'inhumation aura lieu à Florac, le 1^{er} février à 12 heures.

103, traverse Montcault, 13013 Marseille.

— M^{me} veuve Hléret, sa sœur, M. et M^{me} P. Lévy-Valemi et leur fils,

M^{me} V. Storoge, Les familles Castellotto, Feytit, Hléret, Gosselin, Storoge, font part du décès deM^{me} Charles STOROGÉ,

survenu à Paris, le 23 janvier 1989.

Ils rappellent le souvenir de

Charles STOROGÉ,

décédé le 27 mars 1981.

— Raymond Reichbach, à la douleur de faire part de la mort de sa compagne,

Christel TOUCY, professeur certifiée d'anglais au collège des Jouvains de Fontaine,

mort survenue à trente-neuf ans, le 28 janvier 1989, après un an de combat contre une maladie contre le cancer.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Bon-Pasteur, 179, rue de Charonne, Paris-11^e, le 1^{er} février, à 13 h 45.

Les obsèques auront ensuite lieu au cimetière du Père-Lachaise (entrée porte Gambetta).

« Vive toute sa vie, amour tout son amour, mourir toute sa mort. » — Théophile d'Avila.

« Est-ce bon pour toi de faire souffrir ? Pourquoi détester la femme ? Les médailles, les médailles, les médailles, la SBOAL... » — D'après Job, X-3.

Raymond Reichbach, 281, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.

LEA université Paris-X-Nanterre.

— M^{me} Michèle Virally, M. et M^{me} Dominique Virally et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Legros et leurs enfants,

M^{me} Jean Egay, Les familles Virally et Kruger, ont la douleur de faire part du décès, dans sa sobriété-humble année, de

Michel VIRALLY, chevalier de la Légion d'honneur, professeur émérite de l'université Paris-IV,

professeur honoraire de l'université de Genève, professeur à l'UIHUE de Genève.

L'inhumation a eu lieu à Autun dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 4 février, à 9 heures, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris-7.

Cet avis tient lieu de faire part.

— M. et M^{me} Albert Zeno, ses enfants, Petit-enfant, Ses grands-parents, Oncles et tantes,

ont l'honneur de faire part du décès accidentel de

Gilles ZENO, écrivain,

survenu le 22 janvier 1989.

193, rue Armand-Silvestre, 92400 Courbevoie.

Remerciements

— M^{me} A.-L. Daniel, son épouse, Omar, Nade et Massarah, ses enfants, Sahli et Halim, ses frères,

leurs épouses, leurs enfants, petits-enfants, Parents et amis,

profondément touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Atef DANIEL,

prient tous ceux qui ont pris part à leur deuil, en participant aux funérailles ou en envoyant des messages, de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sentiments émus.

Anniversaires

— In memoriam

docteur Georges WAJSBARD,

3 Cheval, 31-01-79.

« Qu'ils se reposent de leurs fatigues car leurs travaux les suivent. »

M^{me} Georges Wajsbard-Lewycky, 8, Bel-Abord, 91380 Chilly-Mazarin.

Services religieux

— Pour célébrer la solennité de saint Marcom, le vicaire paroissial et la communauté musulmane de Paris demandent à leurs compatriotes et leurs amis de se joindre à eux pour exprimer leur attachement à l'unité nationale et leur aspiration à la paix, le dimanche 5 février, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Liban, 17, rue d'Ulm, Paris-6.

Messes anniversaires

— Une messe de la présence, du souvenir et de l'espérance sera célébrée le samedi 4 février 1989, à 18 h 30, dans la communauté chrétienne de Gabès (Tunisie), pour le cinquième anniversaire de la mort de

Gabriel Ferdinand MATHIS.

Ses amis sont invités à s'y unir par la prière, la prière.

De la part de Raymond Mathis, Ses enfants et petits-enfants.

Communications diverses

Erratum

— Le vieillissement, une charge ou un atout pour la vie locale ? Le colloque se tiendra les 3 et 4 février (comme indiqué au bas du texte paru dans nos éditions datées 28 janvier) et non les 4 et 5 février.

Soutenances de thèses

— Université Paris-1. — Le jeudi 2 février, à 14 h 30, salle C. 2204, au centre P.-Mendès-France, M. Michel Lallemand : « Migrations du salariat et flexibilité du travail (le cas du travail à domicile dans les pays industrialisés) ».

— Université Paris-1. — Le lundi 6 février, à 9 h 30, salle C. 2204, M. Pierre Cahuc : « Stratégies syndicales et négociations salariales (des fondements microéconomiques aux enjeux macroéconomiques) ».

— Université Paris-X-Nanterre. — Le lundi 6 février, à 16 h 30, salle 614 (bât. G), M. Fouad Azam : « Politiques d'ajustement face au déséquilibre extérieur : une analyse et un modèle macroéconomique de l'économie marocaine ».

— Université Paris-X-Nanterre. — Le jeudi 9 février, à 15 h 30, salle 614 (bât. G), M. Ugo Uffini : « Aspects internationaux d'une économie en déséquilibre. Fondements théoriques et applications économiques, France, 1983-1984 ».

— Université Paris-X-Nanterre. — Le vendredi 10 février, à 9 h 30, salle C. 24, M. Nazir Hamad : « Complexe d'Edipe, roman familial et question des origines. Etude psychologique et psychanalytique à partir d'un échantillon de familles d'accueil et de jeunes placés ».

— Université Paris-X-Nanterre. — Le vendredi 10 février, à 10 heures, salle des Actes (bât. F), M. Attila Zeno : « Le discours international sur le désarmement ».

CARNET DU MONDE

Recherches : 42-47-80-88

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires ... 73 F

Communications diverses ... 86 F

Mort de

Modeste Legoux,

sénateur RI de l'Eure

Modeste Legoux, sénateur RI de l'Eure, victime d'un infarctus pulmonaire, est décédé dans la nuit du dimanche 29 au lundi 30 janvier, à Breuille-près-le-Neubourg (Eure). Il sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. Jean Guenier (UDF-PR), conseiller général de Breuille-près-le-Neubourg, maire du Bois-Roger-en-Roumois. M. Guenier sera soumis au renouvellement triennal du Sénat en septembre prochain.

[Né le 24 septembre 1908 à Breuille-près-le-Neubourg, il fut conseiller municipal de 1953 à 1959 puis maire de 1971 à 1983 et fut élu député en 1981. Modeste Legoux était sénateur depuis 1959. Conseiller général du canton de Saint-Georges-de-Vieville de 1966 à 1982, ancien conseiller régional, Modeste Legoux avait présidé, de 1934 à 1944, la corporation paysanne. Président national de la Fédération des producteurs d'œuvres de 1954 à 1959, Modeste Legoux avait été également vice-président de la chambre d'agriculture de l'Eure. Il avait aussi présidé la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de 1977 à 1983.]

Les yeux et les

THÉÂTRE

« Un mois à la campagne », de Tourgueniev, au Théâtre Edouard-VII

Une jeune femme mince et blonde

Une pièce autobiographique de Tourgueniev très peu russe, puisqu'elle se passe dans la Mame... Et une actrice de caractère, Isabelle Huppert.

Il n'existe pas de pièce de théâtre aussi peu russe que la pièce russe *Un mois à la campagne*, d'Ivan Tourgueniev. Et si les personnages s'appellent Jean-Claude et Monique au lieu de s'appeler Alexei Nikolaïevitch et Natalia Petrovna, ce serait une pièce de Jules Renard, ou de Bocque.

Il est vrai que la « campagne » que décrit subrepticement Tourgueniev n'est pas le Melikhovo de Tchekhov. C'est, à 60 kilomètres de Paris, dans la Marne, un endroit nommé Courtavenel. Un château. Celui d'une cantatrice d'origine espagnole, Pauline Viardot.

Tourgueniev a vingt-cinq ans lorsqu'en 1843 il voit pour la première fois, à Pétersbourg, Pauline Viardot dans *le Barbier de Séville*. Pour la suivre à Paris, il va quitter la Russie, deux ans plus tard.

Quand Tourgueniev écrit *Un mois à la campagne* (dont le titre a d'abord été *l'Étudiant*), il est le « toutou de salon » de Pauline à Courtavenel. Il est l'amoureux transi, que Pauline héberge et nourrit. Pour la bagatelle, elle lui préfère de beaux jeunes gens, ou, parfois, son mari, Louis Viardot, directeur du Théâtre Italien de Paris.

Viardot accepte Tourgueniev sous son toit, mais, quand même, ne lui donne pas d'argent de poche. La maman de Tourgueniev, de son côté, refuse d'envoyer des roubles, parce qu'elle voue aux géométries la « tzigane d'enfer ». Alors Tourgueniev, pour gagner quelques sous, est obligé d'écrire. Au printemps 1850, il achève fidèlement sa vie de pique-assiette amoureux à Courtavenel, pièce qu'il traîne sans enthousiasme depuis des mois.



Isabelle Huppert

Il est capable d'écrire de très belles choses, Tourgueniev. Par exemple, sur les journées révolutionnaires de 1848, dont il a été témoin à Paris, il écrit deux nouvelles magnifiques, *Les nôtres* et *l'Homme aux lunettes grises*. Mais *l'Étudiant*, devenu *Un mois à la campagne*, non, c'est du gagne-pain. Tourgueniev raconte la situation, acte par acte : l'épouse nerveuse, coquette, méchante (faisons bonne mesure), le mari bon pète, l'amoureux sans espoir ins-

tallé à demeure, le beau jeune homme pour qui l'épouse s'enflamme, etc. Et Tourgueniev met quelques drôleries, quelques accents, mais c'est plat, vide, convenu : des emplois, des étres de carton. Rien derrière. Le lecteur de ce compte rendu d'*Un mois à la campagne* se demande forcément pourquoi il s'est les nerfs à lire, depuis plusieurs paragraphes, des calembredaines sur un écrivain russe du dix-neuvième siècle, une cantatrice espagnole et un directeur de théâtre, alors que la soirée en question n'est pas

autre chose que la présence d'une actrice renommée de l'écran, Isabelle Huppert, sur les planches.

Alors voilà. Sur les planches Isabelle Huppert est une jeune femme mince et blonde. Elle a les cheveux tirés, avec un chignon plat derrière. Elle porte, le temps du spectacle, quatre robes, simples mais de toute beauté, une verte d'eau, une blanche, une rouge framboise, une sable blond. Elle va et vient avec grâce.

Attendre et apprendre

Dans les deux premiers actes, Isabelle Huppert, qui joue bien sûr le rôle de Natalia Petrovna pseudo-Pauline Garcia Viardot, est un peu difficile à suivre tant elle prononce ses répliques dans ses dents et à toute vitesse. Par la suite, elle parle moins prestissimo. Toute la soirée son visage reste de marbre, sauf lorsqu'elle pleure. Elle pleure d'abondance, et très bien.

Les spectateurs rusés auraient intérêt à attendre quelques semaines pour aller voir *Un mois à la campagne*, à laisser en somme à Isabelle Huppert le temps d'apprendre un peu à jouer. Cela pourrait lui venir, car elle a plusieurs scènes avec François Marthouret (rôle de Mikhaïlo Alexandrovitch, alias Ivan Tourgueniev) qui est excellent acteur, qui met là beaucoup de choses, de réflexes, de rêves, de désirs, de désarrois, que Tourgueniev n'avait pas été fichu d'écrire, et Isabelle Huppert a aussi des scènes avec le jeune Canadien Michel Meyer (l'étudiant), qui n'est pas mauvais.

Pour le moment, Isabelle Huppert s'en tient à « jouer le texte », c'est-à-dire à accompagner par les intonations et des gestes de la main les choses que, mot par mot, le texte fait déjà très bien comprendre. Mais très vite, avec les encouragements du public qui l'aime bien, elle va « décoller » du texte, elle va inventer quelque chose. Elle ne va pas en rester là ni se décourager. Elle est une actrice de caractère. Et elle n'est pas une débutante, au théâtre.

MICHEL CURNOT.

* Edouard-VII, 20 h 30. Tél. : 47-42-57-49.

CINÉMA

« Incidents de parcours », de Georges A. Romero

La guenon et la seringue

Après bien des malheurs, un bon Américain courageux entretient de drôles de relations avec une guenon.

Quand on est un jeune homme sportif en pleine forme et qu'à la suite d'un accident on devient paralysé, totalement dépendant de son entourage ; quand en plus, votre femme s'en va rejoindre le chirurgien qui vous a soigné ; quand enfin votre mère abusive et fortunée tient absolument à vous soigner, il y a de quoi tomber dans une profonde dépression. Mais le héros d'*Incidents de parcours* — titre original *Monkey Shines* — le film de Georges A. Romero (auteur de quelques *Nuits des morts vivants*) est un bon Américain courageux. Il lui en faudrait encore plus pour se laisser aller.

Donc il accepte la proposition d'un vieux copain qui lui offre comme aide soignante une guenon à laquelle il injecte régulièrement des extraits de matière grise humaine. Elle devient effectivement d'une

intelligence remarquable, sans perdre son agressivité, au contraire...

Pourtant, il ne faudrait pas croire à un film gore. Georges A. Romero joue sur le suspense et l'ironie. L'ironie, car il campe des personnages solidement stéréotypés qu'il regarde avec une certaine distance amusée. Le suspense parce que le scénario, fort bien construit, amène comme naturellement la dégradation des rapports entre l'homme paralysé et la guenon, petite mais féroce jalousie. Elle hait l'infirmière humaine avec qui l'infirmière parvient à faire l'amour (c'est impressionnant). Et surtout, peu à peu, elle entre dans les pensées de son maître, les réalise (c'est-à-dire que pour lui, elle passe à l'acte, sans frontières morales) et va jusqu'à les influencer.

Evidemment, il y a une fin heureuse, totalement invraisemblable. C'est sans importance. Si on la trouve invraisemblable, c'est que, finalement, on a cru au reste de l'histoire, et ça, c'est la vraie réussite du film.

COLETTE GODARD.

« Le Piège de Vénus », de Robert van Ackeren

Et celui des fantômes

Cinq ans après *la Femme flamme*, film froid, cruel, sur la lutte des sexes à travers une histoire de prostitution, le cinéaste allemand Robert van Ackeren, qui avait suivi un chemin rapide de l'underground au succès commercial se penche à nouveau sur les pièges de l'amour et de la sexualité. Mais il tourne en rond, s'empêtre dans des ambiguïtés, tout compte fait banales, à cause d'un scénario écrit avec Catharina Zweren, comme pour *la Femme flamme*.

Max, médecin dans un hôpital de Berlin (Horst Gunther Marx) vit avec Coco (Sonja Kirchberger, qui, par son physique et son maquillage, ressemble à une créature de Fassbinder) mais, bien que comblé, voudrait découvrir, à nouveau, les ardeurs de la passion. Il drague, jour et nuit, à la recherche de la femme idéale, tombe sur Marie (Myriem Roussel), femme hautaine, androgyne, qui a une liaison avec Kurt (Hanns Zischler). Il cherche à la

conquérir. Coco et Kurt observent le combat.

On retrouve de temps à autre, grâce à Jürgen Jürges, directeur de la photographie, les couleurs nettes, inquiétantes, de van Ackeren, son univers clinique. Mais il procède par répétitions de scènes ou de détails, ce qui devient fastidieux. Myriem Roussel joue avec détachement (avec indifférence ?). Horst Gunther Marx, comédien de théâtre qui débute au cinéma, a des allures penchées, un certain magnétisme, mais, de lui aussi, on se lasse. Il est vrai qu'on s'intéresse moins aux personnages qu'à l'esthétique du film, à l'ironie, trop rare d'ailleurs, avec laquelle van Ackeren adapte les femmes aux fantômes masculins et regarde la guerre des couples : ainsi les échanges de partenaires sur le rythme d'une valse de Waldteufel, parfaite utilisation à rebours d'un cliché romanesque.

JACQUES SICLIER.

Festival Joseph Losey dans le Val-d'Oise

Du mardi 31 janvier au mercredi 15 février, un festival comprenant tous les films de Joseph Losey aura lieu au Théâtre des Arts, place des Arts à Cergy ; au Théâtre des Arts, Les Louvrais, place de la Paix à Paris ; aux cinémas Utopia, Stella, place de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Ouen-l'Aumône. Il a été organisé avec la collaboration de Michel Ciment, critique et historien de cinéma, auteur du *Livre de Losey* (ouvrage de référence), avec un comité de parrainage Alain Delon, Georges Beaulieu, Isabelle Huppert, Monique Lange, Patricia Losey, Jeanne Moreau, Yves Montand, Micheline Presle, Delphine Seyrig, Jorge Semprun, Bertrand Tavernier, Alexandre Trauner et Daniel Toscani du Plantier, qui appartiennent, en somme, à la « famille » de création du cinéaste.

Cette importante manifestation, qui nécessite une recherche et un rassemblement des copies des œuvres, a pu exister grâce aux archives du film de Bois-d'Arcy, la Cinémathèque de Toulouse et la Cinémathèque universitaire, pour la France, aux cinémathèques ou archives étrangères (ainsi Lausanne, Londres, Belgrade ou fut retrouvé *Un homme à détruire*, tourné en 1952 et signé Andrea Forzano, car Losey venait d'être dénoncé devant la commission des activités anti-américaines et mis sur la liste noire) et grâce à un collectionneur privé.

Inauguration mardi 31 janvier, à 21 heures au Théâtre des Arts de Pontoise, avec la projection de *Monter Klein* (réalisé en France en 1976), en présence de Patricia Losey.

* Tous les jours, sauf le lundi, de 14 heures à 21 heures. Renseignements, programme, tél. : 30-32-79-00 (répondeur) et 30-30-33-33.

VENTES

Les yeux et les oreilles

« Aujourd'hui il n'y a plus qu'une minorité de gens qui choisissent avec les yeux. Les autres le font avec les oreilles », constatait avec regret il y a peu, un des grands experts de la peinture moderne à Paris. Une évolution qui n'a pas échappé aux britanniques Sotheby's et Christie's ainsi qu'au tout nouveau groupe Gersaint qui, pour la première fois, tenaient un stand au salon « Investir et placer », la semaine dernière à Paris.

Pour Christine Petit, directeur administratif de Christie's-Paris, le plaisir est de plus en plus rarement l'élément déterminant dans l'achat d'une œuvre d'art. Il a fait place à ce qu'elle appelle l'« investissement plaisir ». « Je le compare toujours à l'acquisition d'un appartement que l'on désire décorer à son goût pour y habiter, tout en sachant que, si un jour on désire le revendre, au pire, on n'aura pas perdu d'argent. »

Les marchands l'ont également compris. Louis Carré, qui s'est occupé de Lancelotti, avait l'habitude de répéter qu'il ne vendait jamais un tableau sans l'avoir au moins gardé cinq ans. Aujourd'hui, à l'exception de quelques très grands de la profession qui continuent d'acheter selon le goût d'une clientèle déjà « fidèle », d'autres, de plus en plus nombreux, se livrent au jeu effréné de la spéculation, dans un marché en état de grâce. Pour Olivier Tardiff, marchand d'art moderne à Paris, la recette est simple : « Il faut acheter en province, où il reste encore des affaires à réaliser, et revendre rapidement à Londres, où on a plus de chance de dégager un bénéfice facile et rapide. »

Bilan : beaucoup de ces objets passent et repassent sur le marché à des intervalles répétés et de plus en plus courts. Les prix ne cessent de grimper. Les records, qui ne veulent plus rien dire, tombent les uns après

les autres. Jusqu'où cela va-t-il aller ? Aux dires de nombreux spécialistes, cette tendance n'est pas prête à s'inverser. Après l'effondrement de la Bourse de Wall Street en octobre 1987, l'art apparaît de plus en plus comme une valeur refuge. Fait significatif de cette évolution, l'on assiste à une redistribution des cartes parmi les acteurs. A l'heure actuelle, seules quelques très grosses fortunes personnelles — de plus en plus rares — ou de puissantes sociétés peuvent se targuer d'acheter un Van Gogh pour plus de 305 millions de francs ou un Jasper Johns pour 102 millions de francs. D'autres en sont réduits, pour rester dans la course, à se regrouper, à mettre leurs capitaux en commun. On achète désormais un tableau comme l'on acquiert des actions d'une société cotée en bourse.

Image de marque

Investisseurs certes, ces acheteurs sont également en quête d'une image de marque flatteuse que l'art est susceptible de leur apporter. Lorsque la chaîne de grands magasins japonais Matsukoshi se porte acquéreur de *Acerbate* et *jeune Arlequin* de Picasso pour 227 millions de francs à Londres, il y a deux mois, nul n'est dupe. Particulièrement pas les marchands dans la salle, qui accueillent ce nouveau record pour un artiste du vingtième siècle par de timides applaudissements polis. La compagnie d'assurance japonaise Yasuda, qui en avril 1987 a emporté les *Tourneurs* de Van Gogh pour 244 millions de francs, a été pionnière en la matière. Grâce à d'importantes déductions fiscales consenties par la loi de son pays pour tout achat d'œuvres d'art, ainsi qu'au droit d'entrée perçu par la société pour admirer ce tableau, elle

a réussi le tour de force d'amortir son achat en un an.

Les Etats-Unis ont également développé ce virus déjà ancien chez eux. Les acquéreurs désireux d'associer leur statut social éminent aux ventes aux enchères et les galeries. Surtout dans le domaine de l'art contemporain, où il est de bon ton d'acquiescer sur les cimaises de son salon un autoportrait exécuté par Andy Warhol pour quelque 25 000 dollars, ou encore de s'improviser mécène d'un jeune artiste. Même le Whitney Museum, considéré comme le temple du genre, doit faire face depuis quelque temps à de nombreuses critiques. Les plus acerbes sont celles du *New York Times* au début du mois de janvier. Ce dernier lui reproche de se laisser trop facilement séduire par tout ce qui se veut ou se proclame nouveau. « Le musée devrait, sans aucun doute, se montrer plus indépendant quant aux marchands », y souligne-t-on. La célèbre phrase de Georges Bernard Shaw : « Les Américains connaissent le prix de chaque chose mais la valeur de rien du tout » serait aujourd'hui d'actualité outre-Atlantique.

Seul peut être le Getty Museum, avec un budget de plus de 130 millions de dollars par an, peut encore concurrencer les grands trusts financiers sur le marché ; les autres institutions, musées compris, faisant de plus en plus figure de parents pauvres. De plus, les prix des assurances, calculés sur ceux des ventes, sont devenus des charges très dures à assumer pour beaucoup de particuliers. En novembre 1987, John Whitney Payson, ancien propriétaire des Mets, l'équipe de baseball de New-York, se délassait des *Iris* de Van Gogh, car ils étaient devenus trop chers à assurer.

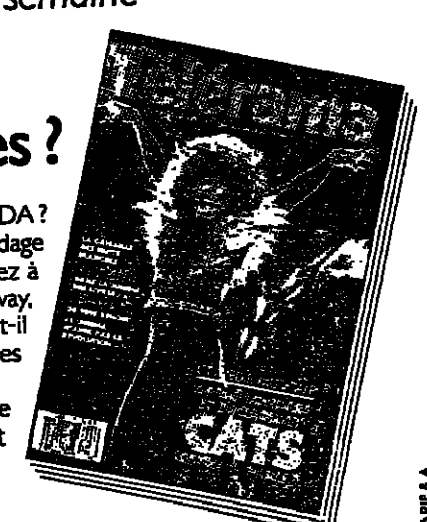
ALICE SEDAR.



Dans Télérama cette semaine

Qui vend les livres : les médias ou les libraires ?

Qui fait vendre le plus de livres en France ? Pivot ? Polac ? PPDA ? Les radios ? Les journaux ou bien votre libraire ? Dans un sondage exclusif de Télérama « Le livre et les médias », vous répondez à toutes ces questions. Cats, le plus grand triomphe de Broadway, a fait courir 20 millions de spectateurs dans le monde. Fera-t-il bouger les parisiens ? Télérama enquête dans les coulisses de ce fabuleux spectacle et parie sur son succès. Egalement au sommaire de Télérama une interview de Sigourney Weaver, l'héroïne de « Gorilles dans la brume » et un reportage sur la fête que représente le tournage d'un film de Marcel Pagnol.



Télérama : l'intelligence critique. Chaque Mercredi chez votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل

شكرا من الأصل

14 Le Monde • Mercredi 1^{er} février 1989

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

Quatuor HAGEN HAYDN, BECH DEBUSSY	MARTTI TALVELLA Bach SIBELIUS LUTOSKANSKI
NICO DE GIER Hautbois MARIE BENOIST Piano JAN JANSEN Clavier COUPERIN, BACH JOLIVET, SCHUMANN LUTOSKANSKI	BISHOP-KOVACEVICH Piano BEETHOVEN CHOPIN SCHUMANN AIMARD SCHUBERT-DEBUSSY (clavier)
LES NIDS MUSICAUX EWA POLES Mozart, Beethoven DONIZETTI, ROSSINI VIVALDI, DVORAK Médécins espagnols CHOPIN, POULENC SCHUBERT	PELLEAS et MELISANDE DEBUSSY Verseau Piano-Chant
QUATUOR ELYSEEN Bach, Beethoven, Mendelssohn Fauré	LES NIDS MUSICAUX GÉRARD POULET Violon Le 6 : Bach, Bartok Le 7 : Paganini Le 8 : Bach, Martinon Le 10 : Bach, Ravel
Les Noms musicaux de l'ATHÉNÉE EDITH GRUBEROVA PHILHARMONIA HUNGARICA Dir. : Friedrich HAIDER MOZART, STRAUSS DONIZETTI BERLIOZ, VERDI	WASEDA SYMPHONY ORCHESTRA Tokyo Dir. : Kazuo YAMASHITA Sol. : Yumi SUGIHARA CLARINETTE DYKOR, WEBER ISME, RESPIGI
CL. MONTEVERDI Les Arts Florissants William Christie	YO YO MA Violoncelle Kathy Ky
J.P. WALLEZ présente Laurance	STOTT Piano SCHUMANN KIRCHNER SCHUBERT, BRAHMS
KAYALEH Violon SAINT-SAËNS RAVEL, WERNECKE	CARMINA BURANA Direction : Paul KUENTZ 300 exécutants
VERBRUGGEN Piano à bec Witteveen	
DE LEEUW Clavier BACH, DESIMPART, MAHAUT BAGASAND, FONTANA	
EUGEN INDJIC piano UNIQUE RECITAL Schubert, Schumann, Chopin, Liszt, Debussy et Boulez	

ORCHESTRAL DE PARIS
ENSEMBLE
LOCATION ET RENSEIGNEMENTS
NUMERO VERTI 06.42.67.57

PASCAL LE CORRE
piano
QUATUOR ARCANIA
MAHLER
BEETHOVEN
SCHMITT

D'AUTRES MUSIQUES
18 h 30

THEATRE DE PARIS
MAR. 31 JANV.
DAVID HYKES
AVEC CHEMIRANI
MER. 1^{er} FEV.
ALAN LLOYD
MICHAEL GALASSO
VEN. 3 FEV.
GAVIN BRYARS
MICHAEL NYMAN
JOHN LURIE
LADISLAV KUPKOVIC
SAM. 4 FEV.
DIM. 5 FEV. 20 h 30
ARVO PART
PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4^e

SALLE PLEYEL
JEUDI 23 FEVRIER
20 h 30
le retour de
JULIAN BREAM
guitare
Loc. 45.63.88.73

DERNIERE LE 4 FEVRIER
THEATRE OUVERT

LA NUIT LES CHATS
JEAN-CLAUDE GRUMBERG
MAURICE BENOIST
JEAN-PIERRE VINCENT
JEAN-PAUL CHAMBERS
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

Culture

La Bastille : populaire ou culinaire ?

MUSIQUES

(Suite de la première page.)

J'ai engagé des collaborateurs ponctuels avec l'Orchestre national, en vue de manifestations destinées à décloisonner répertoires et publics ; il faut reconnaître qu'avec deux concerts par an dans un cas, et une manifestation exceptionnelle dans l'autre, je n'encombre pas outre mesure de ma présence ces deux institutions. Quant au problème de La Villette, il est entièrement différent.

L'Ensemble Intercontemporain, pour ses répétitions, campe dans la perspective depuis douze ans ; ses concerts parisiens dépendent exclusivement du bon vouloir ou de la disponibilité de théâtres dont la fonction et l'acoustique ne sont pas primordialement musicales. Après tant d'années, n'est-ce pas normal de lui fournir des conditions de travail décentes ? Et si, de par ce fait, il peut y avoir rapprochement pédagogique entre une formation qui a fait largement ses preuves et des élèves qui ne sont pas, pour l'instant, vraiment favorisés dans le domaine de la musique contemporaine d'ensemble, peut-on se demander qui bénéficiera le plus de ce transfert : les élèves ou moi-même ?

Dans l'énumération de mes territoires, je suis sûr qu'on ait oublié le Collège de France et la SEPT qui me permettent de manipuler à mon gré, c'est bien connu, et l'Université et le paysage audiovisuel européen. Il est vrai qu'il manque à mon tableau de chasse l'Institut et la Légion d'honneur. Qu'on se rassure ! Je ne suis pas candidat, il y a une concurrence trop sérieuse.

Je suis tout à fait prêt à rester au niveau qu'on voudrait me voir garder, mais qu'y puis-je si, selon les cas, les responsables de projets ont éprouvé le besoin soit d'une caution morale, soit d'une expérience internationale de la gestion artistique, soit d'un savoir-faire musical direct ? L'Opéra Bastille n'est-il pas l'exemple le plus évident de ces trois cas de figure réunis en un seul ?

Avant de rappeler les faits qui me concernent, je voudrais définir ma ligne de conduite touchant plus spécifiquement à l'Opéra, puisqu'à mon sujet, on en est encore à rabâcher : « Faites sauter les Opéras » titre d'une interview concernant à plus de vingt ans, et dont le contenu humoristique s'est évaporé entre-temps.

Depuis l'étude menée avec Jean Vilar et Maurice Béjart, en 1967-1968, ayant abouti à un rapport

précis sur les buts artistiques comme sur les méthodes de travail d'un opéra idéal, j'ai toujours gardé un intérêt profond pour ces problèmes et nourri l'espoir que pourrait se constituer un jour un organisme dans lequel se vivifieraient et se conforteraient mutuellement musique et théâtre, classique et moderne, dans un environnement propice à des relations plus étroites entre public et institution.

C'est du reste à ce propos que, le premier, j'ai employé la formule : Centre Pompidou de la musique et du théâtre. En effet, il est trop restrictif, à mon sens, qu'un théâtre s'ouvre uniquement pour la représentation et se referme immédiatement après elle : programmations complémentaires, basses de données audiovisuelles, bibliothèque inépuisable accessible, pédagogie générale, tout doit concourir à une vie intense qui ne se résume pas au seul spectacle — même si celui-ci doit rester le foyer et l'attraction primordiale — et qui refuse d'associer l'opéra à une notion nostalgique d'un passé glorieux et révolu.

Les expériences concertées que j'ai connues à l'Opéra Garnier comme d'ailleurs dans d'autres maisons n'ont fait que conforter cette analyse. Des réformes fondamentales me paraissent donc, et me paraissent encore, indispensables. Mon engagement personnel dans l'avenir de l'Opéra Bastille est à comprendre dans cette perspective ; je le redis avec force : c'est le débat d'idées qui m'a incité à ne pas refuser ma participation à un projet que j'estime essentiel pour la vie culturelle de notre pays.

Dans la pratique, cela a significativement trois phases de participation à cette entreprise. En tant que musicien, j'ai d'abord été appelé à faire partie du jury qui a soumis à l'approbation du président de la République un certain nombre de projets architecturaux. Dans un deuxième temps, à la demande de l'organisme de construction, l'établissement public de l'Opéra Bastille (EPOB), un groupe de travail s'est réuni sous ma direction, faisant appel à des experts et techniciens français et étrangers pour étudier les caractéristiques des espaces proprement musicaux (fosse d'orchestre, lieux de répétitions, etc.).

Cette expérience a conduit l'EPOB à solliciter un interlocuteur musicien professionnel pour l'aider à traiter certains problèmes spécifiques posés par l'avancement des travaux. Faute d'être parvenu à nommer un responsable artistique du

finir opéra — nous étions déjà en 1985 — la direction de la musique a alors proposé au conseil d'administration de l'EPOB de me nommer vice-président. Cette position m'a permis de défendre l'intégrité du projet — grande salle, ateliers et salle modulable — pendant les soubresauts des années 1986-1987.

Dans une troisième phase, le ministère de tutelle a mis en place une association de préfiguration — remplacée depuis par l'ATOP (Association des théâtres de l'Opéra de Paris) — pour passer de la construction à l'exploitation avec le président de l'EPOB. J'ai été amené à faire partie de ce nouveau conseil d'administration. Une équipe artistique était en cours de constitution autour de Daniel Barenboïm ; j'en ai eu mon rôle de ne pas me désengager au moment d'une transition délicate, mais ferme intention étant de me retirer une fois des structures définitives mises en place.

Le rappel des faits suffit à montrer que je n'ai cherché à aucun moment à me substituer aux instances de décision ; par contre, j'ai occupé une place de choix pour observer dès le départ une série de dysfonctionnements graves sur lesquels je n'ai cessé d'appeler l'attention des instances successives.

A mon sens, le projet architectural, dans sa phase de réalisation, aurait dû être synchronisé avec un projet artistique et administratif étudié par un ensemble de professionnels ayant l'expérience directe de la gestion d'organismes musicaux et théâtraux. Deux critiques ont certes contribué à cette réflexion : la première, en 1984, ayant trait particulièrement à la salle modulable, l'autre, début 1986, portant sur la politique générale de l'Opéra Bastille.

Co dernier, tenu à Nanterre, semble aujourd'hui élargi à l'état de charte absolue. Or, les conclusions toutes provisoires tirées de cette rencontre n'ont pas débouché, comme il aurait fallu, sur des études détaillées concernant la mise en œuvre dans la réalité quotidienne des hypothèses retenues. N'oublions pas que la date de ce colloque précède de très peu la mise en question radicale de tout le projet Bastille. En tout état de cause, les chiffres énoncés à la veille de la mise sous la coupole de Nanterre, ont pour le moins besoin de faire l'objet de vérifications techniques extrêmement précises, qui ne devraient rien ni à l'optimisme ni à la hargne.

En outre, j'avais préconisé une rencontre entre les directeurs de théâtres susceptibles de programmer des spectacles d'opéras à Paris, car une multiplication incontrôlée des activités lyriques risquait de mener aux mêmes difficultés de concurrence sauvage qu'on a pu observer dans le paysage audiovisuel.

Un lieu semblable a régné en ce qui concerne l'établissement d'un programme artistique et fonctionnel qui aurait permis d'éviter qu'un projet artistique ne dégénère en querelles personnelles. Les orientations de départ ayant été définies d'une façon trop vague, on a eu recours aux individualités avant de penser à les insérer dans une organisation cohérente, et cela sous la contrainte d'une date d'ouverture se rapprochant dangereusement.

Plutôt que de mettre en cause les qualités des personnalités impliquées tout à tour dans ce projet, il serait plus honnête de regarder la partie immergée de l'iceberg, c'est-à-dire la préparation soit insuffisante, soit trop tardive de ces dossiers hautement complexes. Cela provient essentiellement de la difficulté à trouver des gestionnaires réellement compétents des affaires publiques musicales.

Dans ces postes de taille, on place, sauf exceptions, des personnes pleines — peut-être — de bonnes intentions, mais sans véritable connaissance des spécificités professionnelles, pas plus, d'ailleurs, que de la gestion au plus haut niveau. Par compétence, il faut entendre, certes, connaissance précise des données de travail et de leur insertion dans un cadre formel, mais aussi conscience des enjeux artistiques et volonté de prendre les décisions nécessaires en accord avec les directives données sous l'impulsion artistique.

La méfiance existant entre gestionnaires et artistes empêche des relations qui prennent rapidement l'allure d'une gacilé permanente. Aucun contrat ne pourra déboucher sur une collaboration fertile s'il n'y a pas à la base une conviction réciproque d'aboutir

ensemble. On ne peut à la fois vous confier des responsabilités et vous refuser les moyens réels de les exercer. Dans le cas de figure de l'Opéra Bastille, les deux camps ayant changé maintes fois de représentants, l'entente n'en a été que plus difficile, pour ne pas dire inexistante.

L'action de l'EPOB aurait pourtant pu servir d'exemple : ici, un projet clairement défini, un organisme sans équivoque et un calendrier établi avec soin, ce qui a permis à ces organismes de sortir avec succès des turbulences qu'il a lui aussi, subies de plein fouet. Faute d'une telle planification, l'Opéra Bastille se trouve présentement, à ma connaissance, devant bon nombre de problèmes non résolus en ce qui concerne les conditions de fonctionnement.

Au lieu de s'attaquer à ces impératifs vitaux pour l'existence de l'institution, on a préféré prendre pour cible un projet de programmation qui ne demandait qu'à se développer organiquement. Les équipes artistiques réunies pour les premières productions ne constituaient nullement une chasse gardée ; les méthodes de travail ainsi adoptées pouvaient se regarder comme l'esquisse d'un projet plus large, incluant d'autres équipes, garantissant continuité et diversité. Cela aurait été au moins un essai de dépasser l'antagonisme stérile entre l'alternance et la série, autrement dit entre la troupe permanente et les vedettes invitées.

Là se situe le véritable enjeu, et l'appel incessant au théâtre populaire contre le festival élitiste n'a rien à voir avec le fond du problème. Sous l'appellation « théâtre populaire », se profile, si l'on en juge d'après de multiples déclarations autorisées, non point tant l'héritage de Vilar que le théâtre culinaire stigmatisé par Brecht.

J'ai été amené à donner ma démission de l'ATOP et à renoncer aux productions auxquelles je devais participer, nullement dans un esprit de boycott — les boycotts existent pour être brisés, il est inutile de les continuer — mais par loyauté envers un idéal artistique qui, étant donné les conditions du renvoi de Daniel Barenboïm, ne me paraît plus assuré.

L'Opéra Bastille, dans son état actuel, ne fait véritablement et malheureusement pas le poids au couteau de Lichtenberg, ce fameux couteau sans lame auquel il manque le manche.

PIERRE BOULEZ.

CORRESPONDANCE

Erato et l'Opéra Bastille

M. Frédéric Slicher, directeur général des disques Erato, nous écrit :

Contrairement à ce qui a été indiqué dans le Monde en date du 24 janvier 1989 par Jacques Louchamp dans un article « La Bastille des artistes », ce sont les arrangements faits par Erato des opéras de Mozart, dirigés par Daniel Barenboïm avec l'Orchestre philharmonique de Berlin, qui auraient, pour deux sur trois, servi de répétitions à l'Opéra Bastille. En effet, l'enregistrement de *Don Juan* aura lieu en novembre 1989, les répétitions devant précéder le décembre 1991 ; celui des *Nozze di Figaro* en mai 1990, leurs représentations en décembre 1990. Seul *Don Juan* aurait été monté quinze mois avant son enregistrement. Erato avait proposé à l'Opéra Bastille, dès 1987, une politique systématique audio et audiovisuelle. Les enregistrements ayant lieu à l'issue d'une série de répétitions. Malheureusement, la nécessité pour Erato d'inscrire à son catalogue les trois opéras de Mozart d'après De Ponte pour le bicentenaire de la mort de Mozart (1791), imposait d'avoir tout enregistré pour 1991. Ceci n'était pas possible avec le seul Opéra Bastille, et l'unité artistique du projet nécessitait un seul orchestre. Rappelons que, en 1988, fidèle à sa politique, Erato a publié vingt et six nouveaux disques avec l'Orchestre symphonique de Paris, seize avec des orchestres français.

[Dont note : il n'est resté pas moins que le chef et la distribution des trois opéras étant ceux des représentations de l'Opéra Bastille, ces productions seraient les consœurs comme celles de la Bastille, sortant en France (hors d'origine des disques Erato), mais, remplacées par la Philharmonie de Berlin dans ces disques. L'Orchestre de l'Opéra de Paris aurait subi un préjudice certain, le public jugeant qu'il était légitime de figurer dans de grandes productions mondiales d'une maison française. — J.L.]

Daniel Barenboïm prochain directeur de l'Orchestre de Chicago

Le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboïm a été nommé lundi à la direction musicale de l'Orchestre symphonique de Chicago en remplacement de Sir Georg Solti, qui prend sa retraite à la fin de 1989.

Selon les termes de son contrat de trois ans, Daniel Barenboïm devra diriger l'Orchestre symphonique de Chicago pendant un minimum de douze semaines de concerts à Chicago même, et également au cours de ses tournées les plus importantes pendant trois à quatre semaines chaque saison.

Daniel Barenboïm prendra la tête de l'Orchestre symphonique de

Chicago le 1^{er} septembre 1991, et aura alors quitté l'Orchestre de Paris dont il est le chef depuis quinze ans. Il sera le neuvième directeur musical de la formation américaine depuis sa création en 1891.

Au cours de la conférence de presse qui annonçait la nomination de Daniel Barenboïm, aucune allusion n'a été faite à ce que les Américains ont baptisé le « Soap Opera Bastille » (le feuilleton de l'Opéra Bastille) et qui a conduit le chef d'orchestre à être démis de ses futures fonctions de directeur musical du nouvel Opéra par son président, M. Pierre Bergé.

L'ECOLE DES FEMMES

MISE EN SCÈNE MARCEL MARÉCHAL



CRETEL MAISON DES ARTS
JUSQU'AU 15 FEVRIER
Brest (20 et 21 fév.) - Rennes (24 et 26 fév.)
Montpellier (1^{er} au 5 mars)

Mardi 31 janvier

THE DINING ROOM. Galerie 5
(42-36-55), 20 h-30 (on request).

22-34. Guichet Monnaie (43-22-
21), 22 h-15.

ANTONIN MAL CONCU. Au Bo-
uillotte (49-29-55) 19 h.

LA LOCANDA ROMANA-Théâtre
(42-71-30), 22 h-30.

HERMONDELL (DR SAUSSE)
Cercle Théâtre du Quercy-Vin-
gaines (30-38-11-99), 21 h.

LES ENFANTS DU SOLEIL. Au
Bouillotte (43-67-23-23), 20 h-30.

LA VIE DE THÉRÈSE. Mairie
(42-65-90-00), 21 h.

LA MULE DU PAPE. Le Bouv-
et (43-73-47-24), 22 h.

LA STATION CHAMPAUDRA
Boulogne-Billancourt (46-03-60-44)
20 h-30.

ALEXIE AU PAYS DES MÉ-
TIERES. Boulogne-Théâtre (42-
30-20), 18 h-30.

ANTOINE - SIMONE-JERMAI (40-67-71). La Rouennaise : 20 h 30.
ARCAÏNE (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30.
ARTS-BIBERTOT (43-57-23-23).
Le Journal du Soir : 20 h 30.
ATHÈNE-LOUIS NOUVEL (47-67-27). Salle C. Béral, La Touraine : 18 h 30 et 20 h 30. Salle Louis Juvénat : 18 h 30 et 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Fronts : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Uniquement : 20 h 30.
CINÉMA DE LA VILLE DE PARIS. LE TEMPETE (43-32-36-36). Le jour. Bre. L'épique : 20 h 30.
CAVAYE DE LA RÉPUBLIQUE (42-44-45). Ah ! La rira, ça rira, ça rira : 20 h 30.
CENTRE CULTUREL DE LA PÉRIÈRE DES FEUILLIERS (47-24-79-57). O. Le Tardif : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE. Les Fables de La Fontaine. Zaire, ou le Fantastique religieux : 20 h 30. Le Ressuscité, Juan Gabriel Bonfante : 20 h 30.
COMÉDIE DES FARS (43-91-00-11). Le Désordre : 21 h.

MERC

- Carbet et de Fauriol-Latour - 11 heures, bureau d'Origny, voirie
- Réceptivité, à gauche de l'entré (G. Marceau-Caper).
- Une heure autour des colonnes de Buren et de la pyramide de Poi
- Palais-Royal-Royal, série prin
- (D. Fleury).
- Himalaya I : arts et religions du Népal - 14 h 30, 6, place d'Été (Musée Guimet).
- Redon et les symbolistes français
- 14 heures, hall du Petit Palais (M)
- Versailles : l'hôpital civil et le con
- vent de la reine sous la Révolution
- 14 h 30, 1, rue Richaud (Office de tou
- risme).
- Le Marais, de l'hôtel de Beauvais
- à la place du Forum - 14 h 30, 68, rue
- François-Miron (Sauvage du Parc
- historique).
- Promenade révolutionnaire dans les
- jardins et passages du Palais-Royal
- 14 h 30, 1, grilles du Comen
- (M - P.-V. Jadin).
- Musée Gustave-Morran - 14 h 30
- 14, rue de La Rochefoucauld
- (M-G. Leblanc).
- L'hôtel des ventes Drouot et le con
- sage de Paris - 14 h 30, 7, boulevard
- des Capucines (Approche l'art).
- Du quartier des Tournelles à la
- place des Vosges - 14 h 30, métro
- Sébastien-Froissart (Paris pittoresque
- et insolite).
- Hôtels et jardins du Marais, place
- des Fêtes - 14 h 30, métro Saint-Pas
- sorrie (Résurrection du passé).
- L'hôtel de Lannan - 14 h 45, métro
- Pont-Marie (Connaissance d'art et d'ail
- leurs).
- Le compagnonnage, traditions
- et légendes - 15 heures, devant le portail
- de l'Église Saint-Gervais.

11

9. *Art.*, avenue d'Étém. 15 heures
 • Canada, Du Québec à la Colombie
 britannique : 17 heures : « La Russie
 depuis 1800 », par J.-P. Dillou
 • C. Stevens
 Sorbonne (amphi. Descartes)
 17, rue de la Sorbonne, 18 h 15 : « Les
 transplantations de développement
 humain, fœtus, cœur, ovario-poussins », par
 J.-P. Dillou, Directeur de la recherche
 scientifique (sciences) ;
 12, rue de la Boétie, 18 h 15 : « Men-
 tibles et objets d'art du dix-huitième
 siècle », par J.-P. Dillou (Œuvres d'art et de
 communication) ;
 • Georges Pompidou (salles
 d'exposition), 18 h 30 : « Les droits de
 l'homme en question. Informatique et
 droits de l'homme », avec notamment
 J.-F. Favet, P. Paoli, L. Vazari.
 60, boulevard Lavoisier
 19 heures : « L'Inde au quotidien »
 18 h 45 : « L'Inde religieux », par
 M. Brumfield (Rencontre des peuples).
 107, rue de Renilly, 19 heures :
 • Approche de l'unicité de Dieu et de
 son essence à travers les symboles reli-
 gieux de la géométrie sacrée » (pre-
 mière partie), par G. Guérin (Le
 livre de la Géométrie sacrée) ;
 2, rue Rancourt, 19 heures : « Les
 fouilles de Si-Croix archéologiques
 en Caire, découvertes et fouilles
 nouvelles », par S. Corréll (Attas).

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-37-37-21). Une femme sans histoire
21 h.

COMÈDE ITALIENNE (43-21-22-22).
Les Délices du balais : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15)
Monsieur de Sade, ou Le Cagnone
20 h 30.

DEUX ANS (46-06-10-26). La Carte
plus Française : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes
Câpres : 20 h 15. Nous on fait ça un jour
21 h.

EDOUARD-VIV SACCA GUITTY (42-37-47). Un mois à la campagne
20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42)
L'abbé Borgas, le bibliothécaire de H.
de St-Hilaire : Les Américains
20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-04). Quelle Fé-
mille ! : 21 h.

GATE-MONTPARNASSE (43-20-85-11).
Le grand Frédéric Chopin, ou Le Maître
d'Idéal : 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE
TIER OF PARES (43-26-63-51). The D
of Paris : 21 h.

GALLERY OF NERLE (43-25-11-28).
La Marguerite de camard : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-23-
86-61). Agnès Agnès : 20 h 30. 22-34

HOTEL LUTITIA SALON BO-
GRESSÉ (45-44-05-05). Le Dernier
Quart de lune : 20 h 45.

HUCHETTE (43-26-39-39). La Cassa-
nelli : 20 h. Fédèle : 19 h 30. Le Legs
21 h. La pluie n'est pas du tout ce que
tu crois : 21 h.

JARDIN D'HIVER (42-63-39-49). I
the Garden : 21 h.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-68-68).
La Face cachée d'Oïron : 20 h 30. Agnès
Monsieur Thérèse : 22 h 15.

LA RASTILLE (43-57-42-14). Moins
de 21 h.

LE BUREAU (42-68-68-69). La Torsion
21 h.

LE JOURNÉAL (43-73-74-84). Ce soir,
c'est moi : 20 h 30. Le Male di-
pape : 22 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-80-09).
Existe un train malin : 20 h 15.

LES ÉTOILES FORUM (44-65-57-34).
Théâtre des Femmes : 21 h.

RENARD et ARZIDE (20-18) Le Crapuleux
des pous : 21 h 30. Théâtre pour
Contes folkloriques arabes du XIXe siècle
21 h 30. Théâtre en dialecte, d'un période
21 h 30.

MADAMELINE (42-65-07-09). La Fair
d'espérance : 21 h.

MARIE STUART (45-08-17-80). Lc R
sieur : 18 h 20. Hierot atelier de F.

dré : 20 h 30. La Vie après l'amour : 22 h 30.
MATHURINS (42-65-90-91). ○ Une
de théâtre : 21 h.

MICRODROÏES (47-42-95-38). Plaque
de 100 francs : 20 h 30.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Antargès :
20 h 30.

MONTFERRAND (43-22-77-74). I
Vieille Vie : 21 h.

MONTFERRAND (PETIT) (43-22-
77-74). Ternes : 21 h.

ODÉON (43-25-70-32). Un bon pastiche :
20 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). L
Châ : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-43-52). ○ Je ne suis p
Rapport : 20 h 30.

ŒUVRE (PETIT) SALLE FAVAR
(42-96-12-20). ○ Alys : 19 h 30.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90)
La Liberté ou le Mort d'après Dante Ro
Robespierre : 20 h 30.

PALAIS DES CONGRÈS (PETIT PA
LAIS) (48-03-11-36). Les Vamps :
20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ○ Bon
Amis : 20 h 30. Les Femmes de
confines : 14 h 30. Et le spectat
cudière / Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (43-02-62-68). L
Régence : 21 h.

FLAÏE DES NAVAIL (42-38-91-91)
L'Homme de bonne gestion : 20 h 30.

POCÉE-MONTFERRAND (45-48-
22-22-22). La Vie Heureuse : 20
tère : 20 h 45. Salle II, Journal d'un
le fille : 21 h.

PORTÉ SAINT-MARTIN (46-67-37-53)
de 20 h 30.

POITINE (42-61-44-16). La Femme
20 h 45.

RANELAG (42-88-64-44). ○ La No
et Sur la grande route : 20 h 30.

ROSAU-THÉÂTRE (42-71-30-20).
Albion : 18 h 30.

La Loge : 20 h 30.

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-84-24-24)

Brancalone s'en va-t-àux croisades (1970), de Mario Monicelli, 16 h; les Incalculables de la Révolution: Commencez la Révolution sans nous (1970, v.o. s.t.f.), de Bud Yorkin, 19 h; Andréa Chenier, le Souffle de la liberté (1955, v.o.), de Clemente Fracassi, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(48 76 34 291)

Les Paris de l'adolescence: Lycée Louis-le-Grand (1981) de 9

Roumerie, Diabolo menthe (1977) de
Diane Kury, 14 h 30 ; Engagement
Bande Annonce : Coccioli Molotov (1979)
de Diane Kury, Liberty Belle (1983) de
Pascal Kané, 16 h 30 ; Passions : Bande
annonce : Passage secret (1985) de L. Per-
ria, Alger la blanche (1985) de Cyril Cor-
lard, Les Enfants terribles (1949) de Jean
Pierre Melville, 18 h 30 ; Affection : Le
Voyage à Deauville (1983) de Jacques
Duron, Les Amis (1971) de Gérard Blain
20 h 30.

Les exclusivités

LES ANGES DU DÉSIR (Fr.-All. v.a.) :
Egle Rolo, 5 (43-37-57-47)
L'ARME ABSOLUE (A. v.f.) : Holly-
wood Boulevard, 9 (47-70-10-40)
BAGDAD CAFE (A. v.a.) : Cnd Paris,
10 (43-37-57-47)
Odson, 5 (43-25-59-83) : Gaumont,
Ambassade, 5 (43-59-19-48) : 14 Juillet,
10 (43-37-57-47) : Gaumont,
Pernassé, 14 (43-35-30-40)
BAXTER (M) (Fr.) : Cnd Rembourg, 3
(47-71-52-36) : UGC Montparnasse, 2
(43-37-57-47)
Odson, 5 (43-25-59-83) : Gaumont,
10 (30-30) : UGC Biarritz, 8 (43-62-
20-40) : Paramount Opéra, 5 (47-62-
56-31) : UGC Lyon Bastille, 12
(43-37-57-47)
Odson, 5 (43-25-59-83) : Gaumont,
36 (23-44) : Mistral, 14 (43-39-22-43)
UGC Convention, 15 (45-14-39-43)
UGC Clichy, 12 (47-72-74-94)
CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont,
14 (43-37-57-47)
Les Halles, 15 (40-26-12-12) : Gaumont,
Opéra, 2 (47-62-60-33) : 14 Juillet,
10 (43-37-59-83) : Gaumont,
Odson, 5 (43-25-59-83)
Saint-Lazare-François, 5 (43-37-
35-43) : Les Nations, 12 (43-64-04-57)
Odson, 5 (43-25-59-83) : Gaumont,
Linn, 13 (43-36-23-44) : Gaumont, Alcazar,
14 (43-27-84-50) : Miramar, 14 (43-28-
89-52) : 14 Juillet Montparnasse, 15 (43-
37-57-47)

(48-28-42.27).
LE CAUCHEMER DE FREDDY (*)
 (A.v.v.) : UGC Eriméa, 9 - 45-63
 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 143 - 144 - 145 - 146 - 147 - 148 - 149 - 150 - 151 - 152 - 153 - 154 - 155 - 156 - 157 - 158 - 159 - 160 - 161 - 162 - 163 - 164 - 165 - 166 - 167 - 168 - 169 - 170 - 171 - 172 - 173 - 174 - 175 - 176 - 177 - 178 - 179 - 180 - 181 - 182 - 183 - 184 - 185 - 186 - 187 - 188 - 189 - 190 - 191 - 192 - 193 - 194 - 195 - 196 - 197 - 198 - 199 - 200 - 201 - 202 - 203 - 204 - 205 - 206 - 207 - 208 - 209 - 210 - 211 - 212 - 213 - 214 - 215 - 216 - 217 - 218 - 219 - 220 - 221 - 222 - 223 - 224 - 225 - 226 - 227 - 228 - 229 - 230 - 231 - 232 - 233 - 234 - 235 - 236 - 237 - 238 - 239 - 240 - 241 - 242 - 243 - 244 - 245 - 246 - 247 - 248 - 249 - 250 - 251 - 252 - 253 - 254 - 255 - 256 - 257 - 258 - 259 - 260 - 261 - 262 - 263 - 264 - 265 - 266 - 267 - 268 - 269 - 270 - 271 - 272 - 273 - 274 - 275 - 276 - 277 - 278 - 279 - 280 - 281 - 282 - 283 - 284 - 285 - 286 - 287 - 288 - 289 - 290 - 291 - 292 - 293 - 294 - 295 - 296 - 297 - 298 - 299 - 300 - 301 - 302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309 - 310 - 311 - 312 - 313 - 314 - 315 - 316 - 317 - 318 - 319 - 320 - 321 - 322 - 323 - 324 - 325 - 326 - 327 - 328 - 329 - 330 - 331 - 332 - 333 - 334 - 335 - 336 - 337 - 338 - 339 - 340 - 341 - 342 - 343 - 344 - 345 - 346 - 347 - 348 - 349 - 350 - 351 - 352 - 353 - 354 - 355 - 356 - 357 - 358 - 359 - 360 - 361 - 362 - 363 - 364 - 365 - 366 - 367 - 368 - 369 - 370 - 371 - 372 - 373 - 374 - 375 - 376 - 377 - 378 - 379 - 380 - 381 - 382 - 383 - 384 - 385 - 386 - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 - 401 - 402 - 403 - 404 - 405 - 406 - 407 - 408 - 409 - 410 - 411 - 412 - 413 - 414 - 415 - 416 - 417 - 418 - 419 - 420 - 421 - 422 - 423 - 424 - 425 - 426 - 427 - 428 - 429 - 430 - 431 - 432 - 433 - 434 - 435 - 436 - 437 - 438 - 439 - 440 - 441 - 442 - 443 - 444 - 445 - 446 - 447 - 448 - 449 - 450 - 451 - 452 - 453 - 454 - 455 - 456 - 457 - 458 - 459 - 460 - 461 - 462 - 463 - 464 - 465 - 466 - 467 - 468 - 469 - 470 - 471 - 472 - 473 - 474 - 475 - 476 - 477 - 478 - 479 - 480 - 481 - 482 - 483 - 484 - 485 - 486 - 487 - 488 - 489 - 490 - 491 - 492 - 493 - 494 - 495 - 496 - 497 - 498 - 499 - 500 - 501 - 502 - 503 - 504 - 505 - 506 - 507 - 508 - 509 - 510 - 511 - 512 - 513 - 514 - 515 - 516 - 517 - 518 - 519 - 520 - 521 - 522 - 523 - 524 - 525 - 526 - 527 - 528 - 529 - 530 - 531 - 532 - 533 - 534 - 535 - 536 - 537 - 538 - 539 - 540 - 541 - 542 - 543 - 544 - 545 - 546 - 547 - 548 - 549 - 550 - 551 - 552 - 553 - 554 - 555 - 556 - 557 - 558 - 559 - 560 - 561 - 562 - 563 - 564 - 565 - 566 - 567 - 568 - 569 - 570 - 571 - 572 - 573 - 574 - 575 - 576 - 577 - 578 - 579 - 580 - 581 - 582 - 583 - 584 - 585 - 586 - 587 - 588 - 589 - 590 - 591 - 592 - 593 - 594 - 595 - 596 - 597 - 598 - 599 - 600 - 601 - 602 - 603 - 604 - 605 - 606 - 607 - 608 - 609 - 610 - 611 - 612 - 613 - 614 - 615 - 616 - 617 - 618 - 619 - 620 - 621 - 622 - 623 - 624 - 625 - 626 - 627 - 628 - 629 - 630 - 631 - 632 - 633 - 634 - 635 - 636 - 637 - 638 - 639 - 640 - 641 - 642 - 643 - 644 - 645 - 646 - 647 - 648 - 649 - 650 - 651 - 652 - 653 - 654 - 655 - 656 - 657 - 658 - 659 - 660 - 661 - 662 - 663 - 664 - 665 - 666 - 667 - 668 - 669 - 670 - 671 - 672 - 673 - 674 - 675 - 676 - 677 - 678 - 679 - 680 - 681 - 682 - 683 - 684 - 685 - 686 - 687 - 688 - 689 - 690 - 691 - 692 - 693 - 694 - 695 - 696 - 697 - 698 - 699 - 700 - 701 - 702 - 703 - 704 - 705 - 706 - 707 - 708 - 709 - 710 - 711 - 712 - 713 - 714 - 715 - 716 - 717 - 718 - 719 - 720 - 721 - 722 - 723 - 724 - 725 - 726 - 727 - 728 - 729 - 730 - 731 - 732 - 733 - 734 - 735 - 736 - 737 - 738 - 739 - 740 - 741 - 742 - 743 - 744 - 745 - 746 - 747 - 748 - 749 - 750 - 751 - 752 - 753 - 754 - 755 - 756 - 757 - 758 - 759 - 760 - 761 - 762 - 763 - 764 - 765 - 766 - 767 - 768 - 769 - 770 - 771 - 772 - 773 - 774 - 775 - 776 - 777 - 778 - 779 - 780 - 781 - 782 - 783 - 784 - 785 - 786 - 787 - 788 - 789 - 790 - 791 - 792 - 793 - 794 - 795 - 796 - 797 - 798 - 799 - 800 - 801 - 802 - 803 - 804 - 805 - 806 - 807 - 808 - 809 - 810 - 811 - 812 - 813 - 814 - 815 - 816 - 817 - 818 - 819 - 820 - 821 - 822 - 823 - 824 - 825 - 826 - 827 - 828 - 829 - 830 - 831 - 832 - 833 - 834 - 835 - 836 - 837 - 838 - 839 - 840 - 841 - 842 - 843 - 844 - 845 - 846 - 847 - 848 - 849 - 850 - 851 - 852 - 853 - 854 - 855 - 856 - 857 - 858 - 859 - 860 - 861 - 862 - 863 - 864 - 865 - 866 - 867 - 868 - 869 - 870 - 871 - 872 - 873 - 874 - 875 - 876 - 877 - 878 - 879 - 880 - 881 - 882 - 883 - 884 - 885 - 886 - 887 - 888 - 889 - 890 - 891 - 892 - 893 - 894 - 895 - 896 - 897 - 898 - 899 - 900 - 901 - 902 - 903 - 904 - 905 - 906 - 907 - 908 - 909 - 910 - 911 - 912 - 913 - 914 - 915 - 916 - 917 - 918 - 919 - 920 - 921 - 9

[illegible]

SANTIER-GEORGES (48-78-63-47). *Dreux*
18 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27)
Trop tard pour parler : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (23-35-10). *Albertine en cinq temps*
20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-89-16-30). *Les Si-*
mples (Epreux) : 20 h 30.

**THÉÂTRE 14 - JEAN-MAIRE SE-
REAL (45-45-49-77). *Le Livre d'Im-*
passibilité : 20 h 45.**

THÉÂTRE DE L'EST FAISEIN (43-
64-80-80). *Amphytrou* : 20 h 30.

THÉÂTRE DU PAYS D'OR (48-05-
67-49). *Salle I, 0 : Le Turfiste* : 20 h 30.
Salle II, 0 : L'Écume des vagues : 20 h 30.

THÉÂTRE DU JOUR (42-74-22-77)
Le Triomphe de l'Amour : 20 h 30.

THÉÂTRE DU PALAIR (40-61-91-43)
Le Tour du monde en 80 jours : 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL
(48-06-72-34). *Le Procès Louis XVI*
20 h 30.

THÉÂTRE CRÉVIN (42-46-84-47)
Le Tour du monde : 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75)
Concours de circonscription : 21 h.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOU
(47-27-81-15). *Théâtre Général, La Re-*
vue : 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA CO-
LLE (43-66-43-60). *Petite salle, Mou-*
les aimé : 21 h.**

**THÉÂTRE RENAUD-BAREAU (42-
68-48-48). *La Vie singulière d'Al-*
phonse : 20 h 30.**

NOÛS : 21 h. *Grande salle, 0 : Le Ré-*
giment au désert : 20 h 30. *Petite salle, 0 :*
Le Tour du monde : 18 h 45.

TINTAMARE (48-67-33-42). *Bardes*
Mary : 19 h. *Hélas, tout va mieux* : 21 h.
0 : Les Majoristes se cachent pour
rien : 21 h 30.

TOUT (48-87-82-68). *De l'ortho-*
graphie et autres oiseaux nars : 19 h. *De*
ma main, l'écriture : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40)
Exercice Changement de dernière
minute : 20 h 30.

VARÉTIÉS (42-33-09-92). *La Présenta-*
tion : 20 h 30.

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME

de Kroyezot Zannasi, v.° Forum
Arco-arc-Ciel, 1° (42-97-53-74) ;
Aconazole, 3° (46-33-85-86) ; 14 Im-
m... 9° (42-26-65-66) ;
Le Triomphe, 9° (45-52-46-76).

LA BOCA DEL LOBO. Film péru-
vien de Francisco J. Lombardi, v.°
Latina, 4° (42-78-67-66).

LES CHAGNONS D'ÉTÉ. Film fran-
çais de Didier Kamelzou, Forum Hori-
zon, 1° (45-08-57-57) ; Rex, 2° (42-
36-35-93) ; UGC Montparnasse, 6°
42-36-35-93 ; UGC Convention, 15° (45-
42-25-10-30) ; Pathe Marignan-
Concorde, 3° (43-59-92-82) ; Saint-
Louis-Pasquier, 9° (43-87-35-43) ;
Ugc Convention, 15° (45-42-25-10-30) ;
Pathe Français, 3° (47-70-33-88) ;
UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-
01-99) ; Pavane Bie, 13° (43-31-
60-99) ; Pathe, 9° (43-87-35-43) ;
UGC Convention, 15° (45-42-
93-40) ; Pathe Clichy, 19° (45-22-
46-01) ; Le Gaminbo, 20° (46-36-
10-36).

COP. Film américain de James R.
Harris, v.° Forum Horizon, 1°
(45-08-57-57) ; Action Ré-
gion, 3° (43-29-44-40) ; George V, 8°
(43-31-60-99) ; Pathe, 9° (43-87-35-43) ;
Concorde, 3° (43-59-92-82) ; v.f. :
Paramount Opéra, 3° (47-42-
36-31) ; Pavane Bie, 13° (43-31-
60-99) ; Pathe, 9° (43-87-35-43) ;
(43-31-60-99) ; Convention Saint-
Charles, 15° (45-79-33-60) ; Pathe
Clichy, 19° (45-22-46-01) ; Le Gam-
bo, 20° (46-36-10-36).

DEVAQUET, SI TU SAVAIS... Film
français de Francis Ford, studio 43
et Franck Schneider, Studio 43,
(47-70-63-40).

GORILLAS DANS LA BRUME.
Film américain de Michael Apted,
v.° Forum Horizon, 1° (45-08-57-
57-57) ; Brezegg, 6° (42-32-
32-32) ; Ugc Convention, 15° (45-42-
10-30) ; Ugc Normandie, 15°
(45-43-16-16) ; Kinoparcima, 15°

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.):
George V, 8 (45-62-41-46);
UNE PORCÉE DE CENDRE (Br.):
v.o.: Elyse Lincoln, 8 (45-63-36-14);
VAMPIRE, COLS AVEZ DIT VAM-
PIRE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46);
Expans.: 10 (45-63-32-28); George V, 8
(45-62-41-46); v.o.: Paramount Opéra
(45-62-41-46); Les Monopoles, 14
(45-62-33-37);
VIEUX MAIS PAS TROP (A. v.o.):
Cécile Beaubourg, 3 (42-71-52-36);
UGC Danza, 10 (45-62-41-46);
VIEUX MAIS PAS TROP (A. v.o.):
George V, 8 (45-62-41-46); UGC Bar-
sille, 12 (45-63-01-59); v.o.: UGC
(45-62-41-46);
LA VIE EST UN LONG FLEUVE,
TRANQUILLE (Fr.): George V, 8
(45-62-41-46);
LES POLYÈRES (Fr.): Gaumont Les
Halles, 10 (40-26-12-12); Gaumont
Paris, 3 (47-46-32-36); 14 Juillet
Odéon, 6 (45-72-59-83); La Pagode, 7
(45-62-41-46); UGC Danza, 10
(45-59-19-18); UGC Lyon Barsille, 12
(45-63-01-59); UGC Goblines, 13
(45-62-41-46); UGC Danza, 10
(45-59-19-18); Gaumont Alibi, 13
(45-57-40); Gaumont Convention, 15
(45-62-41-46); UGC Danza, 10
(45-59-19-18); Imago, 19 (45-52-
32-37);

NOUVEAUX

83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (45-42-56-31); UGC Opéra, 14 (45-42-56-31); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Wexler, 18 (45-74-22-46-01).

INCIDENTS DE PARCOURS. (*) Film américain de George A. Hickenlooper, 14 (45-42-56-31); (45-08-57-57); Cluny Palace, 5 (45-54-54-07-67); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Rex, 9 (45-36-36-36-36); UGC Opéra, 14 (45-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-43-23-44-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (45-42-56-31); UGC Opéra, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-42-42-46-01); Trois Sorcières, 19 (45-42-46-79-79); Les Émigrants, 20 (46-10-06-06).

JULIA ET JULIA. Film italien de Giuseppe De Santis, 14 (45-42-56-31); Arc-en-Ciel, 17 (42-97-53-74); George V, 8 (45-62-41-46); Trois Parapluies, 13 (45-40-20-30-19); v.f.: Courtenay Saint-Charles, 15 (45-74-93-40).

LE PIÈGE DE VÉNUS. Film allemand de Robert van Ackeren, v.f.: Cluny Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Racine Odéon, 6 (43-26-19-36); UGC Beaubourg, 10 (45-42-56-31); UGC Opéra, 14 (45-54-07-67); 14 juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Biéville Montparnasse, 15 (45-44-25-02); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-93-40); Images, 19 (45-22-42-42-42).

PLEURE PAS MY LOVE. Film français de Tony Gatlif; Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (45-42-72-52); Bréange, 6 (45-22-57-47); Pathé Haussmann, 10 (45-42-72-52); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08); Gaumont Alésia, 14 (42-27-34-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Le Gobeletto, 20 (46-36-36-36).

ALAIN
SOLUCHON
AU
THÉÂTRE
DES
CHAMPS
ÉLYSÉES
À PARTIR DU 14 AVRIL

Europe 1 aime la musique

LOCATION : FNAC - VIRGIN MEGASTORE ET PAR TÉLÉPHONE AU 06 70 00 02

DISQUE
COMPACT
CASSETTE

NOUVEL ALBUM ULTRA MODERNE SOLITUDE.
DISPONIBLE SUR DISQUE COMPACT, CASSETTE ET DISQUE

هكذا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le dimanche-matin. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter □ On peut voir > > > Ne pas manquer > > > Chef-d'œuvre du cinématographe.

Mardi 31 janvier

TF 1

20.35 **Château** : le **Beauf** : Film français d'Yves Aumont (1986). Avec Gérard Jugnot, Gérard Darmon, Marianna Bassi, Zabou. 22.25 **Magazine** : **Ciel, mon mardi** ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invité : Jacques Weber. Sujet : le fesc, la peine de mort, les lieux de commémoration. 23.40 **Journal** et **Météo**. 0.00 **Spécial sports** : Championnat du monde de ski. 0.15 **Magazine** : **Libres en tête**. De Joseph Pél et Jacques Duquesne. 0.25 **Série** : **Drôles d'histoires**. 0.45 **Fénelon** : **Symphonies**. 1.10 **Fénelon** : **Copie et page**. 1.55 **Documentaire** : **Ensemble** : Les lieux de la mémoire. 2.55 **Documentaire** : **Histoires naturelles**. 3.45 **Musique**. 4.15 **Documentaire** : **Histoires naturelles**. 5.10 **Fénelon** : **L'histoire** : **Drôles d'histoires**.

A 2

20.35 **Château** : **Tout après à Moscou** : Film français de Jean-Marie Poire (1986). Avec Philippe Noiret, Christian Clavier, Martin Lamotte, Marina Vlady. 22.10 **Flash d'informations**. 22.15 **Magazine** : **Café Paris**. De Pierre Tchernia. Sommaire : Interview de Kirk Douglas ; Interview du décorateur Alexandre Trauner ; Reportage sur Paris, filmé par François Truffaut. 23.30 **Informations** : 24 heures sur le 2. 23.50 **Météo**. 0.00 **Magazine** : **De côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 **Série** : **Fies et Magasins**. Madame Holle, de Juraj Jakubisko, d'après un conte des frères Grimm. 22.05 **Journal** et **Météo**. 22.30 **Château** : **L'Amérique** : Film français de Marcel Bozzuffi (1969). Avec Jean-Louis Trintignant, Bernard Blier, Ruffa, Françoise Fabian. 23.50 **Extractions** : Extraits de concert enregistrés au MIDEM, à Cannes.

CANAL PLUS

20.30 **Château** : **Rocky III**, l'outil du tigre □ Film américain de Sylvester Stallone (1982). Avec Sylvester Stallone, Talia Shire, Burt Young. 22.05 **Flash d'informations**. 22.10 **Château** : **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sexe sans jamais avoir le demander** : Film américain de Woody Allen (1972). Avec Woody Allen, John Cazale, Louise Lasser, Eli Jacobi (v.a.). 23.35 **Château** : **Amor** : Film américain de Stuart Gordon (1986). Avec Jeffrey Combs, Barbara Crampton, Ted Sorel. 1.00 **Château** : **Le Môme** et la **Sordide** : Film français de Suzanne Schiffman (1987). Avec Tchéky Karyo, Christiane Boisson, Jean Carmet.

LA 5

20.30 **Château** : **Paix et Impair** □ Film italien de Sergio Corbucci (1979). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Luciano Catanzaro. 22.45 **Château** : **L'homme-mécanique** : Film français de Robert Menegoz (1978). Avec Michel Galabru, Myriam Boyer, Roger Mirmont, Patrick Chesnais. 0.00 **Journal** et **Météo**. 0.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 0.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 1.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 2.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 3.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 4.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 5.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 6.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 7.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 8.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 9.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 10.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 11.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 12.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 13.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 14.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 15.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 16.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 17.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 18.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 19.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 20.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 21.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 22.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 23.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 24.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 25.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 26.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 27.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 28.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 29.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 30.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 31.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 32.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.25 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.30 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.35 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.40 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.45 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.50 **Château** : **Les films de la semaine**. 33.55 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.00 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.05 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.10 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.15 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.20 **Château** : **Les films de la semaine**. 34.25 <

SCIENCES ET MEDECINE

Microgravité à bon marché

Pour préparer les prochains vols en apesanteur dans l'espace, le CNES a équipé une Caravelle. C'est beaucoup moins cher qu'un vaisseau spatial ou qu'une tour à chute libre.

Si l'on en croit certains experts, l'avenir est à ceux qui sauront produire dans l'espace des substances nouvelles et des matériaux impossibles à réaliser sur Terre. Comment ne pas se laisser séduire par ces spécialistes, tous plus savants les uns que les autres, qui vous assènent rapport sur rapport et tracent à grands traits les futurs miracles des usines sur orbite ? Alliages exotiques, composants électroniques ultra-rapides, substances pharmaceutiques, vaccins, etc. A les en croire, la microgravité — ou plutôt l'absence de pesanteur — que l'on rencontre à bord des satellites ou des stations spatiales est, pour les industriels, la panacée de demain. N'en déplaise à ces visionnaires qui estiment que ces techniques généralisées, en l'an 2000, un marché d'une cinquantaine de milliards de dollars, les progrès iront lentement.

« Un outil trop révolutionnaire »

Plus que la prudence prévisible des industriels face à toute nouvelle technique, c'est la nature même du milieu à conquérir qui fait peur. Car la quasi-disparition des forces de gravité à bord des engins spatiaux, cette fameuse apesanteur qui fait flotter les cosmonautes et met les liquides en boule, est, comme le souligne un scientifique, « un outil trop révolutionnaire ». Avec la microgravité, il faut donc réapprendre à penser, faire preuve d'imagination et de créativité et s'habituer à ne plus raisonner comme on le fait sur Terre. C'est pour cela qu'à l'enthousiasme soulevé par les expériences spectaculaires de novembre 1983 à bord du Spacelab, embarqué dans la soute d'une navette spatiale, a succédé une certaine raison.

Pourtant, les astronautes américains, les cosmonautes soviétiques et les spationautes européens ont réussi quelques premières. Les uns en réalisant des billes microscopiques dont on pense qu'elles trouveront peut-être une application dans le domaine médical. D'autres en parvenant à créer des

la biologie que dans les sciences des matériaux. Pour beaucoup de spécialistes, la cristallisation des protéines dans l'espace risque de devenir l'un des plus importants programmes de la microgravité.

D'abord, parce que des résultats encourageants ont été enregistrés lors de différentes missions spatiales. Ensuite, parce que ces travaux pourraient ouvrir la voie au développement de nouveaux médicaments ou de vaccins. Pourquoi ? Tout simplement parce que dans l'espace il est possible de fabriquer rapidement des cristaux de protéines de grande taille, comme l'a montré une expérience

celles de leurs « collègues plus terrestres ».

On peut donc espérer mieux connaître, et donc à terme mieux utiliser, de semblables macromolécules dont la cristallisation aura été faite en orbite. Mais de là à crier victoire, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir, même si les Européens, par le biais de leur Agence spatiale, investissent cette année 49 millions d'unités de compte (343 millions de francs) contre 45 millions d'unités de compte l'an dernier (1).

Un plus grand développement de la recherche fondamentale est

spectaculaires, mais hors de prix. Ce qui a conduit les chercheurs et les industriels à multiplier les expériences préliminaires en simulant au moindre coût les effets de l'apesanteur, soit dans des installations terrestres, soit dans des fusées-sondes ou des avions.

Avec les tours à chute libre, dans lesquelles le vide a été fait, on peut y parvenir pendant une période de deux à six secondes. Le phénomène est analogue à celui que l'on ressent dans un ascenseur en descente accélérée. La pesanteur semble alors disparaître progressivement et le corps paraît moins lourd, comme s'il allait

monter vers le plafond. C'est exactement ce qui passe, mais à une autre échelle, dans ces tours où, pendant un bref instant, la pesanteur ne dépasse pas, dans les meilleures conditions, le cent millièmes de sa valeur. La France s'est dotée d'une telle installation en aménageant à Grenoble une tour de 47 mètres de haut. L'Allemagne achève, à Brême, une tour de 140 mètres. Quant aux Japonais, ils envisagent d'équiper un puits de mine et de créer ainsi une tour de 700 mètres... de profondeur !

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 19.)



alliages aluminium-zinc parfaitement homogènes et aussi impossibles à réaliser sur Terre qu'un mélange idéal d'huile et de vinaigre. D'autres encore en donnant envie aux industriels d'investir largement, pour pouvoir produire demain à grande échelle des cristaux d'arsénium de gallium, de tellure de cadmium ou de niobate de lithium destinés à l'électronique et à l'optoélectronique.

Mais la révolution à venir réside sans doute davantage dans

du docteur Litke, de l'université de Fribourg, ce qui offre l'avantage de pouvoir déterminer plus rapidement et plus facilement leurs structures et, partant, de pouvoir agir sur tel ou tel site de sa molécule.

Ainsi, lors d'un vol du laboratoire spatial Spacelab, certaines de ces protéines ont en effet donné lieu à des cristaux de lysozyme et de bêta-galactosidase qui ont atteint des dimensions de trente à mille fois supérieures à

encore nécessaire avant de se lancer dans la production de masse en orbite. Beaucoup de tests doivent être encore menés avant de s'engager dans des programmes

(1) Le programme microgravité de l'Agence spatiale européenne comprend trois phases : phase I (1982-1985), 27 millions d'unités de compte ; phase II (1985-1992), 270,5 millions d'unités de compte ; phase III (1990-1996), 427 millions d'unités de compte. Cette dernière phase n'a pas encore été approuvée.

La préhistoire sur ordinateur

Une base de données archéologiques et paléontologiques a été mise en place à Paris. Le travail en laboratoire et sur le terrain en sera sensiblement facilité.

L'INSTITUT de paléontologie humaine (lié au laboratoire de préhistoire du Musée de l'Homme - Muséum national d'histoire naturelle) et l'Institut de topologie et de dynamique des systèmes (ITODYS) de l'université de Paris-VII viennent de s'associer pour créer une base de données du « matériel » préhistorique et paléontologique. Désormais, la préhistoire dispose d'un système informatisé de données archéologiques et paléontologiques qui permet d'archiver et de visualiser une nuée de renseignements et d'aider ainsi à interpréter les sites préhistoriques.

Une fouille archéologique est comparable à un livre que l'on détruirait page après page en le lisant. Chaque niveau, en effet, doit disparaître si l'on veut avoir accès à ceux situés au-dessous de lui, donc plus anciens et tout aussi intéressants pour reconstituer le passé. Bien entendu, chaque niveau est décrit, photographié, dessiné, échantillonné avant de disparaître. Tous les objets repérés — os, outils, charbons, pierres d'éventuelles structures

d'habitats, etc.) — sont catalogués, numérotés, prélevés et mis de côté pour études ultérieures. La terre du niveau en question est tamisée de façon que des vestiges minuscules — esquilles d'os, graines, pépins, dents, notamment — ne soient pas perdus. La terre peut aussi être soumise à divers traitements pour récupérer les pollens, précieux indicateurs de la flore et donc du climat de l'époque étudiée.

La quantité d'« objets » et d'informations ainsi obtenue est prodigieuse : un million de « pièces » pour le site de Tautavel (Pyrénées-Orientales) où l'on a retrouvé les restes du plus vieux Européen connu (il a vécu il y a environ 450 000 ans), 300 000 pour le site du Lazaret (près de Nice). Sur ces multitudes d'« objets », 200 000 à Tautavel et 100 000 au Lazaret ont été définis dans leur espace d'origine par leurs trois coordonnées x, y, z, par le carré du carroyage et la couche où chacun d'eux a été trouvé, et par sa nature.

Ainsi, à la demande, peut-on faire apparaître sur écran et dessi-

ner sur table traçante, si besoin est, chaque couche avec tous ses objets, ou seulement les objets d'une nature particulière. Ainsi peut-on aussi visualiser et dessiner telle ou telle coupe verticale d'un site. Ce qui permet de voir la densité — ou l'absence — de vestiges pour chaque niveau des couches archéologiques. Mieux encore, chaque vue en plan ou en coupe peut être examinée plus en détail par choix et agrandissement d'une « boîte » (une zone particulière) dont on a choisi la localisation.

Plus compliquée, l'informatisation de certains « objets » — outils de pierre, par exemple — pour lesquels la forme et la typologie sont les bases de classification.

Ce qui a nécessité la définition préalable de critères de référence très complexes.

100 000 dessins

Au total, la variété des données à informatiser est telle que l'ITODYS a dû concevoir un logiciel adapté à l'archéologie préhistorique, en étroite collaboration avec les paléontologues et préhistoriens de l'Institut de paléontologie humaine, bien évidemment. Ce logiciel sera bientôt complété de façon que les préhistoriens puissent repérer des structures intéressantes et disposer de fichiers statistiques.

Après Tautavel et le Lazaret, les sites d'Orgnac (Ardèche), de

Terra-Amata (Nice), de la Baume-Bonne (gorges du Verdon) et de la vallée des Merveilles (Alpes-Maritimes) seront informatisés. Ce dernier site est très particulier puisqu'il s'agit de quel que 100 000 dessins gravés sur les rochers à 2 500 mètres d'altitude, au-dessus de Tende (le Monde du 15 octobre 1986). Bien sûr, les gravures seront repérées par leurs coordonnées, mais aussi par la forme des dessins, qui ont permis de dater la plupart des gravures de l'âge du bronze ancien (vers 1 800 avant Jésus-Christ) : les poignards dessinés sur les rochers ont la même forme que ceux — en bronze — de cette époque. Les dessins déjà calqués seront relevés et informatisés par lecteur optique.

Une telle banque de données facilitera le travail sur le terrain. Grâce à elle, les plans innombrables que les préhistoriens ne cessent de lever au cours des fouilles pourront être dessinés par la machine au fur et à mesure de leur élaboration.

Ainsi le « livre » des sites archéologiques, détruit par la fouille, pourra être reconstitué page à page puisque les lettres (ici, les « objets ») qui le composent ont été informatisées et peuvent donc être replacées à leur position d'origine.

YVONNE REBEYROL.

LE SIDA MÉTAPHORE

VOILA, enfin, le livre que l'on attendait sur le SIDA. En publiant chez Payot, dans la collection « Médecine et sociétés », qu'il codirige, la première Histoire du SIDA*, le docteur Mirko D. Grmek crée l'événement et fournit un ouvrage de référence d'ores et déjà indispensable. En dépit de la littérature foisonnante sur cette nouvelle maladie, on ne disposait pas encore en effet d'une histoire de cette pandémie.

« Si je ne suis pas assez naïf pour prétendre qu'au moment même où une pandémie est encore en pleine expansion, l'on puisse aborder son histoire avec la sérénité et les connaissances que seule offre la distance des faits accomplis, j'ai l'audace de croire que, dès ce moment, le regard en arrière d'un médecin rompu aux études historiques peut rendre des services », explique le docteur Grmek, professeur d'histoire de la médecine et de sciences biologiques à l'Ecole pratique des hautes études. Cet universitaire d'origine yougoslave avait déjà, avec les Maladies à l'aube de la civilisation occidentale (le Monde du 2 avril 1984), démontré en médecine la richesse trop mal partagée du regard en arrière — que seul peut porter l'historien.

L'histoire du SIDA, c'est bien sûr l'enquête des épidémiologistes américains, suivie de la découverte des virus par l'équipe du professeur Montagnier et la mauvaise querelle déclenchée et entretenue par le professeur Robert Gallo. C'est aussi la chronique médicale et scientifique de la progression du mal et de la lutte constante menée pour l'enrayer.

Mais le plus intéressant, le plus original, est ailleurs : c'est lorsque l'historien, reprenant la leçon historique des maladies nouvelles, entreprend l'enquête sur l'origine et la diffusion du virus avant l'identification en 1981 de la maladie.

« Tout porte à croire, écrit le docteur Grmek en citant Charles

Nicoll, que l'épidémie actuelle progressa d'abord sournoisement par des cas présumés sporadiques qui passaient inaperçus sous le masque de dépression ou d'un syndrome de dépassement au diagnostic flou et à l'étiologie incertaine. » Pourquoi, dès lors, des rétrovirus vieux de plusieurs siècles et peut-être de plusieurs millénaires attendent-ils la fin de notre vingtième siècle pour croître, multiplier et disséminer la mort ? Pour le docteur Grmek, ce phénomène s'inscrit pleinement dans son concept de « pathocénose », concept qui veut que la fréquence de chaque maladie dépende pour une grande part de la fréquence des autres maladies dans la même population. Il y eut ainsi la régression de la tuberculose, l'éradication de la variole. Il y eut encore les transmissions virales à partir de la « brèche transmissio-nelle » de la piqûre toxicomanière (l'insulation) et la « libéralisation des mœurs » avec l'entrée en masse des homosexuels sur la scène sociale.

Autant d'éléments qui, s'ils ne fournissent pas la panacée, disent le pourquoi de l'actuelle pandémie, puisque ce sont bien les changements radicaux du comportement humain qui ont rompu l'équilibre séculaire entre les germes et leurs hôtes. Et donné naissance à cette maladie métaphore qui, « par ses liens avec le sexe, le sang, la drogue, l'informatique et la sophistication de son évolution et de sa stratégie, exprime notre époque ».

JEAN-YVES NAU.

* Histoire du SIDA. Début et origine d'une pandémie actuelle, par Mirko D. Grmek. Payot, collection « Médecine et sociétés », 392 p., 98 F. Cet ouvrage reproduit ce qui constitue déjà un « document » qui correspond à l'origine des premiers isolats du virus du SIDA chez un homosexuel de trente-deux ans : la page datée des 4 et 5 janvier 1983 du cahier de laboratoire de Luc Montagnier.

L'ANGLAIS ou L'ALLEMAND

En Angleterre ou en Allemagne : tennis, équitation, voile ou canoë, golf. A Pâques ou à Noël : accueil dans une famille soigneusement sélectionnée. Un seul hôte français par famille. Cours quotidiens ou enseignement programmé à domicile. Activités, excursions. Stages Théâtre, Musique, Euroreporters : une autre façon d'apprendre l'anglais.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES

53, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C.P. _____ Ville _____
Tél. _____ Age _____ Classe _____

MVS 2

Vers une médecine prédictive

Grâce à la biotechnologie, on pourra de plus en plus évaluer les facteurs de risques pour chaque individu et mettre en œuvre une véritable prévention.

par JACQUES RUFFIÉ (*)

L'HOMME est, avant tout, un être doué d'imagination. Si l'animal vit dans le présent et, par sa mémoire, quelque peu dans le passé, le sapsin a toujours voulu connaître l'avenir. Nous cherchons à deviner ce qui peut ou doit arriver. C'est en préfigurant leurs utilisations que nos lointains ancêtres ont fabriqué, et sans cesse amélioré, leurs outils de pierre. Un singe est capable d'utiliser, voire de préparer des instruments simples (branche brisée effeuillée et tordue par le chimpanzé qui va « pêcher » des termites). Mais une fois atteint le but recherché, il abandonne son outil sur place, alors que l'homme le ramène à son gîte et le transforme sans cesse, à la lumière de l'expérience, pour en augmenter l'efficacité, en sachant qu'il aura à s'en servir ultérieurement.

L'agriculteur qui sème son champ, l'éleveur qui provoque des croisements au sein de son troupeau, imaginent le résultat escompté. Ils poursuivent un but qui se situe dans le futur, parfois lointain. C'est ainsi que depuis la « révolution néolithique », les techniques de culture et de reproduction n'ont cessé de se perfectionner : d'abord à partir de données purement empiriques, tout récemment grâce au développement des connaissances en physiologie et en génétique.

Dans ce contexte d'interrogation permanente, il était inéluctable que nos semblables cherchent le pourquoi de la maladie et les moyens de la guérir ou, mieux encore, de la prévenir. D'emblée, deux écoles de pensée très différentes se sont opposées.

La première — judéo-chrétienne — considère la maladie comme une punition de Dieu. Dans son infinie bonté, l'Être suprême ne peut laisser souffrir le juste, sinon pour l'éprouver et mieux le récompenser. Presque toujours, un malade est d'abord un pécheur. Le seul moyen de le guérir est de lui faire expier ses fautes. Le christianisme adopta la même attitude. Au Moyen Âge, un malade entrant à l'Hôtel-Dieu de Paris était soigneusement interrogé sur ses errements ; il devait se confesser et faire preuve de repentir avant de recevoir un traitement quelconque. Il est vrai qu'à cette époque bien peu de médicaments ou d'actes opératoires étaient doués de quelque efficacité.

(*) Professeur au Collège de France.

Une autre école de pensée, plus rationnelle, prête à la maladie des causes externes ou internes. Après les Égyptiens, qui inaugurent, au moins en Occident, une méthode basée sur l'observation objective, ce sont les Grecs qui prennent le relais.

Dès le septième siècle avant notre ère, Héraclite puis Démocrite, un peu plus tard Hippocrate (- 460 à - 377) et son école de Cos, affinent le diagnostic. Pour eux, la maladie tient à des déséquilibres, soit de l'environnement (entre le chaud et le froid, le sec et l'humide), soit des humeurs de l'organisme lui-même (le sang, la lymphe, la bile noire, la bile jaune). Toutefois, les divinités ne sont pas absentes du monde de la maladie. Asclépios, dont les Romains feront Esculape, représente le dieu de la médecine ; il a deux filles : Panacée, qui guérit tous les maux, et Hygie, protectrice de la santé, qui les prévient. Les Grecs ont déjà, dans leur panthéon, isolé la médecine qui guérit et celle qui protège. Hippocrate a d'ailleurs remarquablement perçu la notion de « terrain », qui rend plus ou moins sensible le sujet face au déséquilibre, origine du mal (*Traité des airs, des eaux et des lieux, Traité du pronostic*, etc.).

Dépister des anomalies

La médecine arabe continue la tradition grecque : elle se fonde sur l'observation, hippocratique, qu'elle enrichit et précise. Mésué, qui vit à Bagdad, au neuvième siècle, bien connu pour ses aphorismes, estime que deux patients ayant la même maladie peuvent ne pas présenter exactement les mêmes signes et, dans ce cas, devront être traités différemment. Rhazès au dixième siècle, Avicenne au onzième (qui publie un *Canon* en 15 tomes, rassemblant toutes les connaissances de son temps), Averroès au douzième (qui écrit un *Traité de médecine*) font progresser la science traditionnelle des Grecs. C'est par eux qu'elle sera transmise à l'Europe médiévale, qui ne la comprend pas toujours. Elle donnera parfois lieu à des interprétations aberrantes ou ridicules que les médecins de Molière ont immortalisées.

En fait, la médecine européenne ne se réveillera qu'au milieu du dix-neuvième siècle, lorsque deux Français, morts très jeunes, Laennec et Bichat, substituant aux théories mal comprises ou gratuites la méthode anatomo-

clinique, relient chaque maladie à des lésions spécifiques. Puis c'est la « grande explosion » des sciences fondamentales. En moins de trente ans, Charles Darwin propose un schéma cohérent de l'évolution des espèces. Louis Pasteur met fin au mythe de la génération spontanée et prouve que beaucoup de maladies sont liées à des micro-organismes dont certains demeurent invisibles par les méthodes optiques banales. Il explique et généralise la sérothérapie et la vaccinothérapie. De son côté, Claude Bernard ouvre les portes de la physiologie moderne et met en évidence les mécanismes de régulation qui maintiennent constant le milieu intérieur, alors qu'un observateur moins morose, Johann Gregor Mendel, décrit les lois de l'hérédité.

Avec eux, la médecine occidentale fait son entrée dans les temps modernes. Initialement, on parle surtout de médecine curative : celle qui s'applique à un sujet « objectivement » malade, et que son état a exclu de la population « normale ». Un malade a perdu peu ou prou de son autonomie ; il est guéri quand il est capable de s'insérer à nouveau dans la vie active. Cette intervention ne mérite pas le terme de prévention, encore que certains l'appellent prévention tertiaire : celle qui s'attaque directement au mal déclaré.

Mais, sous l'influence conjuguée du développement de la protection sociale et des progrès de la bio-médecine, le début du vingtième siècle voit se développer une véritable médecine préventive, qui s'applique surtout aux collectivités (casernes, écoles, usines). Cette médecine consiste d'abord à protéger des sujets sains, grâce à un certain nombre de vaccinations rendues obligatoires. Essaites à dépister, chez des sujets qui se sentent en bonne santé et mènent une vie normale, quelques anomalies portant sur les constantes biologiques et qui annoncent l'apparition à délai plus ou moins bref d'une vraie maladie clinique. Il s'agit, par exemple, d'une hypertension isolée, d'un taux de sucre sanguin élevé que la normale, d'une image suspecte révélée à la radiographie des poumons. Cette détection d'une anomalie qui n'a pas encore de traduction clinique permet de mettre en œuvre un traitement approprié, avant même que la maladie n'ait pu s'exprimer. Cette « prévention secondaire » se situe en amont de l'action curative précédemment envisagée. Elle offre l'avantage de ne pas impliquer la sortie du sujet de la vie active ou, tout au moins, d'en écarter la durée et d'augmenter ses chances de guérison.

La niche écologique

Mais les découvertes effectuées en matière de génétique au cours des dernières décennies sont venues donner naissance à une nouvelle médecine, véritablement prédictive, qui mérite seule le terme de prévention primaire, puisqu'elle vise à définir scientifiquement le « terrain » pressenti il y a plus de deux millénaires par Hippocrate et à évaluer pour chacun ses propres facteurs de risque. Pour cela, on analyse tout ce que l'on peut du patrimoine génétique, parfois avant même la naissance, grâce à l'étude de cellules amniotiques, présentes dans le liquide qui entoure et protège l'embryon, qui viennent de lui et portent chacune, dans son noyau, l'ensemble des gènes dudit embryon. On arrive à déceler ainsi les individus qui seront plus sensibles que d'autres à telle maladie et l'on tentera d'éviter, au cours de la vie, les « agressions » (au sens très large) qui pourraient représenter pour eux un réel danger.

Certes, l'analyse complète du patrimoine héréditaire humain demandera beaucoup de temps. Mais, dès à présent, grâce à la connaissance des marqueurs sanguins (groupes érythrocytaires, groupes d'histo-compatibilité, enzymes, etc.), il est possible de définir soit des « terrains » favorables à l'apparition d'une affection donnée (en particulier grâce au système HLA découvert par Jean Dausset) et qui ont apporté la notion de sujets à haut risque, soit l'existence même de gènes délétères (hémoglobine anormale, hémophilie, etc.) dès la vie intra-

utérine, avant même que la combinaison génétique ait eu le temps de s'exprimer dans le phénotype.

Prenons un exemple simple. Dans nos pays industriels, les affections cardio-vasculaires arrivent en tête comme cause d'invalidité et de mortalité après l'âge de cinquante ans. Elles sont souvent liées à une hypertension du sang, qui est elle-même sous la dépendance d'une trop grande perméabilité de la paroi cellulaire au sodium. Il semble bien que cette anomalie corresponde à un modèle génétique relativement simple (on connaît des familles d'hypertendus ou des lignées pures de rongeurs à hypertension permanente).

Informes

Si le diagnostic du risque est fait assez tôt, la mise en pratique, la vie durant, d'un régime pauvre en sel est de nature à éviter les accidents vasculaires, surtout coronariens ou cérébraux, d'apparition si fréquente à l'âge mûr. Quand nos connaissances seront assez avancées, cette méthode pourrait, d'une manière plus générale, permettre d'organiser la « niche écologique » de chacun en fonction de son patrimoine génétique. L'inventaire de ce patrimoine doit nous amener à définir notre « capital santé », dont nous aurions à assurer l'autogestion

comme nous gérons notre capital immobilier.

Dans ce domaine, il conviendra surtout d'informer, non de contraindre : chacun doit être laissé libre de choisir entre certains plaisirs de la vie et les risques qu'ils entraînent. En février 1970 fut créée, à Toulouse, une Association pour la médecine prédictive, dont les statuts furent déposés à la préfecture de la Haute-Garonne. C'était, je pense, la première fois que ce terme était employé. Son but : étudier, à travers les dossiers de la Sécurité sociale, un lot de sujets assez jeunes de la région Midi-Pyrénées et suivre leur histoire sanitaire. Pour cela, les mêmes dossiers seront repris, trente ans après, en l'an 2000, pour les survivants. On recherchera, à la faveur de cette enquête longitudinale s'étendant sur une génération, les corrélations qui peuvent exister entre marqueurs sanguins, environnement du sujet et mode d'apparition des maladies.

La médecine prédictive sera, sans nul doute, l'une des grandes nouveautés de la civilisation que prépare la révolution biotechnologique actuelle. Les conséquences socio-économiques en seront lourdes, en permettant à ceux qui nous suivent d'échapper à des maladies évitables, de vieillir en bonne santé, en conservant une autonomie physiologique et psy-

chologique jusqu'au soir de leur vie.

On mesurera l'importance d'une telle prévention primaire si l'on songe que les neuf dixièmes des frais de soins de nos contemporains sont engagés dans les trois ou quatre dernières années de l'existence et que, dans nos populations fortement médicalisées, les dépenses de santé supportées pour un individu dépassent fréquemment le volume de ce qu'il a produit pendant ses années d'activité. Aucun Etat moderne, si riche soit-il, ne pourra résister à un tel fardeau financier. La médecine prédictive sera la seule réponse possible.

C'est donc tout à la fois une révolution biologique et une révolution sociologique que nous sommes en train de vivre. Souvent les grandes découvertes dépassent par leurs applications le domaine purement scientifique : elles impliquent des retombées socio-culturelles. C'est grâce à l'accumulation de données nouvelles que s'est forgée l'histoire de l'humanité.

Toutes ces découvertes ont puissamment éclairé la définition individuelle de l'être humain. Mais elles auront aussi contribué à améliorer les conditions de vie pour les 14 milliards d'hommes du prochain millénaire. En rendant chacun conscient de ses possibilités physiques et responsables de sa santé, elles constitueront un nouveau pas vers la liberté.

Point de vue

AU CHEVET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

L'ASSISTANCE publique de Paris meurt doucement. Nul franc dans cette agonie émaillée, en 1983 et 1985, des grèves d'internes, en 1987 de celle des étudiants, en 1988 de celle des infirmiers, toutes journées d'avertissement. Elle meurt de sa taille, du « budget global », de son énorme déficit. On ferme le bon scindant des lits de court séjour pour les transformer en « long séjour », mais on supprime aussi des postes (parcours, on les réaffecte), des crédits, et, tout doucement, les malades — malgré leur traditionnelle passivité, — et les médecins de ville s'éloignent de l'hôpital à Paris. De belles brochures vantent encore sa technologie de pointe avec une lueur d'autosatisfaction, parlent d'« entreprise médicale », de lutte contre le SIDA, de greffes d'organes ; l'Académie française compte — ce qui est inhabituel — deux anciens hospitaliers de renom, mais le quotidien est bien différent.

Je sors d'un hôpital de l'AP, où j'ai passé deux ans comme chef de clinique : pour deux services de neurologie il n'y a parfois que deux secrétaires, mal équipées, pour près de trente médecins (dont agrégés), les internes et le nombre d'attachés... parce qu'on ne ramène ni les congés de maternité ni les arrêts pour maladie ; aucun courrier ne part plus et le médecin traitant qui a confié ses patients n'aura pas de nouvelles, sinon, après un mois et demi après la date d'attente, une photocopie d'un compte rendu manuscrit de l'internat. Situation de crise sur un fond chronique. Dans les salles équipées en 110 volts, mal éclairées, on trébuche sur les dalles disjointes du sol, il y a quatre lits par chambre, sans sanitaires, sans téléphone bien sûr, une douche pour trente, pas d'oxygène mural, un paravent en cas d'aggravation. L'ascenseur de la rééducation tombe en panne deux fois par

semaine : ce service d'aiguillage, pourtant l'un des meilleurs de Paris, survit dans la misère, grâce à l'extraordinaire dévouement de son personnel et par les subventions de laboratoires pharmaceutiques. Pour l'apôtre de Charcot, dit-on à ce point revenir à la condition hospitalière du dix-neuvième siècle ? On ne peut tolérer, dans tel autre hôpital, qu'au chevet d'un mourant l'« obus » roulant d'oxygène se soit vidé sans que le seul infirmier, débordé, culpabilisé, puisse le savoir. On ne peut admettre sans colère, sans tristesse, cette dégradation tranquille du plus formidable outil de soins que nous ayons jamais possédé.

De cette situation, le corps médical dans son ensemble est en partie responsable : excès de prescriptions, luttes de personnes, individualisme, méconnaissance de la gestion... L'administration, quant à elle, fait ce qu'elle peut, tente de justifier la pénurie, colmate, pare au plus pressé... mais semble n'avoir aucune conscience réelle des conséquences à court terme pour la médecine. Le résultat est là : un jour il ne restera plus à l'hôpital public que ceux d'entre nous qui auront étudié l'attention illusoire d'un titre de professeur, autrefois — du temps de Charcot justement — signe d'un pouvoir illimité, avec pour seuls patients ceux qui n'auront pas pu aller en clinique ; le vieil hôpital sera redevenu l'asile des indigents, gratuits. Certes, mais si loin de son idéal. En fait, le seul pouvoir de décision d'un patron parisien tient aujourd'hui moins à sa compétence qu'à son aura médiatique, au nombre d'émissions entrant dans ses relations et au sens du vent gouvernemental. On a rétabli il y a un an les consultations privées, pour éviter le départ de trop d'hospitaliers, mais l'intendance ne suit pas et la fuite continue.

Le médecin libéral que le système devrait se réjouir d'avoir

effritement des conditions de travail ou d'hébergement à l'Assistance publique rétablit enfin l'équilibre avec les structures de soins privées, qui possèdent maintenant les techniques les plus avancées, à un coût moindre et avec plus de confort ; hélas ! aucune d'entre elles n'aura jamais par le nombre d'actes l'équivalence équivalente à celle des grands centres hospitaliers, et peut-être doit-il craindre dans le privé l'excès des examens complémentaires né des tentations de l'argent. Ne parlons pas de la recherche clinique qui reste l'exception en médecine libérale pour une question de temps, ni bien sûr de l'enseignement. Certes, cette lente asphyxie des services ne concerne pas tout le monde à l'Assistance publique, ni tous les hôpitaux en France ; les centres hospitaliers régionaux (CHR) sont en général mieux dotés en personnel et crédits que Paris, et ce, d'abord pour des raisons électorales, puisqu'ils sont très souvent les plus gros employeurs des capitales régionales.

Jusqu'à quand n'aurons-nous le choix, devant ce leitmotiv de « rigueur », qu'entre le découragement et la colère ? Jusqu'à l'explosion d'un système de santé auquel pourtant nous sommes tous attachés, ou peut-on rêver d'un sursaut d'intelligence qui réunisse médecins, paramédicaux, gestionnaires et usagers ? Propos anecdotiques, pessimistes, diront certains : qu'on veuille bien me croire cependant si je dis que cette crise que sévère n'est dictée ni par l'âge ni surtout par du mépris ; je dois à l'Assistance publique la totalité de ma formation, le goût de mon métier, mais la fidélité et l'attachement ne s'achètent pas la franchise.

D. JACQUES D'ANGLEJAN CHATILLON, ancien chef de clinique, neurologue.

LA RÉPONSE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'arrive — rarement — que des médecins commentent des erreurs de diagnostic. C'est le cas apparemment du médecin signataire de ce texte.

L'Assistance publique ne meurt nullement ! Quelques chiffres suffiront à démontrer sa vitalité : le nombre d'admissions a augmenté de 3 % par an en moyenne au cours des cinq dernières années.

Il nous importe peu que ces malades soient ou non des « indigents ». Nous ne sélectionnons pas nos malades en fonction de leurs revenus : le budget d'investissement est passé de 1 076 millions de francs en 1983 à 1 470 millions de francs en 1988. Nous venons d'ouvrir un hôpital pédiatrique neuf (Robert-Debré) et nous travaillons d'arrache-pied à la construction du futur hôpital du quinzième arrondissement. Nous mettons bon en mal en service un nouvel établissement supplémentaire destiné aux personnes

âgées et la perspective d'avoir éventuellement à l'avenir davantage de lits de long séjour (personnes âgées) que de court séjour (médecine et chirurgie) ne nous émeut pas, dès le moment où notre vocation de service public est de répondre aux besoins : il n'y a pas, pour nous, de « bons » et de « mauvais » lits ; si nous fermions des lits, c'est tout simplement parce que nous réduisons la durée moyenne de séjour (qui a baissé de 2 % par an depuis 1984), que nous développons les alternatives à l'hospitalisation traditionnelle (hôpitaux de jour, hospitalisation à domicile) et que nous modernisons progressivement nos services, en augmentant le nombre des chambres individuelles, en les dotant du confort moderne, etc.

Si nous savons que nous manquons de secrétaires médicales : cinquante postes seront créés en 1989. Nous avons également des progrès à faire en bureautique.

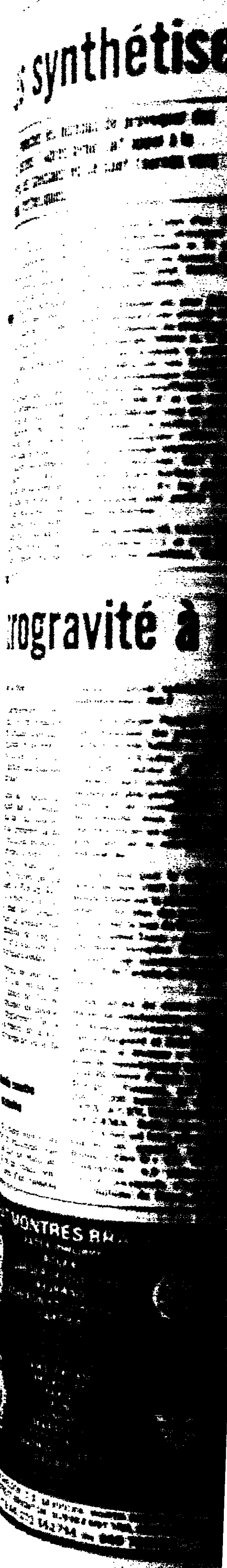
Globalement, nos crédits d'équipements informatiques ont plus que quintuplé de 1983 à 1988 : les centres hospitaliers régionaux sont souvent mieux dotés, nous le disons, en personnel et crédits. Je doute que cette appréciation soit partagée par tous nos collègues de province.

Bref, l'intendance suit et l'Assistance publique n'est nullement démolie.

Je résume enfin avec intérêt l'affirmation, qui souligne — je cite — « qu'aucune [des structures de soins privées] n'aura jamais par le nombre d'actes l'équivalence équivalente des grands centres hospitaliers » : peut-être est-ce pour cette raison que l'Assistance publique bénéficie de la confiance d'un nombre croissant de malades, tant française qu'étrangère ? Je ne vois pas en quoi ce constat devrait nous inciter à la morosité.

JEAN CHOUSAUD, directeur général de l'Assistance publique de Paris.

AU SOMMAIRE
 DE FÉVRIER
Le Monde
PHILATELISTES
 l'Officiel de la philatélie
 NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS
 • Un entretien avec : Pierre Perret.
 • Une recherche sur Emile Munch.
 • Philatématique : les perles.
 • Première carte de correspondance de Grèce.
LE MONDE DES PHILATELISTES
 POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
 En vente chez votre marchand de journaux



SECTEURS DE POINTE

Des synthétiseurs contre les mouettes

Comment empêcher les oiseaux de provoquer des accidents aériens ? Après avoir fait appel à la fauconnerie, les spécialistes se sont tournés vers des signaux synthétiques.

Le transport aérien reste confronté à un problème évident : la concurrence des premiers occupants du ciel, les oiseaux. Les grandes catastrophes semblent appartenir au passé, comme celle du Lockheed Electra qui fit soixante-deux morts en 1960, à Boston, à cause d'un vol d'épave, ou celle du Lear 24 qui s'écrasa en 1973 à Atlanta (sept morts) après avoir percuté un cygne.

Les moteurs surtout sont vulnérables, sur les appareils turbo-propulsés (turbine et hélice) ou mus par des réacteurs. Une aube de réacteur tourne à deux fois la vitesse du son en bout de pale. Un travail sur les allages de titane a généré des aubes « souples ». Mais il ne se passe pas de semaine sans incident, aussi bien sur les avions civils que militaires. Les chasseurs monoréacteurs sont plus vulnérables, car un avion de ligne bimoteur peut évoluer sur un seul moteur. Cependant, nul

appareil n'est à l'abri d'un accident, comme en témoigne la catastrophe survenue le 28 septembre 1987 sur un énorme B747 américain, tout neuf, heurté par des pélicans, et détruit.

Les collisions les plus dangereuses ont lieu à une altitude inférieure à 15 mètres, au décollage ou à l'atterrissage. Même si, le plus souvent, les incidents ne mettent pas en péril les vies humaines, leur bilan économique reste lourd. Une aube de soufflante coûte environ 70 000 F et un oiseau ingéré en détruit trois ou quatre en moyenne. Un incident sérieux revient à quelques milliers de francs (décollage interrompu) ou plusieurs millions (les deux moteurs d'un Airbus valent 60 millions). Et les pertes d'exploitation sont parfois beaucoup plus élevées.

Dès les années 60, les instances internationales (1) se sont penchées sur ce problème, chaque

pays menant ses propres recherches. En France, le Service technique de la navigation aérienne dispose d'une unité d'aviation qui emploie un technicien, Alain Roudot, et deux biologistes : Jean-Luc Briot à Paris, et Marc Laty à Aix-en-Provence. Leur premier travail les a conduits à découvrir que les aéroports sont des réserves de gibier à faire pâlir de jalousie un propriétaire solognot ! Lapins, lièvres et petits rongeurs pullulent, qui attirent les grands rapaces (buses, faucons, milans, etc.), auxquels s'ajoutent des perdrix, pigeons, vanneaux, moineaux, goélands, épaves, corbeilles... absolument pas gênés par le vacarme des réacteurs. C'est bien là le problème. Les oiseaux ont une excellente vue. Un avion est perçu dix à onze secondes avant l'impact, mais il ne représente rien pour l'oiseau, qui décolle au dernier moment : les délais sont inviolables, espèce par espèce.

Les cultures sur les aéroports ont été modifiées, de même que le fauchage des pelouses. Très haut (30 centimètres), contre pigeons et vanneaux, qui ne s'y posent plus, ou au contraire à ras (4 à 5 centimètres) pour incriminer les campagnols. A Orly, cette recherche a abouti à un mélange de gazon qui ne nécessite même

plus de fauchage : il pousse à 25-30 centimètres et s'arrête. Les décharges qui attirent milans (détritivores), mouettes et goélands, ont été fermées ou recouvertes, de même que les points d'eau. La dissuasion directe est venue ensuite : diffusion de cris d'alarme (certaines espèces n'ont pas, et les autres s'y habituent), tirs pyrotechniques, et enfin tir réel, sur les espèces non protégées (2).

Fusil-laser

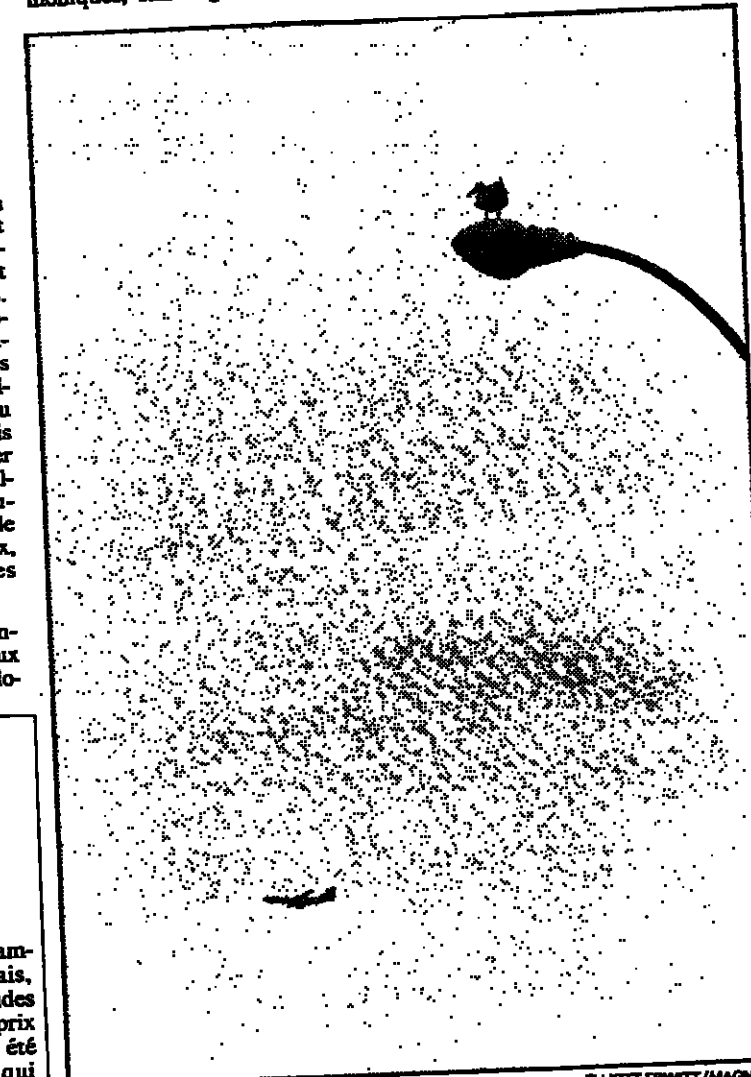
On a cru trouver une solution efficace, récemment, en faisant appel à l'art millénaire de la fauconnerie. Les faucons, qui volent très haut, couvrent 400 hectares. Mais les résultats ont été médiocres, pour un coût lui aussi dissuasif : environ 1,5 million de francs pour la mise en place et 1,2 million de francs par an. L'oiseau lâché tourne un moment, puis chasse. Il faut pouvoir en lâcher un autre. Les modèles réduits silhouettant un rapace ne conviennent, eux, que 12 heures et le faucon ne dérange pas les perdrix, les épaves et les autres rapaces.

Ils ont finalement été remplacés par deux sortes de signaux élaborés au laboratoire d'étholo-

gie expérimentale du CNRS. Des signaux synthétiques de cris de détresse, plus maniables que les bandes magnétiques : un petit synthétiseur « joue de la mouette ou du vanneau » à la demande. Le second signal, plus élaboré, s'inspire de travaux américains. C'est un mélange de deux sons non harmoniques, sans signification, qui

500 000 F par piste, ce qui est acceptable.

Les autres pays parviennent pratiquement tous aux mêmes conclusions. Les expériences de feu à éclats embarqués à fréquence constante (5 ont été abandonnées, mais les Suisses travaillent sur les variations de fréquence, avec des essais encourageants).



ELLIOTT ERWITT/MAGNUM

gène les oiseaux. Il est diffusé 30 secondes par minute par deux haut-parleurs de 30 watts sur des mâts, tous les 150 mètres de piste.

Les résultats, au bout d'un an, sont très intéressants, en particulier sur la mouette rieuse, le vanneau huppé, le pigeon ramier et le goéland argenté. Restent les rapaces, les perdrix et les corvidés, qui s'y habituent. Restent aussi les riverains, soumis à ce bruit infernal. L'installation d'une ligne prototype expérimentale, au ras du sol, à Orly, devrait être aussi efficace sur la piste, sans propagation du bruit. A Bordeaux, Orly et Roissy, on est passé, grâce à ces synthétiseurs, de onze incidents sérieux par an en moyenne, en 1984, 1985 et 1986, à un en 1987. Le nombre total moyen chutant de vingt et un à sept par an. En revanche, les incidents en vol n'ont guère varié (quarante-six à quarante-quatre), mais ils sont plus bénins. L'installation coûte de 200 000 à

geants sur un DC89. Les études des Japonais simulant des « yeux » sur les entrées d'air n'ont rien donné. Une technique originale a été trouvée par Marc Laty, à Aix, grâce à un fusil-laser portable de faible puissance utilisé pour déclencher les avalanches. Un tir dans l'œil d'un oiseau à 1 500 mètres le fait immédiatement décoller. De leur côté, les militaires ont affiné la détection radar, jusqu'à obtenir des échos couleurs utilisables... mais il n'y a pas de panacée.

MICHEL DROULHOLE.

(1) L'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), instance suprême, élabore les normes. Le BSCE (Bird Strike Committee Europe) a été créé en 1966 avec les États-Unis, l'URSS, l'Afrique, le Moyen-Orient, sur le péril aviaire.

(2) Les lois sur la protection des espèces sont très strictes et interdisent de tirer, même pour sauver un avion en danger. La seule dérogation concerne la capture à des fins scientifiques.

Microgravité à bon marché

(Suite de la page 17.)

Avec les fusées-sondes (programmes Texus), il est possible de porter cette période d'apesanteur à une vingtaine de secondes, voire plusieurs minutes. On leur fait pour cela décrire des courbes en cloche (paraboles).

Mais la valeur des forces de gravité s'exerçant sur les matériels embarqués ne peut descendre en dessous du centième ou du millième de la pesanteur terrestre, contre le millième à bord d'un satellite inhabité. Quant aux conditions de vol offertes par les avions spécialisés - Boeing KC-135 pour les Américains et Ilyouchine-76 pour les Soviétiques - capables de simuler des périodes d'apesanteur de vingt à trente secondes, elles sont équivalentes à celles de fusées-sondes.

Tous ces moyens ne sont pas concurrents, et leur utilisation dépend de la nature de l'expérience, de la proximité du laboratoire qui l'a programmée, de la nécessité de la répéter, de la disponibilité des moyens de vol et de leur coût.

Une belle courbe en cloche

Si les tours à chute libre et les fusées-sondes ne réclament que 10 000 F par kilo de matériel, contre 1 million de francs pour une place à bord d'un vaisseau

spatial, l'avion spécialisé ne demande que 1 000 F.

Or, explique Philippe Couillard, directeur des programmes Hémas et vols habités au Centre national d'études spatiales (CNES), même si nous ne sommes pas actuellement en mesure de dire quelles seront les applications rentables de la microgravité, nous savons qu'il faut multiplier les expériences, et donc faire de la microgravité à bon marché.

C'est pourquoi le CNES a lancé de juin 1987 à avril 1988 une réflexion sur la nécessité de se doter - en plus des possibilités offertes par la tour de Grenoble et par les fusées Texus - d'un avion spécialisé européen évitant le recours trop systématique aux KC-135 de l'armée de l'air américaine.

Au terme de cette étude, menée en collaboration avec deux candidats astronautes, Jean-François Haigneré et Jean-François Clavier, la décision a donc été prise de reconstruire une Caravelle du centre d'essais en vol de Brétigny (Basse-Normandie), qui n'avait que 17 200 heures de vol. Le CNES, le CEV, l'Aérospatiale, la SOGERMA, Rolls Royce et la SFENA ont uni leurs efforts pour équiper cet appareil, rebaptisé depuis « Zéro G » (2). Coût de l'opération : 4,9 millions de francs, auxquels s'ajoutent 10,1 millions de francs de frais

fixes et 16,2 millions de francs pour la conduite durant quatre ans des différentes campagnes.

La première, réservée à l'Agence spatiale européenne, devrait avoir lieu en février. L'opération sera alors belle pour l'équipe de montrer tout son talent. Car ne peut pas faire des vols paraboliques qui veut. Il faut, remarque un spécialiste, des pilotes très fins, capables de bien contrôler la trajectoire et de faire décrire à cet avion commercial, entre 29 000 et 32 000 pieds une belle courbe en cloche.

Une dizaine de campagnes

Alors seulement, les astronautes à l'entraînement et les expérimentateurs éprouveront, pendant quelques courts instants au sommet de la parabole, cette sensation d'apesanteur si recherchée. Puis l'appareil volera de nouveau en palier pour se préparer à une nouvelle parabole, et ainsi de suite. Quarante fois au cours d'un vol de deux heures et trente minutes, le pilote répètera les mêmes gestes et recommencera le lendemain et le surlendemain.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(2) Par référence à la pesanteur terrestre, que l'on représente par la lettre G.

ACHAT MONTRES BRACELETS

PATEK-PHILIPPE
ROLEX
JAEGER LE COULTRE
REVERSO
VACHERON ET CONSTANTIN
CARTIER

Excellents prix pour grandes marques 1910-1980

Rectangulaire - Chronographe - Phase de lune - Sonnerie

Les spécialistes de notre société seront à

AMSTERDAM

BRUXELLES

PARIS

LYON

GENEVE

MARSEILLE

COTE D'AZUR

MADRID et LISBON

au cours de FEVRIER - MARS.

Paiement comptant - discrétion assurée. On parle français.

Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante.

WILLIAM SHELTON, C.S. SERVICES, NORTH WEST HOUSE,

45 WEST STREET, BRIGHTON, SUSSEX BN1 1RR, ANGLETERRE.

Tel: (19 44) 273 552755 ou 860 729191.

POUSADAS

Pour les amoureux du PORTUGAL

le confort et le raffinement des POUSADAS

a partir de

2.050 F

Ce prix comprend le transport A/R par avion, (pour un week-end), avec logement et petit déjeuner. Pour connaître tous les programmes et les détails consultez votre Agence de Voyages.

100% PORTUGAL ou le

Centro de Turismo de Portugal em França

Tél.: (1) 47 42 55 57

Pousadas du Portugal

L'ANNÉE SCOLAIRE AUX U.S.A.

Vivre et étudier "à l'américaine", pendant un semestre ou une année. Accueil en famille. Cours quotidiens dans une "High School".

Prix année scolaire : 18 800 F + voyage.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES

53, rue de Rivoli, 75001 Paris

Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

C.P. _____

Tél. _____

Ville _____

Age _____

Classe _____

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

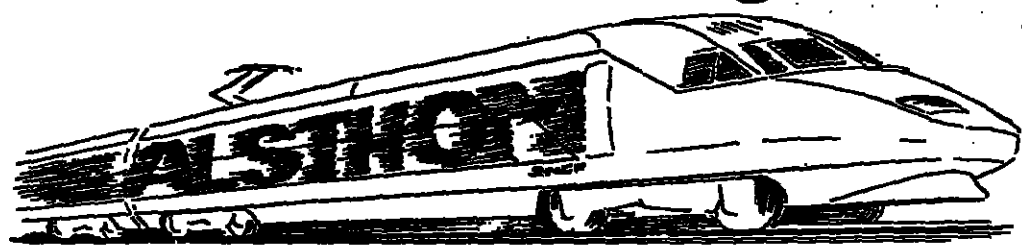
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes ingénieurs électroniciens

de haut niveau

ENSTA, ENST, ESE, INPG, ENSEEIHT, ...

LYON



DIVISION FERROVIAIRE 1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL

En forte croissance, nous connaissons de nombreux succès internationaux tels le TGV Espagnol. Pour atteindre cette position notre Groupe a développé des technologies de pointe notamment en

ELECTRONIQUE EMBARQUEE

L'Etablissement de Lyon, 450 personnes, 150 Ingénieurs est spécialisé dans ce domaine et souhaite renforcer son potentiel pour faire face à son fort développement.

ALSTHOM



RESEAUX EMBARQUES ETUDES GENERALES AUTOMATES

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés possédant idéalement une première expérience dans les domaines ci-dessus. Toutefois nous analyserons avec intérêt les candidatures de débutants à fort potentiel.

Travaillant dans un environnement international ils pourront avoir des ouvertures de carrière intéressantes au sein du Groupe.

HARD ET SOFT MICRO INFORMATIQUE LOGICIEL

Ecrire sous réf. A69-M à notre Conseil, Référentiel
54 Cours Lafayette, 69003 Lyon, qui traitera vos candidatures
en toute confidentialité.

JEUNES INGENIEURS PROCEDES

Bienvenue dans un monde de compétence
et de motivation

Améliorer notre capacité de production, optimiser nos procédés, mieux intégrer la sécurité, automatiser... nos projets sont multiples et nos excellents résultats nous permettent de les réaliser dans de très bonnes conditions.

Vous êtes diplômé(e) d'une grande école (Centrale, ENSIC, ENSIGC, UTC, ENSCP...), et vous avez réussi une première expérience en développement de procédés, ou vous souhaitez débiter votre carrière par l'industrie.

Parlez-nous de vos ambitions. En fonction de vos goûts et de votre profil, nous vous présenterons

des opportunités d'intégration dans plusieurs unités de fabrication (développement de procédés, assistance technique, conduite d'ateliers...).

Plusieurs de ces postes sont à pourvoir dans la région Rhône-Alpes. La connaissance de l'anglais est indispensable pour certains d'entre eux, qui comportent de fréquents contacts internationaux.

Adresser votre lettre de candidature, CV à
J. Louis PERROT - Rhône Poulenc Chimie -
Direction du Développement des Cadres -
25 quai Paul Doumer - 92408 Courbevoie Cedex.

RHÔNE-POULENC

Offre forte IBM : enseigner l'informatique.

Nous recherchons pour notre
SERVICE EDUCATION A PARIS
des **INGENIEURS**
FORMATEURS H/F.

Cette offre s'adresse à de jeunes diplômés de **GRANDES ECOLES** ou de **L'UNIVERSITE** (Bac + 4 minimum), possédant une première expérience pédagogique dans le domaine de **L'INFORMATIQUE**.

Ils doivent être de bons pédagogues et savoir
- écouter, expliquer, conseiller et convaincre,
- s'exprimer dans un langage accessible à des interlocuteurs variés.

Après avoir exercé ces fonctions pendant quelques années, ils devront pouvoir évoluer vers des carrières commerciales ou technico-commerciales.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence C 64 à IBM FRANCE, Département Recrutement, 5, place Vendôme 75001 PARIS.



IBM

NOVO INDUSTRIE ENZYMES recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

MISSION : Assurer assistance technique et vente de nos produits dans diverses industries (déplacements fréquents).

PROFIL : Ingénieur IAA, AGRO, INSA, BIOCHIMISTE ou équivalent (4 ans d'expérience minimum) ;
Connaissances et expérience approfondies des IAA ;
Bonne connaissance de l'enzymologie ;
Anglais parlé et écrit courant.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
NOVO INDUSTRIE ENZYMES
28, rue Fortuny, 75017 Paris.

IMPORTANTE FONDERIE ACIER REGION OUEST recherche

INGENIEUR-CONTROLE

De formation supérieure (A et M ou équivalent) avec si possible une spécialisation en fonderie (E.S.F.).
Agé de 28 ans minimum, il aura de préférence une expérience en contrôles non destructifs, ou pour le moins dans un service méthode.

Adresser CV + prétentions s/rel.
(CT 133) à **PROFILS**
11, quai St-Michel - 75005 PARIS

PROFILS

Chef de Service

installation-maintenance de matériels
électroniques pour les Télécommunications

Nous sommes une société internationale d'électronique. Nous devons une notoriété mondiale à la très grande qualité de nos prestations et de nos produits.

Vous êtes ingénieur diplômé en électronique (INSA, ISEP, ISEN...). Vous avez 3 à 4 ans d'expérience, une bonne connaissance de l'informatique, des télécommunications et des langues étrangères (allemand 1^{er} langue, anglais 2nd langue).

Vous mettez en œuvre tout votre talent pour créer et diriger une équipe performante. Votre expertise vous permettra d'occuper un poste clé dans nos entreprises et auprès de nos clients.

Poste basé en proche région parisienne.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence 3319 M à notre Conseil.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Constructeur Automobile dont les activités vont de la conception à la fabrication de voitures, recrute pour son unité de ROMORANTIN (41)

Ingénieurs Qualité

Au sein de la Direction QUALITE et des services liés à la production, votre mission sera de participer à l'industrialisation de nouveaux produits et d'en garantir la qualité. Vous veillerez à la réalisation d'un plan d'actions de validation qualité pour lequel vous serez fortement impliqué.

Ingénieur débutant ou première expérience, de formation ENSAM, UTC, INSA, vous avez une bonne connaissance théorique des outils de gestion de la qualité (AMDEC...).

Vous êtes un homme de terrain, pragmatique, vous avez une bonne capacité à communiquer et à manager, un sens technique et relationnel aiguisé.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Madame MOINE - MATRA AUTOMOBILE - BP 47 - 78340 LES CLAYES SOUS BOIS

MATRA AUTOMOBILE

SYNTHÈSE

SIMPLIFIER pour le N°1 Français

Jeunes ingénieurs, vos compétences au service de l'éclairage

Diplômé d'une école d'ingénieur (BUT, ENSI, ESME) ou possédant une formation équivalente acquise par une expérience terrain, vous êtes sûr de votre technique et ouvert au dialogue commercial.

Au sein du Bureau d'Etudes technico-commercial, intégré à une équipe dynamique, vous exploiterez vos compétences en concevant et réalisant des projets d'éclairage prestigieux.

De même vous développerez votre sens du contact en assurant auprès de l'équipe commerciale un rôle d'animation et de formation.

La diversité de nos réalisations et leur envergure (Bercy, La Villette, le Stade Louis II de Monaco, l'éclairage de la ville de Mexico...) vous permettront de vous réaliser pleinement dans les métiers de l'éclairage.

Leader français sur ce marché, nous offrons de nombreuses perspectives de carrière dans un groupe de dimension internationale.

Les postes sont basés à Boulogne-Billancourt.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 16 à Mazda Eclairage, Edienne Court, 204 Road-Point de Foz de Seixas, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

**STATISTIQUES
ET PRODUCTIVITÉ INDUSTRIELLE**

SOPALIN, filiale du groupe Kimberly Clark Corporation, souhaite intégrer à sa direction de la logistique en Europe un jeune

STATISTICIEN CONFIRMÉ

Votre formation supérieure en mathématiques ou en statistiques (Bac + 4 ou 5) et vos 3 à 4 ans d'expérience professionnelle vous permettront de mobiliser les apports des statistiques dans le domaine de l'optimisation de nos performances en Qualité et en Productivité.

En relation avec les responsables de nos structures industrielles en Europe, vous jouerez un rôle d'information et de conseil. Basé dans l'agglomération de Rouen, vous conduirez des missions diversifiées qui pourront entraîner des déplacements de courtes durées.

De solides qualités de communications et de pédagogie, et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables pour ce poste qui vous ouvrira diverses possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo à

Sopalin S.A. François ROBERT
Bureaux de la Colline
92218 Saint-Cloud Cedex

Et si on vous demandait de traiter 20 millions de lettres par an...

Jeune ingénieur motivé par la gestion de production

Ce serait l'occasion de réfléchir sur les termes productivité, planification, circuits, méthodes, informatisation, automatisation... Si l'un d'eux vous attire, le service client de notre groupe international - Sélection du Reader's Digest - est une clé de notre réussite avec 200 à 300 circulaires diffusées et un service personnalisé très poussé, alors vous laissez définitivement de côté votre papier à lettres.

Jeune ingénieur, vos compétences techniques et votre intérêt pour la gestion de production et l'économie d'entreprise, vous amèneront aujourd'hui à rechercher des responsabilités opérationnelles. Après un audit de notre système de contrôle des coûts, vous piloterez la mise en place de nouveaux moyens, de nouvelles procédures en sachant que les solutions reconnues le sont au niveau international (anglais courant). Rien n'est figé, tout est possible en sachant argumenter. Ce poste est un tremplin pour connaître parfaitement tous les rouages de la société et pour trouver les moyens qui succéderont au courrier, téléphone, minitel ou bien... autre chose de complètement différent.

En attendant ces nouveaux supports, reprenez votre papier à lettres.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à notre Direction des Ressources Humaines - SELECTION DU READER'S DIGEST - 1 à 7, avenue Louis Pasteur - 92220 BAGNEUX.

Sélection du Reader's Digest



Embrayages

Des Electroniciens passionnés d'automobile débutants et confirmés

En liaison avec des constructeurs automobiles prestigieux, nous développons de nouveaux produits.

Nous constituons de petites équipes dynamiques et pluridisciplinaires, comprenant mécaniciens et électroniciens, chargés de développer et d'industrialiser ces produits.

Si vous avez l'esprit d'équipe, si vous êtes passionnés de technique et ouverts aux contacts, vous trouverez dans nos activités la possibilité d'exercer vos talents et de satisfaire vos aspirations.

Poste à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous réf. 4B 1269-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil 75016 Paris.



Valeo L'Equipe Automobile

La Société TCC "Transports en Commun de la Communauté" est l'entreprise qui exploite le réseau de transports publics urbains de la communauté urbaine de Lille.

Ce réseau comprend :

des lignes d'autobus, un tramway et le métro automatique "V.A.L."

Assurer le fonctionnement et le développement de systèmes de haute technicité et de haute fiabilité, au service du grand public, implique des équipes d'ingénieurs dotés de fortes compétences techniques et humaines. Pour compléter ces équipes, nous recherchons trois ingénieurs grandes écoles, offrant un haut niveau technique à des qualités marquées de rigueur et de dialogue.

• X, TELECOM, ESE...

Informatique et sécurité

Rattaché au Directeur Général Adjoint, il aura deux missions complémentaires : • Assurer l'exploitation et les évolutions des outils informatiques (informatique de process du métro et informatique de gestion de l'entreprise) • Promouvoir et garantir la sécurité d'exploitation d'un système automatique complexe destiné à transporter 200 000 voyageurs par jour.

La réussite dans ce poste implique trois ans d'expérience dans la conception ou l'exploitation de systèmes automatisés faisant recours à des réseaux informatiques temps réel assurant le contrôle de process.

réf. 4B 1243-8M

• Ingénieur responsable sécurité

Rattaché au précédent, il sera le garant de la sécurité de l'exploitation du V.A.L. Pour ce faire, il mènera toutes actions d'études, d'audit, d'élaboration de consignes et d'animation en liaison étroite avec les services opérations, maintenance et ressources humaines, il animer une équipe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste fortement motivé par les problèmes de sécurité et ayant trois ans d'expérience dans la conception ou l'exploitation de systèmes automatiques.

réf. 4B 1244-8M

• ECP, ESE, MINES...

Méthodes, plan, logistique

Rattaché au Chef des Services Techniques du V.A.L., il pilotera toutes actions sur les plans techniques, méthode, organisation, achats, permettant de favoriser et d'améliorer l'efficacité des unités opérationnelles chargées de la maintenance du V.A.L.

Il s'attachera à prévoir les évolutions des matériels, du contexte industriel et technologique, afin de proposer des adaptations adéquates dans le domaine de la politique de maintenance, des méthodes et des moyens.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant trois ans d'expérience impliquant animation d'équipes et organisation, et ayant si possible de bonnes compétences en automatisation.

réf. 4B 1245-8M

Si vous êtes motivé par la perspective de participer à des réalisations qui sont à l'avant-garde dans le monde, écrivez-nous en précisant la référence.

Dans la société TCC ou dans les groupes actionnaires VIA TRANSEXEL et MATRA TRANSPORTS, vous aurez la possibilité de trouver votre épanouissement professionnel.



71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Avec 1 500 personnes,
1 milliard de chiffre
d'affaires, le Groupe
FOURNIER diversifié en
pharmacie, produits
adhésifs grand public et
industriels, recrute pour
le Centre de Recherche de
ses Laboratoires
Pharmaceutiques

UN RESPONSABLE DE GROUPE PHARMACOLOGIE CARDIOVASCULAIRE

Il lui sera confié une première mission de 15 mois à compter de février 1989 pour laquelle il devra présenter les caractéristiques de réussite suivantes :

- Doctorat (PhD) en pharmacologie ou physiologie animale,
- Capacité à animer un groupe de 6 techniciens en recherche et développement de nouveaux agents thérapeutiques dans le domaine de l'hypertension artérielle et maladies associées.

Envoyer lettre de candidature, CV avec références de recherche et prétentions sous GPC 2.89 à :
LABORATOIRES FOURNIER, Service du Personnel,
Centre de DAIJ, 50 Route de DIJON, DAIJ,
21121 FONTAINE-LES-DIJON.

مكتبة من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

DES INGÉNIEURS

pour

LA DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Spécialité : Génie Civil - Ouvrages d'Assainissement et Travaux Souterrains.

LA DIRECTION DE LA CIRCULATION

ET DES ÉQUIPEMENTS ROUTIERS

Spécialité : Bureau d'Etude (Génie Électrique - Circulation) - Jalonnement - Éclairage.

LA DIRECTION DES ESPACES VERTS

Spécialité : Voirie Réseaux divers - Paysagistes - Travaux neufs.

LA DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX

Spécialité : Téléphone et Télésecrétariat.

PAR DÉTACHEMENT

Condition : Être titulaire du grade d'INGÉNIEUR dans la Fonction publique.

PAR CONCOURS SUR TITRES

Conditions :

- Être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1989,
- Être de nationalité française,
- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des INGÉNIEURS du Cadre départemental.

Salaires net mensuel de début de carrière :

- 7 930,44 F + prime de technicité.

Critères des inscriptions :

- Vendredi 3 mars 1989, le cachet de la poste faisant foi.

Adresser le dossier de candidature comprenant :

- un curriculum vitae,
- la photocopie du diplôme,
- une photographie d'identité,
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse, à :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

Direction du Personnel départemental

1^{er} bureau - recrutement - avenue du Général-de-Gaulle

94011 CRÉTIL CEDEX.

La croissance de notre Centre d'Etudes de Courtabœuf (91) nous conduit à rechercher :

• pour notre Bureau d'Etudes

UN INGÉNIEUR

chargé de concevoir et développer le packaging de produits et systèmes à base d'électronique. Ce poste conviendra à un Ingénieur "Arts et métiers" (30 ans env.) justifiant d'une expérience de la mécanique appliquée à l'électronique et à l'électronique militaire. Soucieux des impératifs de prix et de délais, il saura assurer le lancement et le suivi de pré-série. La connaissance de la CAO serait un atout supplémentaire (réf. MO208).

• pour notre département "Systèmes de Défense"

UN INGÉNIEUR D'ETUDES "LOGICIELS"

chargé de concevoir, et mettre au point des logiciels de base sur des microprocesseurs équipant des matériels électroniques. Ce poste conviendra à un jeune (26 ans env.) Ingénieur Electronicien / Automaticien justifiant d'une expérience du développement logiciel et de solides connaissances en méthodologie de développement, microprocesseurs 6809 (famille 68000), langage en Assembleur et en C circuits interfaces et périphériques (réf. MO209).

UN INGÉNIEUR D'ETUDES

pour participer au développement de projets électroniques en milieu marin. Ce poste conviendra à un Ingénieur Electronicien / Automaticien, débutant. Une expérience de l'instrumentation, des microprocesseurs, de l'hydroacoustique ou de l'océanographie serait cependant un atout supplémentaire (réf. MO210). Une bonne pratique de l'anglais et des qualités de synthèse, de rigueur, et relationnelles sont indispensables pour ces postes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et présentations à TEKELEC AIRTRONIC - Service Recrutement - Melle PONZO - BP2 92315 SEVRES en précisant la référence du poste.



La croissance du Département "Systèmes de Défense" de notre Centre d'Etudes de Courtabœuf (91) nous conduit à rechercher :

UN CHEF DE PROJET

(réf. M206) responsable du développement d'un système de synchronisation depuis sa conception jusqu'aux pré-séries. Ce poste conviendra à un Ingénieur Grande Ecole désireux de valoriser une expérience réussie du domaine "temps-fréquence" (synthèse de fréquence, oscillateurs ultra stables, techniques numériques) acquise dans un poste de généraliste (électronique - hard numérique - soft).

UN CHEF DE PROJET

(réf. M207) chargé de l'étude et du développement de matériel de test pour réseaux locaux (Ethernet...). Ce poste conviendra à un Ingénieur Grande Ecole désireux de valoriser une expérience réussie du développement matériel et logiciel, et des réseaux locaux (en particulier Ethernet, protocoles applications). Ces postes requièrent une totale maîtrise de l'anglais. De réelles perspectives de carrières s'offrent à des candidats sachant allier rigueur, autonomie, sens de l'initiative et de l'encadrement.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) à TEKELEC AIRTRONIC - Service Recrutement - Melle PONZO - BP2 - 92315 SEVRES en précisant la référence du poste.



Responsable de Projet Gestion de Configuration

Responsable de la gestion de configuration pour le centre de Recherche et Développement d'APPLE Europe, vous coordonnez avec les USA, les versions logicielles émises en Europe. Cette fonction se situe dans un nouvel environnement en plein essor. Votre mission consiste au développement d'outils et de procédures de contrôle des logiciels.

Vous supervisez la réalisation des projets de développement et assistez les ingénieurs pour garantir la documentation et la gestion des logiciels. Vous possédez nécessairement une expérience de 3 à 5 ans dans la gestion de configuration et/ou l'assurance qualité logiciel.

Réf. RGC

Ingénieur Gestion de Configuration

Responsable de la gestion des principales versions des logiciels développés en commun par APPLE Europe et COPERTINO, vous êtes le relais entre les ingénieurs logiciels et l'assurance qualité. Vous assurez la création et l'implémentation des briques logicielles menant à la

version manufacturée et maintenez un contrôle rigoureux du développement interne des logiciels. Vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de l'assurance qualité logiciel. La connaissance de la gestion de configuration serait préférable.

Réf. IGC

Responsable Assurance Qualité-Logiciel

Responsable de la qualité des produits au sein du centre de Recherche et Développement d'APPLE Europe, vous intervenez dans un domaine en plein essor. Vous assurez un contrôle logiciel rigoureux des produits de communication élaborés au centre européen, ainsi que la création d'un environnement global d'assurance qualité. L'efficacité de ce contrôle qualité repose sur la mise en place d'outils de tests appropriés, de méthodes et de procédures d'assurance qualité, ainsi que sur la coordination entre les

ingénieurs-logiciels et les responsables de gestion de configuration. Vous êtes aussi l'interface entre COPERTINO et le centre de Recherche européen. Vous possédez obligatoirement 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la qualité, la conception et l'implémentation des systèmes de tests. Votre connaissance des applications Macintosh et des logiciels tests pour systèmes de communication en temps réel est un atout.

Réf. IAQ

Merci d'adresser votre CV en anglais à Kathryn COONEY en précisant la référence du poste choisi.

Apple Computer Europe 87, avenue de la Grande Armée 75116 PARIS.



Lorsque la finance et l'informatique se rencontrent !

Un important groupe bancaire et financier installé au cœur de la cité financière accroît ses activités en s'appuyant sur une politique de développement informatique ambitieuse et recrute

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS OU 1^{re} EXPERIENCE

Grandes Ecoles Scientifiques ou de Gestion - 3^e cycle informatique-Miage

DES MOYENS INFORMATIQUES DE POINTE

Environnement IBM 3090-3084, MVS/XA, IMS, PL1, COBOL, LAG, DB2, un important réseau de télématique et plusieurs milliers de terminaux.

DES PROJETS D'ENVERGURE

Vous affirmerez votre potentiel en participant à la conception et à la réalisation des projets informatiques : bourse, salle de marché, monétique, international, contrôle de gestion, produits financiers.

UNE MISSION DE CONCEPTION ET D'ORGANISATION

Votre autonomie, vos qualités relationnelles vous permettront d'exercer notamment un rôle de conseil auprès des différents départements ou filiales de la banque, et d'évoluer vers des postes à responsabilité au sein de l'organisation informatique ou d'un département plus spécifiquement bancaire.

UNE FORMATION SUIVIE

Vous appuierez vos compétences sur une formation informatique et bancaire initiale de plusieurs mois, vos connaissances seront ensuite entretenues par le biais de la formation continue.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence CT/BP/6 M à

CARRIA PROFILE

Claire Tarnat - CARRIA-PROFILE 128, rue de Rennes 75006 PARIS

Conseil en Recrutement Informatique

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.



BULL ENGAGE DES SPECIALISTES IA ET COGNITIVIENS

De formation supérieure Ecole d'Ingénieur ou équivalent, vous avez acquis une première expérience de développement IA, d'ingénierie de la connaissance, ou de conduite de projets IA (environnement UNIX, LELISP, KOOL, PROLOG...).

Vous souhaitez aujourd'hui vous impliquer dans un projet de grande envergure et trouver des possibilités d'évolution à votre dimension.

Nous vous offrons l'opportunité de rejoindre une équipe de pointe en participant à la réalisation de systèmes experts en configuration.

Vous conduirez des développements en étant responsables de :

- l'analyse des besoins et de la conception générale des logiciels.
- la conduite des phases d'intégration et de livraison.

Les plus confirmés d'entre vous assureront l'animation d'une équipe de réalisation.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 503 M à Francis CAIRE - Service Recrutement BULL - 23 avenue de la Grande Armée - 75016 PARIS.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

6000 personnes, plus de 5 milliards de CA. GENERAL ELECTRIC CGR est le pôle européen de GENERAL ELECTRIC MEDICAL, leader mondial de l'image médicale. Dans le cadre de la Politique d'Assurance Qualité nous recherchons des INGENIEURS

Pour notre «Département Contrôle Industriel de la Qualité» :

Méthode Contrôle Qualité Réf. 123 M.

Responsable de la mise en oeuvre du plan Qualité Fournisseur, il s'assure de la claire définition des spécifications pour les principaux produits achetés.

Partenaire de nos fournisseurs, il rédige avec eux des protocoles et procédures adaptés, valide leurs moyens de gestion de la qualité, suit la conformité des produits, et planifie les audits en fonction des résultats.

Méthode Gestion Qualité Réf. 124 M.

Nous recherchons un leader pour notre Projet Qualité : cet ingénieur devra :

- développer la démarche «Client-Fournisseur» en interne ; pour cela, il établit des contrats qualité entre les différents services, opérationnels et fonctionnels, et suit leur application ;
- harmoniser le traitement des données qualité en matière de réparation entre les différents centres de production français.

Pour le Service Contrôle Qualité du Département Electronique Réf. 125 M.

Responsable opérationnel, il assure les fonctions d'adjoint au Chef de Service ; il est chargé du contrôle d'entrée, du contrôle final et de l'interface avec les services connexes de la production ; plus particulièrement, il gère avec la Gestion de production les actions prioritaires.

Pour notre Service Industrialisation :

Méthode Tests Réf. 126 M.

Responsable à terme d'une équipe, il est chargé de concevoir, réaliser, mettre au point en production, les outillages de tests et de contrôles automatisés.

Il a une expérience réussie dans ce domaine d'au moins 3 à 4 ans.

«Hommes - Produits» Réf. 127 M.

Ingrés au Service Industrialisation, ils sont responsables de l'élaboration complète du processus de fabrication de produits ; ils coordonnent l'action des différents services de la production, de la naissance du produit jusqu'aux premiers équipements de séries. Ils disposent pour ce faire de moyens propres et s'assurent la coopération de services périphériques.

Pour tous ces postes 5 impératifs :

- une formation en ELECTRONIQUE
- une expérience de la production en milieu industriel
- la pratique de l'anglais
- une mobilité géographique, nos centres de production étant dispersés
- ouverture d'esprit et aptitudes à la communication.

Postes basés à BUC (78) ou à STAINS (93).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle) en mentionnant la référence du poste choisi à notre Conseil.

EUROSELECTION, 3 rue Troyon 75017 Paris.



General Electric CGR



Itinéraire privilégié pour Ingénieurs Généralistes.

Constructeur mondial de camions, autocars et autobus, 38 000 personnes, CA 29 milliards - RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS, bien engagé dans la voie de l'expansion, désire vous associer à son développement.

Jeunes ingénieurs mécaniciens, électriciens, électroniciens, débutants ou déjà aguerris par une première expérience professionnelle, nous vous offrons un itinéraire personnalisé.

A partir de l'une de ces fonctions basées à LYON, d'étapes en étapes et de responsabilités en responsabilités, vous explorerez notre univers industriel et deviendrez les artisans de notre évolution commune.

Ingénieur électricité électronique prototypes

Vous assurez le montage des véhicules prototypes dans les fonctions électricité - électronique et participez au développement de ces fonctions, de la conception à la mise au point.

Réf. TS 20

Ingénieur essais autocars-autobus

Vous assurez la conception des plans d'expérience, la réalisation des essais sur les véhicules prototypes Autocars-Autobus afin d'effectuer leur mise au point.

Réf. TS 21

Ingénieur formation automatismes, maintenance

Vous définissez avec les hiérarchies les besoins de formation dans les domaines électronique et électricité, pneumatique, hydraulique. Vous assurez la conception, la réalisation et le suivi des actions de formation.

Réf. TS 22

Ingénieur ergonome

A partir d'une politique à l'élaboration de laquelle vous aurez participé, vous assurez la conception, l'analyse et la mise en place d'actions visant à améliorer les conditions de travail.

Réf. TS 23

Ingénieur matériaux métalliques

Au sein du laboratoire central, vous assurez les expérimentations sur l'évolution des matériaux métalliques et intégrez les développements.

Réf. TS 24

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Monsieur Thierry SCHIAFF - Service Recrutement Cadres - 128, rue Servient - 68003 LYON.



L'AVENIR ENSEMBLE



Matra Transport : N°1 Mondial des métros automatiques

Notre maîtrise des technologies de pointe et des systèmes complexes, notre capacité à innover et notre volonté d'entreprendre nous ont permis, en quelques années, de devenir le n°1 mondial dans le domaine des systèmes de transports automatiques. Poursuivre notre expansion dans un contexte international très concurrentiel nous promet des défis comme nous les aimons : aussi difficiles que passionnants. Pour les relever avec succès, nous avons besoin de votre enthousiasme et de votre talent. Nous renforçons nos équipes et recherchons (h/f)

Ingénieur Développement Logiciel

Au sein du groupe Produit Logiciel de notre Division Télésupervision, vous serez chargé d'effectuer le développement du logiciel de dialogue homme-machine, et assisterez les équipes projets en phase d'intégration.

Ingénieur Grande Ecole en Informatique, débutant ou avec une première expérience si possible en station de travail.

La connaissance d'UNIX et X-WINDOW serait appréciée.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, adressez votre dossier de candidature précisant la référence DL/LM à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - BP 531 - 92942 MONTROUGE Cedex

MATRA TRANSPORT

ARM CONSEIL, SSII de haute technologie, conçoit et réalise les systèmes informatiques de grandes sociétés et organisations du secteur industriel et tertiaire.

DIRECTEURS D'AGENCES NANTES - LILLE - METZ

Ingénieur de formation, vous avez déjà exercé des fonctions similaires dans une S.S.I.I.

Vous devrez conquérir un marché régional vous faisant reconnaître auprès des grands comptes par vos compétences commerciales et techniques en services informatiques et en vous appuyant sur nos références nationales.

Votre rémunération sera très élevée en fonction de vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, Curriculum Vitae, photo et prétentions) en précisant la région choisie à Pascale BONASSIES - ARM CONSEIL - 5, rue Bellini 92806 PUTEAUX LA DEFENSE 11.

ARM CONSEIL

Filiale d'un grand groupe européen, nous sommes devenus leader mondial dans notre domaine : les composants industriels pour le bâtiment. Fortement structurés, nous sommes rentables. Notre dynamisme et notre taux de croissance nous sont enviables. Nos activités font largement appel aux techniques de mécanique de pointe, à l'électronique et à l'automatisme. Nous renforçons nos équipes en permanence et recherchons 2 ingénieurs.

Jeune ingénieur produits

Homme technique de nos produits, vous êtes l'interface entre nos clients (par le réseau commercial), notre département technique - auquel vous appartenez - et la fabrication. Vous répondez aux appels d'offres, effectuez les études techniques nécessaires et êtes par ailleurs en relation avec les organismes certificateurs.

De formation A.M., INSA, ENI ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie.

La maîtrise de l'allemand est indispensable (anglais apprécié).

(Réf. GC10)

Responsable des Etudes Industrielles

Vous coordonnerez l'ensemble des études d'investissements (réalisation des études, cahier des charges, recherche et consultation des fournisseurs) puis suivrez leurs réalisations (chantiers, matériels, mise en route) et enfin, assisterez les exploitants (modes opératoires, notices dépannages, etc.).

Débutant ou avec une première expérience de quelques années, de formation généraliste (Centrale, AM, ICAM ou équivalent) option électronique-automatisme, vous êtes un homme capable de diriger une petite équipe, de gérer un budget avec rigueur.

(Réf. GC 20)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (CV et prétentions) sous la référence choisie à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon



COCEPLAN

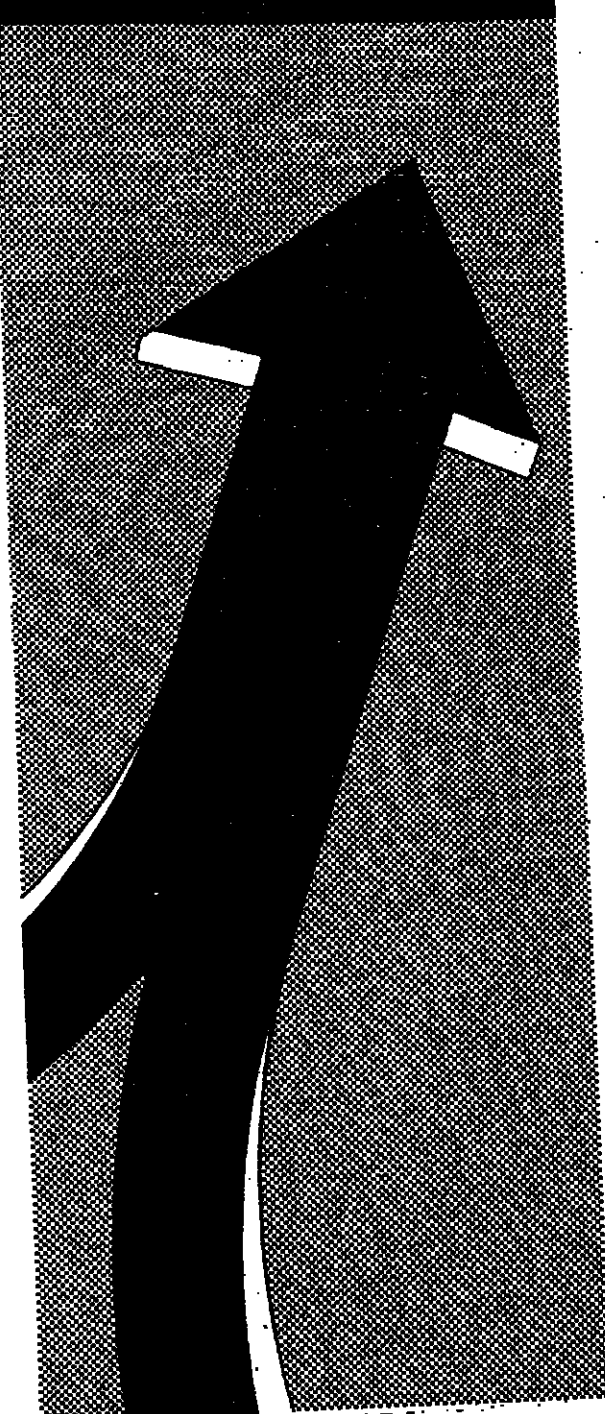


REPRODUCTION INTERDITE

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner



FUTURS MANAGERS, IL Y A DES PROJETS QUI ACCROISSENT SENSIBLEMENT VOTRE VITESSE D'EVOLUTION.

- Parce que nous évoluons dans un environnement high tech,
- Parce que nous disposons de moyens considérables en études, développement et production,
- Parce qu'enfin Ambition, Implication, Synergie des compétences sont les moteurs de nos actions :

La **DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES** du groupe THOMSON, leader international dans le domaine des équipements électroniques aéroportés souhaite renforcer son département **ELECTRONIQUE DE MISSILES**.

Avec 3000 fusées de proximité, 5000 récepteurs télécommandés répondeurs, 2000 autodirecteurs vendus depuis 10 ans en France et à l'étranger, ce département est partenaire de multiples opérations transatlantiques et européennes et recherche :

2 ADJOINTS CHEFS DE PROJET

Ingénieurs électroniciens confirmés, vous avez acquis une expérience significative dans le domaine de la coordination d'affaires. Vous prenez en charge les relations avec les clients et assurez la définition d'autodirecteurs ainsi que le suivi d'affaires.

Manager d'une importante équipe d'ingénieurs et de techniciens, cette mission est un poste tremplin pour évoluer rapidement vers une fonction de chef de projet.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence DEM à Daphné BUNGENER
THOMSON CSF - DIVISION RCM
178, bl Gabriel Péri - 92242 Malakoff Cédex

THOMSON

UNIVERSITAIRES

Vous êtes titulaire d'une Maîtrise, d'un D.E.A. ou d'un Doctorat scientifique et vous avez un réel intérêt pour l'INFORMATIQUE.

Notre jeune société, en pleine expansion a pour vocation la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion dans les grandes entreprises. Elle vous propose une **FORMATION** initiale, un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes et une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à vos mérites.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV) à : **INGESOFT**
69, rue Dutot, 75015 PARIS.

Inge
ET SOFTWARE
Soft

Dans le cadre du lancement de son **RESEAU MONETIQUE INTERBANCAIRE** basé sur les normes internationales (OSI, X 25,...)
NOTRE CLIENT PARISIEN recherche

INGENIEUR TELECOM/EXPLOITATION

Réf. FT 2M

Diplômé, 5 à 10 ans de métier et du goût pour les **RESEAUX**, l'**EXPLOITATION** et l'**ORGANISATION**, pour :

- définir les procédures d'exploitation du Réseau
 - participer à la réception des logiciels de gestion du Réseau
 - mettre en place les circuits d'information avec les **CLIENTS** et avec les équipes techniques.
- La connaissance de l'utilisation des logiciels IBM (CICS, DB2, TSO) serait appréciée.

Merci de nous envoyer votre CV + photo + rémunération en précisant la réf. choisie

INGENIEUR RECEPTION

Réf. FN 2M

Diplômé, 3 à 5 ans d'expérience, il sera le Responsable du **CONTROLE QUALITE**, de la réception et de la mise en oeuvre des futures versions des logiciels du Réseau.

Une expérience en validation de logiciels serait appréciée

La connaissance du système X83 constituerait un plus

LD CARRIERES (SA)
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

Witco

Filiale d'un groupe américain de dimension internationale,

Recherche pour son laboratoire Recherche et Développement implanté en Haute-Normandie, à 120 km de Paris, un

INGÉNIEUR CHIMISTE

Agé d'environ 30 à 35 ans, il a quelques années d'expérience dans la formulation à base de tensio-actifs.

Responsable d'une petite équipe de techniciens, il assurera le développement des produits de la société dans des domaines tels que :

- l'émulsification,
- la dispersion,
- et la désémulsification.

Connaissance de l'anglais exigée.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous n° 8121 M à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Chefs de projet confirmés et juniors

BNP

Leader dans le domaine bancaire, notre informatique est composée d'un des plus grands parcs informatiques (IBM - BULL) avec un vaste réseau de télétraitement (10 000 terminaux aujourd'hui, 16 000 à terme). Bases de données, Terminals multifonctions, Bureautique et micro-informatique sont nos outils de référence.

VOS MISSIONS :

- Dans le cadre des nouveaux produits offerts à notre clientèle, vous serez chargés de la conception et de l'encadrement de nos projets télématiques.
- Intégrés dans un département en pleine expansion vous devrez être une force de proposition et d'innovation.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Reine-Marie HALBOUT en précisant la référence.

VOS PROFILS :

- Formation Supérieure (Ecole d'Ingénieur, MIAGE ou équivalent).
- Expérience de 3 à 5 ans en tant que responsable de projet pour les chefs de projets confirmés de 2 à 4 ans en tout pour les juniors.
- Maîtrise de l'environnement IMS DB/DC obligatoire pour assumer ces postes.
- La connaissance des outils télématiques et vidéotex sera un plus.
- Votre dynamisme et votre motivation seront déterminants dans votre réussite.

CAP SESA SELECTION
Tour Mafis, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Associations nos ambitions...

Participez à la croissance de
DASSAULT DATA SERVICES

La société de Services et de Conseil
en Informatique filiale de
DASSAULT SYSTEMES

Vous êtes jeunes, ambitieux
Nous vous proposons de
prendre en charge des projets
HIGH TECH

INGENIEURS

Expérimentés ou débutants

Nous vous confierons des
missions en informatique dans
les domaines suivants :

- XAO,
- ROBOTIQUE & AUTOMATIQUE,
- CALCUL SCIENTIFIQUE,
- PROCESS INDUSTRIEL.

Si cette opportunité vous intéresse,
écrivez sous réf. M01 à Nathalie Plécy

DASSAULT DATA SERVICES
24-28, Avenue du Général de Gaulle, 92150 Suresnes



Valeo

Systèmes
d'essuie-glace

Notre développement nous positionne parmi les premiers
fabricants européens de systèmes complets d'essuie-glace.
Nous recherchons plusieurs Ingénieurs Méthodes pour
notre unité de CHATELLERAULT (1.000 Personnes)

Responsable Moyens Industriels

A 32/35 ans, Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience en Méthodes Industrielles faisant
appel à l'électronique intégrée à un ensemble mécanique.
Rattaché au Directeur d'Usine, vous animerez une équipe d'une vingtaine d'Ingénieurs et Techniciens
et assurerez :

- la recherche des moyens de développement de notre capacité industrielle,
- la mise en œuvre des procédés d'optimisation de l'industrialisation des produits existants,
- la responsabilité d'un important programme d'investissement lié à ces projets. Réf. 880/1/LM

Ingénieur Informatique Industrielle

A 26 ans environ, Ingénieur généraliste (Centrale, A.M...) - option Informatique Industrielle, vous
collaborerez à l'automatisation des procédés (études - mise au point - réalisation) et participerez aux
études d'investissements s'y rapportant. Réf. 880/2/LM

Jeune Ingénieur Méthodes (A.M., INSA...)

Rattaché au Responsable Moyens Industriels, vous participerez à notre
stratégie d'optimisation de l'outil de production. Vous collaborerez à la
mise au point des méthodes de fabrication. Réf. 880/3/LM

Ces postes s'adressent à des ingénieurs motivés par un Groupe
industriel de dimension internationale qui vous permettra d'évoluer à
terme vers des responsabilités élargies.
La maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand représente un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à
notre Conseil PG Consultants - 9, rue Benoit Malon - Tour Suresnes 2000
92150 SURESNES



Valeo L'Équipement Automobile

S'unir, c'est gagner

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINES

(2500 personnes, CA 1,3 Milliard)
Rejoignez notre centre de CAGNES/MER (06)

INGENIEUR DE SOUTIEN LOGISTIQUE

Homme de contact, âgé de 30 ans environ, vous serez chargé
de la définition et de la prise en compte des spécifications
logistiques à la conception ainsi que de la coordination des
différentes tâches logistiques au cours de la phase Développement/
Production.

Pour chaque équipement, vous prendrez notamment en charge
les études de l'évaluation de :

- la maintenabilité
- la fiabilité
- la disponibilité

Votre formation supérieure d'ingénieur électronicien et/ou informaticien, votre maîtrise de l'anglais et l'expérience que vous
avez déjà acquise dans un contexte international constituent des
atouts indispensables.

De larges perspectives d'évolution existent au sein du Groupe
pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
présentations sous la réf. 89.013 à : SM CONSEIL

qui vous garantira réponse et confidentialité
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS
Tél. 45.63.03.10

THOMSON

DIPLÔMÉS D'ÉCOLE D'INGÉNIEURS UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE

DÉBUTANTS

Quelle que soit votre spécialité d'origine, vous partagez notre passion pour
la mise en œuvre de techniques avancées.

Associez à votre carrière la notoriété d'un grand Groupe Informatique,
1000 personnes, 14 filiales, qui interviennent auprès des plus grandes
entreprises de tous secteurs d'activités.

Une formation qui a fait ses preuves vous initiera aux techniques les plus
actuelles de l'informatique de gestion et vous permettra de jouer très vite un
rôle opérationnel au sein de nos équipes de réalisation. Rapidement, vous
élargirez vos responsabilités à la conception d'applications, au Conseil et à
la conduite de projets importants.

Des postes sont à pourvoir à Paris, dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

Merci d'adresser dès maintenant votre dossier de candidature sous la
référence DM/806 à Marion-FERRIER.

UNILOG

Dépt Recrutement
9, bd Gouvion-St-Cyr
75017 PARIS

digital

"Et si réfléchir
sur la
conception de
grands projets,
c'était aussi
une manière
de concevoir
une grande
carrière..."

Digital, leader mondial des
réseaux informatiques et des
systèmes intégrés d'information
vous propose des postes qui vous
permettront d'évoluer dans l'aire
internationale européenne.

Chefs de projets

Réf. MON 614

Ingénieurs analystes

Réf. MON 615

Vous réaliserez des projets
d'informatique de gestion pour les
besoins de Digital, en mettant en
œuvre les méthodologies et les
technologies les plus avancées.

3 à 8 ans d'expérience vous ont
permis d'acquies un profession-
nalisme indiscutable de la
réalisation et de la conduite de
projets.

Envoyez vos CV et lettre manuscrite, sous référence choisie à
M.C. SAN QUIRICE - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux - BP 136
91004 EVRY CEDEX, qui traitera
confidemment votre candidature.

Directeurs de projets

Réf. MON 616

Interlocuteur et conseiller de
notre direction, vous metrez en
œuvre des projets informatiques de
grande dimension. Vous aurez la
responsabilité de la réalisation en
termes techniques, fonctionnels,
budgétaires et humains.

8 à 15 ans d'expérience en SSL
ou dans une direction des études,
vous ont permis de maîtriser et
d'évaluer avec précision chaque
phase du cycle de vie d'un projet.

Tous ces postes réclament une
formation d'ingénieur ou
universitaire.

L'anglais est nécessaire voire
indispensable.
La connaissance de VMS est un plus.

**Digital
Equipment
Corporation**

Jeunes Ingénieurs Génie électrique et électromécanique

**Division
Électricité et Nucléaire**
Avec 2500 p. - 3,5
milliards de CA, elle
étudie et réalise des
projets nationaux et
internationaux d'entre-
prises électriques et
électromécaniques dans
les domaines de la
production d'énergie,
de l'industrie, des
Transports et du
Bâtiment Tertiaire.
Elle renforce ses
équipes opérationnelles
dans toutes ses
activités.

Ingénieurs grandes écoles, débutants et première expérience (ESE,
AIM, ENSIEG...), vous souhaitez évoluer vers des fonctions
d'ingénieur d'affaires. Vous serez intégrés dans une unité
opérationnelle pour vous former aux différentes phases du
déroulement d'un projet (France et Export) : étude technique, devis,
achats, réalisation chantier, gestion budgétaire.

Votre capacité d'adaptation, votre tempérament d'entrepreneur et
une bonne pratique de l'anglais (espagnol apprécié) vous
permettront d'évoluer vers la direction complète de projets.
Vous aurez ainsi l'occasion de mettre en valeur votre goût pour les
contacts et vos capacités d'organisation et d'animation d'une
équipe.

Pour un premier contact, adressez votre
candidature à SPIE-BATIGNOLLES,
MSTOTZENBACH, Parc Saint-Christophe,
22 avenue de l'Entreprise -
95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

INGENIEURS MECANICIENS Grandes Ecoles

- Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience
- Vous êtes intéressé par les technologies de pointe,
- Vous souhaitez rejoindre une entreprise dynamique

ESA

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- A l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique militaire et spatiale,
- Impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR

Propose pour ses BUREAUX D'ETUDES ET SES SERVICES FABRICATION des postes d'INGENIEURS avec pour tâches principales :

BUREAU D'ETUDES MECANIQUE

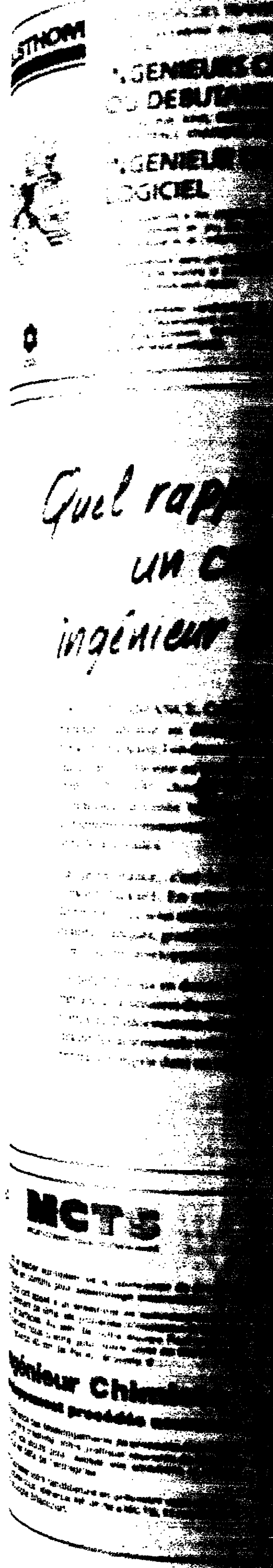
- conception d'équipements faisant largement appel aux moyens modernes de CAO,
- calculs de résistance des matériaux, comportement en vibrations et thermique par éléments finis. Réf. BE/LM

FABRICATION MECANIQUE

- résolution des problèmes de fabrication en relation avec nos partenaires,
- contacts techniques avec les services coopérants. Réf. FM/LM
- réduction des coûts.

Lieu de travail : Banlieue Ouest - Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et C.V.) à :
Administration du Personnel - ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, quai Marcel Dassault - 92214 SAINT CLOUD Cedex



REPRODUCTION INTERDITE.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALSTHOM

LA DIVISION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES
Leader International en matière de systèmes ferroviaires
recherche :

INGENIEURS CONFIRMES OU DEBUTANTS

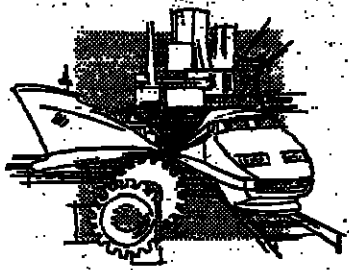
ELECTRONICIENS, INFORMATIENS
X, CENTRALE, ENSIMAG, SUPELEC, ENSEEHT...

INGENIEUR QUALITE LOGICIEL

Ils participeront à des projets d'envergure nationale et interna-
tionale mettant en jeu les techniques les plus modernes de
l'électronique et de l'informatique.

Ils travailleront dans un environnement motivant situé en région
parisienne et auront la possibilité d'exprimer leur potentiel en
vue d'une évolution rapide.

Merci d'adresser candidature et CV, détaillé, prétentions et
photo au Département des Affaires Sociales DTR-FALSTHOM,
33, rue des Bâtières - 93400 SAINT-OUEN,
sous référence 6495/HD.



CIGIE

Homme de recherche et de communication...

Anticiper et satisfaire chaque jour les besoins d'un million de
consommateurs, créer de nouveaux produits, trouver de nou-
velles textures et de nouveaux goûts : voilà les enjeux de la
recherche de la Branche Produits Frais.

C'est dans ce contexte d'innovation permanente que nous
faisons appel à vos compétences scientifiques pour optimiser
et mettre au point les méthodes d'analyse du laboratoire de
recherche physico-chimie analytique. Cela implique, outre un
réel audit des méthodes existantes et une critique construc-
tive, une veille technologique permanente des méthodes
analytiques.

A 30-35 ans, votre doctorat de physique chimie allié à
votre expérience acquise dans le domaine alimentaire (ou
chimie fine) vous donnent la crédibilité nécessaire pour dia-
loguer efficacement avec vos interlocuteurs scientifiques. Votre
maîtrise et votre ouverture vous permettent l'indispensable
vulgarisation de votre savoir auprès des opérationnels concen-
nés par la recherche. Enfin, l'animation des hommes et le
dialogue avec des partenaires diversifiés vous motivent.

Poste basé au PLESSIS-ROBINSON.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. SD 1 M, en précisant
votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres,
7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

Centre International de Recherche
Daniel Cussone

La branche produits
frais de BSN (yogourts,
fromages frais,
desserts) c'est 10 Mds
de F de CA. Au
C.I.R.C., 30 chercheurs
mettent en œuvre
créativité et moyens
technologiques pour nos
produits.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Quel rapport entre le pouvoir de dire oui, un crédit-bail à Madrid et un ingénieur commercial Hewlett-Packard ?

LA PERFORMANCE. Celle du Crédit Lyonnais, une grande
banque française au développement international, celle de
Hewlett-Packard, l'un de ses principaux partenaires informati-
ques, qui coordonne au niveau mondial l'installation d'ordina-
teurs HP 3000, chargés de gérer dans chaque pays les
opérations de crédit bail immobilier, celle enfin de l'équipe
d'ingénieurs commerciaux HP qui a conclu la vente pour les 10
sites déjà installés.

La performance, c'est le défi que vous partagerez chez
Hewlett-Packard. En négociant aux plus hauts niveaux de
direction, vous nous aiderez à progresser sur nos marchés prio-
ritaires (banques, grande distribution, administrations, éduca-
tion) tout en développant nos grands comptes traditionnels.

Ce défi, HP vous en donne les moyens. En travaillant avec les
meilleurs partenaires du marché, vous proposerez des systèmes
complets d'informations dans l'entreprise allant des micros à la
chaîne départementale reliés par des réseaux locaux publics ou
privés, y compris dans un milieu hétérogène.

En vous appuyant sur notre engagement vis-à-vis des standards
internationaux, vous préserverez la liberté de vos clients.

Hewlett-Packard vous offre un environnement de travail ouvert
et chaleureux qui favorise l'initiative et une structure souple
vous permettant d'évoluer dans des métiers différents selon vos
aspirations et vos capacités.

Si vous êtes diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingé-
nieurs, si vous avez une solide expérience, 3 ans et plus, de la
négociation à haut niveau et de la prospection et si vous connais-
sez bien les nouveaux marchés qui nous intéressent, rejoignez
l'équipe HP et contribuez à sa performance.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence SFG/LM, à
Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du
Lac, 91040 Evry Cedex.



MCTS

MICRO-CONNECTIQUE TECHNOLOGIES

MCTS est le leader européen de la fabrication de produits
microgravés en continu pour assemblage électronique.

Ces produits font appel à un ensemble de technologies asso-
ciant le traitement de films, les procédés d'insolation et les tra-
itements de surfaces. Au sein de notre équipe Recherche et
Développement nous créons pour notre unité de Mantes-La-
Jolie (78, environ 40 mn de Paris), le poste d' :

Ingénieur Chimiste Développement procédés nouveaux

Votre expérience des développements de procédés d'au moins
trois ans, votre créativité, votre pratique courante de l'anglais
constituent vos atouts pour réaliser vos ambitions et relever
avec nous les défis de l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémuné-
ration actuelle sous référence RP-IP/M à MCTS, 11 rue Gallieni,
92100 Boulogne Billancourt.



Nouveaux Marchés, Nouvelles Techniques... Le challenge des Nouveaux Métiers !

Rejoindre l'Equipe Matra, c'est au présent participer à l'aventure du Futur. Notre Direction des
Programmes de Contre-Mesures renforce ses équipes et recherche

Jeunes Ingénieurs Systèmes (ECP, ENSTA, Sup Aéro...)

Diplômé d'une Grande Ecole généraliste, nous vous confions la responsabilité sur les plans techniques, financiers et délais du développement de
systèmes de contre-mesures par leurage embarqué sur avion.

Votre mission :

- étudier et réaliser les spécifications systèmes,
- participer au développement HARD et SOFT,

Nous souhaitons confier ces postes à des Ingénieurs qui auront acquis au cours d'une première expérience des compétences certaines en
Electronique, Informatique et si possible en Electro-technique.

- réaliser l'intégration,
- suivre et contrôler les budgets et les plannings.

Merci d'adresser votre dossier sous référence LM/3101 à Emmanuelle CHEDAL - MATRA DEFENSE
Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES

MATRA
DEFENSE ESPACE

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHEFS DE PROJETS RESEAUX CABLES

Vidéo communications & télématique

Ingenieurs électroniciens, vous avez des compétences dans le domaine des télécommunications (transmission HF et vidéo, télécommunications...) ainsi qu'une réelle expérience d'organisation et de suivi de chantiers. Venez prendre la responsabilité des études d'ingénierie et du suivi d'un ou plusieurs de nos projets. RPTC V&T, c'est au sein du groupe Philips, les hautes technologies appliquées à la communication : antennes, réception satellite, réseaux câblés, systèmes de TV cryptée, TVHD, terminaux télématiques, péritéléphonie, péri-informatique, domotique et sécurité. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV à Michel Dehay, La Radiotechnique Portes-atlantes/V&T, Les Patis, 24 quai Gallieni, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est plus de 22 milliards de C.F., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

DEVELOPPEZ LES PROJETS VIDEO DE DEMAIN

Electronique de loisirs

Deux est centre de compétence internationale du groupe Philips pour le développement et la production des téléviseurs de demain. Au sein de notre bureau d'études et en liaison avec les instances internationales du groupe, vous concevez les nouveaux projets vidéo. Ingénieur optico-électronique, avec une première expérience, avec une bonne connaissance de la CAO et si possible des matières plastiques. Vos possibilités d'évolution dans un groupe international impliquent la maîtrise de l'anglais. Basé pendant un an à Suresnes, le poste sera ensuite transféré à Dreux. Merci d'adresser votre candidature avec photo à André Fiori, RPTC-ALB, 51 rue Carnot, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est plus de 22 milliards de C.F., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

TELECOMMUNICATIONS D'ENTREPRISE: DES MARCHES INTERNATIONAUX

Electronique professionnelle et télécommunications.

T.R.T. est le centre mondial de compétence du groupe Philips, dans le domaine de la transmission de données et des réseaux d'entreprises à commutation de paquets. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, nous vous proposons les postes suivants :

AREA MANAGERS :

Diplômé d'une Ecole d'ingénieur ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez une expérience de 3 à 5 ans en animation commerciale d'une zone dans le domaine informatique et/ou Télécommunications d'Entreprises. Vous serez chargé d'animer un réseau de distributeurs à l'export (organisation Philips) et serez responsable d'un chiffre d'affaires. Réf. AM.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence à TRT, Direction du Personnel, Centre Technique, 5 avenue Réaumur, 92390 La Pléssie-Robinson.

INGENIEURS MARKETING PRODUITS :

Ingénieur diplômé, débutant à deux ans d'expérience, vous connaissez le domaine des protocoles de transmissions. Vous serez chargé des spécifications et de l'introduction sur le marché international de produits de télécommunications d'entreprises, éléments d'un réseau de communications. Réf. IMP.

Le groupe TRT, c'est 4 Mds de C.F., 5800 personnes et des activités de pointe : les télécommunications, l'informatique, l'électronique. Appartenu à PHILIPS (en France plus de 22 Mds de C.F., 27.000 personnes), TRT vous offre ainsi des opportunités d'évolution dans un contexte international.

TRT

TRT, UN TEMPS D'AVANCE

SOYEZ L'ARCHITECTE DE RESEAUX DE COMMUNICATION D'ENTREPRISES



France Câbles et Radio est spécialisée dans le domaine de l'ingénierie et des services de télécommunications internationales. Dans le cadre de notre activité Télécommunications d'Entreprises, nous recherchons un :

INGENIEUR CONSULTANT EN RESEAUX

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'ingénieur, vous avez développé votre goût des contacts et votre solide sens de l'organisation lors d'une expérience de 3 à 7 ans avec une pratique confirmée dans les spécifications et l'étude de réseaux en téléinformatique ou télécommunications.

communication pour notre clientèle composée de grandes entreprises.

- Vous participerez à la définition des systèmes et des matériels et assurerez le suivi de leur mise en place.
- Vous intervenirez auprès d'interlocuteurs situés à des postes de direction.
- Ces projets ambitieux porteront essentiellement sur les technologies permettant l'intégration de la voix, des données, et de l'image.

Pour en savoir plus sur notre Groupe et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence 1020/M à notre Conseil OUTSIDER, 10 rue Vignon 75009 PARIS.



OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

42681313

Société faisant partie d'un grand groupe européen d'électronique recherche plusieurs

INGENIEURS EN ELECTRONIQUE

Au sein de l'un des centres de développement situés en proche banlieue parisienne, vos connaissances et votre expérience des technologies les plus avancées en électronique (traitement et transmission de données analogiques et numériques, architecture et conception de logiciels...) vous permettront d'intégrer l'une de nos équipes d'études ou de développement, et de prendre rapidement la responsabilité d'un projet.

Notre univers High Tech est à la dimension de vos ambitions.

Envoyez CV, photo et lettre manuscrite sous référence 46552 à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

CGA-HBS, filiale de la COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE, recherche pour son département Automatismes à la mer, dans le cadre d'activités Recherche et Développement, un

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Vous aurez pour mission de réaliser et de gérer des automatismes (modélisation, simulation), de créer et d'entretenir des contacts avec les bureaux techniques français et étrangers.

RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Vous aurez la responsabilité de la recherche et du développement de caractères théorique en simulation et d'entretenir le réseau technique de l'équipe d'application dans le domaine de la commande des moteurs.

De formation grande école, vous possédez une solide expérience des connaissances en informatique industrielle et en automatique. Vous avez une expérience en recherche appliquée dans les domaines de la modélisation, de la simulation, de l'identification, du traitement du signal, de la commande des moteurs, de la programmation, etc.

Adressez dossier de candidature sous référence 1020/M à notre Conseil OUTSIDER, 10 rue Vignon 75009 PARIS.

ALCATEL

CGA-HBS

CGA-HBS, filiale de la COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

13,7, 57 - La Pléssie-Robinson - 92390 La Pléssie-Robinson Cedex

INTERTECHNIQUE

Notre département "SYSTÈMES MILITAIRES ET OPTRONIQUE" possède un large éventail de compétence dans les domaines des capteurs, de l'électronique faible bruit, des processeurs rapides, des logiciels traitement temps réel des images. Le chiffre d'affaires en 89 doit être multiplié par 5 et les crédits d'études multipliés par 2 ! Pour faire face à ce développement, nous recherchons des INGENIEURS D'ETUDES.

INT
INTERTECHNIQUE

INGENIEUR D'ETUDES FORMATION GRANDES ECOLES EXPERIMENTES (2 à 5 ans)

■ LOGICIELS TEMPS REEL : Conception, réalisation et intégration de logiciels temps réel pour systèmes complexes à base de microprocesseurs. Une expérience en SSR serait souhaitable.

■ TRAITEMENT NUMERIQUE D'IMAGES EN TEMPS REEL : Conception, développement d'algorithmes en simulation matérielle et expérimentation sur le terrain.

■ ELECTRONIQUE NUMERIQUE RAPIDE : Conception, réalisation et intégration de matériels à base d'électronique numérique rapide et de systèmes multiprocesseurs, traitement du signal.

CADRE ELECTRONICIEN CONFIRME

■ TECHNOLOGIE CARTES ET COMPOSANTS ELECTRONIQUES : Normalisation des schémas, calcul de fiabilité. Des connaissances complémentaires en mécanique seraient souhaitables pour communiquer aux sous-traitants les normes de fabrication des cartes à base de composants numériques et analogiques.

Ces postes qui offrent de réelles opportunités de développement des carrières liées à cette expansion du Département, sont à pourvoir aux L11 (R1).

Nous vous remercions de transmettre votre dossier de candidature sous la référence DSMT/03 à INTERTECHNIQUE - Direction du Personnel - BP N°1 - 78314 PLAISIR CEDEX.

INGENIEUR DE PROJET

Jeune ingénieur électronicien, vous êtes diplômé d'une grande école. Débutant ou ayant une première expérience en conception, essais ou mise en service de machines tournantes, vous avez acquis si possible de bonnes connaissances en électronique numérique et une bonne appréhension des phénomènes mécaniques.

Rattaché à un ingénieur d'affaires, vous serez chargé de mener à bien un projet dans ses différentes phases :

- évaluation du projet (technique, devis, planning),
- dimensionnement général des paliers magnétiques actifs,
- définition du concept général électronique,
- gestion et suivi de la réalisation du projet (coût, délai).

Le poste est basé à Vernon.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature à Micheline CHRISTOT Société de Mécanique Magnétique 21 Vernon-Saint-Marcel, BP 2282, 27950 Saint-Marcel.

Nous sommes une jeune P.M.I. en pleine croissance (35% par an).

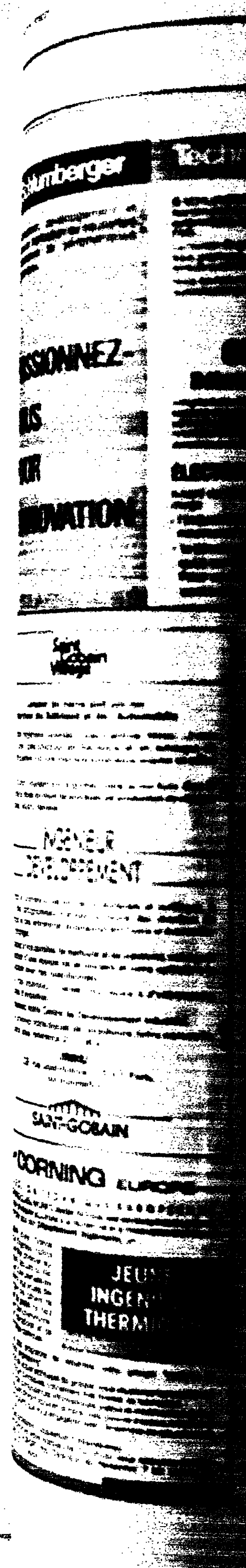
Nos actionnaires sont la S.E.P., S.K.F., S.F.K.O.

Nous avons une filiale aux U.S.A. et une filiale au Japon.

Nous développons un produit de haute technologie en mécanique et recherchons un Ingénieur de projet.

S2M

Leader mondial du palier magnétique actif



REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Schlumberger

Technologies

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise des instruments électroniques de mesure, des équipements de test automatique, des périphériques graphiques, des systèmes de CAO et FAO...
La Division Graphique, au premier rang mondial dans le domaine de l'information graphique, développe dans son unité de Crétail, de nouvelles générations de systèmes de Dessin Assisté par Ordinateur (Traceurs, Digitaliseurs...).
Nous souhaitons dans ce cadre renforcer nos départements d'Etudes et d'Industrialisation par des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou première expérience

Intégrés à des équipes jeunes et passionnées par les développements technologiques des projets, par leurs enjeux économiques dans un contexte favorisant une participation à toutes les phases de conception et de fabrication des nouveaux produits, ils exerceront des responsabilités techniques dans un des domaines suivants :

ÉLECTRONIQUE ET RÉSEAUX

Réf. 8901

Suivant vos compétences et vos souhaits professionnels, vous prendrez en charge

- l'industrialisation des sous-ensembles électroniques des nouveaux produits
 - le développement de connexions de périphériques graphiques sur différents types d'ordinateurs et de réseaux.
- Pour ce dernier poste, des compétences en informatique sont indispensables.

MÉCANIQUE

Réf. 8902

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines de

- la conception, le développement et la mise au point de Traceurs à plumes, électrostatiques, à jets d'encre...
- l'industrialisation et le choix des technologies des nouveaux produits.

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Réf. 8903

Dans le cadre du développement des futurs produits, vous prendrez en charge

- la conception de micrologiciels sous UNIX / C (intelligence graphique, asservissements).
- la réalisation d'outils de test de composants (langages graphiques évolués).

Ces premiers postes, préparant à des carrières très ouvertes au sein de SCHLUMBERGER s'adressent à des ingénieurs attirés par les secteurs de la haute technologie et souhaitant évoluer en développant des compétences polyvalentes. De bonnes qualités de contact et une pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo en précisant la référence du poste concerné à la Direction du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Division Graphique
21, rue Jean Lemoine
94015 Crétail

AD COM

Saint Gobain Vitrage

Leader du verre plat sur les marchés du Bâtiment et de l'Automobile

De formation Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Mines, ...) vous possédez une spécialisation en thermique et en échanges de chaleur complétée par une première expérience acquise en milieu industriel.

Vous souhaitez, aujourd'hui, exprimer votre savoir-faire dans le domaine de la mise au point de procédés de production de vitrages automobiles. Alors, devenez

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

Vous aurez à concevoir de nouveaux matériels et outillages, à élaborer des programmes d'essais, à suivre des chantiers de construction et des entreprises extérieures en France et éventuellement à l'étranger.

Vous associez à vos qualités de méthode et de créativité, votre goût de l'animation d'une équipe de techniciens et votre aptitude à la communication avec des opérationnels.

En outre, vous souhaitez, à terme, vous ouvrir à d'intéressantes opportunités d'évolution.

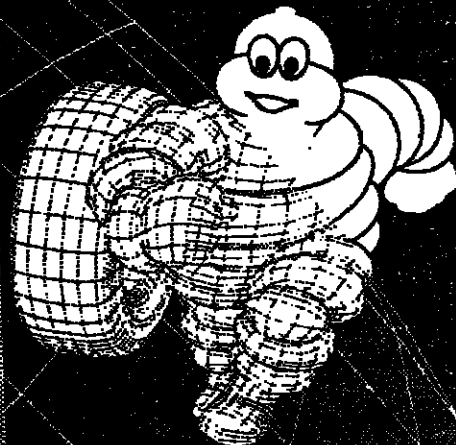
Alors, rejoignez notre Centre de Développement Industriel. Pour cela, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 2911 M à

JOURNEL
108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris,
qui transmettra.

SAINT-GOBAIN

GÉNÉRALISTES-CHIMISTES-MÉCANICIENS-AUTOMATIENS-INFORMATIENS

PARCE QUE
80 TECHNOLOGIES
VALENT MIEUX
QU'UNE...



MICHELIN
Les moyens de se passionner

Aujourd'hui, parce que 80 technologies valent mieux qu'une, tous nos chercheurs et ingénieurs se mobilisent et se complètent avec une volonté commune : poursuivre sans cesse l'innovation, seule porteuse d'avenir.

INGÉNIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGÉNIEURS DE BUREAU D'ÉTUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. LMA, à MICHELIN - Service du Personnel - Hervé COYCO 63040 CLERMONT-FERRAND Cedex.

AD COM

CORNING EUROPE

DIRECTION TECHNIQUE EUROPÉENNE
CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, grâce à la place privilégiée accordée à la recherche et à l'innovation technique, recherche pour son Département Ingénierie, un :

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur (option souhaitable physique ou appliquée), débutant ou disposant d'une première expérience, vous voulez développer une carrière de Chef de projet de haut niveau dans un environnement international et de technologie confirmée.

Nous vous proposons de rejoindre notre groupe "machine & process engineering". Partant de l'acquis technique du groupe, vous étudierez les problèmes d'échanges thermiques concernant nos modes de fabrication. De solides connaissances informatiques (calcul et modélisation de flux thermiques) devront appuyer le travail très concret d'essais, mesures et suivi de projets que vous engagerez avec l'ensemble de nos usines en Europe.

Anglais nécessaire. Localisation Fontainebleau.
Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 48458 à CORNING EUROPE Inc., Direction du Personnel, 7 bis avenue de Valvins, 77211 Avon.

JEUNE INGÉNIEUR THERMICIEN

MEDIA-STRE

JEUNES INGÉNIEURS DOUBLE FORMATION devenez nos commerciaux grands comptes



Jeunes ingénieurs, alliant le goût de la Haute Technologie à celui des contacts commerciaux (Sup Télécom, Supélec, ARTS + ESC ou IAE...). Vous êtes soit un jeune professionnel de la vente aux Grands Comptes (Administrations, para-public...), soit un débutant à fort potentiel attiré par la négociation de très haut niveau. Après une période de formation, nous vous confierons la responsabilité de développer un portefeuille de Grands Comptes. Vous aurez pour mission de conseiller et de proposer nos solutions télécommunication, bureautique et monté à nos clients. La rémunération motivante ainsi que les possibilités de carrière offertes par le rayonnement français et international de notre Groupe devraient convaincre les candidats de valeur de nous contacter rapidement, en écrivant sous réf. M 101 à SAGEM, Service du Personnel, B.P. 215 - 92000 Nanterre Cedex.



UN CERCLE HUMAIN DE QUALITÉ

AD COM

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNE INGENIEUR

ELECTRICITE - ELECTRONIQUE
ROBOTIQUE - AUTOMATISME
SYSTEME EXPERT

APPLICATIONS
INDUSTRIELLES

Grand Groupe Industriel implanté en France et à l'étranger, nous sommes au tout premier plan de la compétition internationale. Nous devons notre expansion constante à une diversification réussie, à une synergie et une dynamique interne très motivante. Un développement qui trouve également sa source dans une politique d'investissement axée notamment sur une grande automatisation de nos usines. Aujourd'hui, nous souhaitons rencontrer un ingénieur à fort potentiel pour prendre très rapidement des responsabilités opérationnelles en usine. De formation SUPELEC, IEG, HEIL... débutant ou avec une 1^{re} expérience vous êtes attiré et motivé par l'informatique et la robotique industrielles, l'électricité haute et basse tension. Après une période d'intégration et de formation qui vous permettront de vous familiariser aux techniques de pointe que nous utilisons et d'aborder avec succès votre première mission sur le terrain, vous évoluerez au rythme de vos compétences vers des responsabilités de plus en plus pointues. A vous de faire vos preuves. En relevant ce challenge vous vous ouvrez de larges perspectives de carrière. Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo sous la réf. 5757/LM à

4 MEDIA BA 53 avenue Victor Hugo 75116 PARIS.



Ingénieur hydraulicien

pour participer à la définition, aux conceptions, aux essais et à la qualification des méthodes et outils utilisés par les chantiers, plus particulièrement pour les produits hydrauliques, au sein du Service "Chantier". Ce poste opérationnel nécessite des qualités de contact et d'efficacité aussi bien pour les missions "d'urgence" chantier que pour les missions à long terme. Un de vos objectifs : élever le niveau de compétence en hydraulique du personnel de chantier en liaison avec le service Formation. Pour cela, vous êtes ingénieur hydraulicien, ou généraliste option hydraulique, et une première expérience de 2 à 3 ans vous a permis d'appliquer vos connaissances. Ce poste évolutif nécessite la pratique courante de l'anglais. Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous réf. M/902 à Véronique PARAGES, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris.

OTIS : DESTINATION FUTUR

INGENIEUR

Développez nos technologies "MICRO-ASSEMBLAGE"

A Paris, notre Division est dans un des premiers groupes mondiaux du domaine des équipements électroniques complexes. Au sein de la Direction Industrielle, nous optimisons l'innovation technologique et les performances - qualité et coûts - des nouveaux produits avec des moyens très sophistiqués. Responsable de l'activité micro-assemblage, vous êtes l'interface entre les Départements utilisateurs et les services spécialisés - micro-assemblage et fabrication, service technique, mécanique, thermique, etc... Votre mission est essentielle à notre réussite : prévoir les évolutions, pré-qualifier, animer et gérer les projets utilisant des techniques de pointe - micro-circuits, circuits hybrides, couches minces, nouveaux matériaux, composants et systèmes électroniques. A 30 ans environ, ingénieur généraliste A.M., INSA, ENSI, vous avez déjà exercé ce type de responsabilités (micro-circuits et circuits hybrides ou - et - circuits imprimés et connectique). Motivé par la technique, vos capacités relationnelles, de négociation et de gestionnaire, vous incitent à saisir cette opportunité.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) à notre Conseil sous Réf. MS/1026. Réponse et discrétion garanties. 47 rue Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES

SCORE

FRANCE TELECOM

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS (Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace)

recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX

INGENIEURS

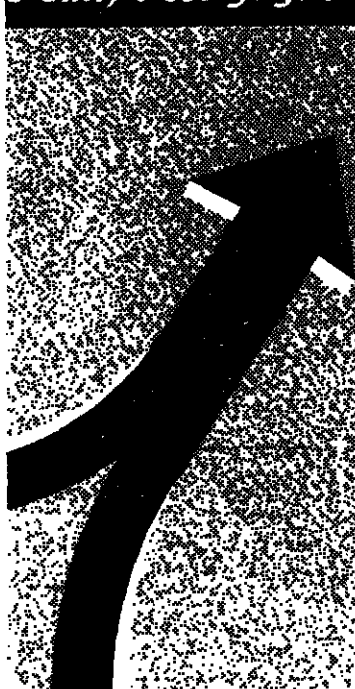
(ENST, ESE, INSA, ENSI ou équivalents) (Option Télécommunications ou Informatique)

débutants ou ayant quelques années d'expérience dans la conception de systèmes de radio communication, pour participer aux études et aux développements des systèmes de communications avec les mobiles. Compte tenu de la dimension européenne de ces systèmes, la pratique de la langue anglaise est souhaitée.

enet

Adressez les candidatures avec CV détaillé et prétentions à : DIVISION RESEAUX, DISTRIBUTION ET SERVICES CENTRE PARIS A CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS 38/40 rue du Général Leclerc 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

S'unir, c'est gagner



VOUS SEREZ A LA TETE DE TOUTES LES TECHNOLOGIES

La DIVISION TELECOMMUNICATIONS du Groupe THOMSON se situe parmi les premiers constructeurs mondiaux d'équipements et systèmes de radiocommunication professionnelle. Situé dans la métropole illoise, LE CENTRE ELECTRONIQUE DE MARCQ-EN-BAROEUL vous propose de participer au développement de grands projets.

JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS-ELECTRONIENS

Diplômés de Grandes Ecoles, vous recevrez une formation complémentaire à vos métiers.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

(ENSA, ENSMA, INSA...)

Vous participerez au développement de nos équipements dans un contexte de coopération avec des sociétés européennes et américaines. Une bonne formation, une expérience en mécanique ainsi que la pratique de l'anglais seront des atouts appréciés.

Pour saisir ces opportunités, merci d'adresser lettre + CV + photo à THOMSON - CSE Sec du Personnel, sac postal n°3 59708 MARCQ-EN-BAROEUL Cédex.

THOMSON

SITA

Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques, présente dans 180 pays et territoires, exploitant le plus grand réseau mondial de télécommunications et traitement de l'information au service de plus de 330 compagnies aériennes, recherche pour son service

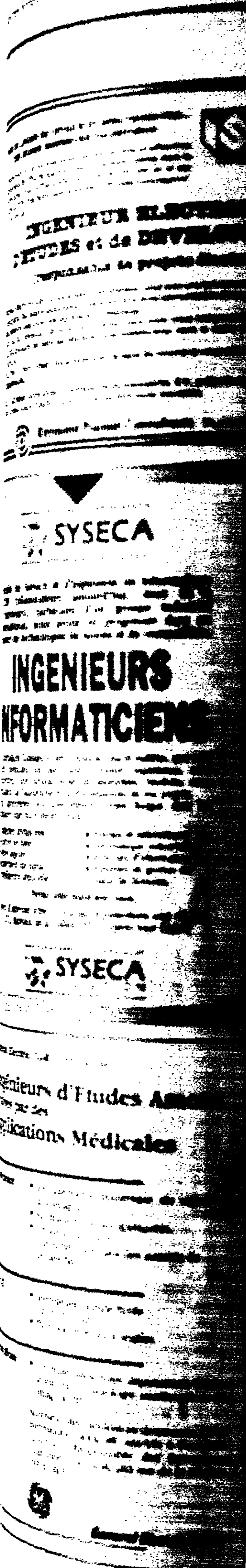
INGENIERIE DES SITES INFORMATIQUES INGENIEUR PROJETS

Dans le cadre de nos installations informatiques au plan mondial, vous établirez les cahiers des charges et coordonnerez - en vous rendant sur les sites - l'action des différents intervenants en liaison avec nos directions locales (Architectes, Bureau d'Etudes Techniques, Installateurs...). Jeune ingénieur diplômé (ENSI...), vous possédez une expérience de quelques années en Bureau d'Etudes, Constructeurs ou Installateurs, et maîtrisez les domaines techniques suivants : Energie, climatisation, sécurité en environnement informatique. Ce poste, basé à Neuilly-sur-Seine, requiert : - bonne capacité d'adaptation et de communication, - disponibilité pour déplacements fréquents à l'étranger, - maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

Envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. ST à SITA, Direction des Ressources Humaines, 112, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.



Ecrire : VALLOUREC Mme VARENE 130, rue de Sully 92103 Boulogne-Billancourt Cedex.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

POUR UN LEADER EN OPTIQUE ET SPECTROMÉTRIE...
DES JEUNES INGÉNIEURS TALENTUEUX

Notre division Jobin Yvon en banlieue sud compte un effectif de 270p et exporte 70% de ses fabrications d'instruments dans le monde entier. Son chiffre d'affaires croît de 20% par an et ses effectifs de 10%. Elle renforce son bureau d'études "conception" et recherche un



JOBIN YVON
DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.

INGÉNIEUR ELECTRONICIER D'ETUDES et de DEVELOPPEMENTS (responsable de projets électroniques)

- Ingénieur électronicien diplômé assez généraliste, vous avez une bonne expérience (2 à 3 ans) de l'électronique analogique, des asservissements et des courants forts (alimentation de sources plasma de 3 à 5 kW). Vous avez des bases en électronique logique et numérique.
- Vous saurez travailler de façon autonome mais vous vous intégrerez facilement dans une petite équipe pluridisciplinaire au sein de laquelle vous collaborerez dans le cadre de développements sur des projets communs.
- Vous êtes curieux, créatif mais vous avez le sens du concret et vous saurez faire avancer les choses. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) sous la réf : A/NEED/UM, à notre Conseil Alain CHABANE, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Assurer le développement de notre outil industriel

Jeune Ingénieur conditionnement

Au sein de la Direction Technique, vous conduirez de façon autonome des projets d'investissement de la société dans le domaine du conditionnement et de la manutention, de la définition du cahier des charges jusqu'au démarrage en usine. Vous menez les études de nouveaux matériels et équipements en liaison avec les opérationnels et les fournisseurs.

La maîtrise de l'innovation est votre métier, la recherche de la qualité et de la productivité votre souci constant. Jeune ingénieur généraliste (Ans et Métiers, Centrale, INSA...) débutant ou possédant une première expérience, nous vous proposons de rejoindre notre équipe. Votre réussite vous permettra d'évaluer vers des responsabilités opérationnelles.

Poste basé à LEVALLOIS-PERRET.

Déplacements fréquents en usine.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. EP33M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



Gervais Danone

7 usines et

3000 personnes

en France.

1^{er} producteur mondial de produits laitiers ultra frais.

Qualité, fiabilité et rapidité : trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.



SYSECA

Société de Service et d'Ingénierie en Informatique (1200 collaborateurs aujourd'hui, dont 85 % d'ingénieurs), partenaire d'un groupe industriel international, nous avons su progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition.

INGÉNIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et maîtrise, que vous soyez débutant ou ayez une première expérience, vous recherchez une activité riche et diversifiée. Motivés, vous souhaitez l'autonomie et la responsabilité de vos projets. Vous apporterez vos compétences, votre fougue dans les domaines que nous développons :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- généraliste
- traitement du signal
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

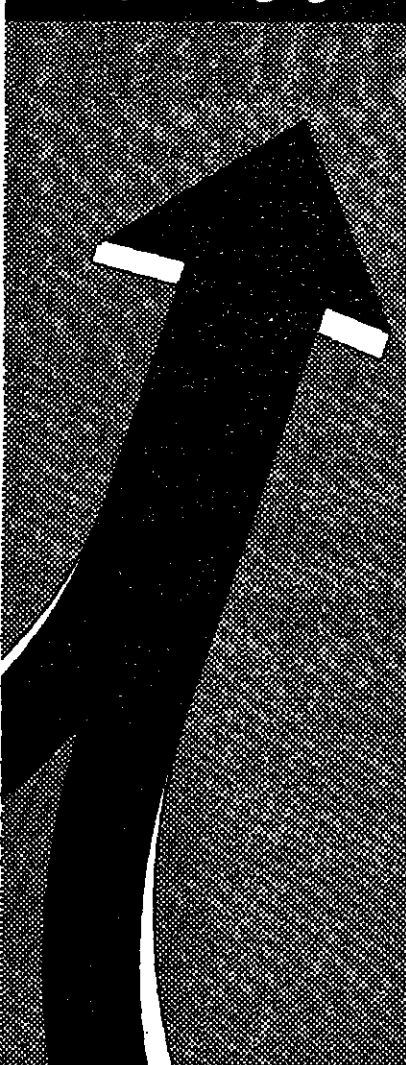
Prenez votre essor avec nous.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions sous réf. 418 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex.



SYSECA SELECTION

S'unir, c'est gagner



PARTICIPER AU PROGRAMME RAFALE: C'EST REALISER VOS AMBITIONS !

La division RADARS, CONTRE MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES du groupe THOMSON, aujourd'hui partenaire du programme RAFALE, est le premier constructeur européen de radars aéroportés, leader international en matière de conception et de réalisation de systèmes électroniques complexes.

Notre stratégie du succès ?

Des équipes d'ingénieurs de haut niveau motivés par les challenges ambitieux, un environnement de technologies avancées basé sur les moyens les plus performants en études, développement et fabrication.

Relevons ensemble les défis technologiques de la prochaine décennie !

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles de type SUPELEC, SUP TELECOM, SUP AERO, ENSERG, ENSERB... Nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées.

Après une formation à nos métiers, vous participez, de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antenne à balayage, électronique, optronique... Vous bénéficiez bien sûr de tous les moyens d'informatique de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs...

Outre une expérience technique de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence GEN à Daphné BUNGENER THOMSON CSF - Division RCM 178 bid Gabriel Péri - 92242 MALAKOFF Cédex.



THOMSON

General Electric OGR recherche des

Ingénieurs d'Etudes Amont motivés par des Applications Médicales

Expérience :

- En traitement numérique du signal et des images.
- En mathématiques appliquées.
- En algorithmiques (de préférence dans des activités de recherche).

Profil :

- Ingénieurs Grande Ecole (X, ENST, ESE)
- Très bon niveau en anglais.

Nous offrons :

- Un poste dans notre département études avancées en radiologie numérique et en imagerie 3D.

Adressez votre candidature (lettre man., CV et prétentions) sous réf. AM/UN à Françoise LEMAIRE, Responsable des Ressources Humaines, GE OGR, 283 rue de la Minière 78530 BUC.



General Electric OGR

LA DIRECTION DES LANCEURS DU CNES, A EVRY (91), RECHERCHE

PROGRAMMES
ARIANE V
HERMES

2 INGENIEURS DE FORMATION GRANDES ECOLES

Un Ingénieur d'affaires - Lieu de travail TOULOUSE

avec spécialisation TELECOM. Il devra posséder environ 5 ans d'expérience impliquant des connaissances dans le domaine des réseaux et de la communication. Au sein d'une petite équipe, il participera au développement des installations de communication pour les centres du CNES en liaison avec les agences spatiales étrangères et les industriels concernés (Réf. 88/DLA/47).

Un Ingénieur d'études - Lieu de travail EVRY

Il aura 2 à 3 ans d'expérience en dynamique des structures complétée par des connaissances en acoustique et traitement du signal avec pratique de l'informatique scientifique. Il aura la responsabilité des études de vibration dans le cadre des projets ARIANE 5 - HERMES et des lanceurs ARIANE en production, en relation avec les industriels participants (Réf. 88/DLA/23).

Pour ces deux postes, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à Monsieur le Chef du Département Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

Consultation de l'ensemble des postes offerts par le Centre Spatial d'Evry sur Minitel 3615 code CNESPACE.



cnès
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**ALLIEZ VOTRE GOUT DE LA METHODE
A LA CONDUITE DE PROJETS**



*L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies*

Nous sommes l'un des leaders de l'industrie Française (Ciments - Matériaux - Biotechnologies) présent dans le monde entier. ORSAM, notre branche BIOTECHNOLOGIES, réalise un C.A. de 1,5 milliard de F. Pour son secteur spécialisé dans la biologie, nous recherchons un

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES

- Vous avez une formation supérieure d'ingénieur ou de commerce et disposez d'au moins 5 ans d'expérience avec une pratique confirmée de la conduite de projets. Vous maîtrisez une méthodologie d'analyse et de développement.

en animant des équipes de 3 à 5 personnes.

- Outre votre sens de la méthode, ce sont vos qualités d'organisation, de suivi d'équipe et de contact, qui feront votre réussite dans le poste.

Vous trouverez chez nous des opportunités de carrière grâce à la diversité de nos métiers et de nos implantations. Poste basé à Paris.

Pour en savoir plus sur notre groupe et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence 1018/M à notre Conseil OUTSIDER - 10, rue Vignon - 75008 PARIS



OUTSIDER

Conseil en recrutement, Organisation et Informatique

42.68.13.13

**EDF
GDF**

**Au carrefour de nos besoins,
la micro-informatique est un tremplin**

Ingénieurs grandes écoles débutants

Votre mission sera de conseiller et d'assister les Directions de nos entreprises dans le choix de leurs équipements en micro informatique et bureautique. Vous aurez aussi à concevoir et à réaliser des outils d'aide à la décision dans ces domaines.

Pour ces postes en région parisienne, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV) sous réf. M/31/1 à EDF-GDF, Département Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris.



Leader de l'informatique
bancaire, recherche en 1989:

**70 INFORMATIENS
DE VALEUR** Chefs de projet

Ingénieurs confirmés - Ingénieurs débutants

Vous participerez à de grands projets informatiques dans les banques et les établissements financiers.

Nos domaines d'intervention : opérations bancaires internationales, salles de marché, bourse, engagements, contentieux, monétique, télématique...

Vos qualités : sens des responsabilités, autonomie, mobilité.

Vos connaissances : réseaux, SGBD (DB2, ADABASE...), moniteurs transactionnels...

Votre expérience : le domaine bancaire.

Merci d'adresser vos lettres de candidature, C.V. et prétentions sous la référence ZB 2 à l'attention de Claude SOMEK
STERIA BANQUES -
147, rue de Courcelles
75017 PARIS.

steria selection

steria
la fibre informatique

**CE SERAIT DOMMAGE DE
VOUS TROMPER MAINTENANT !**



Jeune Ingénieur Grande École, Jeune Universitaire de haut niveau, le parcours de vos études est un "sans faute". Bravo !

Maintenant, vous cherchez l'entreprise où vous réaliserez votre projet personnel, vous voulez choisir un secteur de pointe, une entreprise en plein rayonnement.

Vous avez raison !
USINOR SACLOR c'est le 2^e producteur mondial d'acier.
USINOR SACLOR commerce avec la plupart des pays du monde.
Ainsi, si vous pensiez que USINOR SACLOR était une société hexagonale, nous sommes obligés de vous affirmer :

Non, là vous vous trompez.

USINOR SACLOR c'est un groupe qui retrouve sa compétitivité par rapport à la concurrence mondiale. Son redressement tient essentiellement à trois options stratégiques :

- Gestion rigoureuse des matières, des flux et des coûts associée à une forte exigence de qualité.
- Effort commercial axé sur la rentabilité à l'échelle mondiale.
- Innovation dans des aciers et des procédés performants.

C'est là que résident les atouts de sa capacité à produire et développer les aciers étonnants qui répondent aux impératifs des entreprises de pointe de l'Aéronautique, l'Automobile, le BTP, l'Espace, l'Industrie ou l'Universitaire 3^e cycle, votre avenir est largement ouvert chez USINOR SACLOR.

Recherche, Développement Informatique, Sciences des Matériaux, Production, Maintenance, Commercial, Comptabilité, Finance.

Vous ne pouvez plus vous tromper maintenant !

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec photo, sous réf. M02, USINOR SACLOR Ressources Humaines Ingénieurs et Cadres, Immeuble Ile-de-France, Cedex 33, 92070 PARIS-LA-DEFENSE.

**l'Acier
USINOR SACLOR**

Le Monde
ES RENDEZ-VOUS EMPLOI

**OPERATION
SPECIALE**

**LES
INGÉNIEURS**

mardi 7 daté 8 février 89

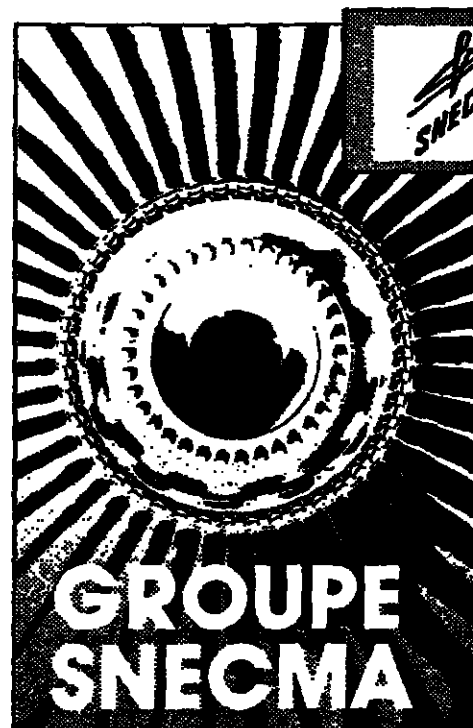
LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Diplômé d'une grande école d'ingénieur (Centrale, Mines, Arts et Métiers,...), débutant ou ayant une première expérience, vous voulez vous réaliser dans les activités de Production en Mécanique, Forge ou Fonderie.

Venez prendre des responsabilités :

INGENIEUR METHODES

Réf. JB10/G1M

INGENIEUR CFAO

Réf. JB10/G2M

CHEF DE PROJET AUTOMATISATION

Réf. JB10/G3M

Ces postes sont basés à notre unité de Colombes-Gennevilliers.

Adressez nous votre dossier de candidature, (lettre, CV et prétentions) sous la référence du poste de votre choix à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 boulevard Victor, 75724 PARIS Cedex 15.



Implantée à RENNES, berceau de la télématique en France, notre société est devenue en 8 ans de développement accéléré, LEADER européen des réseaux privés X25. Dans le cadre du développement de nos Services Recherche, Développement et Marketing nous recherchons :

Un Directeur Technique Adjoint (Réf. R16)

Vous serez responsable :
— de la planification des projets ;
— du suivi d'avancement ;
— de la qualité et des méthodes ;
— du suivi des contrats extérieurs.
Animateur des responsables techniques des produits. Expérience minimum de 8 ans en gestion de projet et en encadrement d'importantes équipes de développement.

Des Techniciens Supérieurs expérimentés et de jeunes Ingénieurs (Réf. R17)

Tesis et support de produits.
Vous serez chargé :
— des spécifications et réalisations ;
— des tests de recette des versions logicielles ;
— de formation interne de l'équipe de vente ;
— du support technique et du suivi des versions en service (anomalies, tests des corrections, évolutions).

Des Ingénieurs Chefs de produits (Réf. R23)

Postes basés à la Direction Marketing, à Rennes. Vous serez responsable de la définition de nouveaux produits dans un des secteurs d'activité de la société. Ingénieur de formation, vous avez acquis une connaissance des techniques du marketing dans le secteur des hautes technologies. Vous disposez de bonnes connaissances réseaux, et vous êtes capable d'analyser les évolutions du marché. Vous êtes surtout un homme de contact et de communication.

De jeunes Ingénieurs de Développement (Réf. R18)

1 à 2 ans d'expérience.

Des Ingénieurs de Développement expérimentés (Réf. R19)

3 à 6 ans d'expérience.

Des Chefs de Projet (Réf. R20)

Ils seront chargés du suivi des développements et de l'encadrement d'une équipe.

Pour ces trois derniers postes, vous participerez à des développements de produits de haute technologie (RNIS, OSI, X400, Sécurité, Commutateurs X25, Protocoles IBM, Gestion de réseau, ...).

Si vous souhaitez participer à notre projet d'entreprise, adressez : lettre (en précisant la référence) + CV + photo + prétentions à OST - A l'attention de Claude BERNARD - BP. 158 - 35513 CESSON-SEVIGNE Cedex.



Les réseaux bien pensés

Division d'un important groupe industriel français, à dimension internationale, notre société (1 900 personnes), leader sur son marché avec 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires, souhaite se doter d'un nouveau système de pilotage pour gérer une entreprise dont les activités variées se traduisent par une présence sur l'ensemble du territoire national.

■ Directeur des systèmes d'information

Nous vous proposons d'élaborer un schéma directeur qui devra tenir compte de la spécificité de nos différents métiers. Il vous sera nécessaire de prendre connaissance de cette diversité et pour cela vous serez chargé, dans un premier temps, d'optimiser le système existant. Très vite, vous préconiserez une nouvelle architecture matérielle, les possibilités logicielles et les structures les mieux adaptées à notre contexte. Vous constituerez parallèlement l'équipe chargée de développer et de mettre en place ces solutions en liaison étroite avec les utilisateurs. Ce poste clé nécessite une formation supérieure (école d'ingénieurs) complétée par une expérience solide (8 à 10 ans) de la conduite de projets en milieu industriel. Une connaissance des architectures réparties (réseaux de mini et de micro) est souhaitable. Les qualités individuelles (aisance relationnelle, créativité et sens des responsabilités) sont indispensables pour réussir dans cette mission et évoluer avec notre structure. Le poste est à pourvoir au siège social en proche banlieue Ouest.



Bernard RIQUIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MBR/SG/DSI à ORDIS - Conseil en Recrutement 13, rue Aubert - 75009 PARIS

ADMINISTRATION

recherche

pour participer à la réalisation d'un projet Informatique de Gestion

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DIPLOMÉ(E)

(MIAGE, grandes écoles) Disponible dès février 1989.

Débutant ou familiarisé avec un environnement DPS (la pratique du DPS 6 serait appréciée).

CONNAISSANCES ORACLE souhaitées.

Ce poste peut ultérieurement aboutir sur une embauche définitive en tant que fonctionnaire du C.N.R.S. Lieu de travail : Paris-13^e.

Adr. votre candid. avec C.V., photo et prêt. à M. Elbaccouche, 1 N2 P3 - 20, rue Barbier-du-Mets, 75013 PARIS.



Av. du Québec-LP 17 Z.A. de Courtabœuf. 91946 LES ULIS

Pour assurer son développement

Recherche ingénieurs expérimentés et Débutants fortement motivés en :

- Conception électronique Circuits intégrés MOS et/ou bipolaire ;
- Test circuits intégrés et sous-ensembles ;
- Développement CAO électronique et logiciels d'application.

RADIOTEL - FRANCE

filiale du Groupe SAGEM poursuit sa croissance sur le marché très porteur de la radiotéléphonie et recherche

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

Vous avez au moins deux ans d'expérience en Service Etudes et Développement. Au sein de notre équipe « jeune et dynamique », vous participerez à la conception et l'élaboration de notre nouvelle gamme de terminaux radiotéléphonie.

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière dans le cadre de notre Groupe.

Votre dossier de candidature sera examiné en toute confidentialité.

Poste basé en proche banlieue Sud Paris.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence RL/LM2, à



michel jouhannaud conseils 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

La Société Lubrizol France,

filiale d'un groupe américain, leader sur le marché des additifs pour lubrifiants,

recherche pour ses usines de Haute-Normandie :

2 INGÉNIEURS DE PRODUCTION

l'ingénieur de production, évoluant dans une équipe jeune et dynamique, est en charge d'une ligne de produits et également chef de projet.

Profil des candidats : ingénieur chimiste débutant, option génie chimique souhaitée.

Anglais : lu et parlé.

Envoyer lettre de candidature, photo et prétentions sous n° 8142, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



Joint venture SO/BO MERCEDES - BENZ

Leader mondial dans nos spécialités chimiques, nous recherchons pour notre équipe de vente France

Ingénieur de vente polymères pour marchés peintures, polymérisation, pharmacie/cosmétiques...

Sous l'autorité du Directeur Commercial, basé au siège à Rueil-Malmaison, responsable d'une clientèle industrielle diversifiée, vous développerez les applications et les ventes de nos lignes de polymères hydrocolloïdes.

Vous bénéficiez d'un support technique spécialisé des laboratoires de nos différents milieux de production française et européenne. Ingénieur chimiste, ESC ou équivalent, vous avez une première expérience commerciale réussie, êtes prêt à organiser votre action avec autonomie et esprit d'équipe, pouvez vous déplacer en cours de vos déplacements 50% du temps. Vous maîtrisez l'anglais oral et écrit et si possible l'allemand.

Formation interne et exercice de réelles responsabilités contribueront à vous faire acquiescer une haute valeur professionnelle dans un groupe de renommée mondiale à forte potentialité d'évolution.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération sous réf. M 405 à Michel Thévenet, Directeur commercial, AQUALON, 3 rue Peugeot 92503 Rueil-Malmaison.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE RÉGION PARISIENNE

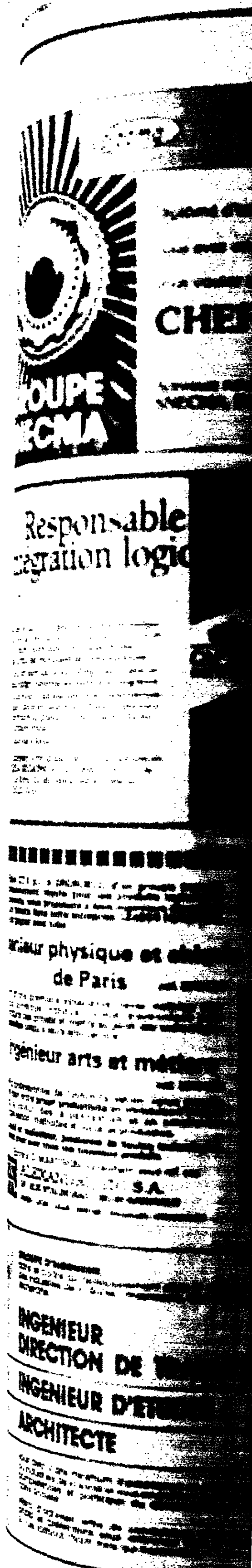
recherche pour son département Structure

JEUNE INGÉNIEUR (ETP, INSA ou équivalent)

Débutant ou justifiant d'une première expérience pour :
— études de structure (béton armé, charpente métallique) ;
— conception et direction de projets bâtiment.

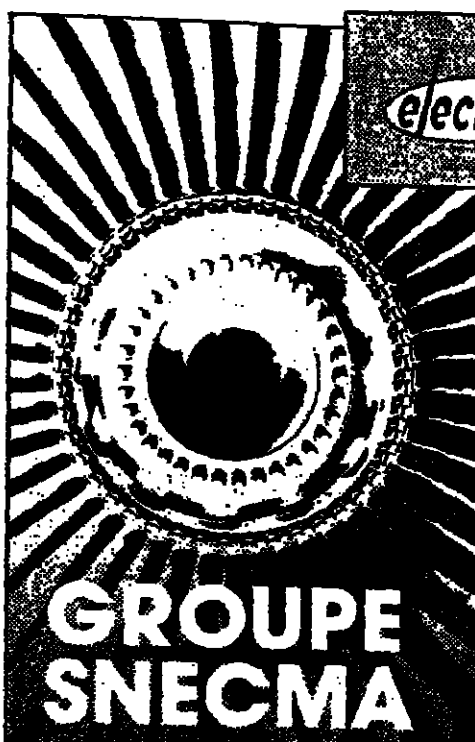
Importantes perspectives d'évolution pour les candidats ayant le sens des responsabilités et l'aptitude au travail en équipe.

Adressez candidature manuscrite + C.V. et prétentions à O.P.E. UNIVAS, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS, qui transmettra.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Diplômé d'une grande école d'ingénieur (SUPELEC, TELECOM, INPG,...),

vous avez une expérience de 5 ans dans la conception de systèmes électroniques embarqués,

vous voulez accroître vos responsabilités et partager votre acquis, devenez

CHEF DE PROJET MATERIEL OU LOGICIEL

Adressez nous votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous la référence JB/12M à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 boulevard Victor, 75724 PARIS Cedex 15.

Responsable intégration logiciel

BREST

Dans le cadre d'un grand projet d'informatique spatiale, sous la responsabilité directe du Directeur de Projet, il assure l'intégration et la validation des logiciels fournis par les équipes de développement. A ce titre, il encadre une équipe d'ingénieurs, gère un important budget, supervise les moyens d'intégration. C'est un ingénieur ayant une expérience informatique de 5 années minimum, dont une première expérience dans l'intégration de grands systèmes, de préférence dans le domaine spatial.

Poste à pourvoir à Brest.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à CAP SESA REGIONS, Hubert Noyer, Directeur de l'Agence de Brest, 21 du Verger, Solaire Anne du Portail, 29200 Brest.



Schlumberger

Technologies

ELECTRONIQUE
DE
SYSTEMES
GRAPHIQUES
DE
HAUTES
PERFORMANCES

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise des instruments électroniques de mesure, des équipements de test automatique, des périphériques graphiques, des systèmes de CAO et FAO...

La Division Graphique, au premier rang mondial dans le domaine de l'informatique graphique, développe un important projet de conception de nouveaux traceurs de hautes performances et recherche le

RESPONSABLE DE SON ÉQUIPE D'ÉTUDES

Électronicien issu d'une grande école d'ingénieurs, vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience en conception de systèmes électroniques (micro-informatique, périphériques...), si possible dans le domaine de la visualisation graphique. Vous y avez révélé vos qualités de contact et de communication, votre goût pour l'animation et pour le travail en équipes pluridisciplinaires. Bien sûr, vous avez une excellente pratique de l'anglais.

A la tête de votre équipe d'études, et en relation avec les autres départements (Marketing, Études mécaniques, Logiciel, Industrialisation...), vous conduirez la conception de l'électronique des futurs traceurs.

La réussite de ce projet d'importance stratégique au niveau international vous ouvrira d'intéressantes perspectives de carrière au sein de SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 8904, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Division Graphique
21 des Petites Haies
1, rue Jean Lemoine
94015 Créteil

ingénieur physique et chimie de Paris

(réf. 3912 LM)

Fort d'une première expérience, venez maîtriser chez nous physique, optique, chimie, électronique pour conduire des projets et mettre au point des technologies nouvelles jusqu'à leurs applications.

ingénieur arts et métiers

(réf. 3913 LM)

déjà professionnel de l'industrialisation, venez prendre en main notre projet productivité en introduisant analyse de la valeur, dès la conception et en améliorant l'organisation, méthodes et outils de production.

Créatif et réalisateur, passionné de hautes technologies, venez créer avec nous nos nouveaux produits.

Ecrire à D. MARTINON, consultant, sous réf. cor.

ALEXANDRE TIC S.A.
96, RUE STALINGRAD - 68100 GRENOBLE
PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

GROUPE D'INGENIERIE, dans le cadre du développement dans le domaine des industries de la Santé : Pharmacie, Cosmétique, recherche

INGENIEUR DIRECTION DE TRAVAUX

INGENIEUR D'ETUDES

ARCHITECTE

Vous avez 3 ans minimum d'expérience en ingénierie ou industries de la santé et vous souhaitez valoriser vos compétences et participer au développement de notre Société.

Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v., photo et prétentions sous référence 9345 à AXIAL 27 rue Talbot 75009 Paris qui transmettra.

Valeo

Protection commutation

WEMAN

1^{er} partenaire européen des grands constructeurs automobiles dans le domaine des produits électroniques de protection et de sécurité recherche dans le cadre de l'expansion de son BE Protection implanté à CROISSY (78)

Responsable du Laboratoire électronique

Patron d'une équipe de 15 personnes, vous travaillerez en étroite collaboration avec le responsable du BE. Vous assurerez les relations techniques avec les BE clients France et étranger ainsi qu'avec la division électronique du groupe et serez responsable des choix technologiques et de la conduite des projets de développement de produits électroniques de sécurité. Ingénieur électronicien Grandes Ecoles, vous avez une expérience de direction de BE électronique acquise dans un environnement grande série et grand public, complétée par des responsabilités en méthode ou en production. Pour rapidement prendre en main la technologie de nos projets, vous avez une expérience dans un des domaines suivants : circuits logiques et analogiques basse fréquence, microprocesseurs, télécommunication, systèmes pulsés infrarouges. L'anglais est indispensable.

Ingénieur électronicien - Chef de projet

Rattaché à notre laboratoire, vous travaillerez en étroite collaboration avec la division électronique du groupe pour le développement de nos différents projets et serez assisté d'équipes techniques dans la réalisation. Ingénieur électronicien Grandes Ecoles, vous avez une expérience des études et de Chef de projet en électronique, de préférence dans le secteur automobile que vous souhaitez valoriser au sein d'un grand groupe. L'anglais est indispensable, des connaissances en télécommunication et commandes infrarouges sont souhaitées.

Ingénieur industrialisation

A l'interface des services études clients, des fournisseurs, du labo électronique et de la production, vous serez responsable du développement des produits nouveaux jusqu'à leur mise en fabrication. Ingénieur diplômé, 30-35 ans, après une dizaine d'années d'expérience en méthodes et production, vous avez évolué vers les études dans le domaine électronique et souhaitez exprimer vos qualités de communication et de synthèse dans un poste à la dimension d'un grand groupe international. L'anglais est indispensable.

Jeunes ingénieurs électroniciens BE (INSA, ENSI...)

En relation avec les Bureaux d'Etudes Constructeurs, les fournisseurs et le service commercial, vous participerez à la conception des nouveaux produits. Des connaissances spécifiques en radio et infrarouge seraient un plus. L'anglais est souhaité.

Ces postes offrent une couverture sur l'international. Votre potentiel conjugué à notre dynamisme technologique vous assurera une évolution de responsabilités dans un groupe en forte croissance. Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions en indiquant la référence correspondant au poste choisi à notre Conseil : P.C. CONSULTANTS, 9 rue Benoît Malou, 92150 SURESNES.

Valeo L'équipement automobile

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DEVEZ-VOUS NOTRE "EQUIPEMENTS PRACTICE MANAGER"

Après des études en électro-mécanique et/ou électronique vous vous êtes orientés vers une activité de Bureau d'Etudes ou de Développement de produits (Télécom, Electronique, Informatique) et vous souhaitez maintenant élargir votre domaine d'intervention.

Nous vous proposons d'assumer le management de notre équipe chargée de concevoir les structures mécaniques standard nécessaires à la réalisation et à l'installation de nos équipements de transmissions.

En votre qualité de manager de cette activité vous devez également apporter votre concours à notre "Equipe Normalisation Group", et participer aux groupes de travail des organismes normatifs nationaux et internationaux.

Ingénieur diplômé (A et M - ENSEI - ESIEE...), "fluant" en anglais, ayant au moins trois ans d'expérience, homme de contacts sachant allier créativité, méthode avec convivialité et aptitudes au commandement.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous référence VI-DT-90, à Catherine BONNIER - ALCATEL-CIT - Département Transmission - BP 6 - Nozay - 91820 La Ville du Bois.

Le Département TRANSMISSION SUR CABLES d'ALCATEL CIT (3500 personnes dont 800 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de télécommunications.

ALCATEL

CIT
Département Transmission
sur Câbles



ingénieur/chimiste

SOPHIA ANTIPOLIS (06)

PEINTURES BATIMENT
ET GRAND PUBLIC

Société américaine de premier plan (2,2 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits CHIMIQUES pour l'industrie et l'agriculture.

Nos profits (123^e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de «Recherche et d'Applications», pour l'Europe, sont installés à Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire Peintures recherche un ingénieur ou un chimiste.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un SUPPORT TECHNIQUE efficace et compétent.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'Ingénieurs. Vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans la formulation et la mise au point des peintures en émulsion aqueuse.

La parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence PC 61 à notre conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.



COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Consultant Systèmes Experts

FRAMENTEC

Depuis 1983, Framentec, l'un des leaders européens en Intelligence Artificielle, réalise des systèmes clés en main pour l'industrie et les services, développe et commercialise des générateurs de systèmes experts, participe à des programmes de recherche et de développement, et propose sa méthodologie pour l'implantation des systèmes experts dans l'entreprise.

Son Département Conseil organisé en centre de profit, se développe avec succès et recrute un nouveau consultant.

Votre mission consistera à : ■ Aider les entreprises à maîtriser la technologie des Systèmes Experts à travers des actions de sensibilisation, formation et conseil ; ■ Participer au développement d'outils méthodologiques spécifiques aux Systèmes Experts ; ■ Développer votre propre portefeuille d'affaires.

En tant que Chef de Projet I.A., vous avez une expérience concrète de l'application des Systèmes Experts en entreprise. De tempérament autonome, vous souhaitez maintenant élargir votre point de vue en vous orientant vers le Conseil aux entreprises.

Votre dossier de candidature sera étudié par Patrick de Bonnières, Chef du Département Conseil, FRAMENTEC, Tour FIAT, Cedex 16, 92084 Paris La Défense.

KLA

INGENIEUR "APPLICATIONS"

Nos clients : Les Grandes Sociétés de l'Industrie des semi-conducteurs que nous équipons avec de nouveaux systèmes automatisés d'inspection et de mesure des plaquettes.

Nous vous offrons, avant la vente, d'assurer le support technique pour définir les spécifications, la faisabilité du cahier des charges et la préparation des propositions techniques.

Après la vente, vous conseillez et formez nos clients pour optimiser la qualité de nos services.

Vous êtes ingénieur diplômé, avec au minimum 5 ans d'expérience en ligne de fabrication ou similaire et vous pratiquez l'Anglais.

Votre goût pour les technologies nouvelles et les contacts, votre autonomie vous rendent disponible (voyages fréquents). Formation prévue (en Californie).

Pour saisir cette opportunité, adressez votre dossier de candidature (lettre man., C.V., salaire actuel et photo) sous réf. : MS/1024M

à notre Conseil : Michel SELLEM

SCORE, 47 rue Maréchal Foch
78000 VERSAILLES.

SCORE

Ingénieur en électronique

Le Bourget

Evoluez dans un cadre
de Haute Technologie

Entreprise de forte notoriété dans notre secteur, nous sommes spécialisés dans la conversion d'énergie électrique et développons des Centrales de mesure et de tests.

Au sein du département Recherche et Développement, vous dirigez une équipe de 3 techniciens, gérez les différents projets de conception et de développement de cartes de fonctions intégrées à nos Centrales d'acquisition.

Ingénieur première expérience, diplômé d'une grande école d'électronique, vous avez acquis de réelles compétences en traitement du signal et en électronique analogique dans un environnement de pointe. Pour réussir, vous devez être dynamique, imaginatif et avoir le sens du travail en équipe.

REF. 4270/M

SV & GM, Evéline LEVY, 2, av. Hoche, Paris 8^e

SV & GM

CONSEIL EN RECRUTEMENT

INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE SYSTEME

Notre entreprise, filiale d'un groupe français de notoriété internationale est spécialisée dans les domaines de l'informatique industrielle et des techniques avancées.

Dans le cadre de la réalisation d'importation de systèmes transactionnels, nous recherchons un ingénieur pour assister nos clients dans la mise en œuvre du système et son adaptation aux demandes d'évolution des utilisateurs.

Le poste est basé à Metz.

Diplômé d'école d'ingénieur, le candidat recherché doit posséder une expérience de 3 à 5 ans dans la réalisation de systèmes informatiques. Son rôle d'interface exige par ailleurs de bonnes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil en indiquant la référence 537/M à

JFD conseil

8, rue St-Philippe du Roule
75008 PARIS.

Filiale d'un groupe suédois, nous réalisons des équipements ferroviaires destinés au freinage. Nous recrutons

LE FUTUR RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE INFORMATIQUE

Mage ou équivalent

Rattaché au directeur administratif, il développera les applications GAO, prendra en charge l'exploitation et l'optimisation des traitements existants sur IBM 38 en GAO 3. La connaissance du système MAJIX sera un atout. Il aura un rôle d'écoute, d'assistance et de conseil auprès des utilisateurs dans l'expression de leurs besoins. Il développera des applications complémentaires. Rigueur, méthode, esprit d'initiative, ouverture sont des qualités requises pour ce poste. Une première expérience professionnelle est nécessaire.

Envoyer candidatures (lettre manuscrite + CV) sous référence RY/487 à notre conseil

Gérard BISIAUX

tétra recrutement

Groupe tétra conseil
18, rue Lamartine 90030 AMIENS

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

MAUER

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

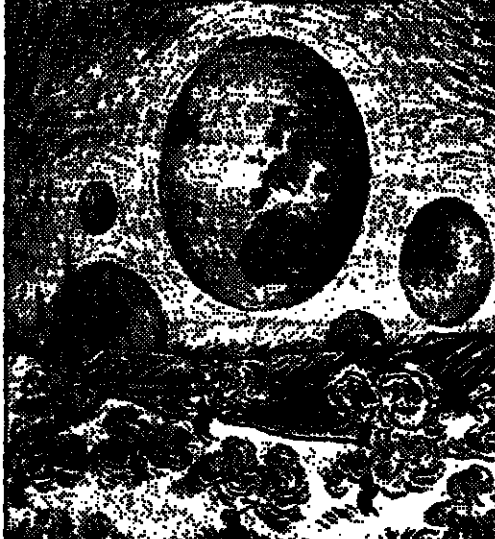


FABRICANT D'ENDUITS DE REVÊTEMENT DE FACADES,
recherche pour son unité de production à base de liants
hydrauliques de CORNELLIERES-EN-PARIS (60) (40.000 tonnes)

RESPONSABLE D'UNE UNITÉ DE FABRICATION de MORTIERS INDUSTRIELS

De formation technique supérieure (supplémentaire, automatique),
vous pouvez justifier d'une expérience de 5 à 10 ans en techniques de
fabrication et management des hommes.
Responsable d'une équipe d'une vingtaine de personnes en 2 postes
de travail, vous serez à l'origine du plan de production, à contrôler le
respect des procédures de fabrication, à définir la politique d'entretien
et à suivre les investissements.
Adresser votre curriculum vitae, photo et prétentions s/réf. 9343 à
Madame Lambert, LAMBERT FRÈRES et Cie,
5 rue Varlet, 75008 Paris.

Peindre le futur avec talent



Jeunes ingénieurs Qualité mécaniciens, électromécaniciens, instrumentistes

La Qualité FRAMATOME ? C'est la clé de voûte de l'ensemble de nos activités.
En intégrant notre Division Qualité, plusieurs voies vous seront ouvertes :
• Après formation, vous serez chargé en tant qu'inspecteur de surveiller la fabrication et les
contrôles effectués sur les sites nucléaires ou dans les usines de nos fournisseurs.
• Ou encore vous participerez à des audits et à la mise en place de programmes d'assurance de la
Qualité afin de devenir responsable d'évaluation de nos fournisseurs et de pouvoir jouer le rôle
d'ingénieur conseil.

Débutant ou riche d'une 1^{re} expérience, vous acquerez une solide compétence en matière
d'assurance de la Qualité et une bonne connaissance du fonctionnement global de la chaudière et
des équipements.
Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains vous permet-
tront de réussir pleinement dans votre fonction.
Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite, sous réf. BS 063 à
FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat, Cedex 16,
92084 Paris La Défense.



Etude et Construction de grands matériels thermiques
industriels, chaudières pour centrales thermiques,
tuyauterie nucléaire recherche

POUR SA STATION D'ESSAIS :

Ingénieur

- débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience.
- Vous avez des connaissances dans le domaine des essais industriels
(Thermique et Mécanique des fluides)
- Vous faites preuve de dynamisme, êtes pragmatique et avez le
goût des contacts.
- FORMATION : AM, ENSI, INSA...
- ANGLAIS indispensable.
- Des déplacements en FRANCE et à l'ÉTRANGER sont à prévoir,
pour la réalisation d'essais industriels.
- Ce poste est à pourvoir dans notre Usine du NORD.

Adresser CV + prétentions sous réf. D/2 à :
STEIN INDUSTRIE - M. DUFOUR, CHEF DU SERVICE
DES AFFAIRES SOCIALES - 1, TER RUE JULES GUESDES
59590 LES-LEZ-LANNOY



L'ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION
DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
recrute
au sein de son Service Technique
du Comité National (Boulogne-Billancourt)

2 INGÉNIEURS

- Ces deux postes sont à pourvoir dans les spécialités suivantes :
- 1) **INGÉNIEUR** construction métallique (ateliers de métallurgie et travaux de
charpente métallique). (Réf. 104)
 - 2) **INGÉNIEUR** construction de bâtiments et maisons individuelles-
réhabilitation. (Réf. 105)

Situation stable. Avantages sociaux.
Nécessité posséder permis de conduire.
Adresser C.V. + lettre manuscrite et justificatifs avant le 14-02-1989 à
O.P.B.T.P.
Comité National
Tour Amboise
204, rond-point du Pont-de-Sèvres
92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

EUROSOFT ROBOTIQUE. Société spécialisée dans
l'automatisation et l'ingénierie de systèmes, recherche un

INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONSULTANT

Vous prendrez en charge la conduite de projets dans le cadre du
programme TARA. Vous assurerez la gestion d'affaires
industrielles et le conseil en technologie MIS pour mission de
court et long terme.
Ingénieur généraliste de formation vous avez 3 à 5 ans
d'expérience dans l'industrie électronique (fonction métallurgie,
fonction méthodes). Vous possédez de bonnes connaissances de la
technologie MIS, de l'automatisation et de la gestion de
production. L'anglais est indispensable.



SYSTEMES



ÊTRE OU DEVENIR INGÉNIEUR ORACLE

Intervenir sur ORACLE

Télesystèmes, filiale du groupe France Telecom, est l'une des premières SSII françaises, qui allie 20 ans d'expertise
et le professionnalisme de plus de 2000 collaborateurs. Votre maîtrise d'ORACLE vous permet de vous intégrer à notre compétence
"Développement logiciels" et de mettre en œuvre votre savoir-faire sur des projets de haute technicité.

Organiser son succès

Aujourd'hui, Télesystèmes organise l'ensemble de ses métiers autour de 3 "Compétences-Forces" :
Développement logiciels, Services et Exploitation informatique, Ingénierie de systèmes et de réseaux.
Votre position dans notre organisation est claire, votre champ d'action élargi. Vos responsabilités techniques
et l'encadrement d'une équipe pluridisciplinaire vous amènent à partager notre volonté de continuer à grandir
(Télesystèmes : 100 % de croissance interne en 5 ans).

Evoluer concrètement

Vous l'avez compris, pour un Ingénieur Grande Ecole fort de 2/3 ans d'expérience,
s'investir sur des projets ORACLE est synonyme d'évolution.

- Ingénieurs, titulaires d'un diplôme Bac + 5, débutants ou dotés d'une première expérience,
en intégrant Télesystèmes vous vous tournez vers l'avenir :
- candidats ayant une première expérience ORACLE, des opportunités de formation sur IBM, Bull, DEC
accéléreront votre développement professionnel.
- candidats débutants désirant évoluer vers ORACLE, une formation vous sera proposée.

Adresser votre dossier de candidature à :

TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines - 115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél : 45.49.87.00.



Conseil et audit, architecture de réseaux, communication d'entreprise
(PABX), ingénierie de réseaux hétérogènes (protocoles OSI, RNIS), logi-
ciels télécoms... LE CHAMP D'ACTION

L'expérience de l'ingénierie de grands projets, une méthodologie éprou-
vée, une volonté spécifique incarnée dans son département spécialisé en
réseaux... SOPRA

Chef de projet - Ingénieur Réseaux et Télécom

Votre formation (X, ECP, Sup Télécom...) et votre expérience vous
permettent de prendre immédiatement votre place dans une structure
opérationnelle dynamique où haute technicité et qualité du service sont
les maîtres mots de l'action.

Au sein de la Division des Techniques Avancées, vous serez chargé
d'assurer les missions de construction du système nerveux de nos grands
clients (Banques, Assurances, Industries, Administrations,...).

Votre avenir sera à la mesure de votre ambition et de vos talents.

Merci de nous contacter en adressant votre candidature à J.P. Galan,
Directeur des Ressources Humaines - SOPRA - 3, rue Lauriston
75116 Paris, en précisant la référence IRT.



Ingénierie informatique

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Sollac

Une technologie avancée pour des ingénieurs grandes écoles

Nous sommes le premier producteur européen et le deuxième producteur mondial d'acier plats. Pour rejoindre, à Paris la Défense, notre Siège social de 700 personnes, nous recherchons de jeunes ingénieurs grandes écoles (SUPLEO, TELECOM, MINES, CENTRALE...) ou équivalent, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Ingénieur micro-informatique Réf. MI 919

Votre domaine : la micro-informatique du Siège. Vous disposez de 150 micro-ordinateurs avec outils (tableurs, TPA...) et collaborerez à la mise en œuvre des nouveaux projets d'infocentre et de gestion documentaire. Support technique auprès des usagers, vous analyserez leurs besoins et leur proposerez des solutions adéquates en recherchant de nouveaux produits sur le marché.

Ingénieur réseau Réf. IR 920

Nous disposons de matériels IBM gros systèmes sur les sites de production en province, d'un réseau SNA (VTAM - NCP - NPS). En rapport avec les différents sites, vous assurerez la parfaite cohérence du réseau central et optimiserez ses performances. Vous participerez également au choix des logiciels réseaux.

Rattachés directement à la Direction Informatique du Siège social, ces postes requièrent une bonne organisation, de la pédagogie et un sens certain de la communication. La maîtrise de la langue anglaise sera appréciée. Notre groupe offre de nombreuses possibilités d'évolution à des candidats dynamiques et prêts à s'investir.

GRUPE USINOR SAILOR



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil DATA SELECTION 48, av. Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

Valeo

Recherche pour la Direction des Représentations

Ingénieur de Recherche (Centrale, Arts et Métiers, INSA...)

Enrichi d'une expérience de 5 à 8 ans en construction mécanique, vous concevrez et metrez au point de nouveaux équipements dans le domaine de la mécanique automobile.

La pratique de l'Anglais est souhaitée.

Dans un environnement pluridisciplinaire, de larges perspectives de carrière s'ouvrent à vous au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Valeo - DEA - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 4 rue Gambetta - 93406 SAINT OUST.

Valeo

L'Équipement Automobile



LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS

recherche, dans le cadre du développement de ses activités mécaniques

ingénieur mécanicien (H/F)

Il aura en charge la définition, la réalisation et la conduite d'essais dans le domaine de la fatigue des matériaux et structures. Outre des connaissances en hydraulique, systèmes asservis et résistances des matériaux, de réelles qualités d'autonomie sont nécessaires. Il anime et gère son équipe.

Lieu de travail : TRAPPES (78).

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 89.564 à :

LNE - SRH - 1, rue Gaston Boissier - 75015 Paris.



MOTOROLA Electronique Automobile

Le groupe MOTOROLA (100 000 personnes), leader mondial de l'électronique, renforce le potentiel de sa division MOTOROLA ELECTRONIQUE AUTOMOBILE, qui développe des produits à forte avance technologique et un très haut degré de qualité, et recherche :

UN INGÉNIEUR ÉQUIPEMENT

En liaison avec un des centres industriels de MOTOROLA implantés aux États-Unis, il sera chargé de concevoir et réaliser le processus d'équipement d'une ligne de placement de composants. Il sera également responsable de la définition et de la mise en œuvre d'équipements nouveaux pour l'ensemble de l'usine. Ce poste sera confié à un ingénieur type AM, ICAM, ECAM, possédant 2 à 5 ans d'expérience en production et en développement d'équipements faisant appel à la robotique et aux automatismes industriels. Appelé à communiquer dans un contexte international, il possèdera une bonne connaissance de l'anglais. Une formation aux USA sera assurée. Ce poste est basé à Angers.

Ecrire sous référence 1078/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 Paris. Discretion assurée.



otv Ingénieur

Spécialité : Ingénierie des systèmes (génie des systèmes, recherche)

pour l'organisation des moyens informatiques du bureau d'études. Expérience CAO requise.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à M. PAIN Chef du Personnel, Le Doublon, 11, avenue Dubonnet 92407 COLOMBE CEDEX.

Grande entreprise nationale recherche

pour renforcer l'équipe études-organisation de SA DIRECTION FINANCIÈRE A PARIS

UN JEUNE DIPLOMÉ ILLA.G.E. ou ÉQUIVALENT (H/F)

UN JEUNE DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE ou ÉQUIVALENT (H/F)

Ayant le goût du contact et le sens du travail en équipe, ils travailleront en liaison étroite avec le département trésorerie et les opérateurs de marché. Ils répondront à leurs besoins en matière d'outils d'aide à la décision, de micro-informatique et d'organisation, tout en assurant la maintenance et le développement de l'existant.

Adresser lettre de candidature, C.V. + photo s/n° 8120 Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE PRODUITS CHIMIQUES de notoriété internationale recherche pour faire face à son développement :

3 TECHNICO-COMMERCIAUX

désireux de s'intégrer à une équipe dynamique, chargés de la promotion et du suivi commercial d'une gamme de produits et d'additifs destinés à chacune des industries suivantes :

- Peintures
- Huiles et graisses industrielles
- Traitement des eaux et papeteries.

Anglais indispensable. Débutants possibles.

Statut Cadre. Rémunération motivante. Poste situé à Paris.

Discretion garantie.

Ecrire à : TRILLAT 2, rue de Reims 75013 Paris

Ingénierie informatique de pointe Recherche urgent

- 3 INGÉNIEURS, exp. 3 ans minimum
Ecriture DRIVERS ETHERNET, SCSI-VME - Forte exp. 68000 - C + temps réel

- 3 INGÉNIEURS

Forte exp. UNIX, langage Temps réel graphique
Pour mission d'assistance technique auprès d'une importante société des Bouches-du-Rhône.

Envoyer CV complet à DURR - 21 De Grézan BP 3044 - 30002 NIMES CEDEX

Un produit leader mondial dans le domaine des biens d'équipement... une clientèle très diversifiée...

Notre PMI recherche, pour renforcer son équipe, un **JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

Sa mission :

Participer à la conception et au développement technique de produits nouveaux.

Etudier l'implantation de nos composants dans des ensembles mécaniques divers.

Elaborer, présenter et suivre les dossiers de nos clients.

Envoyer CV et lettre manuscrite à :

Catherine Dupuis et Jacques Michel, CER 92 - 3, boulevard Voltaire, 92600 ASNIÈRES.

BRIGANTINE AIRCRAFT

Appartenance au Groupe LECTRA SYSTEMES nous sommes spécialisés dans l'étude et la conception de pièces en métal qui composent les moteurs à l'industrie de l'aéronautique. Actuellement en très forte croissance, nous recherchons :

UN INGENIEUR ETUDE AERONAUTIQUE

Au sein de notre Bureau d'Etudes, vous serez chargé de la conception de l'étude et des calculs de structures en aéronautique. A court terme, vous serez responsable d'une équipe de Bureau d'Etudes.

A 25-30 ans, diplômé ENSAE ou équivalent, vous avez acquis une expérience significative en conception et calculs de structures. Dynamique et créatif vous avez également un bon sens de l'innovation technologique. L'anglais courant est impératif. Poste basé à Biarritz à partir de juin 89.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IEA à : BRIGANTINE AIRCRAFT - R. JACQUET 12 Chemin du Tilon 33140 VILLENAVE D'ORNON

FONDERIE ACIER COTE D'OPALE recherche

JEUNE INGENIEUR (Arts et Métiers ou équivalent)

pour responsabilité service méthodes et liaison fabrication. Poste avec réel avenir. Anglais souhaité.



Adresser CV et prétentions, sous référence CT 138, à PROFILS 11, quai St-Michel - 75005 PARIS

GILSON

NOUS SOMMES CONCEPTEURS ET CONSTRUCTEURS D'INSTRUMENTATION DE LABORATOIRE. NOTRE SERVICE DE "MISE EN FABRICATION", CARREFOUR TECHNIQUE ENTRE LES ETUDES ET LA FABRICATION recherche

UN JEUNE INGENIEUR

responsable d'une ligne de produits

De formation mécanique ou électromécanique, vous saurez assurer la mise en forme, la diffusion et la maintenance des dossiers d'exécution de production.

Merci d'écrire à J.L. RETHO GILSON MEDICAL ELECTRONICS 72, rue Gambetta - 95400 VILLIERS LE BEL

La qualité : notre politique d'excellence

INGENIEUR CHIMISTE

Filiale française (1000 personnes, 1,7 milliards de francs de CA) d'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques français, leader en biotechnologies, les exigences croissantes de nos marchés nous conduisent à des investissements permanents dans l'amélioration de la qualité de nos produits.

Nos objectifs sont ambitieux, aussi recherchons nous un jeune ingénieur (H/F) pour étoffer les services techniques de notre unité de production de Strasbourg.

Véritable trait d'union entre les départements de production, d'engineering, de maintenance et de contrôle qualité, vous serez responsable du développement et de la mise en place de nouvelles applications en production.

Vos talents de communicateur, votre imagination et votre sens pratique sont nécessaires pour réussir dans cette mission de coordination et d'assistance.

Débutant ou disposant d'une expérience de 2-3 ans dans une fonction ou un environnement similaire, vous parlez l'anglais couramment.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Isabelle LESTANG qui le traitera avec toute confidentialité.

LILLY FRANCE Zone Industrielle 6740 FEGERSHEIM.

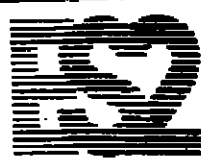


Publicité for SILLCOM and other services, including 'DES CADRES DE HAUT NIVEAU' and 'DES CADRES DE HAUT NIVEAU'.

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



EUROPEAN SILICON STRUCTURES

recherche dans le cadre de son développement

INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous avez une première expérience de vente de circuits VLSI ou des services liés à la conception et aux applications des circuits intégrés. Vous désirez vendre à haut niveau et participer à notre croissance rapide. Vous parlez anglais, (pratique de l'espagnol ou de l'italien appréciée), alors venez nous rejoindre.

INGENIEURS D'APPLICATION

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur grande école ou université, vous avez une bonne connaissance des systèmes électroniques logiques et analogiques (expérience minimale 2 ans). Vous collaborerez avec nos clients à la conception de circuits intégrés spécifiques et au support de nos logiciels. Vous parlez anglais et souhaitez évoluer au sein d'un groupe européen en pleine expansion, alors venez renforcer notre équipe.

Adresser votre C.V. à Madame SALLE
EUROPEAN SILICON STRUCTURES S.A.
72/78 Grande Rue - 92310 SEVRES.

Bureau d'Etudes Conseil en Télécommunication et Réseaux

recherche

TECHNICIEN D'ETUDES

Formation souhaitée : niveau BTS, DUT ou ING.
Expérience 2 ans minimum.

Connaissances sur autocommutateurs constructeurs Français et Étrangers.
Réseaux locaux, bureautiques, télématiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous n° 8140
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



kléber®

Notre métier : concevoir, produire et vendre des pneumatiques. Partenaire des constructeurs automobiles et agricoles depuis 75 ans, nous avons développé des produits répondant à des contraintes d'utilisation de plus en plus sévères. Nous avons maîtrisé les obstacles d'un marché très concurrentiel au cours de la dernière décennie : notre 1^{re} place Européenne dans le secteur "agrare" en est une belle preuve. Aujourd'hui, nous sommes 4000 - 250 ingénieurs et cadres - et réalisons un CA supérieur à 2 Milliards de Francs (dont 60% à l'export).

L'avenir, venez le construire et le réussir avec nous.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

(Centrale, Mines, AM, INSA, PC, Chimie Paris, ENSIC). Nous pouvons vous offrir dès maintenant les responsabilités les mieux appropriées à votre formation, à votre expérience et à vos aspirations. A vous de choisir :

EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Vous serez résolument tourné vers l'avenir en participant :

- au développement des nouvelles générations de pneus,
- à la mise au point de matériaux performants,
- aux mesures et essais physiques qui permettent de caractériser nos produits.

DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

Vous valoriserez votre compétence :

- dans l'amélioration des équipements existants et la conception des moyens de production du futur,
- dans la mise en œuvre d'un système encore plus performant d'organisation et gestion industrielles,
- dans la définition des procédés de fabrication et l'assistance technique des ateliers,
- dans le management d'équipes de production.

DANS LE DOMAINE DE LA QUALITE

Vous serez le garant de la conformité de nos process et procédés : normes, tolérances, homologations... L'assurance qualité au quotidien.

DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE

Soit comme ingénieur "systèmes", soit comme analyste/chef de projets pour le secteur commercial (gestion magasin-distribution) vous perfectionnerez encore notre système d'informations.

Sachez avant de nous rejoindre, que l'Europe est déjà pour nous aujourd'hui une réalité : 6 filiales dans la C.E.E., notre Siège Social et notre Centre Technique près de Nancy, nos usines en Champagne, Lorraine et Sarre.

Nous vous y attendons et vous remercions d'adresser votre dossier, sous référence LB/FJ à PNEUS KLEBER D.R.H.E.
14, rue du Mouzon
54520 LAXOU.



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef de Produit sur une gamme très en vue

HEC,
ESSEC,
ESCP...

Filiale d'un groupe chimique international, nous bénéficions d'une forte notoriété sur un créneau très porteur qui suit les grands courants de la mode : les biens de consommation d'équipement des ménages.

Vous allez, après une période de formation sur le terrain, prendre en charge une gamme complète de produits (étude de marchés, choix des collections, détermination des prix de vente, politique et suivi de nos campagnes médias, en relation avec nos agences de publicité). Si vous avez déjà une première expérience (agence de pub, société d'études, ou assistant chef produit...), l'opportunité d'un changement se révélera très prometteuse.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence
5654 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre
75001 PARIS.

SSII

Leader dans le domaine de la finance

recrute pour ses nouvelles activités

DES CADRES DE HAUT NIVEAU

avec si possible une double compétence informatique et financière.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à
ICEPP - Service Recrutement
18, rue de Calais, 75009 PARIS.



STE DE DETECTION ET PROTECTION INCENDIE
recherche

DELEGUE TECHNIQUE-COMMERCIAL

SECTEUR ILE DE FRANCE

Vous avez :
- une bonne expérience commerciale,
- 30 ans minimum,
- une bonne base technique, électricité, courants faibles.

Nous offrons :
- une rémunération motivante,
- une situation évolutive dans un secteur en pleine expansion.

Envoyer CV, photo

Les Installations Général-Incendie - 28, rue du Goulet
BP 127 - 93304 AUBERVILLIERS CEDEX

LA PASSION ET LA CONFIANCE

INGENIEUR CONSULTANT EN MILIEU INDUSTRIEL

Quand nos consultants vous parlent de leur métier, c'est aussi de leur passion. Tous les jours, ils construisent une expérience de confiance : leur confiance à faire évoluer les hommes et à réussir l'innovation des entreprises.

Pour chacune de leur mission, décoder les problèmes dans le détail mais aussi dans leur globalité et identifier les enjeux : cette 1^{ère} étape, qui exige une grande probité intellectuelle, ne serait qu'un exercice stérile si après le constat ne venait le temps de l'action.

Mais les faits sont là, il faut dégager des voies de progrès. Avec pragmatisme et humanité... La passion en route, celle qui donne à nos consultants la capacité de s'impliquer auprès du PDG comme collaborateurs. La confiance s'édifie peu à peu, elle qui doit permettre l'adhésion des équipes au changement.

Vous l'avez compris, la dimension humaine de notre métier est essentielle. Elle en fait la principale difficulté... et la grande richesse. En quelque sorte le supplément d'âme au cœur de la recherche d'une compétitivité des entreprises.

Construire la confiance avec passion : c'est la clé de notre succès. Depuis 1966, nous intervenons auprès des plus grands groupes industriels et auprès de leurs filiales. Discrètement car nous sommes au grand public. Mais efficacement puisque les directions générales nous redemandent, en France et en Europe.

Ingénieur de formation, vous avez une première expérience industrielle et souhaitez nous rencontrer, prenez contact

par téléphone au 16 (1) 42.61.82.81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h)

ou par télécopie au 3616 CVCOM

ou en adressant lettre manuscrite et CV à SMC Internationale
du Petit Clamart - 78140 VELIZY

CONTACT-TELEPHONE
16(1) 42 61 82 81



SMC Internationale

مركز من الأصل

Offre forte IBM : recherchons ingénieurs grandes écoles pour notre site de Corbeil-Essonne.

Les services de notre Compagnie installés sur ce site recherchent

INGENIEURS GRANDES ECOLES, X, Centrale, Mines, Supélec, ESPCI, ENST, ENSTA, HEC, ESSEC, DEA,

DESS MICROELECTRONIQUE, SCIENCE DES MATERIAUX...



débutants ou possédant 1 à 2 ans d'expérience. Bonne connaissance de l'anglais. Merci d'adresser lettre de candidature et CV à IBM France, Service Recrutement des Cadres, 224, Bld John Kennedy, BP 58, 91102 Corbeil-Essonne Cédex.

IBM

Yves Rocher
RÉUSSIR EN BEAUTÉ

RESPONSABLES ACHATS APPROUS DEVELOPPEMENTS

POUR SON UNITÉ DANS LE SUD ET SON SITE BRETON.

YVES ROCHER : première marque de cosmétique en France, CA 3,8 milliards de Francs, 6000 personnes, des parts de marchés toujours plus importantes. Devient de tels succès, une politique achats saine, rigoureuse, intelligente. Sélection des fournisseurs, consultations, négociation, contrats, contrôle des délais, livraisons, gestion des stocks... Rien ne vous est étranger dans la fonction puisque vous la maîtrisez depuis au moins 3 ans. Elle se distingue dans nos structures par son impact stratégique, s'agissant en effet de prendre également en charge le développement de tous les nouveaux produits : mise en forme des objectifs du marketing, recherche de solutions auprès des sous-traitants... Une formation de base type HEC, ESSEC est donc indispensable, comme la pratique courante de l'anglais. Enfin, à 30/40 ans environ, vous avez la maturité pour être écouté et suivi par une équipe de pros (acheteurs, assistants, techniciens...).

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous réf. 691 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue St Augustin
75002 PARIS.

SODERHU
PARIS 12

DU PONT DE NEMOURS

ANALYSES-ETUDES DE MARCHÉ

Une approche marketing enrichissante pour un

INGENIEUR AGRI / AGRO

Notre département Protection des Cultures/France, en pleine croissance, recherche un **ANALYSTE MARCHÉ** en contrat à durée déterminée (mars à juillet 1989). De formation Ingénieur agronome de préférence, vous avez une connaissance pratique des logiciels LOTUS 1.2.3 ou SYMPHONIE et êtes reconnu pour votre esprit d'analyse et de synthèse.

Sous l'autorité du chef de service planning, vous prendrez en compte les paramètres d'analyse du marché phytosanitaire et analyserez les différentes données (calcul d'indices et de taux de progression, établissement de graphes...).

Une expérience dans le domaine phytosanitaire ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont souhaitables.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, préférences à

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) SA
Département des ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07

DU PONT

Jeune Organisateur « Facilitateur »

Cette Société (600 personnes, 280 Millions de Francs de CA), filiale d'un important groupe français, occupe la première place en France sur son secteur : un produit technique haut de gamme destiné à des marchés diversifiés liés à l'habitat. Elle connaît une très forte expansion depuis quelques années, qui la conduit à créer un poste d'Organisateur, destiné à un jeune cadre.

Rattaché au Responsable « Organisation » de la Société, et avec une large délégation, l'Organisateur étudie les systèmes existants (informatique, procédures administratives, relations inter-services, etc.) et propose, en concertation avec les hiérarchies, toute modification ou création de procédures, permettant d'aller dans le sens d'une rationalité, d'une sécurité et d'une simplicité plus grandes. Tous les domaines de l'entreprise sont concernés sans exception. Il doit exercer sa mission en tant que « conseil », pour augmenter l'efficacité des relations entre services.

Ce poste conviendrait à un jeune cadre, diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce, ou Ingénieur) qui dispose d'une première expérience dans une fonction proche (Organisateur ou Chef de Projet), au sein d'un cabinet ou d'une entreprise. L'expansion de la société permet de prévoir à terme une évolution opérationnelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous réf. M 112 M1, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

SCHERING
DIVISION PHARMACIE

Nous développons, fabriquons et commercialisons des produits élitiques. L'expansion de notre gamme radiodiagnostico-imagerie médicale nous amène à créer un poste d'assistant du médecin en charge de son développement et de sa communication. Nous recherchons :

Un jeune médecin recherche clinique et communication Imagerie médicale

Chargé du suivi scientifique et médical des produits, vous :

- assurez le monitoring des expérimentations, des relations publiques, et la communication interne et externe relative à l'environnement des produits ;
- rédigez les protocoles Phases III et IV et les rapports en vue d'AMM, assurez les relations avec les experts et le suivi des études cliniques ;
- en relation avec le Marketing, aidez à la conception et à la validation des brochures scientifiques ;
- organisez les cycles de formation des Visiteurs Médicaux ;
- répondez au courrier médical ;
- participez aux congrès et EPU au cours desquels vous intervenez.

Docteur en Médecine débutant, ou un an d'expérience, vous désirez faire carrière dans l'industrie Pharmaceutique. Doté d'aptitudes rédactionnelles et pédagogiques, d'une grande aisance dans la communication et les relations humaines, vous êtes rapide sur le plan intellectuel et très organisé. La maîtrise de l'anglais est impérative. Ce poste basé en métropole Lilloise comporte 1/3 de déplacements.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous référence 8902 LHM

GRP & Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris (1) 42.89.10.25

Animateur de formation

Une des lignes de force de notre projet d'entreprise, vise à l'excellence par la qualité totale. Il consiste à développer des collaborateurs et de nombreuses actions de sensibilisation ont déjà été menées. Nous souhaitons les prolonger et apporter à l'ensemble de l'entreprise la formation adaptée à la réalisation de ce projet. D'un niveau d'études supérieures, vous maîtrisez les techniques de formation (conception et mise en place de stages, animation, bilan suivi...) et êtes sensible à l'objectif qualité en milieu industriel.

Capable de personnaliser votre approche pédagogique en fonction des groupes auprès desquels vous intervenez, vous saurez, par votre motivation personnelle, communiquer votre dynamisme et votre enthousiasme. La diversité des contacts (ingénieurs, techniciens, commerciaux, administratifs), la possibilité d'entreprendre et de suivre des actions à long terme et les moyens mis en œuvre dans le cadre de ce projet font de cette fonction l'opportunité de vous réaliser pleinement.

Cette mission portant sur l'ensemble de l'entreprise, vous serez basé au siège à Créteil et effectuerez des déplacements dans nos établissements en région parisienne et en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV manuscrit, photo et prêt) s/réf.221 à ESSILOR INTERNATIONAL, Service Emploi Formation, 1, rue Thomas Edison Ech. 902, 94028 Créteil Cédex.

Notre objectif : La qualité totale.

ESSILOR

IMPORTANT GROUPE FABRIQUANT et DEVELOPPANT des PRODUITS PERFORMANTS pour la Décoration, Industrie du Verre et de la Porcelaine... recherche :

INGENIEUR COMMERCIAL

300 KF / + PARIS

Il devra développer le chiffre d'affaires France pendant les deux premières années.

30 ans minimum, de formation Chimie, le candidat a acquis une expérience dans ces techniques (grandes industries du verre et de la porcelaine). Il parle couramment anglais.

Opportunité rapide d'évolution (EUROPE SALES MANAGER) pour un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 50466 à

MLI conseil 16, rue Jacques Dulud 92523 Neuilly-sur-Seine Cedex

LECONTE - LIBROFF consultants

Société du secteur tertiaire (C.A. 2 Milliards de Francs - 1.200 personnes) en expansion recherche

ASSISTANT POUR SON SERVICE JURIDIQUE

La fonction sera orientée notamment vers les applications pratiques du droit des affaires (contrats commerciaux, droit de la concurrence, baux, etc...), et du droit des sociétés (assemblées, conseils, création de filiales, publications légales, etc...). Le candidat de formation supérieure (maîtrise de droit), IAE apprécié, doit posséder de solides connaissances comptables, des qualités d'imagination, de rigueur et d'esprit d'équipe et avoir une expérience d'au moins 3 ans dans un domaine similaire.

Veuillez adresser votre candidature, CV et préférences sous réf. 89/01/75 à PARFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

SCOR

Groupe International de Réassurance

- Vous avez une formation actuarielle, économique ou mathématique.
- Vous faites preuve d'une grande rigueur de raisonnement et d'esprit de synthèse.
- Vous avez une bonne aptitude pour la communication et des qualités d'organisation.

AUDITEUR INTERNATIONAL de notre politique de souscription

Nous vous apprendrons ce métier qui nécessite une bonne pratique de l'anglais.

Une expérience de l'assurance ou de la réassurance serait appréciée.

Votre lettre manuscrite avec CV, photo et préférences sont à adresser, sous réf. 345 à Monsieur ROY - SCOR - Cedex 39 92074 Paris-La Défense.

VELA
PAR
MERCE

VELOPPER SERVICE R & D

VELOPPER SERVICE R & D

VELOPPER SERVICE R & D

ExtraSystem

DIRECTEUR FILIALE JAPONAISE

Service du département

Communication

Première réunion de travail pour le CSA

Les neuf « sages » fixent leurs priorités

C'est sans grande pompe que le Conseil supérieur de l'audiovisuel a succédé, le lundi 30 janvier à la défunte CNCL. Dès 9 heures, le standard du 56, rue Jacob répondait déjà : « Allo, ici le CSA, j'écoute. » Dans la matinée, M. Gabriel de Broglie rencontrait en tête à tête son successeur, M. Jacques Boutet. Vers midi, une petite réception devait rassembler anciens et nouveaux « sages » de l'audiovisuel. Mais devant le peu d'empressement des membres de la CNCL à répondre à l'invitation, le « pot de l'amitié » a été annulé in extremis.

Vers 14 h 30, après une séance de pose devant les photographes, les neuf nouveaux « gardiens » de l'audiovisuel ont tenu leur première réunion qui s'est prolongée jusqu'à 19 heures. A l'issue de cette plénière, le CSA a rendu public son premier communiqué qui fixe les priorités de l'institution. Premier point : la nomination d'un PDG à Radio-France puisque M. Roland Faure, désormais membre du CSA, a laissé la place vacante. Elle sera effectuée dans les quinze jours, écrit-il, qui pourra permettre au CSA de procéder à un examen attentif de toutes les candidatures.

Les « sages » accordent un autre délai pour les candidats au satellite de télévision directe TDF 1. Le dépôt des projets de chaînes est repoussé du 6 au 20 février. Le gouvernement avait, lui aussi, quelques retards sur ce dossier : le décret per-

mettant l'exploitation de chaînes payantes et alignant celles-ci sur le régime de Canal Plus n'a été publié au Journal officiel que le 25 janvier.

Le CSA va connaître sans tarder sa première campagne électorale avec les municipales. Les nouveaux « sages » ont « pris connaissance des recommandations formulées par la CNCL » et veilleront à leur « application scrupuleuse ». Le Conseil s'est aussi penché sur la bande FM, manifestant « son inquiétude sur la détérioration des conditions de diffusion des radios ». Il prendra « dans les prochains jours les mesures qui conviennent pour renforcer la surveillance effectuée par les services techniques ».

M^{me} Geneviève Guicheney a été désignée pour remplacer M. Jean Aurin à la présidence du Comité de la communication publicitaire. Cet organisme, créé par la CNCL et financé par les annonceurs, agences et médias, accorde les visas de diffusion aux spots publicitaires destinés au petit écran. Enfin, le communiqué du CSA évoque la concertation en cours sur les missions de l'audiovisuel public et « mandate son président pour s'informer auprès du gouvernement du contenu et de l'état de la réflexion ».

Le premier calendrier ne mentionne pas le délicat problème des télévisions privées. Mais les neuf « sages » savent pertinemment que

le bilan critique de TF 1, la Cinq et M 6 constituera, d'ici quelques semaines, une véritable épreuve de vérité pour la nouvelle institution. Reste à installer officiellement le

Conseil supérieur de l'audiovisuel : la cérémonie pourrait avoir lieu la semaine prochaine dès le retour du président de la République de son voyage en Inde.

Une première européenne pour le Bicentenaire Satellite et Révolution

Choristes en noir, chantant la Marseillaise sur les marches de l'Assemblée nationale illuminée... L'image était belle, lundi soir 30 janvier, pour clore une soirée consacrée à l'Europe et au Bicentenaire de la Révolution. L'image était belle aussi, quelques milliers de kilomètres plus loin, dans une série d'ambassades de France en Europe. Car cette émission exceptionnelle préparée par la SEPT, la SFP, TDF et la Mission du bicentenaire était retransmise sur l'ensemble du continent par le satellite TDF 1, qui faisait ainsi la première démonstration publique en direct de ses qualités techniques.

Jamais en mal d'hypothèses, le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire (« beau-coup pour un seul homme », admet M. Jack Lang...) n'hésitait pas à affirmer que ce satellite serait « notre tour Eiffel du Bicentenaire », comme la tour métallique du Champ-de-Mars avait marqué le premier centenaire de la Révolution.

De cette tour-là, perchée à 36 000 km d'altitude, la voix porte loin et clair — grâce à la stéréo notamment. TDF 1 a donc porté la voix de M. Laurent Fabius, maître des cérémonies en son hôtel de Lassay, et lecteur ému de Victor Hugo. Il a porté aussi, simultanément par la grâce de ses quatre canaux-son, les voix de quatre comédiens européens lisant chacun dans sa langue la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. C'est que le message de la Révolution ne doit pas rester cantonné à l'Hexagone, affirme M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du bicentenaire. Un message, exporté il y a deux cents ans à la pointe de l'épée et qui transite aujourd'hui, plus pacifiquement, par satellite.

M. C. L.

Aux Pays-Bas

Premières discussions sur la télévision commerciale

Des négociations décisives se sont engagées, jeudi 19 janvier, entre le ministre de la culture et un groupe de sociétés privées candidates à la création de la première chaîne de télévision commerciale des Pays-Bas. L'aboutissement éventuel de ces discussions signifierait un bouleversement en profondeur du « paysage audiovisuel néerlandais ».

AMSTERDAM
de notre correspondant

Dérogant à tous les modèles connus le système néerlandais ouvre actuellement l'écran à une dizaine d'associations de téléspectateurs, qui ont droit à plus ou moins de temps d'antenne selon le nombre de leurs membres. A l'exception de leur objet non lucratif, elles fonctionnent comme de véritables sociétés qui cohabitent sur trois canaux du réseau national en fonction de leurs affinités : sur Nederland 1, les « généralistes » (AVRO, TROS, Veronica) ; sur Nederland 2 les « profilés » (telles que NCRV, protestante, la KRO, catholique, et VARA, socialiste) ; et sur Nederland 3, la télévision éducative et la NOS, société de service public chargée notamment des journaux télévisés quotidiens. L'édifice, est financé à 65 % par la redevance (2,25 milliards de francs) et à 35 % par la publicité (1,10 milliard de francs).

Hormis la part croissante des recettes d'origine publicitaire, le système néerlandais n'a guère évolué

au cours de la dernière décennie. Et il serait resté encore longtemps figé si, en 1986, le Parti libéral, proche des milieux d'affaires, n'avait forcé son partenaire de la majorité de centre droit (le Parti chrétien-démocrate) à inscrire au programme du gouvernement une ouverture en direction de la télévision commerciale.

Soucieux à la fois d'éviter la création d'une chaîne privée traditionnelle et de décloisonner les structures en place, le gouvernement de La Haye s'est finalement déclaré prêt à donner son feu vert à une station commerciale à condition que trois sociétés de radiotélévision existantes se mettent d'accord pour une exploitation commune, à parité avec les éditeurs de presse écrite, et en abandonnant leur part de redevance. Les sociétés AVRO, TROS, Veronica (ATV) se sont donc entendues avec les quatre plus grands groupes de presse des Pays-Bas (Elsevier, Perscombinat, Telegraaf et VNU — EPTV) et leur projet est à la base des discussions tout juste ouvertes avec les pouvoirs publics.

La négociation portera notamment sur la perception et la répartition des ressources publicitaires dont doivent continuer à bénéficier, en plus de la redevance, les occupants des canaux Nederland 2 et 3. D'accord sur le principe, les sociétés du groupe ATV-EPTV ne souhaitent cependant pas que deux régies soient en concurrence et proposent de gérer la totalité des écrans publicitaires dont elles reverseront une partie des recettes à la NOS et aux autres opérateurs privés.

Se déclarant hostile à toute télévision commerciale, le premier ministre a proposé, dimanche 15 janvier, une solution de compromis en suggérant un accroissement de la programmation publicitaire (actuelle 4 % du temps d'antenne). Les messages ne pourraient toujours pas « succéder » les émissions, mais ils pourraient leur être associés — une publicité pour des articles de sport avant la retransmission d'un match de football, par exemple — alors qu'aujourd'hui la publicité n'est diffusée qu'en bloc compact à des heures bien précises.

La perspective de moyens financiers accrus pour toutes les sociétés de télévision fera-t-elle renoncer le groupe ATV-EPTV ? Son interlocuteur, le ministre de la culture, se dit en tout cas disposé à accorder à la publicité jusqu'à 15 % du temps d'antenne. Au grand bonheur, bien sûr, des annonceurs et surtout des publicitaires qui, chaque année, voient leur échapper des centaines de contrats représentant des millions de florins. La marge d'expansion de la publicité sur le petit écran néerlandais est évaluée à 400 millions de florins (1,2 milliard de francs, soit plus de 100 %) par les « commerciaux » d'ATV-EPTV. Leur optimisme est surpassé par celui de l'ancien directeur de Sky Channel, M. Patrick Cox, qui est à la recherche de partenaires privés pour la création d'une télévision commerciale en langue néerlandaise. Il estime le gisement publicitaire audiovisuel des Pays-Bas à 1,2 milliard de florins (3,6 milliards de francs), ce qui correspond au triple des ressources actuelles.

CHRISTIAN CHARTIER.

Le groupe Jacques Ascher poursuit sa diversification. — Le groupe de presse Jacques Ascher vient d'éditer une nouvelle publication. Vente équipements ménagers. Destinée aux professionnels de la distribution du secteur de l'électroménager, ce mensuel vendu par abonnement a été tiré à 15 000 exemplaires. Il s'ajoute aux autres titres professionnels du groupe (Vente informatique, Vente photo vidéo et Vente électronique grand public) ainsi qu'aux magazines lancés par Jacques Ascher, qui fut le créateur du magazine photo Zoom : Photographies magazine (70 000 exemplaires diffusés selon l'édition) et le trimestriel Camera international, dont le dernier numéro présente des photos sur l'Afrique du Sud, du photographe britannique Ian Berry, avec une préface du président de la République française, M. François Mitterrand.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

M 6 teste l'information locale à Bordeaux

BORDEAUX
de notre correspondant

M 6 teste à partir du 30 janvier, à Bordeaux, son premier journal d'informations locales. De 19 h 54 à 20 heures, du lundi au vendredi, « 6 minutes Bordeaux » se substituera aux six minutes d'actualités nationales. Neuf cent mille habitants, dans un rayon d'environ 25 kilomètres autour de Bordeaux, pourront bénéficier de ce décrochage. L'expérience durera un an au plus, cependant, une évaluation à mi-parcours en juin 1989.

M 6 a assigné « un cadre économique rigoureux » à cette opération. Elle lui consacre un investissement de 1,5 million de francs et lui accorde un budget de fonctionnement de 3,5 millions. Les objectifs ? « Si M 6 veut passer du cap des 10 % d'audience où l'on perd de l'argent à celui des 15 % où l'on en gagne, il faut qu'elle trouve des racines en province, qu'elle se rapproche du public, des jeunes en particulier, tout en continuant à être complémentaire des autres chaînes », indique Christine Lenz, chef des informations de M 6 Paris.

Le groupe Sud-Ouest, actionnaire de la chaîne à hauteur de 1,6 %, est associé à l'expérience. Il contribue à alimenter en informations locales le « 6 minutes Bordeaux » par le biais d'un correspondant non rémunéré à l'intérieur de la rédaction du quotidien Sud-Ouest. Une filiale de Sud-Ouest loue également le matériel de montage nécessaire à la réalisation du journal local. Enfin, M 6 bénéficiera d'espaces publicitaires dans le quotidien Sud-Ouest. Si le test est probant, la chaîne envisage de franchiser des stations locales par le biais d'un journal spécialisé.

GINETTE DE MATHA.

Le groupe suisse Ringier bientôt cinquième imprimeur aux Etats-Unis. — L'imprimeur-éditeur suisse Ringier est sur le point de prendre le contrôle de l'un des dix plus importants imprimeurs américains, W.A. Krueger. Le groupe zurichois, déjà allié à Krueger fils car racheté ensemble, en 1985, l'imprimeur W.F. Hall Printing Company) propose 300 millions de dollars — 1,8 milliard de francs — pour l'ensemble du capital de Krueger qui imprime des livres, des fascicules et des tracts commerciaux. Le conseil d'administration de Krueger a donné son accord de principe.

Précision. — Un paragraphe a malencontreusement disparu de l'article concernant l'augmentation de capital du Point de l'économie du 28 janvier. La voici : « Depuis sa création, il y a dix-sept ans, l'éthodémédiaire a toujours été bénéficiaire. Mais le rachat récent du magazine Gault et Millau (environ 35 millions de francs) et la prise de participation de 0,3 % au capital de TF 1 (18 millions de francs) l'ont endetté. L'entrée au capital du Point de l'économie de l'automne dernier — 20 % payés 25 millions de francs — n'a pas comblé complètement les dettes du journal. L'augmentation de capital est destinée à les effacer totalement et à permettre au Point de saisir les occasions de rachat qui pourraient se présenter dans le secteur de la communication. »

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

« Je ne peux pas en dire davantage »

1 Le roi des siècles

La plupart du temps, quand j'écris « à suivre », il s'agit d'une dérобоie. Sur le moment, je n'aurais peut-être rien de plus à dire qu'à vous signaler un livre, un événement qui, pour une raison ou une autre, me semble digne de votre attention. Une façon de vous renvoyer le ballon sans que vous soyez obligé de souffrir mes commentaires.

A propos d'Essais sur la condition juive contemporaine (éditions de Fallois), qui est un recueil posthume de textes écrits par Raymond Aron sur et autour de ce que l'on appelle la question juive, il y avait autre chose : l'impression que je m'engageais pas que moi et qu'il était donc préférable que le tourme et retourne ma langue avant de m'exprimer. Et c'est vrai aussi que Raymond Aron m'a toujours laissé un peu froid. Son talent d'écrivain, qui me semblait médiocre, me faisait presque oublier ce que pouvait avoir de juste ses analyses et ses conclusions. Avec Sartre, qui prit de l'ampleur quand Sartre n'écrivait plus ou était mort, à desservir Aron à mon sens. Il ne suffit pas d'être né la même année, d'avoir fait les mêmes études dans les mêmes grandes écoles, d'avoir eu les mêmes éditeurs, d'avoir été camarades de classe, de promotion et d'époque, d'avoir été à la fois amis et adversaires pour être des semblables et des rivaux en littérature.

Raymond Aron le savait, j'imagine, et toute personne qui a lu les Mots de Sartre et Mémoires de Raymond Aron pouvait s'en douter. Mais dans les dernières années, à force de vouloir à celui qui avait été successeur de l'éditorialiste du Figaro et de l'Express : « Vous qui avez eu presque toujours raison, vous qui étiez selon votre propre et affectueuse expression « le petit camarade » de Sartre, vous qui l'avez accompagné avec André Glucksmann sur les marches de l'Elysée — ah ! quelle photo ! — vous qui lui avez fait connaître Huser et Heidegger, la question juive, la politique, le réalisme, vous qui, vous qui, vous qui... », il me semble qu'il était devenu presque impossible à ce moment-là, de ne pas se rappeler de ce moment où, au bonnet avec bonté et fatigue après les déceptions d'usage.

D'un autre côté, ce n'est pas parce que Raymond Aron ne s'est pas aussi souvent trompé et avec autant de talent que Sartre que ce qu'il a dit n'a plus d'intérêt. Ainsi, malgré le quart de siècle qui nous sépare, et peut-être parce que je suis né avant guerre comme lui, je partage avec Raymond Aron ce qui m'appellerai la difficulté d'être juif pour un juif français non religieux. Quand Raymond Aron, dans un entretien avec Victor Malka publié dans l'Arche en octobre 1983 et qui est repris dans le livre qui nous occupe dit, par exemple : « Ma judéité ? Pour dire la vérité, je suis incapable de définir la spécificité de ce qui, moi, est juif. Ce qu'il y a de choisis, c'est, d'un côté, la citoyenneté française et, en second lieu, de ne pas rompre les liens avec les autres juifs dans le monde et, en même temps, avec les laïcs » et à la question : « Pourquoi ne voulez-vous pas rompre ces liens ? » répond : « Au bout du compte, je ne le sais pas moi-même. Je sais que je ne le veux pas (...). Je ne peux pas en dire davantage », à ce moment-là, à ces mots-là, cet homme, ce philosophe qui, toute sa vie, a tenu à distance dans ses livres comme dans ses articles ce qui n'était pas rationnel m'émeut presque.

Ce qu'il faudrait dire peut-être, c'est que les juifs français comme les juifs allemands, comme tous les juifs de l'Europe occidentale n'étaient pas du tout préparés à être juifs s'ils étaient nés dans des pays où ils n'auraient pas eu de juifs. Pas plus qu'un brave amateur de football ou de rugby n'est préparé à se faire massacrer dans un stade où il était venu en innocent spectateur. Hitler avait un côté génial puisque nous vivons encore de lui, de ses folles meurtrières, mais ce n'est pas parce qu'il a failli détruire l'Europe déjà saignée par la stupide guerre de 14-18 qu'il nous faut oublier que c'était aussi un débile mental qui a su faire appel à la débilité humaine et qui n'a pas eu tort de compter sur elle.

Au fond, nous en sommes toujours au même point. Malgré les apparences, nous n'avons pas su encore expliquer pourquoi ce XX^e siècle qui s'annonçait glorieux, le roi des siècles, nous donnera jusqu'au bout des sueurs froides, des palpitations regrettables, pourquoi serions-nous attirés, certes, mais pas plus surpris que ça, s'il se terminait par la destruction de notre chère planète. J'aurais tenu des propos pareils dans le Temps de la fin février 1939, je ne suis pas sûr que M. Adrien Héber, son directeur, malgré son affabilité proverbiale, n'ait pas demandé à Francisque Sarcey, pourtant déjà bien occupé par son feuilleton théâtral — et après m'avoir conseillé un long repos dans la maison de santé de Passy de son vieil ami le docteur Antoine-Emile Blanche, — de s'occuper des « Digressions » en attendant qu'Anatole France se décide à le faire.

2 Qu'il se taise !

Je viens de lire dans son intégralité la traduction du discours prononcé par M. Jenninger en novembre 1988 devant le Bundestag, dont il était le président, pour commémorer, si l'on peut dire, le cinquantième des pogroms de 9 et 10 novembre 1938 qui eurent lieu en Allemagne. Ces événements furent qualifiés au sein de la population de « Nuit de cristal » à cause des vitres brisées dans les synagogues et les magasins tenus par des juifs. Dans son discours, Jenninger fait la remarque qu'à juste titre, l'expression de « Nuit de cristal » est actuellement considérée comme impropre. Mais elle rend bien compte par ailleurs de l'état d'esprit qui régnait à l'époque : mélange d'embarras, d'ironie et de « bagatellisation ».

Ce discours, on le sait, avait fait scandale et entraîné la démission du président du Bundestag et ses excuses. On avait reproché à M. Jenninger de n'avoir pas mis les quillottes là où il aurait fallu les mettre, d'avoir eu l'air de cautionner par la monotonie du débit le discours antisémite de 1938. Par son ton monocorde, Jenninger avait semblé reprendre à son compte les reproches faits aux juifs. Ayant eu l'impression que ce discours avait heurté la noble assistance pour d'autres raisons que celles évoquées, j'avais souhaité en son temps qu'il fût traduit par la presse française, qui a eu d'autres chats à fouetter.

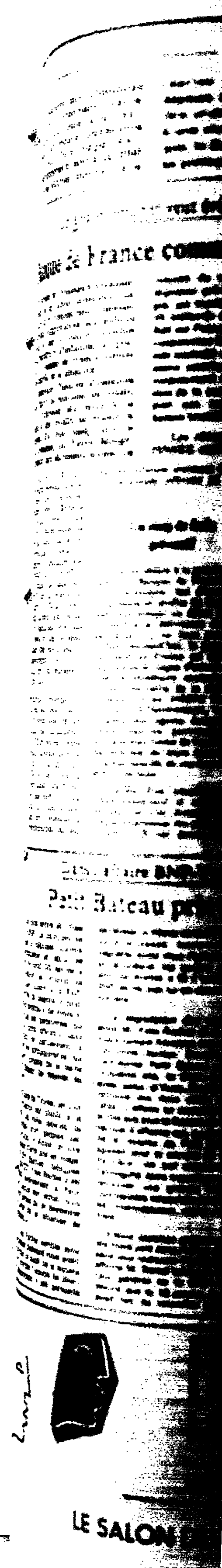
Un lecteur belge, M. Karin Willem, que je remercie vivement, a entendu ma « plainte » et m'a envoyé un double de sa traduction qu'il destine à un ami qui veut faire de ce discours « une approche criti-

que ». Et « parce qu'aucune traduction ne peut être parfaite, je l'accompagne, me dit-il, de la version originale publiée par la Frankfurter Allgemeine Zeitung ». Ce qui prouve qu'il y a au moins un quotidien un peu sérieux dans cette Allemagne de l'Ouest. Car enfin il était passionnant de savoir ce qu'avait bien pu dire sur les juifs et les Allemands l'un des premiers personnages de la République fédérale, l'ami du chancelier Kohl, dans un discours public et solennel devant un parterre de journalistes et de diplomates du monde entier : oui, qu'il avait pu dire de si horrible M. Jenninger pour que des députés se lèvent et s'en aillent, pour susciter un tel désarroi, pour qu'il n'ait plus lui-même d'autres ressources que de disparaître de la scène publique, après avoir présenté pieusement, nous l'avons dit, ses excuses et ses regrets ?

Je ne sais pas du tout si M. Jenninger est un grand orateur, s'il a vraiment fait la tour de la question, mais, après l'avoir lu, j'ai compris que son discours était réellement scandaleux, insupportable pour de bonnes oreilles de députés allemands. Il faut changer de pays pour comprendre l'étendue du crime de M. Jenninger. Imaginons-nous un instant en France, dans une France où M. Chaban-Delmas serait encore président de l'Assemblée nationale, d'écouter M. Fabius, il est trop jeune président et trop marqué par ses origines. Dans cette Chambre, M. Chaban-Delmas aurait eu l'idée saugrenue, avec l'accord du président de la République et du premier ministre, de « commémorer » la rafle du Vel d'Hiv, et, se tournant vers les députés, il aurait évoqué ces temps où, avec la complicité des gardiens de la paix, de la police française et des hauts fonctionnaires français, tant de juifs, tant d'enfants juifs, français ou pas, avaient été déportés et exterminés. Il aurait évoqué — et il le pouvait, ce résistant — le gouvernement du maréchal Pétain et son indifférence devant le crime. Oh ! il en aurait eu, M. Chaban-Delmas, des circonstances atténuantes à évoquer : les engagements de la III^e République, l'illégalité d'une partie de la nation à Blum, le soulagement que nous avons éprouvé quand ce beau vieillard aux yeux bleus s'était sacrifié pour nous. C'est ce qu'a fait M. Jenninger d'une autre façon, d'une façon superbe, avec rigueur et correction, c'est ce qu'une opinion publique, une Assemblée ne pouvait lui pardonner, sinon en se votant la face.

3 Nouvelles de Sand

Georges Lubin, qui a pratiquement consacré sa vie à George Sand, qui sait presque tout d'elle me prie de vous faire savoir que sa correspondance avec elle n'est pas introuvable, que nous allons pouvoir bientôt sjourner un nouveau tome à ceux déjà publiés. Je vous tiendrai au courant, soyez-en sûrs. En attendant, vous pouvez lire ou relire aux éditions de l'Aurore : 1. Lélia en deux tomes (99 F) chaque, texte établi, présenté et annoté par Béatrice Didier ; 2. Valentine (texte établi, présenté et annoté par Aline Alquier) ; 3. Le Marquis de Villeneuve (préface de Jean Courcier) et Jean de la Roche (98 F, texte établi, présenté et annoté par Claude Tricot). Lélia était-elle frigide ? La version qui vous est proposée est celle de 1839 et non la première, de 1833. Un abîme les sépare.



SOMMAIRE

■ Les élections aux chambres d'agriculture prennent cette année un tour plus « professionnel » et moins passionné qu'en 1983 (lire page 44).
■ L'affrontement entre la BNP et M. Yves Rocher autour de la

reprise de Petit Bateau se déplace sur le terrain juridique (lire ci-dessous). ■ Confrontée à une vive croissance économique, la Banque de France durcit sa politique du crédit tandis que

le gouvernement gèle 10 milliards de dépenses (lire ci-dessous). ■ Le nombre des médecins pratiquant des honoraires libres a encore augmenté et serait d'un sur deux en région parisienne (lire page 45).

Le gouvernement veut éviter un emballement de la conjoncture

La Banque de France commence à durcir sa politique du crédit

En cette période de croissance économique soutenue et de forte demande, un réajustement de la conjoncture s'impose. Afin de prévenir l'aggravation des déficits commerciaux et une excessive création monétaire, génératrice d'inflation, le gouvernement et la Banque de France tentent de garder le contrôle de la situation.

Du côté monétaire, l'institut d'émission commence à durcir sa politique du crédit, pour freiner l'explosion des prêts à la consommation et des crédits de trésorerie des entreprises. Du côté budgétaire, le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, avait annoncé dès décembre dernier sa

volonté de mettre en réserve certaines dépenses prévues dans l'exercice 1989. Ce gel, qui touche tous les chapitres et atteint 10 milliards de francs environ, sera reconstruit sur l'ensemble de l'exercice au cas où la conjoncture française ne suivrait pas le chemin souhaité : un ralentissement de la croissance américaine provoquant un décalage conjoncturel avec la France ; une progression de la consommation trop vive par rapport aux capacités de production ; une hausse brutale des importations.

Les récents témoignages apportés par l'INSEE confirment la nécessité d'être pru-

dent. Selon un rapport provisoire de la commission des comptes commerciaux de la Nation, la consommation des ménages français a augmenté, en volume, de 2,6 % en 1988, contre 2,4 % en 1987.

En outre, l'enquête de janvier de l'INSEE dans l'industrie indique que les carnets de commande des entreprises sont toujours bien remplis, et que les stocks de produits finis sont jugés inférieurs à la moyenne. Les industriels soulignent le niveau exceptionnel des perspectives générales de l'économie.

En outre, phénomène que l'on ne connaît pas assez, le pompage de ces liquidités par les émissions d'obligations se réduit d'une manière continue, puisque cette année, face à des souscriptions prévues, s'aligneront 300 milliards de francs de remboursement et de coupons, dont la plus grande partie sera réinvestie, ce qui diminue d'autant l'appel net à l'épargne.

Un petit coup de frein préventif peut donc s'avérer nécessaire. Il a déjà été donné depuis quelques mois par la montée du loyer de l'argent sur le marché inter-bancaire (1 point 1/2 en quatre mois), qui s'est répercutée sur les crédits des entreprises, émettant des billets de trésorerie et obtenant des crédits indexés sur le marché inter-bancaire.

Il s'est trouvé complété, lundi 23 janvier, avec un relèvement de 0,4 point du taux de base des banques, qui retrouve son niveau du 22 juillet 1988, à 9,80 %. Cette fois-ci, ce sont les petites et moyennes entreprises, assujetties à ce taux de base majoré de plusieurs points, qui sont touchées, de même que les particuliers : le taux de crédit de trésorerie (à partir de 13-14 %) est désormais majoré de 0,4 point, de même que la plupart des prêts à l'immobilier.

En fait, le léger coup de frein en question ne présente guère d'inconvénients dans la conjoncture actuelle, bien au contraire. Il contribuera (bien peu, il faut le dire) au ralentissement de la consommation des particuliers, qui alourdit le déficit de la balance commerciale, comme on l'a vu au mois de décembre. Il n'aura pratiquement pas d'influence sur les investissements des entreprises, qui ont toujours donné la priorité à leurs propres perspectives de développement, et ces dernières sont bonnes. De plus, les grands groupes arrivent maintenant à s'autofinancer complètement dans ce domaine ; comme Saint-Gobain, dont l'endettement diminue en valeur relative.

La seule ombre au tableau sera un nouvel alourdissement des frais financiers des petites et moyennes entreprises. A cet égard, relevons que la France devient le pays où les taux réels, c'est-à-dire hors inflation, sont parmi les plus hauts du monde occidental : près de 5,3 % sur le long terme (emprunts d'Etat à dix ans), devant l'Allemagne (5 %), les Etats-Unis (4,8 %) et le Japon (3,5 %) et environ 3,5 % sur le court terme (marché inter-bancaire à un mois). Elle se situe au deuxième rang toutefois derrière la Grande-Bretagne (7 %), où le gouvernement lutte contre la surchauffe.

Au conseil des ministres

M. Bérégovoy présente le projet de loi sur les « dénoyautages »

Pour bien marquer sa détermination à poursuivre le « dénoyautage » des sociétés privatisées, le gouvernement devait franchir, mardi 31 janvier, une nouvelle étape. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, devait présenter au conseil des ministres, réuni mardi en raison du départ du chef de l'Etat pour l'Inde, un projet de loi qui devrait, selon la rue de Rivoli, faciliter les opérations de reconstitution du capital des entreprises privatisées par le précédent gouvernement.

Ce projet de loi, composé d'un seul article, vise pour l'essentiel à redonner aux membres des groupes d'actionnaires stables de ces sociétés leur liberté tout en laissant à l'Etat la possibilité de s'opposer à toute prise de participation supérieure à 10 %. Pour les privatisés non dotés de ces « noyaux durs », comme Saint-Gobain et la CGE (Compagnie générale d'électricité), le projet de loi interdit que l'on puisse opposer à une cession tout pacte d'actionnaires, conclu depuis la privatisation, ce qui concerne précisément la CGE.

En fait, ce projet de loi a déjà connu une histoire mouvementée. Le petit groupe d'experts réunis par M. Bérégovoy dès avant l'été avait dû faire face à des oppositions politiques — Matignon n'y était pas favorable au départ — et juridiques — le Conseil d'Etat a refusé à plusieurs reprises les textes proposés par la rue de Rivoli. La petite crise politique provoquée par les propos de M. Fauroux — lequel avait fait part à l'Express de son inquiétude à l'égard de l'affaire de la Société générale — avait obligé M. Rocard à accepter l'adoption d'un projet de loi allant dans ce sens. M. Bérégovoy a, pour sa part, accepté, pour l'essentiel, de réviser les observations du Conseil d'Etat. Jeudi 19 janvier, ce dernier avait finalement accepté le texte soumis par le ministre d'Etat.

Le projet modifie la loi de privatisation du 6 août 1986. Il prévoit que, « jusqu'au 31 décembre 1992, toute cession d'actions de sociétés privatisées (...) ayant pour effet de porter la participation d'une ou plusieurs personnes agissant de concert à 10 % ou plus du capital de la société doit être déclarée au ministre chargé de l'économie, qui peut s'y opposer dans un délai de dix jours si la protection des intérêts nationaux l'exige. Dans tous les autres cas, les cessions sont libres, nonobstant toute convention contraire ».

Moyens de pression

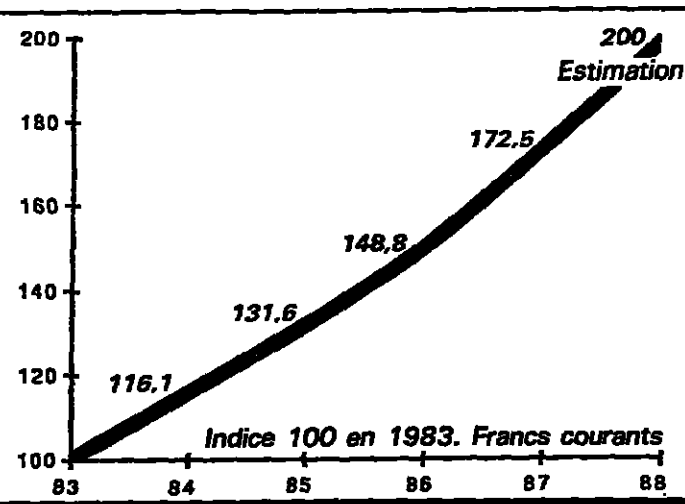
Publics ou privés, les actionnaires membres des noyaux durs pourront donc vendre librement leurs actions. Jusqu'à présent, il était convenu qu'ils ne pouvaient vendre leurs titres pendant les deux premières années après leur acquisition et qu'ils ne pouvaient les céder au cours des trois années suivantes qu'avec l'accord du conseil d'administration de la société privatisée. Ces « noyaux durs » avaient été mis en place par M. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie, afin de permettre une protection du capital des sociétés privatisées à l'égard d'éventuelles attaques par des investisseurs étrangers notamment.

Les socialistes et les barristes avaient, à l'époque, vivement contesté les conditions dans lesquelles ces noyaux durs avaient été constitués, estimant qu'ils avaient été un moyen par lequel le RPR entendait « verrouiller et quadriller » l'économie française.

En rendant leur liberté aux actionnaires des sociétés privatisées, le gouvernement se dote de nouveaux moyens d'action et de pression sur ces entreprises et leurs dirigeants.

E. L.

Le revenu brut des agences de publicité a doublé en cinq ans



Les agences de publicité françaises vont très bien : en 1988, leur revenu brut a augmenté, en francs courants, de 15,2 % par rapport à 1987. En cinq ans, il a doublé. (Voir graphique ci-dessus). Le « revenu brut » des agences de publicité — ou, dans le langage technique, « marge brute » — est le véritable chiffre d'affaires d'une branche d'activité rémunérée en honoraires ou en commissions (traditionnellement 15 % du montant des budgets de publicité qui leur sont confiés par les annonceurs).

Le revenu brut des agences se situe en 1988 autour de 5 milliards de francs dont la moitié est réalisée par les dix plus importantes, et 80 % par les vingt-cinq premières. On compterait en tout mille six cents agences environ, dont environ le tiers emploie des salariés. Ces chiffres sont ceux de l'Association des agences de conseil en communication (AACC) qui regroupe l'essentiel des entreprises du secteur, à l'exception toutefois des agences du premier groupe français de publicité, Eurocom. Mais l'AACC extrapole les données fournies par ses adhérents pour rendre compte de l'activité de l'ensemble de la profession.

La bonne santé économique a inévitablement des répercussions sur l'emploi. Ainsi, les effectifs des agences, environ treize mille salariés, ont progressé de 6,5 % en 1988.

Dans l'affaire BNP-Yves Rocher

Petit Bateau pris en otage

Rien ne va plus entre M. Yves Rocher et la BNP. Le fabricant de cosmétiques a déposé plainte « pour escroquerie et abus de confiance », le lundi 30 janvier à 17 h 30, devant le tribunal de Troyes (Aube). Quant à la BNP, elle poursuit la sienne « pour chantage et extorsion de fonds ».

A moins que les personnes qui jouent les « bons offices » dans cette affaire ne parviennent à réconcilier les protagonistes qui s'opposent à propos de la vente de « Petit Bateau » le Monde du 27 janvier.

Dans l'usine de Troyes, en tout cas, l'ambiance est plutôt à la morosité. Les mille salariés de Petit Bateau sont gagnés par l'inquiétude. « Nous avons l'impression d'être pris en otage », déclare M^{me} Barbier, déléguée syndicale CGT. Yves Rocher s'est intéressé tardivement à Petit Bateau. Depuis son rachat, nous n'avons jamais pu le rencontrer pour parler de la situation de l'entreprise.

M. Yves Rocher semble avoir laissé passer plusieurs mois avant de réclamer un audit de la société et d'en changer l'équipe de direction. Néanmoins, il est persuadé

de réussir. « Voyez ce que j'ai fait dans le passé, lance-t-il. Je gagnais aussi chez Petit Bateau et je créais les quatre cents emplois promis. » Et il accuse la BNP de ne pas lui en donner les moyens.

La dégradation des rapports entre M. Yves Rocher et la première banque française remonte à l'automne dernier. Banquier de l'entreprise Petit Bateau depuis cinquante ans, la BNP, qui est aussi celui d'Yves Rocher, se retrouve des deux côtés de la table. L'affaire se complique par le rôle que joue le Banexi, sa filiale bancaire d'affaires qui, au moment de la vente de Petit Bateau, agissait pour le compte de cette dernière. Un bel exemple de l'ambiguïté dans laquelle peut se retrouver une grande banque commerciale lorsqu'elle joue aussi les intermédiaires entre industriels.

« Nous sommes prêts à prendre notre part dans l'effort nécessaire pour redresser Petit Bateau », affirme M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP. Et il assure que le 19 janvier, la BNP avait fait de nouvelles propo-

sitions : 85 millions de francs de créances transférées en participation dans le capital, réacheminement d'une partie des dettes de manière à ramener le ratio frais financiers sur chiffre d'affaires à 3,5 %, au lieu de 7 % actuellement. M. Yves Rocher n'a pas davantage accepté ce plan qu'il n'avait approuvé celui de modification du capital qui prévoyait l'entrée d'un partenaire industriel.

Toutes ces propositions subsistent. Elles peuvent en tout cas servir de base de discussion à ceux qui tentent de réconcilier les deux parties. C'est le cas de M. Jean-François Dehecq, vice-président de Sanofi qui détient plus de 60 % du capital d'Yves Rocher et peut à ce titre tenter de jouer les conciliateurs.

Si ces négociations en coulisses n'aboutissent pas, Petit Bateau pourrait bien connaître la tempête du dépôt de bilan et de la recherche d'un repreneur. En revanche, les amateurs de sensationnel seront gâtés : si M. Yves Rocher et la BNP vont jusqu'au procès, ce sera sans nul doute une première en France.

FRANÇOISE CHIROT.

FRANÇOIS RENARD.

EXPO LANGUES

1-6 FÉVRIER 1989
PARIS - P^{te} DE VERSAILLES
HALL 8

TOUTS LES JOURS DE 10 H À 18 H
NOUVEAU JEUX 2 FÉVRIER À 22 H
JOURNÉE PROFESSIONNELLE MERCREDI 1^{er} FÉVRIER

LE SALON DES LANGUES VIVANTES

هكذا من الأصل

HEC
HAUTES ETUDES COMMERCIALES

HEC : SIX MAJORS

Le Président de la Commission Administrative HEC, Monsieur Pierre DECKER et le Directeur de l'Ecole, Monsieur Jean-Paul LARÇON, ont adressé leurs félicitations aux six élèves de la liste du Président de la promotion 1988 :

Christophe BERGERAND
Magali BONNET
Marie-Pierre COTTEREAU
Agnes HAEGEL
Johannes LÖNING
Florence MAYOT

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Économie

TRANSPORTS

La grande vitesse ferroviaire à l'heure européenne

Le TGV ira-t-il d'abord à Strasbourg ou à Marseille ?

A l'occasion du conseil des ministres de mardi 31 janvier, le gouvernement devait charger M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, d'établir d'ici à la fin de l'année un schéma directeur des trains à grande vitesse. Ce document est d'autant plus urgent que la France présidera le conseil des ministres européen à partir du mois de juillet et que l'occasion pourrait être ainsi donnée de privilégier de vrais TGV européens (le Monde du 27 janvier).

Le succès de la grande vitesse rend impatient les régions qui n'en bénéficient pas ou pas complètement. Deux dossiers « chauds » attendent M. Delebarre : celui du TGV-Est, vers Strasbourg, et celui du TGV-Sud-Est, vers Marseille, Nice et Perpignan.

Le premier est politique car les élus de l'Est estiment que leur région ne peut rester la seule à ne pas profiter du TGV. Le président

de la République, qui veut confirmer Strasbourg dans son rôle de capitale des Douze, a répété qu'il voulait que les voies à grande vitesse poussent jusqu'en Alsace, ce qui suppose qu'elles passent quelque part entre Metz et Nancy. La SNCF ne manifeste guère d'enthousiasme pour mettre en chantier ce projet dont la rentabilité financière de 4,5 % est loin des 8 % en dessous desquels la Société nationale estime qu'elle ne peut financer seule le projet. La voie nouvelle coûtant entre 15 et 16 milliards de francs, c'est la moitié de cette somme que la SNCF se refuse à supporter. L'Etat accepterait-il de prendre 30 % du fardeau malgré l'hostilité traditionnelle de la direction du budget ? Les régions Alsace et Lorraine contribueraient-elles pour le reste ?

Le prolongement du TGV Sud-Est vers la Méditerranée se pose en termes différents. La SNCF le demande en priorité car elle rêve de construire une ligne à grande vitesse dans la vallée du Rhône, au-delà de

Valence, pour mettre Marseille à trois heures de Paris et Nice à quatre heures et pour relier Montpellier, Perpignan et la frontière espagnole où ses trains retrouveront le TGV espagnol en provenance de Madrid et de Barcelone. Ce projet affichant une rentabilité moyenne de 11 %, personne n'éprouve d'état d'âme à son sujet, ni au ministère des finances ni aux transports : le capital investi sera remboursé en neuf ans. Il semblerait que M. Delebarre préférerait la location-vente de l'infrastructure à la SNCF plutôt que le recours traditionnel à l'emprunt.

Le ministre et la SNCF ont encore quelques projets dans leurs cartons. Pour consolider le rôle européen de Strasbourg, une ligne à grande vitesse Bruxelles-Luxembourg pourrait se brancher sur le TGV Est et amener les TGV jusqu'à Bâle puis que la voie Strasbourg-Bâle pourra bientôt être utilisée à 200 km/heure. Pourquoi pas une ligne reliant Bâle-Mulhouse à la ligne Sud-Est, à la hauteur de Chalon-sur-Saône ? Pourquoi pas une ligne entre Mâcon et Genève ? Un Lyon-Turin par le tunnel du Mont-Cenis ? Un aménagement pour la grande vitesse de la voie Toulouse-Bordeaux ? Le Paris-Calais par Amiens ? Le prolongement du TGV Atlantique du Mans jusqu'à Rennes ?

Selon les critères de rentabilité en vigueur, on estime à une quinzaine de milliards de francs le montant des concours publics nécessaires à la réalisation de cet ambitieux programme, à l'exception des lignes vers Genève, Turin, Toulouse et Rennes.

Gageons que le gouvernement ne rechignera pas trop à établir un échecancier dans l'optique européenne. Il est avantageux pour lui, de promouvoir aux Français 320 km/heure et Paris-Londres en 2 h 10 (meilleur temps actuel : 2 h 35), Paris-Barcelone en 4 h 40 (9 h 40), Londres-Strasbourg en 4 heures (11 h 20) et Marseille-Barcelone en 2 h 30 (7 heures).

Un TGV vaut mieux qu'un long discours proeuropéen.

ALAIN FAUJAS.

Le renouvellement des 90 chambres d'agriculture

Des élections dépassionnées

Mardi 31 janvier se déroulent dans toute la France les élections aux 90 chambres d'agriculture (1), qui ont désormais lieu tous les six ans. Le climat est beaucoup moins passionnel, beaucoup moins politique qu'en 1983, et ces élections sont redevenues des élections professionnelles.

En 1983, c'était tout autre chose, la réforme mise en place en août 1982 par M^{me} Cresson, alors ministre de l'Agriculture, suscitait la gronde de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA).

Le renouvellement des chambres n'aurait plus lieu par moitié, tous les trois ans, mais serait intégral, tous les six ans. Il n'y aurait pas de président âgé de plus de soixante-cinq ans au début de son mandat, et on était d'accord. Mais elle avait remplacé le scrutin majoritaire par département (la liste obtenant la majorité des voix étant élue en bloc) par un scrutin proportionnel départemental de liste, au plus fort reste. Ce qui permettait aux syndicats minoritaires, reconnus par le gouvernement socialiste depuis mai 1981, d'être représentés au sein des chambres. Et cela inquiétait, car on ne s'était jamais vraiment compté, dans le monde paysan. Crainte vaine, puisque les traditionnels obtenaient 64 % des suffrages en 1983. Et puis, et cela n'allait plus du tout, elle avait fortement augmenté la représentation des salariés dans les deux collèges qui leur sont réservés. Très vite, la mayonnaise était montée entre le ministre et le président de la FNSEA, M. François Guillaume. Et cela prenait un tour très politique.

Devenu ministre, M. François Guillaume changea à nouveau la règle du jeu : le scrutin redevenait majoritaire, mais par circonscription (pour que toutes les régions d'un département soient représentées), le nombre des représentants des salariés était ramené à quatre (deux par collège), et dans les chambres, les exploitants agricoles étaient majoritaires.

Cette seconde réforme ne fut jamais appliquée, puisque M. Henri Nallet vint, en mai 1988, et calma le jeu (arrêté du 29 novembre 1988) : le scrutin resta majoritaire, par département, mais avec une dose de proportionnalité (la liste majoritaire occupe la moitié des sièges, le reste étant réparti à la proportionnelle). Il double le nombre des représentants des salariés, qui seront huit (quatre par collège). Il promet de renégocier avec les syndicats agricoles leur représentativité, mais après les élections aux chambres consulaires. Tout le monde semble d'accord sur ce moyen terme.

Dans le collège des « exploitants agricoles », on compte cette année 1330679 inscrits, soit 20 % de moins qu'en 1983, pour être 2970 représentants. Et leurs suffrages se répartiront entre l'Union des forces paysannes (UFP), qui regroupe les candidatures présentées par la FNSEA, le CNJA et la CNMCCA (Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole). Liste unique dans six chambres (Oise, Savoie, Seine-et-Marne, Somme, territoire de Belfort et Ile-de-France). Elle obtiendra sans peine, en toute logique, la majorité dans un grand nombre de chambres.

La crainte de l'abstention

Elle s'opposera à la Confédération paysanne (qui réunit depuis plusieurs mois la Fédération nationale des syndicats paysans, ou FNSP, et la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans ou CNSTP), proche, avec des nuances, du Parti socialiste ; au MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales), dont certains dirigeants sont proches du Parti communiste ; à la Fédération française de l'agriculture (FFA), proche de la droite, et parfois même de l'extrême droite.

Il existe de plus, localement, des accords et des oppositions à géométrie variable, puisque dans 28 départements l'UFP s'affronte qu'une

seule autre liste (dans la moitié des cas celle de la Confédération paysanne), mais qu'on recense 34 départements où 3 listes s'affrontent et 17 où il y a 4 listes en présence. La Mayenne a même le pom-pom avec... 6 listes !

La liste UFP ne risque guère d'être minoritaire que dans neuf départements : en Dordogne et en Haute-Vienne (en face de la Confédération paysanne), dans l'Allier, les Alpes-Maritimes et l'Ariège (où elle affronte parfois une liste FNSEA dissidente), dans l'Indre et la Vaucluse, en Loire-Atlantique et en Haute-Garonne, où les listes opposantes sont plus nombreuses.

La grande crainte des syndicats paysans est, cette année, le nombre possible des abstentions. Sans rêver d'une participation égale à celle de 1983 (70 % des inscrits), sans crainte d'indifférence des électeurs d'autres organismes consulaires (comme les chambres de commerce et d'industrie, où la participation des électeurs n'a pas dépassé 30 % en novembre 1986), on redoute de passer en dessous de la barre des 50 %, ce qui ne s'est encore jamais vu.

Les résultats provisoires devaient être connus le 1^{er} février, les résultats définitifs à la fin de la semaine. Les chambres devront se réunir et désigner leurs présidents avant le 12 mars, et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture aurait théoriquement jusqu'à la fin avril pour élire son bureau et son président. Mais le fait que le congrès de la FNSEA se tienne dans la dernière semaine d'avril, et que le président actuel de l'APCA, M. Perrin, âgé en fin de mandat de plus de soixante-cinq ans, n'est plus rééligible, après quinze années à la tête de cette assemblée (où il pourrait être remplacé par l'actuel secrétaire général, M. Cormorèche) pourrait hâter la procédure.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Une par département, sauf en Ile-de-France où il existe une seule chambre.

REPÈRES

Revenus des ménages

Hausse de 7,5 % en 1988 aux Etats-Unis

Les revenus des ménages américains ont augmenté de 0,9 % en décembre après un léger recul en novembre, portant leur progression pour l'ensemble de 1988 à 7,5 %, le meilleur résultat depuis 1984, a annoncé le département du commerce. Les résultats de décembre ont été partiellement gonflés par une hausse des subventions accordées aux agriculteurs. Mais, même en excluant cet apport exceptionnel, les revenus des Américains ont augmenté de 0,5 %. Pour sa part, la consommation des ménages a progressé de 0,9 % en décembre. Une hausse qui recouvre une poussée de 4,1 % des achats de biens durables.

Tourisme

L'Espagne numéro un mondial

L'Espagne a confirmé en 1988 sa place de premier pays touristique du monde. Elle a accueilli 54 172 000 étrangers, soit une hausse de 7,2 %. Les Français ont été les plus nombreux, avec 12 millions de touristes, devant les Portugais, qui ont été 10 millions à visiter l'Espagne. Selon une étude de la banque Banco de Bilbao-Vizcaya, les recettes brutes du tourisme espagnol ont, pour la première fois, dépassé celles des Etats-Unis et atteint 16,7 milliards de dollars (100 milliards de francs). Les revenus du tourisme excèdent le déficit commercial et 10 % de la population active travaille directement ou indirectement pour accueillir les voyageurs étrangers. — (AFP.)

Face à la géode et aux jardins du parc de la Villette, la médiathèque de la cité des Sciences et de l'Industrie est l'une des plus grandes bibliothèques multimédia au monde consacrée aux sciences et aux techniques.

Elle propose, sur 12 000 m², en accès libre, un fonds de plus de 200 000 volumes, 5 700 revues (représentant 2 500 titres) et 2 500 audiovisuels. Il s'agit soit de documents à vocation pédagogique ou de vulgarisation, soit d'ouvrages à usage professionnel. La médiathèque comprend deux parties : la médiathèque tout public et la médiathèque spécialisée.

La médiathèque tout public

Elle offre un vaste ensemble pour les adultes, une section spécialement réservée aux enfants, une didactique, une salle de projection et un espace conçu pour les déficients visuels. La médiathèque tout public permet à tous ceux — simples curieux, universitaires ou spécialistes — de trouver des réponses aux questions qu'ils se posent dans de nombreux domaines : l'agronomie, les sciences de la terre, la mécanique, la physique nucléaire, la

médecine (la médiathèque est la plus importante bibliothèque médicale grand public de France), mais aussi la cuisine, le sport... Elle dispose d'un choix exceptionnel de documents destinés aux entreprises : analyses économiques et financières, numéros spéciaux de périodiques, journaux internes... En outre, la médiathèque propose un service payant d'interrogation de banques de données au public : Comète. Elle donne accès à 450 banques de données par l'intermédiaire de 8 serveurs français et étrangers. La couverture est mondiale et concerne toutes les disciplines ; des agendas regroupant les congrès mondiaux par spécialité aux nouveaux brevets déposés par la concurrence, ce service offre aux entreprises un outil de référence qui complète le catalogue de la médiathèque.

Dans la médiathèque des enfants (pour les 3/14 ans) chacun peut choisir dans les mini-bibliothèques des livres sur

toutes sortes de sujets : informatique, science-fiction, zoologie, origines de l'homme, transports ; découvrir des bandes dessinées ; utiliser des logiciels éducatifs et pour les plus petits, fouiller dans des bacs de livres d'images, regarder des films sur des lions ou sur la fabrication des biscuits, écouter des contes...

La médiathèque spécialisée

Elle accueille toutes les personnes qui désirent approfondir leurs connaissances en histoire des sciences exactes, des sciences de la vie, des techniques, en didactique ou en muséologie scientifique. La médiathèque spécialisée renferme également un fonds important d'ouvrages rares. Son originalité réside dans un très grand choix de livres scientifiques anciens dont la plupart datent du XIX^e siècle et quelques uns des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Ainsi, des livres scienti-

ques pour enfants, du XIX^e à nos jours, sont rassemblés à l'attention des enseignants et des spécialistes.

Un classement simple et original

Un classement simplifié a été adopté pour que chacun puisse effectuer sa recherche. Les collections — livres, revues, audiovisuels — sont regroupées dans des services thématiques. La médiathèque a créé son propre mode de classement qui associe des lettres significatives (« M » pour mathématiques, par exemple) à des chiffres. Cette

Prêt et réservation par minitel :

La médiathèque dispose d'un service de prêt des ouvrages ou publications pour une durée de trois semaines renouvelables. La carte d'abonnement (200 F pour l'année) permet d'emprunter jusqu'à cinq documents et, mieux encore, de les réserver par l'intermédiaire du service télématique (36 14 code medvil) qui renferme le catalogue informatisé.

classification est différente de celle utilisée par d'autres bibliothèques. Elle se veut claire et ouverte à un large public. Tout en conservant un découpage traditionnel pour certaines disciplines (chimie, biologie, métallurgie...), la médiathèque a aménagé une place pour des thèmes interdisciplinaires. Par exemple la section « AL » (alimentation) regroupe à la fois les technologies alimentaires et agro-alimentaires, la diététique et la cuisine.

L'ensemble du fonds de la médiathèque est accessible par le catalogue informatisé (consultable sur place ou par minitel). Il permet une recherche par titre,

sujet ou auteur et, pour les abonnés au service de prêt, la réservation à distance des ouvrages. Le visiteur est aussi accueilli chaleureusement par les documentalistes qui peuvent le guider dans sa recherche.

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Carlier
75019 Paris
Métro : porte de la Villette
ou Corentin Carlier

Informations pratiques

Médiathèque tout public : du mardi au dimanche de 12h à 20h ; le mercredi de 12h à 21h.

Médiathèque des enfants : mercredi, samedi et dimanche de 14h à 18h30.

Didactique : du mardi au vendredi de 14h à 18h, samedi et dimanche de 14h à 20h.

Fermeture le lundi.
Informations (répondre) : (1) 46 42 13 13.



Économie

SOCIAL

La croissance des honoraires libres

La Fédération de la mutualité va publier la liste des médecins qui respectent les tarifs

M. René Testade, président de la FNM (Fédération nationale de la mutualité française), a annoncé, lundi 30 janvier, que son organisation allait publier la liste des médecins qui respectent toujours les tarifs officiels de la Sécurité sociale. Reconnaissant que 30 % des médecins auraient choisi de pratiquer des honoraires libres, le docteur Jacques Benayre, président de la CSMF (Confédération des syndicats médicaux de France), a aussitôt répliqué en déclarant que les décisions de la FNM « ne sont pas la bonne réponse » au problème posé.

Combien y a-t-il de médecins conventionnés fixant librement leurs honoraires, après la nouvelle période de choix qui a pris fin au 31 décembre ? La forte croissance de ce « deuxième secteur » inquiète le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

En 1980, lorsque la possibilité de fixer librement les honoraires (« avec tact et mesure ») fut introduite pour les médecins conventionnés, moyennant cotisations sociales plus élevées, elle n'avait intéressé qu'un nombre limité de médecins : 7,2 %, une proportion nettement inférieure à celle (12,2 %) des praticiens ayant, en raison de leurs titres ou de leur expérience, le droit de demander un dépaiement permanent des tarifs conventionnels. Mais en sept ans, le nombre de médecins ayant opté pour les honoraires libres a été presque multiplié par quatre, et ils représentaient fin 1987 21,2 % des médecins libéraux. Ainsi, comme le note une étude récente de la direction de la prévision du ministère de l'Économie, « si la progression se maintient au rythme actuel, dans six ans, un médecin sur deux sera en secteur 2, et dans dix ans, la totalité ».

Un choix économique

Chez les généralistes, la proportion est restée faible (13,8 %). Mais une nouvelle catégorie d'omnipraticiens est apparue : ceux pratiquant un « mode d'exercice particulier » : spécialistes non reconnus comme l'allergologie ou techniques spécifiques comme l'acupuncture, l'homéopathie, etc. Fin 1987, sur les 6 813 médecins concernés, plus de la moitié exerçaient dans le « deuxième secteur ».

D'autre part, un nombre croissant de spécialistes ont choisi les hono-

raires libres soit dès leur installation, soit plus souvent au bout de quelques années d'exercice. Cette formule ne s'est pas seulement substituée au dépaiement permanent : la proportion de médecins appliquant strictement les tarifs conventionnels a diminué régulièrement. Mais à partir de 1987, leur nombre a commencé à baisser (de 1,5 %). Cette baisse a coïncidé avec la dépalement des honoraires libres, permettant aux médecins du deuxième secteur de profiter du régime d'assurance-maladie des non-salariés, moins coûteux (1).

Plusieurs raisons peuvent être avancées au choix des honoraires libres : moyen de se différencier, d'afficher un effet-qualité symbolique ou, au contraire, façon de suivre un mode d'exercice déjà adopté par d'autres médecins. Les études économiques ou statistiques aboutissent à une conclusion assez nette : les honoraires libres correspondent à un choix économique rationnel (2). Ils permettent, en effet, de gagner autant, voire davantage, qu'avec la pratique conventionnelle normale en effectuant moins d'actes, donc avec un rythme de travail moins intense. Alors que les médecins ayant droit au dépaiement permanent ne bénéficient pas systématiquement, les médecins du deuxième secteur y recourent régulièrement.

Enfin, les médecins spécialistes du deuxième secteur combinent fréquemment (dans presque un cas sur deux) une activité hospitalière salariée à temps partiel avec l'activité libérale : cette activité hospitalière peut contribuer à justifier aux yeux de la clientèle le supplément d'honoraires demandé.

Le problème majeur posé par les médecins à honoraires libres vient de leur concentration dans certaines zones : en 1987, plus de la moitié d'entre eux (54 %) se trouvaient dans neuf départements de la région parisienne, de la région Rhône-Alpes, de la région lyonnaise, de la Côte-d'Azur, plus l'Indre et le Loiret, où ils représentaient plus de 20 % des médecins. Dans l'ensemble il s'agit des départements où le revenu par habitant est élevé.

Ainsi, la formule a pu apparaître comme un moyen de limiter la consommation médicale en augmentant son coût, pour ceux qui pouvaient l'assumer. Mais le principe comporte des exceptions : dans le Loiret, l'Indre ou la Seine-et-Marne, le revenu par habitant n'est pas supérieur à la moyenne. Historiquement, le développement du deuxième secteur paraît y correspondre à la présence de syndicats « anti-conventionnistes ». De même, dans Paris, la répartition des mé-

decins à honoraires libres ne suit pas nécessairement la courbe des revenus.

Ainsi l'objectif de la convention — assurer l'égalité d'accès aux soins — semble entamé. D'autant que dans certaines spécialités, par suite du développement du deuxième secteur, les médecins appliquant strictement les tarifs conventionnels étaient minoritaires en 1987.

C'était vrai sur le plan national pour certaines spécialités « pointues » comme les endocrinologues, les neuro-chirurgiens, les urologues, par exemple. Mais dans les départements à deuxième secteur important, ils étaient devenus rares (moins de 25 % des médecins, parfois moins de 10 %) pour des spécialités beaucoup plus courantes : c'était déjà le cas à Paris pour la chirurgie, l'oto-rhino-laryngologie, l'ophtalmologie, dans les Yvelines pour l'ORL et la rhume rhinologie, dans les Alpes-Maritimes pour la chirurgie et l'ophtalmologie, dans la Haute-Savoie aussi pour l'ORL. Dans ce cas, l'assuré n'avait guère le choix.

Un effet boule de neige

Or cette fois-ci la croissance du deuxième secteur a encore continué : les premières informations, incomplètes et officieuses, laissent cependant prévoir une augmentation de l'ordre de cinq points de la proportion de médecins à honoraires libres. Cet accroissement a touché en particulier les départements où ils étaient déjà nombreux. A Paris, par exemple, les médecins à honoraires libres représenteraient 52,7 % du total, et les médecins appliquant les tarifs conventionnels, seulement 29,7 % (39,2 % des généralistes et moins de 25 % des spécialistes). Il y a eu un effet boule de neige : ce sont les tarifs conventionnels qui sont devenus atypiques.

Cela explique que, lors de la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, jeudi 19 janvier, les représentants des médecins syndiqués se soient inquiétés comme l'avait fait un mois plus tôt M. Claude Evin, ministre de la Santé, de la dérive de la convention. « Nous ne pourrions rester passifs si l'on enregistrerait un dérapage important vers le deuxième secteur », déclarait en particulier M. Maurice Dorlin, président (Force ouvrière) de la Caisse nationale d'assurance-maladie.

GUY HERZLICH.

Le renouveau du service public au centre de la concertation entre M. Rocard et les syndicats

M. Michel Rocard poursuit, dans une apparente discrétion et sans aucune solennité, sa troisième concertation officielle avec les organisations syndicales. Après avoir reçu FO, la CFDT, la CGT, la CGC et la CFTC, il s'entretiendra le 1^{er} février avec la FEIN puis ensuite avec les organisations patronales. Cette consultation intervient au lendemain d'un automne — et même d'un début d'hiver — socialement agité et alors que l'été Matignon suit avec vigilance le climat social, observant une « agitation récurrente ». Certains secteurs comme les hôpitaux et l'enseignement font l'objet d'un suivi particulier.

Le premier ministre est d'autant plus attentif au climat social qu'il ne veut plus être surpris, comme à l'automne dernier, par une ronde sans fin de conflits sociaux, ou quand une grève cesse une autre convention. Court-on le risque de voir les « affaires » résorber les revendications ? Pour 1989, de nombreux accords salariaux ont été signés dans le secteur public, mais certaines entreprises restent en suspens. Aux Charbonnages de France, l'ultime délai du 20 janvier pour les réponses syndicales sur le projet d'accord salarial 1989 a été repoussé sine die. Début février, des négociations doivent s'engager pour 1989 à Air Inter, à la SNECMA, à l'Aérospatiale, aux Poteries d'Alsace, puis le 10 février dans les banques. Dans ce contexte, les rencontres avec les syndicats tombent bien : elles permettent à M. Rocard de « s'exprimer très franchement » et aux confédérations de faire part de leurs analyses et de leurs revendications.

« S'engager clairement »

Le tour de piste a été ouvert, le 12 janvier, par FO. M. André Bergeron, qui conduisit pour la dernière fois une délégation de sa confédération à Matignon, a estimé à propos de la mise en place éventuelle d'un service minimum en cas de grève dans le secteur public que « l'enthousiasme du premier ministre paraît retomber ». Il a obtenu par ailleurs l'assurance que, pour les prochaines négociations salariales, on ne « reviendrait pas en arrière » sur le GVT, ce fameux glissement vieillesse technicité, mesurant l'ancienneté et les promotions, qui n'est plus comptabilisé dans la masse salariale négociée dans

les accords 1989. Mais l'entrevue a été hypothéquée par le prochain départ de M. Bergeron, la plupart des dossiers étant renvoyés au lendemain du congrès confédéral de FO. « Un climat étrange ».

Pour la CFDT, M. Jean Kaspar, secrétaire général, a réitéré ses appels à la prudence quant à la mise en place du service minimum. M. Rocard ayant fait preuve à son avis de « plus de sagesse et de réserve ». La CFDT a demandé que le gouvernement « s'engage clairement » pour des négociations décentralisées dans la fonction publique sur la formation, les nouvelles technologies, les classifications et la mobilité. M. Kaspar a demandé que les entreprises publiques disposent de « plus d'autonomie » afin de réaliser « des engagements pluri-annuels ».

A la tête d'une délégation CFE-CGC, M. Paul Marchetti a eu avec M. Rocard une conversation « franche, loyale mais non dépourvue d'aspérités ». Il a estimé que les récents conflits sociaux ne sont qu'une « première vague qui annonce des événements plus graves dans les mois qui viennent ». Dans l'édition d'Encadrement Magazine du 28 janvier, M. Marchetti réitére son avertissement : « J'annonce que le printemps sera chaud car, même si nous n'avons pas la volonté d'utiliser la grève qui grandit chez tous les salariés, ceux du secteur public mais aussi ceux du secteur privé, d'autres n'hésiteront pas à l'exploiter à des fins politiques ».

En l'absence de M. Kaszucki, en voyage à l'étranger, M. Louis Vianet a conduit une délégation de la CGT qui a vivement dénoncé la « collision » entre « les objectifs du patronat et ce que propose le gouvernement ». « Nous sommes en présence d'une offensive conjointe du gouvernement et du patronat pour réduire les droits et les garanties collectives dans ce pays ». La CGT a annoncé une « journée nationale d'action interprofessionnelle » pour le 14 février, jour où patronat et syndicats se retrouvent sur l'aménagement du temps de travail.

Reçu le 24 janvier, le président de la CFTC, M. Jean Bonnaud, a souligné combien « le climat social reste difficile ». Il a réaffirmé « la nécessité d'aboutir à un renforcement des procédures de médiation qui, tout en préservant le droit de grève, permettrait le règlement rapide des conflits ». Selon M. Bonnaud, M. Rocard a paru « très intéressé ». Pour l'heure, M. Rocard entend effectivement faire preuve d'une très grande prudence sur le service minimum, souhaitant des discussions « très décentralisées », ministère par ministère. Il préférerait donc des

codes contractuels de bonne conduite administrés par l'administration, sachant que, contrairement à ce qui s'est passé en Italie, il n'obtiendra pas un consensus syndical général sur la mise en place du service minimum. Ce n'est que « contraint et forcé », dit-on aujourd'hui, qu'il recourra à un projet de loi, sans qu'on puisse alors exclure qu'un tel texte soit lié au projet de loi qui abrogera, sans revenir tout à fait à la législation antérieure, l'amendement Lamassoure sur les retenues salariales en cas de grève dans la fonction publique.

Un projet de loi devrait également être prochainement déposé, comme cela a été confirmé à FO et à la CFTC, sur la prolongation de six mois, jusqu'en avril 1990, du mandat des administrateurs élus des caisses de sécurité sociale. Il n'y aura donc pas de nouvelles élections en octobre 1989. De nouvelles élections auront-elles lieu en 1990 ou reviendront-elles à la désignation d'avant 1983, comme le souhaitait FO et la CFDT ? La décision n'est pas prise, Matignon étant favorable à la désignation et l'Elysée à l'élection...

M. Rocard a également testé ses interlocuteurs syndicaux sur le « renouveau » du service public, un « chantier » qu'il entend faire avancer sérieusement cette année. Le premier ministre pourrait faire une communication sur ce sujet au conseil des ministres autour du 15 février. Il s'agirait de fixer quelques grandes orientations et quelques indications de méthode avant l'engagement d'une concertation qui s'ouvrirait début mars avec M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, mais non exclusivement. L'idée d'une « délégation » chargée du renouveau du service public reste dans l'air...

M. Durafour a déjà abattu quelques cartes, le 25 janvier en présentant ses vœux à la presse. Il centre sa démarche « très pragmatique » autour de quatre axes : « faire de la gestion des ressources humaines une responsabilité élargie de la gestion publique » (avec un important accroissement de la mobilité) ; « réfléchir aux moyens de mieux faire participer les agents au progrès de leurs conditions de travail et d'emploi » (sur la base du rapport Guillemin) ; parvenir à une « meilleure déconcentration au sein de l'administration » ; « poursuivre l'effort de simplification dans les relations entre l'administration et les usagers ». Voulaient rassurer les syndicats, M. Durafour a affirmé qu'il ne s'agit pas « de vouloir plaquer à tout prix sur les administrations, qui ont leur logique propre, la logique des entreprises ». Mais la modernisation sera bien rude à mener.

MICHEL NOBLECOURT.

L'ouverture du 16^e congrès confédéral

M. Bergeron invite FO à poursuivre dans la voie du « réalisme »

Devant plus de quatre mille participants, réunis mardi 31 janvier au Parc Floral de Vincennes, M. André Bergeron a donné le coup d'envoi de son dernier congrès à la tête du syndicat. Un congrès qui, pour la première fois depuis la création de FO en 1947, voit s'affronter deux candidats, M. Marc Blondel et M. Claude Pitus pour le poste de secrétaire général.

Dans son long discours d'ouverture, M. Bergeron s'est livré à une rétrospective de ses vingt-cinq ans à la tête de FO, avec, au passage, quelques messages aux militants et à son successeur : « L'héritage de 1947, a-t-il proclamé, est intact. Nous n'avons jamais changé de route ». Et de rappeler les grands thèmes qu'il défend inlassablement : indépendance à l'égard des partis politiques, distinction entre « consultation » et « codécision », combat syndical pour la justice sociale. Le secrétaire général a semblé désigner une synthèse entre le « syndicalisme d'accompagnement » prôné à M. Pitus et le « syndicalisme de contestation » défendu par M. Blondel. Une façon aussi de marquer un tel clivage.

Au total, le bilan de l'action syndicale depuis les années 50 lui apparaît comme « extraordinairement positif ». C'est une enquête du Credo qui donne à la France un taux de syndicalisation de 10 %, il a estimé que l'influence syndicale est plus importante, tout en regrettant que les salariés considèrent les organisations « comme une sorte de service public » et ne s'engagent pas davantage dans l'action collective.

M. Bergeron a contesté tout recul électoral de sa confédération et a répondu aux accusations d'archaïsme : il s'agit seulement de « préserver le caractère de droit public de la réglementation du travail » et de faire évoluer « étape par étape » la condition sociale. « Les travailleurs ont souvent préféré notre attitude, qu'ils jugent constructive, a-t-il affirmé ».

Le secrétaire général de FO n'a pas voulu voir un début d'orientation à travers sa succession, pour laquelle il a

semblé donner un discret coup de pouce à M. Pitus : « Même si FO devra tenir compte des réalités nouvelles et changeantes, elle devra garder son âme ». C'est-à-dire refuser « la démagogie, la surenchère et par conséquent le mensonge », et continuer à « faire preuve de réalisme ». Garder son âme, c'est également rester tolérant : « Je n'ai jamais demandé l'exclusion de quelqu'un ; pour moi, il n'y a jamais eu de moutons noirs... » une allusion aux « moutons noirs » désignés par M. Maire au dernier congrès de la CFDT, les trotskistes,

qui, selon M. Bergeron, « se trouvent bien à FO et savent qu'ils trouveront difficilement leur place en dehors de FO ». Se défendant de toute « faiblesse ou peur du débat », M. Bergeron a d'autre part repoussé tout « rapprochement organique avec la CFDT (...) ». Ce n'est pas possible, car nous n'avons pas la même histoire ni la même conception du rôle du mouvement syndical dans la société démocratique. Il y a une coexistence, il y a un lien, mais il faut le préserver : le « capital moral considérable » de FO dans l'opinion.

M. N.

ADMISSIONS PARALLELES a
SUP^{de}CO REIMS
VOTRE DIFFERENCE NOUS INTERESSE
Inscriptions d'un diplôme français ou étranger de type :
Inscriptions jusqu'au 29/2/89
Inscriptions jusqu'au 24/3/89
GROUPE ESC REIMS - 59, rue Pierre Taittinger
S.R. 302 - 51061 REIMS CEDEX - Tél. 26 06 06 04

SCIENCES-PO FORMATION
NOUVEAUX INSTRUMENTS FINANCIERS
21 et 22 Mars 1989
• Le traitement comptable, fiscal et juridique des opérations sur les nouveaux instruments financiers : MATIF, options de taux, FRA, CAP et FLOOR, options de change, swaps de taux d'intérêt, swaps de devises.
• Participants : responsables financiers et comptables.
• Inscriptions : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de Formation Continue
215, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS
Téléphone : 45.49.50.97 - 45.49.51.94

de 11 à 17 ans
L'ÉTÉ aux U.S.A.
SUMMER CAMPS
Grands espaces, sports et aventures en compagnie de jeunes Américains.
En pleine nature, dans des sites exceptionnels.
Multiples activités sportives, culturelles ou artistiques.
Au milieu de 100 à 200 jeunes Américains, la pratique de la langue est à coup sûr favorisée.
Chalets ou bungalows très « Far West » ou sous la tente.
Réunions d'information les 3 et 4 mars prochains.
G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE
EUROLANGUES
53, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. (1) 40.28.00.65
Demandez vite la documentation gratuite (32 pages).
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C.P. _____ Ville _____
Tél. _____ Age _____ Classe _____

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 La formation du gouvernement canadien. 5 Le président congolais propose que l'Europe conclue avec l'Afrique un « contrat de solidarité pour le développement ». 6 Un entretien avec M. Shamir.	9-10 La préparation des élections municipales : Brest, Quimper, Lille, Limoges, Saint-Étienne, Bouches-du-Rhône. — Le gouvernement prépare des mesures en faveur du logement des immigrés.	11 Le couple « victime-délinquant » à la recherche d'une conciliation. 12 Après le passage du cyclone Firinga, la Réunion en état de choc.	13 Un mois à la campagne, de Tourgeniev, avec Isabelle Huppert. 14 La polémique sur l'Opéra. 42 Communication : première réunion de travail pour le CSA. — « Digressions », par Bernard Frank.	43 La Banque de France durcit sa politique de crédit. — Le projet de loi sur les « noyaux durs ». 44 Le renouvellement des chambres d'agriculture. 45 La croissance des honoraires libéraux chez les médecins. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 20 à 41 Campus 12 Carnet 12 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15	• Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. • Calculez le montant de vos impôts sur le revenu : IMPOTS 3615 tapes LM

Les « délits d'initiés » Le communiqué de la COB

Voici le texte du communiqué de la Commission des opérations de bourse, diffusé mardi 31 janvier, au sujet de l'affaire des « délits d'initiés » dans l'achat d'American Can par Pechiney :

« Réuni le mardi 31 janvier 1989, le collège de la Commission des opérations de bourse, a pris connaissance du rapport établi par son service de l'inspection à la suite de la décision prise lors de sa séance du 14 décembre 1988 d'ouvrir une enquête sur les transactions susceptibles d'avoir été effectuées, à partir du territoire français, notamment au cours de la semaine du 14 au 18 novembre 1988, sur le titre Triangle, coté aux Etats-Unis.

Après délibération, considérant que la réalisation de cette enquête menée en étroite collaboration avec diverses autorités étrangères, notamment la SEC et l'International Stock Exchange de Londres, a permis :

— de reconstituer la totalité du marché de l'action en cause sur la semaine du 14 au 18 novembre 1988 ;
— de déterminer ses diverses composantes ;

et, ce faisant, de relever une série de présomptions précises et concordantes qui sont de nature à justifier une saisine de l'autorité judiciaire du chef du délit d'initiés, le collège a décidé, à l'unanimité de ses membres, de transmettre le dossier de l'enquête au Parquet de Paris.

Par ailleurs, le collège a tenu à rendre hommage à la qualité, à l'efficacité et à la rapidité des initiatives prises, et des diligences effectuées par le service de l'inspection de la COB.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 janvier Consolidation

Le mouvement de consolidation observé lundi (-0,56 %) s'est pour suivi mardi dans la matinée. L'indicateur instantané qui perdait 0,49 % en début de séance descendait jusqu'à -0,59 % quelques instants plus tard. Parmi les hausses, figuraient Lebon (+3,9 %), Legrand ADP (+3,6 %) et SOGE (+3,2 %). En baisse, on notait Fromageries Bel (-4,4 %) et la Société générale (-3,7 %).

(Publicité)
Violence

Sauvée par Duriez

Harcelée par les mauvais traitements (de textes) de son patron, la secrétaire se réfugie chez DURIEZ et découvre le monde du choix et de la clarté, celui du vrai conseil et de l'après-vente, pour un matériel adapté à ses besoins réels. Désormais, elle ne se sépare plus de son catalogue DURIEZ et impose, en douceur, à son patron les nouveaux achats de la société.

EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

Sur présentation de cette annonce et sans obligation d'achat, un cadeau vous attend dans l'un de nos 3 magasins :

3, rue La Boétie (9^e) Tél. : 47.42.51.49
112, bd St-Germain (6^e) Tél. : 46.33.20.43
132, bd St-Germain (6^e) Tél. : 43.29.85.60
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F. M 4

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 800 F VESTONS 1 450 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE UNIFORMES ET DISQUES MILITAIRES **LEGRAND Tailleur** 27, rue de Valenciennes, Paris - Opéra Téléphone : 47.42.70-81 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

Absence de contentieux mais coopération léthargique

La visite de M. Mitterrand en Inde devrait favoriser une relance des relations bilatérales

M. François Mitterrand entreprend, le mercredi 1^{er} février, une visite officielle de trois jours en Inde. Après une première journée protocolaire à New-Delhi, le chef de l'Etat se rendra, jeudi, à Calcutta pour y visiter la Cité de la joie, mais il n'y rencontrera pas Mère

NEW-DELHI
de notre correspondant

« C'est à la fois le défaut et la qualité des Français : vous êtes capables de vraies manifestations de solidarité et aussi de réaliser de très jolis « coups » commerciaux, mais, entre ces brusques initiatives, vous ne travaillez pas, vous laissez les liens se distendre. S'agissant de votre coopération avec nous, c'est vrai à la fois sur les plans économique et politique. L'amitié ou le partenariat économique, cela s'entretient. » Ce jugement d'un industriel indien résume bien la nature des relations franco-indiennes à la veille de la visite de M. François Mitterrand en Inde, dont Français et Indiens attendent une relance des relations bilatérales. Celles-ci ne sont pas mauvaises mais simplement léthargiques.

La visite de M. Mitterrand à Delhi, en novembre 1982, et celle du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, à Paris, en juin 1984, avaient fait naître des espoirs qui ne se sont pas réalisés. Auparavant, il avait fallu une initiative de M. Giscard d'Estaing pour que soit repris, timidement, un dialogue franco-indien. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, Paris a affirmé pour la première fois une volonté politique de coopérer avec New-Delhi. Le socialisme de M. Gandhi est tout aussi réformiste que celui de M. Mitterrand, relations avec l'Union soviétique mises à part. En outre, le chef de l'Etat français est apprécié ici pour son tiers-mondisme militant. Leader des pays non alignés, l'Inde voit d'un bon œil les initiatives élyséennes en faveur d'un dialogue Nord-Sud. D'un autre côté, le fait que le Parti socialiste ait toujours dénoncé le régime pakistanais de l'ancien président Zia (on se rappelle, à New-Delhi, que M. Badinter a été l'un des avocats d'Ali Bhutto) était apprécié par les Indiens.

Rencontre Nord-Sud à Paris

Les Indiens ont accueilli avec une satisfaction ostensible la réflexion de M. Mitterrand. Les relations entre les deux pays ne sont pas pour autant fructueuses. M. Gandhi avait pourtant « passé l'éponge » sur une affaire d'espionnage impliquant, en février 1985, un officier français, le colonel Bolley, affaire qui avait, cependant, coté à la France quelques contrats importants.

Sur le plan politique, la visite de M. Mitterrand devrait être un succès, faite de réels contentieux.

• ÉCHECS. — Anatoli Karpov a remporté lundi 30 janvier à Seattle (Etats-Unis) la deuxième partie du match des quarts de finale des candidats au titre de champion du monde qui l'oppose à l'islandais Johann Hjartarson. Karpov mène au score par 1,5 à 0,5, alors qu'il reste quatre parties à jouer.

Le numéro du « Monde » daté 31 janvier 1989 a été tiré à 552 444 exemplaires

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions dactées jeudi)
Renseignements : 45-55-81-82.
Poste 4138

Maison de la Poésie
181, rue Rambuteau, N^o Haller, 42342753
Jeudi 2 février 20h30
KATHLEEN RAINE GRANDE-BRETAGNE
en présence du poète avec Jean MAMBRUNO et Marie-Claire BEYER

Teressa, en déplacement. Le dernier jour de la visite, vendredi, MM. François Mitterrand et Rajiv Gandhi assisteront, à Bombay, à un spectacle qui marquera le début de l'Année de la France en Inde, laquelle répond à l'Année de l'Inde en France en 1985.

Le chef de l'Etat en profitera, en effet, pour annoncer la tenue d'une rencontre Nord-Sud réunissant les sept pays industrialisés et des représentants — dont l'Inde — des pays du Sud. Pour éviter une répétition de la conférence de Cancun, le nombre des participants serait réduit afin qu'il ne s'agisse plus, selon l'expression d'un diplomate, d'un « forum d'autosatisfaction tiers-mondiste ». Cette conférence serait organisée à Paris, à la mi-juillet, coïncidant ainsi avec le bicentenaire de la Révolution française. L'Inde y étant représentée par son premier ministre, M. Rajiv Gandhi, qui pourrait effectuer au même moment une visite officielle en France.

Au-delà de clichés traditionnels (l'intervention soviétique en Afghanistan, la question du Cambodge et celle des armements nucléaires), le problème du déficit important de la balance commerciale est toujours d'actualité : les exportations indiennes ne couvrent que le tiers des importations françaises. New-Delhi va, une fois de plus, demander à Paris de prendre des mesures afin de rétablir un début d'équilibre, et les Français sans aucun doute vont promettre de faire tous les efforts possibles.

La France est la onzième partenaire économique de l'Inde, son huitième client et son neuvième fournisseur. Une cinquantaine d'entreprises françaises seulement investissent en Inde. S'il est vrai que la réglementation indienne est draconienne (sur le plan fiscal et sur celui de la création d'emplois notamment) et que les délais de conclusion des contrats sont particulièrement longs (trois ans en moyenne), il reste que les industriels d'autres pays, notamment les allemands, réussissent bien à pénétrer le marché indien.

« Le commerce franco-indien, explique un diplomate, est basé sur une politique de grands contrats alors que les Allemands, les Américains, les Japonais et d'autres ont mis en place en Inde des structures de commerce plus stables. Les Allemands, par exemple, disposent d'un réseau de chambres de commerce presque dix fois supérieur au nôtre. Cette politique de présence finit toujours par payer. Ils sont moins fragiles que nous et leurs relations commerciales ne sont pas à la merci de la moindre période de refroidissement diplomatique (affaire Bolley) », en juin 1985, M. Mitterrand souhaitait que la coopération entre les deux pays s'organise autour de « projets phares » établis sur une longue période et « qui impliquent fournitures d'équipements, cessions de technologies, financements appropriés et formation de personnels ».

Dans quelques jours, le président français pourra réitérer ce vœu : la France n'a pas su créer un courant d'affaires en Inde parce que, selon un économiste, « les Français n'investissent pas et ne s'exportent pas, ce qui n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Inde ».

Incompréhension mutuelle
La France a, certes, réalisé de beaux « coups » sur le plan commercial, qu'il s'agisse de la vente de Mirage-2000 (quarante-neuf exemplaires) ou d'Airbus, de réseaux téléphoniques (CIT-Alcatel), ou des contrats des Charbonnages de France. Mais elle a également essuyé quelques échecs notables : la fourniture de quatre cents canons de 155 mm (affaire Bofors), la centrale d'épuration des eaux du Gange, la vente d'ordinateurs (Bull), la construction d'une usine de lignes téléphoniques (Alcatel) à Bangalore.

Dans un domaine au moins, la France montre depuis quelques années un intérêt nouveau : en quatre ans, les crédits consacrés à la

coopération scientifique, culturelle et technique ont doublé, atteignant aujourd'hui 90 millions de francs. Dans cette enveloppe un peu exceptionnelle figurent une partie des crédits affectés au Festival de la France en Inde, qui va être inauguré par le président français à Bombay.

Le « clou » de ce festival aura lieu lors de la cérémonie d'ouverture, sous la forme d'un spectacle technologique destiné à projeter l'image d'une France d'avant-garde. M. Rajiv Gandhi, que l'on sait fasciné par la modernité, sera-t-il sensible à cet embrasement de rayons laser, jeudi, dans la baie de Bombay ? « C'est un festival qui vous ressemble beaucoup, très français, remarque un homme d'affaires indien. Ce sera un beau jeu d'artifice dont on se souviendra sûrement. Mais, vous savez, les opérations « coup de poing », cela ne donne pas toujours de bons résultats. »

LAURENT ZECCHINI

Sur le vif

Bras d'honneur

Oh là là ! Ce qu'ils peuvent être susceptibles, tatillons, déliés, nos patrons, c'est pas croyable. Je pense à Cantona, vous savez, l'avant-centre de l'OM de Marseille, une superstar, payée, je vous dis pas combien, vu que j'en sais rien, c'est top secret. Eh ben, Tapie a eu le toupet de le virer. Après l'avoir acheté quand même assez cher, 22 millions de francs, à Auxerre. Enfin, il est pas viré viré, il est suspendu, et on va lui filer une amende.

Tout ça, pourquoi ? Pour rien. Un truc idiot. Samedi dernier, pendant le match contre le Tornado de Moscou à Sedan, un match bien amical, bien gentil, au bénéfice de l'Arménie, il a eu un coup de chaleur, voyez, Cantona. Le sang lui est monté à la tête et, bon, il a enlevé son maillot et il l'a jeté à la garde de l'arbitre. Ça, il a pas fait exprès, il a simplement mal vécu, il voulait le lui accrocher au bras, en guise de porte-manteau, et il a quitté le terrain, torse nu. L'entraîneur a couru derrière : Allez, fais pas le con, reviens ! L'autre l'a envoyé péter. Normal, si on n'a même plus le droit de prendre sa douche tranquillement dans les vestiaires, où on va ?

L'été dernier, ça a fait le même coup. Il a confié à la presse qu'Henri Michel, c'était le sélectionneur le plus incompétent du football mondial, un vrai sac à merde, je cite. Eh ben, il s'est vengé, le mec : Si c'est comme ça, l'équipe de France, tu peux toujours te l'accrocher... J'ai trouvé ça d'un masquin ! Pauvre chat, il a pas mérité ça. D'autant qu'il est venu nous dire, hier soir, à la télé : Oui, c'est vrai, je suis un peu sceptique sur fait, je me fous en rogne pour un rien. Même qu'il a ajouté : Demandez à ma femme. C'est pas touchant ? Si Tapie, ça lui va pas droit au cœur, c'est qu'il fait des complexes. Il veut pas qu'on le prenne pour une carapette.

Moi, mes chers, c'est pareil. Suffit que je les traite de nulards, de débiles profonds, d'ignobles salopards, simple renouveau en pensant, assés d'un bras d'honneur, quand ils ont le culot de relire ma copie sans pousser des cris d'extase, pour qu'ils s'offusquent, si, je vous jure. Ils frôlent les sourcils : C'est une insulte ou une plaisanterie ?

— C'est une insulte.
— Ah ben, on aime mieux ça, CLAUDE SARRAUTE.

Avant la visite de M. Dumas à Téhéran

Campagne internationale contre la répression en Iran

A une semaine de la visite que M. Roland Dumas doit effectuer en Iran, les 5 et 6 février, Amnesty International, la Ligue des droits de l'homme ainsi que plusieurs dizaines d'opposants iraniens ont lancé une campagne pour dénoncer la violence de la répression engagée par le régime de l'Imam Khomeiny contre l'opposition.

Dans un appel, publié lundi 30 janvier, « la communauté internationale afin qu'elle exige l'arrêt des exécutions massives en Iran », Amnesty déclare « condamner le nom de plus de mille prisonniers politiques qui auraient été fusillés ou pendus en Iran ces derniers mois ».

« Cette nouvelle vague d'exécutions a commencé en août dernier », précise Amnesty, pour qui il s'agit de « la plus importante depuis le début

des années 80, où des milliers de prisonniers politiques ont été exécutés ».

Toujours dans cet appel, présenté à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Amnesty évoque également « ses préoccupations concernant la torture, la détention sans jugement, les procès iniques ainsi que les peines cruelles, inhumaines et dégradantes (exemple : l'amputation de doigts aux voleurs) ».

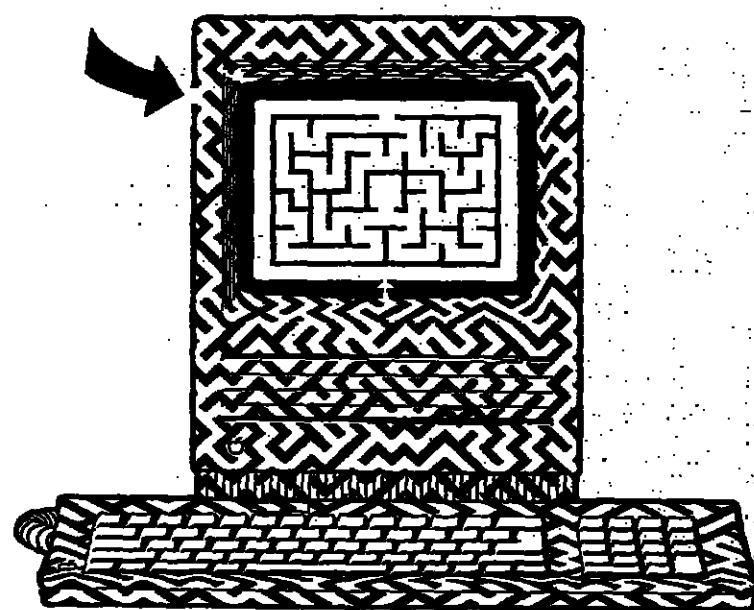
Lettre ouverte à M. Mitterrand

De son côté, la Ligue des droits de l'homme « souhaite » que, lors de sa visite à Téhéran, M. Dumas demande « l'arrêt des exécutions

des prisonniers politiques et la possibilité d'envoyer les Iranis une mission internationale pour visiter les prisons ».

Enfin, une quarantaine d'écrivains, poètes et universitaires iraniens en exil ont adressé une lettre ouverte à M. François Mitterrand, lui demandant « d'apporter un soutien actif aux droits de l'homme en rompant le silence sur la répression politique et la mort de milliers de prisonniers politiques en Iran ». Ils expriment le vœu que les droits de l'homme « ne soient pas sacrifiés au profit » des intérêts économiques et politiques de la France. Une liste des noms de cent quinze détenus politiques exécutés « ces dernières semaines » dans seize villes d'Iran est jointe à cette lettre ouverte.

Rien que Macintosh mais tout Macintosh.
ne vous compliquez pas la vie...



INTERNATIONAL COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.
26, rue du Renard - Paris 4^e - Tél. : 42 72 26 26
64, Av. du Prado - Marseille 6^e - Tél. : 91 37 25 03